

150

Le Monde

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14014 - 4,50 F

VENDREDI 16 FÉVRIER 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

DERNIÈRE ÉDITION

Les troubles au Tadjikistan et les débats politiques à Moscou

M. Mikhaïl Gorbatchev a été mis en échec devant le Soviet suprême

Espoirs et réalités

La coïncidence des troubles sanglants du Tadjikistan - après ceux d'Azerbaïdjan - et de la mise au point des réformes politiques par lesquelles le chef du Kremlin espère bâtir une nouvelle société socialiste met en évidence l'énorme décalage entre les espoirs que sont supposés susciter ces réformes et les plus sombres réalités du monde soviétique. C'est bien parce qu'il en a conscience que M. Gorbatchev a tenté mercredi - en vain - d'accélérer le mouvement en se faisant accorder à bref délai des pleins pouvoirs présidentiels qui, à ses yeux, peuvent seuls lui permettre de faire face à la montée des périls.

Les réalités ne datent pas des dernières années, mais l'écho que leur donne aujourd'hui une volonté de transparence est redoutable dans un pays qui de jour en jour a de plus en plus le sentiment de trôler l'abîme, sinon de s'y précipiter.

L'EXPLOSION des antagonismes raciaux, l'incapacité apparente du régime à les calmer, rendent « les » vieux ennemis et dangereux ennemis, ceux qui bien avant la révolution d'Octobre avaient déjà fait couler beaucoup de sang. Car il n'est plus question seulement de rivalités entre « nationalités » périphériques, mais d'une contestation de l'autorité russe dans toute une partie islamique de l'Asie centrale, où l'on commence à regarder vers d'autres horizons.

En visite en Yougoslavie au mois de mars 1988, peu de temps après les pogroms anti-arméniens de Sourmagit, Mikhaïl Gorbatchev demandait quel pays au monde ne connaissait pas de problèmes de minorités nationales, y compris parmi les États occidentaux. Mais intervenait en URSS un facteur de sous-développement qui exacerbe les oppositions. On s'y bat pour un toit, pour le prix des légumes ou des fruits sur les marchés « libres », pour l'emploi, dans des zones sinistrées par la dégradation de l'économie.

FACE à ce défi, M. Gorbatchev et ses amis paraissent terriblement démunis, et les réponses qu'apporte la « plateforme » adoptée la semaine dernière par le plénum du comité central sont soit un peu courtes, soit un peu trop théoriques.

Courtes, car le projet de reconstruction d'une « économie mixte de marché planifié » ne saurait annoncer à court terme une ère de relative satisfaction de besoins immédiats, à défaut d'abondance.

Théoriques, car l'idée d'une nouvelle conception des liens fédératifs au sein de l'Union soviétique ne saurait se matérialiser tant que les tensions qui se manifestent actuellement entre les différentes Républiques de l'URSS n'auront perdu une part au moins de leur intensité. On ne semble pas en prendre le chemin.

M 0147 - 2160 - 4,50 F
3790147004500 02160

M. Gorbatchev a été mis en échec, mercredi 14 février, devant le Soviet suprême. Une majorité de députés ont refusé de convoquer, à une date rapprochée comme le leur demandait le secrétaire général, le Congrès des députés du peuple. Ils entendent ainsi obtenir un délai supplémentaire afin d'examiner les réformes proposées par le chef du Kremlin, en particulier en ce qui concerne les pouvoirs du futur président.

Le vote négatif des députés au Soviet suprême contraste avec la quasi-unanimité qui s'était manifestée sur le même sujet, après des débats houleux il est vrai, la semaine dernière lors du plénum du comité central du parti. Paradoxalement, il apparaît que ce sont moins les conservateurs que les réformateurs qui se sont opposés à M. Gorbatchev, manifestant leur inquiétude de le voir concentrer entre ses mains un pouvoir trop personnel.

Au Tadjikistan cependant, des émeutes très violentes se sont

poursuivies mercredi, faisant plusieurs dizaines de morts. La nuit suivante toutefois, après que les dirigeants locaux aient accepté, comme le réclamaient les manifestants, un calme précaire semblait en voie de se rétablir à Douchambé. Les mesures de sécurité ont été renforcées, et des parachutistes sont arrivés mercredi soir dans la capitale de la République.

Lire page 3 Participe de BERNARD GUETTA

La rencontre avec trois chefs d'Etat andins

M. Bush veut relancer la lutte contre le trafic de drogue

M. George Bush, qui veut relancer la lutte contre la drogue, devait rencontrer les présidents bolivien, colombien et péruvien, jeudi 15 février, pour quelques heures seulement, dans la ville côtière de Carthagène, en Colombie. Entourés d'un impressionnant dispositif militaire et policier, les quatre chefs d'Etat avaient l'intention de définir un programme commun d'action pour tenter d'enrayer le trafic de cocaïne.

CARTHAGÈNE

de notre envoyé spécial

Le sommet semblait, jeudi matin, avoir toutes les chances de se dérouler le plus tranquillement du monde. On n'attendait ni coup d'éclat de la mafia ni décisions bouleversantes. L'hypothèse d'un attentat contre M. George Bush se heurte au sentiment qui règne à Carthagène : l'importance des mesures de sécurité a de quoi décourager les poseurs de bombes et, surtout, chez les « parrains » de la drogue, le moral est de moins en moins guerrier.

Depuis quelques semaines, ce sont même des messages en sens inverse qu'ils tentent de faire passer : ils ont libéré plusieurs de leurs otages, livré 1 tonne de dynamite et, à la veille du sommet, dévoilé à la presse (et du même coup à la police) trois de leurs « laboratoires ».

Certes, le général Miguel Maza, chef des services secrets, l'homme qui mène avec succès et au péril de sa vie la lutte contre les trafiquants, est sceptique.

CHARLES VANHECKE
Lire la suite page 8

« Bataille d'éléphants » au Japon

Le Parti libéral-démocrate du premier ministre, M. Kaifu, espère remporter, même de justesse, les élections législatives du 18 février

TOKYO

de notre correspondant

Dans le quartier, on les a surnommés la « brigade aux poignards » (negotokko) : les supporters de M. Takekiko Machida, candidat indépendant d'une circonscription d'Arakawa, arrondissement populaire du nord de Tokyo, font campagne un poireau à la main pour rappeler aux électeurs que, même sur ce légume bon marché, on prélève une TVA de 3 %. Cette taxe impopulaire est au centre de la campagne pour les élections du 18 février.

Pour un vote crucial, après la défaite essuyée, en juillet, au Sénat par les conservateurs au pouvoir sans interruption depuis trente-cinq ans, les thèmes de la campagne sont d'une affligeante pauvreté. Si la TVA, et surtout la manière dont le Parti libéral-démocrate (PLD) la fit passer en force au Parlement, cristallise les mécontentements, elle n'est guère représentative des choix auxquels est confronté le Japon (sa place dans la communauté internationale, les injustices sociales, la réforme du monde politique).

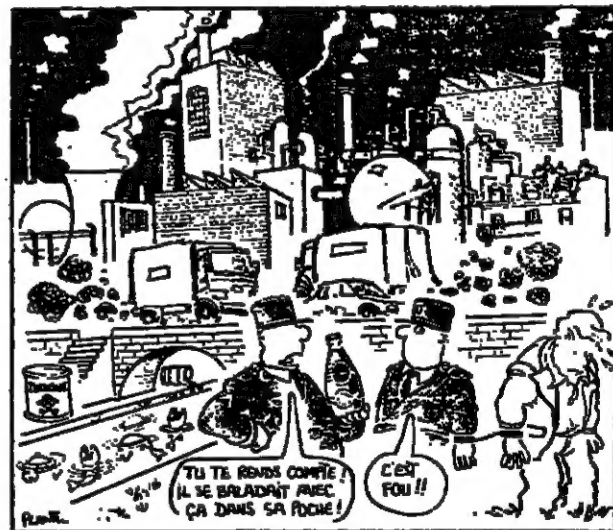
Les murs sont couverts de sourires mais les affiches électorales reflètent surtout un manque d'imaginaire. La seule « révolution » accomplie par M. Doi, président du PLD, date de la campagne électorale de juillet : elle consistait à sur les affiches avec, au-dessus de sa tête, une languette rouge symbolisant la colère populaire.

PHILIPPE PONS

Lire la suite page 8

ERIC LE BOUCHER :
« Les Européens face au modèle japonais », page 32

La parade de Perrier



Lire nos informations page 31

Un point de vue du secrétaire d'Etat auprès du premier ministre

Un plan Monnet pour l'Est

Depuis qu'ont débuté les événements à l'Est, M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé du Plan, a engagé une réflexion sur la transition plan-marché. Fruit de ce travail, il propose pour l'Europe de l'Est un plan Monnet (Jean Monnet fut l'initiateur du premier plan de modernisation et d'équipement de la France, après

la seconde guerre mondiale). Cet article sera publié dans les principaux journaux des pays d'Europe de l'Est : en Union soviétique (les « Izvestia » et « Ekonomitcheskaja Gazeta »), en Roumanie (« Romania Libera »), en Pologne (« Rzeczpospolita »), en Tchécoslovaquie (« Hospodarske Noviny ») et en Hongrie (« Magyar Hirlap »).

par Lionel Stoléru

Le moment est venu, en Europe, de se préparer à la phase économique. Certes, la phase politique est loin d'être close, et nous savons tous que les élections libres sont un préalable à tout progrès économique, mais, déjà, apparaissent les deux aspects économiques majeurs : - Le premier est que, si la tempête politique s'est levée sous le souffle de la liberté trop longtemps bafouée, nul n'ignore de quel poids a pesé la pénurie économique dans ce vaste mouvement. L'effondrement du mur de Berlin, c'est aussi la ruée des consommateurs de Berlin-Est dans les magasins de Berlin-Ouest ;

- Le second est qu'il est, sinon plus facile, du moins plus rapide de faire la révolution politique que la révolution économique : on peut faire tomber un dictateur en quelques jours, on

ne peut pas remplacer le plan par le marché en quelques jours.

Si, dans les mois qui viennent, les citoyens des pays de l'Est n'ont pas la conviction que leur niveau de vie s'améliore, va s'améliorer ou peut s'améliorer, aucune des démocraties nouvellement créées ne pourra se maintenir. Economie et démocratie doivent progresser ensemble.

Il y a vingt ans, nombreux étaient ceux, à l'Ouest comme à l'Est, qui se demandaient quand l'URSS rattraperait les États-Unis, voire les dépasserait, dans le domaine spatial avec le premier Spoutnik. Depuis vingt ans, le marché a creusé l'écart avec l'économie dirigiste, par son aptitude à gérer la complexité et à innover, notamment dans les deux domaines suivants : le commerce international et la révolution technologique.

Le prodigieux essor du commerce international à l'Ouest,

croissant deux fois plus vite que l'activité nationale, a démultiplié le braquet du marché et permis l'accès du consommateur aux meilleurs produits du monde, au meilleur prix du monde. Cela, l'économie dirigiste n'y avait pas accès dans son espace fermé.

Lire la suite page 2

► Lionel Stoléru est secrétaire d'Etat au Plan.

AFFAIRES

● Ces pays où prospèrent des entreprises françaises : Nigéria, Maroc ● Turbulences parmi les étoiles du logiciel : Borland ou le retour de Citizen Kahn ● La grande pêche industrielle traverse une phase critique.

pages 33 à 35 - section D

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 900 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Espagne, 111 fr. ; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 80 p. ; Irlande, 50 p. ; Italie, 1 900 L. ; Libye, 4 000 L. ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; République tchèque, 336 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,90 fr. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

DÉBATS

Un plan Monnet pour l'Est

Suite de la première page

La révolution technologique des puces et des robots, avec un impact aussi grand que le fut celui de la machine à vapeur, a profité au système de marché qui l'a créée et qui a su la diffuser, alors que, à l'Est, les rigidités bureaucratiques retardaient le bénéfice à tirer de ces technologies nouvelles.

Aujourd'hui, le diagnostic est clair et sans ambiguïté : l'économie dirigée a perdu. La main invisible vaut mieux que la poigne visible. Or, choisir le marché, c'est choisir quatre règles du jeu : les prix, l'entreprise, le crédit, le commerce international.

Ces quatre règles du jeu ne sont pas exhaustives, elles ne fonctionnent parfaitement nulle part, elles sont modulables par les États selon des dosages qui ne sont pas les mêmes au Japon et aux États-Unis, en Angleterre, en France et en Suède, mais elles sont des conditions indispensables et inséparables pour qu'une économie fonctionne en régime de marché, et ce sont des conditions qui sont incompatibles avec l'économie dirigée.

Cette notion d'incompatibilité entre le Plan et le marché mérite d'être précisée : qu'il s'agisse du niveau conceptuel ou des expériences pratiques, c'est sur le système de prix que toute synthèse entre plan et marché échoue.

En particulier, aucune décentralisation d'un système de prix à la production ne donnera jamais un prix de marché parce qu'un prix de revient est d'une autre nature qu'un prix de vente. Aucune analyse de prix de revient ne permettra jamais de comprendre pourquoi la valeur d'un brin de muguet augmente fortement le 1^{er} mai et baisse brutalement le 2^e mai.

Un rêve impossible

Autre exemple : s'il y a, au prix où ils sont vendus, pénurie de stylos-bille dans les magasins, on peut croire que, sans toucher au prix, il suffit de faire remonter l'information au centre pour qu'il décide d'augmenter la production. Mais le mécanisme de marché qui, lui, fera aussitôt augmenter le prix du stylo-bille aura un tout autre effet : non seulement il véhiculera l'information au système de production, mais il sera facteur de décision parce que, à ce prix, il y aura des raisons d'augmenter la production soit dans les entreprises existantes, soit par de nouvelles entreprises qui se créeront dans ce but.

Aucun rapprochement ne peut exister entre l'économie dirigée et l'économie de marché : il s'agit de deux rationalités fondamentalement distinctes, voire fondamentalement opposées.

Telle est la vérité que rappelle, naguère, le chancelier Erhard, l'un des artisans du miracle allemand, en disant : « Une économie ne peut pas plus être plus ou moins libre qu'une femme n'est plus ou moins enceinte : elle l'est ou elle ne l'est pas. »

Cette vérité ne doit pas être cachée : il est certain que, à l'Est, nombreux sont ceux qui, en regardant vers l'Ouest, rêvent d'avoir le beurre et l'argent du beurre. De vivre à la fois au paradis occidental du consommateur et de garder les « droits acquis » des travailleurs des pays de l'Est, notamment la sécurité de l'emploi et une culture d'assistance généralisée sans initiatives ni risques ni efforts personnels. C'est un rêve impossible : il y a ni convergence, ni compromis, ni troisième voie.

Alors, rupture ou transition ? La réponse est claire : rupture et transition.

Rupture dans la nature du choix du système, transition dans le temps pour passer d'un sys-

tème à l'autre. Ni une réforme ni une révolution : une évolution programmée.

A cet égard, la France n'a, certes, jamais connu la collectivisation des moyens de production mais elle a piloté de façon originale un passage d'une économie administrée ou, il y a quarante ans, l'État fixait les tonnages d'acier, les crédits, les prix et les changes, vers une économie de marché intégrée au marché européen unifié du 1^{er} janvier 1993.

Ayant ainsi exploré en profondeur les rapports du plan et du marché, ayant su faire évoluer la planification à la française d'un plan impératif à un plan indicatif, puis à un plan stratégique, ayant, par son choix de l'économie mixte, refusé de se prosterner aussi bien devant les idoles du dieu marché que de l'État tout-puissant, la France a peut-être aujourd'hui sa contribution à apporter à ce qui pourrait être en Europe de l'Est la transition plan-marché.

Un marché organisé

L'ensemble des propositions que je vais formuler ne correspond ni à une science infuse ni à une vérité révélée. Mais je crois que le moment est venu d'avoir un débat précis et concret. Je crois aussi que la réelle diversité des situations des pays de l'Est n'est pas telle qu'une architecture commune ne puisse être esquissée vers le marché.

Quel marché ? Un marché organisé, c'est-à-dire un espace économique obéissant à des règles du jeu et un espace social placé sous la tutelle de l'État. Brûler l'État après l'avoir trop adoré, basculer de la bureaucratie dirigiste au libéralisme sauvage, reviendrait à tomber d'un extrême dans l'autre, alors que toutes les expériences occidentales, et notamment l'expérience française, montrent le besoin d'humaniser le marché en lui donnant sa dimension sociale et en reconnaissant à l'État son rôle d'arbitrage.

Phase 1 : l'adoption des règles du jeu

Cette phase comporte une décision politique globale et quatre décisions économiques fondamentales.

La décision politique globale est la mise en œuvre d'un pacte social et social sur la transition. Il faut bien voir que le passage du plan au marché constituera une véritable révolution culturelle. Les mentalités devront changer, intégrer les idées de responsabilité individuelle, de succès ou d'échec, donc de différences, de disparités, d'inégalités.

Aussi est-il exclu qu'un gouvernement puisse aller « en cachette » du plan vers le marché. C'est exclu économiquement si l'on veut que les anticipations, les comportements et les actions s'orientent vers ce but. C'est exclu socialement si l'on veut que les citoyens comprennent et acceptent l'apparition de phénomènes nouveaux, comme l'inflation ou le chômage, et de disciplines nouvelles.

Certains pays choisissent pour cette phase un gouvernement d'union nationale, d'autres jouent le jeu démocratique d'une majorité et d'une opposition mais, dans tous les cas, un pacte politique et social, un véritable « compromis historique » doit pouvoir réunir les forces démocratiques, les forces économiques et les forces syndicales sur l'objectif du marché. L'expérience nous a montré, en France, que la « conversion », telle que celle réalisée dans les commissions du Plan et le dialogue social sont les meilleurs moteurs du succès économique.

Cela fait, quatre décisions économiques sont à prendre dès cette première phase.

1. Adoption du système de prix de marché : il faut basculer du système de prix fixé par les producteurs au système de prix issu de la demande des consommateurs.

Ce basculement exige, si l'on veut éviter le risque d'hyperinflation, d'éponger au préalable les stocks de surliquidités existantes, notamment en URSS et en Pologne. Elles peuvent provenir de stocks d'encaissements liquides constitués par les ménages, faute de trouver à quoi les dépenser. Elles peuvent aussi trouver leur origine dans les flux de dépenses excessives de l'État, dans le cas de déficits budgétaires importants (13 % du PNB en URSS). Des solutions peuvent être trouvées rapidement, soit par un emprunt national à des conditions très favorables, soit par l'importation massive et temporaire de biens

du Comecon. Il est impossible de créer une économie interne de marché avec une importante partie des approvisionnements des pays de l'Est fondés sur des « balances roubles » et des échanges en volume. Il faut donc, en premier lieu, « monétariser » la zone rouble, ce qui nécessite des négociations d'égal à égal entre les partenaires en présence.

Peut-on être plus ambitieux et entrer d'emblée sur le marché international, grâce à la convertibilité externe par rapport au dollar ?

On a souvent dit que la convertibilité d'une monnaie ne peut être assurée avant que l'économie nationale soit remise en ordre : de nombreuses expériences historiques montrent que c'est faux et je crois, bien au contraire, que la décision de convertibilité facilite la remise en ordre de l'économie nationale.

les réserves de devises vont connaître des secousses d'une ampleur jusque-là inconnue et, en outre, imprévisibles. L'État doit se donner le temps de mesurer ces déséquilibres, d'apprécier ses marges de manœuvre et de voir comment fonctionnent ses leviers d'action. Il ne faut pas dramatiser ces secousses, si brutales soient-elles, car nombreux sont les pays qui ont dû en passer par là, et nombreux sont les moyens d'y faire face quand il s'agit de déséquilibres momentanés.

Ne pas brader le patrimoine national

Phase 3 : Les réformes de structure

1. La liberté d'entreprise : il était illusoire, dans les phases précédentes, de croire que l'entreprise pouvait s'orienter librement

TRAIT LIBRE



« Gorbatchev va trop vite ! ». Dessin paru dans Newsweek, le 19 février.

d'équipement ménager demandés par les consommateurs, soit par la privatisation de logements ou de parcelles de terres agricoles, soit par la participation des travailleurs au capital de leur entreprise.

Contrôle des salaires

Ce basculement vers les prix de marché peut être possible et immédiat pour nombre de produits basiques, il ne l'est certainement pas pour les produits consommateurs aux fonctions de première nécessité : se nourrir, se chauffer, se loger. Ces prix doivent rester administrés jusqu'à ce que l'offre et la demande se rapprochent, soit par augmentation de la production, soit, si possible, par recours à l'importation.

Ce basculement exige, toujours en raison du risque d'inflation, que l'État garde un contrôle des salaires tout au long de la phase de libération des prix.

Il exige enfin la mise en place rapide d'un appareil statistique de base pour connaître la situation véritable de l'économie. 2. Droit de propriété privée : s'il paraît exclu de transformer brutalement une économie d'État en économie privée, il est, en revanche, indispensable de permettre immédiatement à l'entreprise privée d'apparaître. Ce droit de création à une double portée : au niveau national, il encourage la création d'une petite agriculture privée, du commerce, de l'artisanat, des services, de la petite entreprise ; au niveau international, il encourage la création de filiales de groupes étrangers. Cet encouragement implique la libre circulation des capitaux pour ces entreprises et, peut-être, un statut de « zones franches » pour lever leurs craintes d'être isolées du marché international.

3. Création d'un marché de l'argent : il s'agit moins de créer des banques, une Bourse, un marché financier, que de mettre en œuvre rapidement des points de rencontre entre l'offre et la demande de capitaux et de fixer un taux d'intérêt réalisant l'équilibre correspondant. L'urgence d'un tel marché implique que l'on utilise au plus vite les circuits existants (caisses d'épargne ou autres), sans attendre de structurer des institutions financières nouvelles et que l'on rende négociables, par tous moyens, les créances ainsi apparues.

4. Libération des changes : le problème le plus urgent est celui

La décision de convertibilité est typique de ces « sauts » dans l'inconnu que nécessite le passage du marché à non seulement elle doit être prise d'un seul coup, mais surtout elle doit être irréversible et perçue comme telle par tous, faute de quoi elle déclenche une spéculation massive par crainte de retour au rationnement.

Phase 2 : la gestion des déséquilibres

Les décisions de la phase 1 vont créer une série de déséquilibres à identifier et à traiter :

1. La protection sociale : tandis que la hausse de plusieurs prix de marché et le contrôle des salaires vont appauvrir certains, le chômage issu des baisses de production d'activités inutiles ou non rentables va exclure certains autres de la vie économique.

Il est donc vital de mettre en place les garde-fous nécessaires, en particulier :

— un système de revenu minimum ou d'aide contre l'exclusion, — un système d'indemnisation du chômage avec un service de formation et d'emploi pour réinsérer les chômeurs.

Symétriquement apparaîtra une nouvelle classe riche à qui il sera équitable de demander sa contribution à la solidarité nationale : un système fiscal comportant un impôt sur le revenu et le patrimoine devra donc être progressivement mis en place.

2. La reconversion des activités : le passage au prix de marché et l'ouverture internationale vont immédiatement développer certaines activités et en mettre d'autres en difficulté. Cela va obliger l'État à établir un diagnostic économique et social pour distinguer les activités utiles, les activités utiles mais mal gérées, les activités non compétitives.

Dans cette phase de gestion des déséquilibres, il sera tout à fait dangereux de trop exiger des entreprises, ce qui oblige à mettre en place un double système : un système de reconversion pour permettre de remplacer les activités inutiles par d'autres activités, avec une aide transitoire de l'État, en particulier sous forme d'un plan social ; un système de droits de douane temporaires pour éviter la confrontation trop brutale des activités nationales avec les entreprises les plus performantes du monde. Ces droits doivent être fixés à un niveau qui engendre l'émulation sans créer le découragement.

3. La sauvegarde des grands équilibres : le budget, la monnaie,

sur le marché et il édit donc été dramatique de la rendre totalement responsable de ses résultats. Dans la phase 3, il s'agit de la remettre en milieu concurrentiel, de lui restituer la liberté des salaires, du crédit, afin d'arriver au résultat final : une entreprise responsable dont l'État souhaite le succès, mais dont l'État accepte la faillite, sans la renflouer. Tant qu'une entreprise sait que l'État l'empêchera de faire faillite, elle n'a pas véritablement un comportement responsable.

La liberté d'entreprise n'a de sens qu'associée à une concurrence véritable au niveau de ses fournisseurs comme de ses clients. C'est ce commerce qui va donner au système sa vitalité dans le cadre des règles du jeu du marché. Comme le rappelle N. Petrakov (1), « le commerce libre, le marché, c'est une absurdité ».

2. Les privatisations : l'État n'a pas besoin de posséder des entreprises qui produisent des casseroles ou des chaussettes. Il serait en revanche bien inspiré d'y réfléchir à deux fois avant de privatiser (surtout à des capitaux étrangers) ses compagnies aériennes, ses services publics, ses entreprises stratégiques. C'est sans doute à une économie mixte que l'on aboutira.

Il convient donc, avec pragmatisme, d'analyser ce qui peut passer sans dommage sous propriété privée, nationale ou étrangère, et de mettre en place des procédures de privatisation bien étudiées afin de ne pas brader le patrimoine national.

Il convient également que l'État passe, avec les entreprises dont il conserve la propriété, des contrats de plan État-entreprises qui leur permettent d'être concurrentielles sur le marché, dans le cadre de règles du jeu définies avec l'État.

3. Le marché financier : détenant tout rôle à la loi de la valeur, l'économie planifiée se caractérise par l'absence quasi totale d'une sphère financière : banques, compagnies d'assurance, marché financier, Bourse. L'économie de marché, elle, a besoin de telles structures qu'il faut donc progressivement mettre en place.

4. La spécialisation internationale : quand un pays entre sur le marché international, il se trouve soumis aux disciplines, bien connues depuis Ricardo, des avantages comparatifs. Par-delà les protections transitoires, il doit donc analyser ses atouts structurels.

Sauf à être un libéral naïf, tout le monde sait qu'au Japon, aux États-Unis, dans les pays de la

CEE, l'État intervient massivement, notamment par les programmes de recherche, pour influencer sur ces mécanismes essentiels de spécialisation et de différenciation.

Une nouvelle forme de coopération

Si tel est le schéma possible d'une transition de plusieurs années du plan vers le marché, on peut se demander si les démocraties naissantes pourraient relever un tel défi. Peut-être pas. Mais, avec l'aide de l'Europe de l'Ouest, certainement oui.

Certains ont parlé d'un nouveau plan Marshall. Il est vrai que le plan Marshall a parfaitement réussi à faire repartir l'économie européenne après la guerre, en lui donnant de l'essence à mettre dans son moteur. Mais, dans le cas de l'Europe de l'Est, le problème n'est pas de mettre de l'essence, c'est de mettre un moteur.

D'autres ont évoqué un plan FMI, à l'image de ceux que le Fonds monétaire international essaie de faire prévaloir en Amérique du Sud. De tels plans sont nécessaires — on le voit bien en Pologne — pour assainir l'économie d'un pays mais ils n'ont pas pour but d'en changer le système économique.

En fait, on voit bien que la transition plan-marché à l'Est est un problème nouveau pour lequel il faut inventer une nouvelle forme de coopération : une coopération structurante.

On peut s'inspirer de l'initiative de Jean Monnet en 1945 qui avait compris, pour l'Europe de l'Ouest, quel point il était important de faire progresser à la fois l'unification économique et la coopération politique. Dans cette conception, le partage des responsabilités s'impose à l'évidence. Aux pays de l'Est de faire le choix politique de la démocratie, des élections libres et d'emprunter le chemin vers l'économie de marché. Aux pays de l'Ouest de leur permettre de parcourir ce chemin jusqu'à son terme.

Dès lors, l'idée directrice de ce second plan Monnet apparaît dans toute sa clarté : il s'agit, pour l'Europe de l'Ouest, d'aider l'Europe de l'Est à payer le coût de la transition du plan vers le marché.

Ce coût est multiforme, et comporte notamment les priorités suivantes : aide alimentaire pour résorber les pénuries, aide en formation pour améliorer la gestion, aide commerciale pour créer des débouchés, aide financière pour apporter des capitaux.

La Commission européenne, à l'initiative de Jacques Delors, y joue un rôle actif. Deux institutions européennes, créées à l'initiative de la présidence française, vont y contribuer : la Banque européenne de reconstruction et de développement, et l'Institut européen de formation. D'autres coûts doivent y être englobés, par exemple les coûts culturels et sociaux, pour parvenir à une vision globale dans le temps et dans l'espace, de ce processus de coopération.

Le jeu en vaut la chandelle : que pèse le coût par rapport au risque ? Imagine-t-on un échec économique compromettre les chances démocratiques de l'Europe de l'Est et la possibilité historique, après que la CEE a effacé les conflits militaires de 1914 et 1940, de voir une Confédération européenne effacer les conflits idéologiques qui déchirent l'Europe depuis 1917 ?

L'Histoire frappe à notre porte. Ne la laissons pas repartir bredouille.

LIONEL STOLERU

(1) N. Petrakov : « L'économie et l'État », Opuscul, n° 10, mars 1989.

AU COURRIER DU Monde

Les Français et le mur

J'ai essayé plusieurs fois de passer à la porte de Brandebourg d'un secteur à l'autre.

Le seul passage autorisé pour les Français reste le Check Point Charlie. Tous les autres lieux de passage m'ont été refusés sous les regards goguenards des Allemands de l'Est et de l'Ouest.

Pour quelle raison dit-on aux Français que le passage est libre partout ?

Le premier mur est à peine abîmé, le no man's land reste intact : les miradors s'allument toujours la nuit par instant ; le deuxième mur est toujours formidable.

DOCTEUR PAUL VOISIN Cachan

Le Monde

Édité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaines, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beauvillier (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Administrateur général : Bernard Wourms

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Claude Seales

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Télécopieur : (1) 45-23-06-81 ; Telex 650572 F MONDPA

ADMINISTRATION :

11, RUE JEAN-MAZET, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-60-30-00

Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

مركز الأمل

ÉTRANGER

URSS : sur fond d'affrontements ethniques au Tadjikistan

Le Soviet suprême a imposé à M. Gorbatchev un compromis sur le rythme des réformes

MOSCOU
de notre correspondant

M. Gorbatchev avait à peine fini son allocution d'ouverture de session que les débats parlementaires dans tous les sens, et que commençait la bataille. Ce n'était pourtant pas le Tadjikistan, où l'émotion se développe hors de tout contrôle, ravageant même les hôpitaux. Mais à Douchanbé, comme dans l'hémicycle du Soviet suprême, le totalitarisme n'était décidément plus, mercredi 14 février, qu'un lointain souvenir.

Moins d'un an après leur élection, les nouveaux députés soviétiques viennent en effet de signer au secrétaire général qu'ils n'étaient plus disposés à se laisser imposer quelque décision que ce soit — et notamment pas sur des sujets aussi importants que le passage au multipartisme et l'instauration d'un régime présidentiel. Ce n'est pas, bien au contraire, qu'ils soient opposés à ces changements. Ce qu'ils veulent plus, c'est que les réformes soient introduites à la hâte, si vite qu'ils n'ont que le temps d'entendre des textes préparés à l'avance par ce qu'il faut déjà appeler l'exécutif — l'entourage, en l'occurrence, de M. Gorbatchev.

Demande
de « garanties »

Les députés ont donc dit « non » au chef de l'Etat en refusant purement et simplement d'accepter de convoquer une session extraordinaire du Congrès, c'est-à-dire de l'Assemblée plénière du Parlement, seule habilitée à modifier la Constitution. M. Gorbatchev, qui s'était félicité dans son discours d'ouverture, de la « colossale politisation » de la société, s'attendait à peu à voir l'Assemblée se retourner contre lui qu'il a laissé percer son exaspération et pressenti contre la « perte de temps » qu'imposait ainsi le Soviet suprême.

S'il était libre de n'être pas d'accord et de le dire, il n'avait cependant pas le pouvoir d'imposer sa volonté. La convocation du Congrès était du seul ressort du Soviet suprême, le chef de l'Etat a dû se contenter d'un compromis qu'il a lui-même proposé : l'inscription à l'ordre du jour de la convocation du Congrès avec débat ultérieur sur sa date. « Il s'agit d'une question très importante requérant un très sérieux travail préparatoire », avait auparavant expliqué de la tribune un élu radical de Leningrad, M. Anatoli Sobtchak.

« Sur le principe, nous ne sommes pas contre les modifications constitutionnelles », mais nous exigeons des garanties et un contre-poids au pouvoir du président », déclarait dans les couloirs M. Eltsine, qui considère le « groupe interrégional » où se retrouvent l'ensemble des élus les plus réformateurs. « La clé, renchérisait M. Lauristin, la président du Front populaire estonien, c'est l'équilibre entre le président et le Parlement. » Et puis, autre problème fréquemment évoqué : beaucoup des radicaux, les nationalistes des républiques périphériques en particulier, voudraient attendre les résultats des élections locales et donc, espérait-il, leur victoire, avant de négocier avec le Kremlin l'évolution des institutions soviétiques.

Qui dit renforcement des pouvoirs présidentiels dit, en effet, effacement du Parti communiste

mais aussi affirmation de l'Etat et affirmation par là du pouvoir central.

Bref, après avoir préféré le recul tactique à l'épreuve de force et à la cristallisation des positions qu'aurait impliqué un vote, M. Gorbatchev va devoir négocier le contenu de son projet. Nul doute qu'il y parviendra au prix de quelques concessions, promesses et manœuvres, mais jamais encore on n'avait ainsi vu la politique affirmer ses droits — cette vie politique qu'il veut développer pour y canaliser ce qu'il appelait, mercredi matin, « l'énergie libérée », mais qui a aussi ses difficultés.

Car plus les Soviétiques, et leurs députés en tête, se convainquent qu'ils peuvent réellement user de leurs droits et s'exprimer, plus ils le font contre l'homme qui incarne à la fois, sous sa double casquette de secrétaire général et de chef de l'Etat, le pouvoir mourant et le pouvoir naissant.

Sur lui pèse déjà un double soupçon, celui des Soviétiques envers le parti et celui du législatif envers l'exécutif. D'un côté, il y a un homme engagé dans une formidable partie entre l'appareil qui peut encore le financer à charge instant, l'exploitant accablé du pays, la crispation conservatrice et l'exigence réformatrice. De l'autre, il y a un corps de parlementaires qui découvrent seulement leur pouvoir, apprennent très vite, font déjà de la politique et ne savent pas encore en faire.

Le résultat est plus que complexe et d'autant plus difficile à comprendre qu'il faut ajouter la dimension indépendantiste, dans la mesure où beaucoup de ces députés, les Belgues en tête, veulent en même temps faire valoir, devant le Parlement fédéral leurs droits à la sortie de l'URSS et ne pas s'associer au jeu parlementaire d'une union dont ils ne se considèrent pas partie prenante.

« Indemnités
d'occupation »

Au nom des élus estoniens, M. Lauristin a ainsi demandé la constitution d'une commission chargée d'étudier les conditions d'accession à l'indépendance de sa république. Parallèlement, la plupart des députés nationalistes impatients contre le projet de loi sur la sécession des républiques qui poserait des conditions, notamment financières, si difficiles à remplir qu'il interdirait de fait toute possibilité de sortie légale de l'Union. Cette affaire des « indemnités » de sortie provoque une telle indignation parmi les nationalistes qu'ils parlent de plus en plus de demander des « indemnités d'occupation » à l'URSS, c'est-à-dire, concrètement parlant, à la Russie.

Cette seule idée a, elle, le don de faire voir rouge aux députés russes, même les plus réformateurs, qui font valoir à leurs amis belges qu'ils ont tout autant souffert qu'eux des déportations, de la collectivisation et de la terreur. Unis, ou à peu près, contre Moscou, les nationalistes ne le sont en revanche pas entre eux, et la crise caucasienne a naturellement pesé sur cette première journée de débats parlementaires depuis l'instauration de l'état d'urgence à Bakou.

L'intervention militaire n'était pas la « réponse adéquate » ainsi déclaré un élu azéri, tandis que députés arméniens et azerbaïdjanais polémiquaient sur les responsabilités respectives de leurs républiques, et que la dégradation arménienne réclamait des indemnités financières pour le

blocus terroritaire imposé par l'Azerbaïdjan.

Le tout était à la fois encourageant, puisque le Parlement existe, et consternant puisqu'il en est encore à l'adolescence. Mais à mi-journée M. Gorbatchev a carrément explosé, vidant son sac sur tous les problèmes d'un coup. Bakou ? « Où étaient, a-t-il demandé, la milice et le KGB locaux quand il y avait des pogroms ? Ou ? Je vous le demande. Des mots, tout cela des mots [sur] la chose la plus importante, c'est l'ordre dans le pays. »

Un photographe
tué

La crainte d'une nouvelle forme de pouvoir personnel ? « Je sais que certains comparent Gorbatchev à Ceausescu [mais] si la démocratie n'est pas protégée elle périra et nous perdrons tous (...). », a-t-il déclaré en expliquant qu'il avait été longtemps opposé à l'idée d'un pouvoir présidentiel, mais que « la vie impose des changements, et les plus décisifs ». Par moments, les mots se bousculaient aux lèvres de M. Gorbatchev et lui qui garde toujours son calme se retenait visiblement pour ne pas employer de qualificatifs trop vigoureux. Pendant ce temps, le Tadjikistan continuait de brûler. Trente-sept morts, comme le disait mardi soir la télévision ? Douze comme l'affirmait le lendemain le commandant militaire de Douchanbé ? La confusion des chiffres donne une idée de la confusion tout court, beaucoup plus grande encore que pendant les violences de Bakou puisque'il n'y a pas, au Tadjikistan, de front populaire suffisamment organisé pour présenter sa version des événements et qu'on ne peut plus de toute façon, appeler Douchanbé depuis Moscou.

Même les grands journaux nationaux commencent à peine à publier des reportages, pauvres le plus souvent car leurs correspondants et envoyés spéciaux n'osent pas circuler en ville. Ils sont « russes » donc de se faire écharper. L'un d'eux, un photographe de Leningrad a été tué. Un autre est grièvement blessé. Les autorités locales les ont mis en garde : Ne circulez pas sans protection. Mais pour ce qui est de la protection... on manque d'hommes.

L'essentiel des informations est en conséquence diffusé par Interfax, la nouvelle agence de presse mise sur pieds par Radio-Moscou. Selon Interfax, des dizaines de jeunes filles auraient été violées parce qu'elles étaient habillées à l'occidentale. D'autres sources sont plus sobres, mais, s'il ne faut pas oublier qu'une information soviétique n'est pas forcément une information officielle et que l'URSS découvre le sensationnalisme, il est certain que le niveau de violence est extrême.

Après avoir tenté, mercredi après-midi, de s'emparer de l'aéroport de Douchanbé, les émeutiers (un noyau dur de cinq mille jeunes gens, selon des sources concordantes) cassaient systématiquement tout ce qui leur tombait sous la main. Mercredi soir, la télévision montrait ainsi des images de voitures brûlées, de magasins pillés et de bâtiments officiels lapidés et parfois incendiés.

Jeudi matin, il semblait que les dirigeants du parti aient accepté de démissionner, comme le réclamaient depuis dimanche les manifestants.

BERNARD GUETTA



Les Tadjiks : un peuple sunnite aux confins de l'Afghanistan et de la Chine

Le Tadjikistan, séparé de l'Afghanistan par le fleuve de l'Amou Daria et de la Chine par le Pamir, est limitrophe au nord des républiques soviétiques d'Ouzbékistan et de Kirghizie, turcophones alors que les Tadjiks sont un peuple iranien bien que sunnite, réparti entre l'URSS, l'Afghanistan et la Chine.

Ils ne représentent que quelque 60 % des 5,13 millions d'habitants du Tadjikistan, les autres étant Russes, Ouzbeks, Kirghizes, Allemands, Tatars, etc. Pays montagneux (un cinquième seulement de son territoire de 143 000 kilomètres carrés est à moins de 1 000 mètres d'altitude), il connaît une urbanisation rapide, la plus forte en URSS d'accroissement de la population et un chômage en progression.

La capitale Douchanbé

(ancienne Stalinabad), ville-oasis construite en 1924, à 100 km de la frontière afghane, sur le type de toutes les villes soviétiques aux avenues à angles droits, compte six cent mille habitants, deux fois plus qu'il y a 20 ans.

Pays agricole (principale culture, le coton), le Tadjikistan contrôle, par ses barrages sur le haut bassin de l'Amou Daria, tout le système hydraulique de l'Asie centrale soviétique. Pechiney a construit une usine d'aluminium à l'est de Douchanbé.

La complexité du tracé territorial, fixé en 1924 par Staline, est source de revendications et de conflits frontaliers avec l'Ouzbékistan (où des troubles ont opposé l'an dernier Tadjiks et Ouzbeks à Samarkande) et avec le Kirghizie. La région autonome du Gorno-Badakhchan, une zone stratégique sur le massif du Pamir reliée au reste du Tadjikistan par des cols à 4 000 mètres,

a été le théâtre de déplacements tragiques de populations montagnardes durant le conflit afghan.

Depuis la perestroïka, un musée a été ouvert pour un héros national ayant lutté au dix-neuvième siècle contre l'armée du tsar, mais les élections législatives du printemps 89 se sont déroulées à l'ancienne au Tadjikistan, avec un candidat par siège. Des manifestations ont cependant été signalées l'an dernier pour la reconnaissance du tadjik comme langue nationale et au moins deux mouvements politiques d'opposition se sont formés. Un responsable du KGB avait dénoncé, fin 1988, les infiltrations de moudjahidines afghans au Tadjikistan, la montée de l'islamisme et des refus de servir dans l'armée soviétique. En janvier 1989, un tremblement de terre a fait 1 400 morts à l'ouest du Pamir.

La visite de M. Ryjkov en Australie

Moscou ne renonce pas à sa souveraineté sur les Kouriles du nord

L'URSS ne renoncera pas à sa souveraineté sur quatre îles Kouriles du nord, bien que Tokyo exige leur restitution préalable à tout accord commercial avec Moscou, a déclaré, jeudi 15 février à Canberra, M. Nikolai Ryjkov, premier ministre soviétique. Tokyo, a-t-il dit, doit « cesser de s'obstiner » à vouloir récupérer les îles Etofur, Kunashiri, Shikotan et Habomai, occupées par l'Union soviétique à la fin de la seconde guerre mondiale.

CANBERRA

de notre correspondant
dans le Pacifique sud

Annunciée en 1986 dans le fameux discours de M. Gorbatchev à Vladivostok, l'offensive de charme de Moscou dans la zone Asie-Pacifique connaît une nouvelle actualité avec la tournée du

premier ministre soviétique dans la région. Après Bangkok et avant Singapour, M. Ryjkov a achevé, jeudi 15 février à Canberra, une visite australienne de trois jours à l'issue de laquelle une série de six accords a été signée. Perestroïka oblige, ces échanges se sont déroulés dans un climat de confiance qui tranche singulièrement sur la suspicion, voire la psychose, manifestée par l'Australie et son voisin néo-zélandais vis-à-vis des premières approches soviétiques en 1986 et 1987.

Certes, l'Australie n'en est pas à concéder à Moscou des droits de pêche dans ses eaux territoriales. Mais elle a donné son feu vert pour que deux chalutiers s'y livrent, pour une période d'un an et dans des aires soigneusement définies, à des travaux de recherche (évaluer les zones poissonneuses). En outre, les bateaux de pêche soviétiques seront désormais autorisés à relâcher dans certains ports australiens, à des fins de ravitaillement ou de changement d'équipages. Soucieux de dissiper toute inquiétude

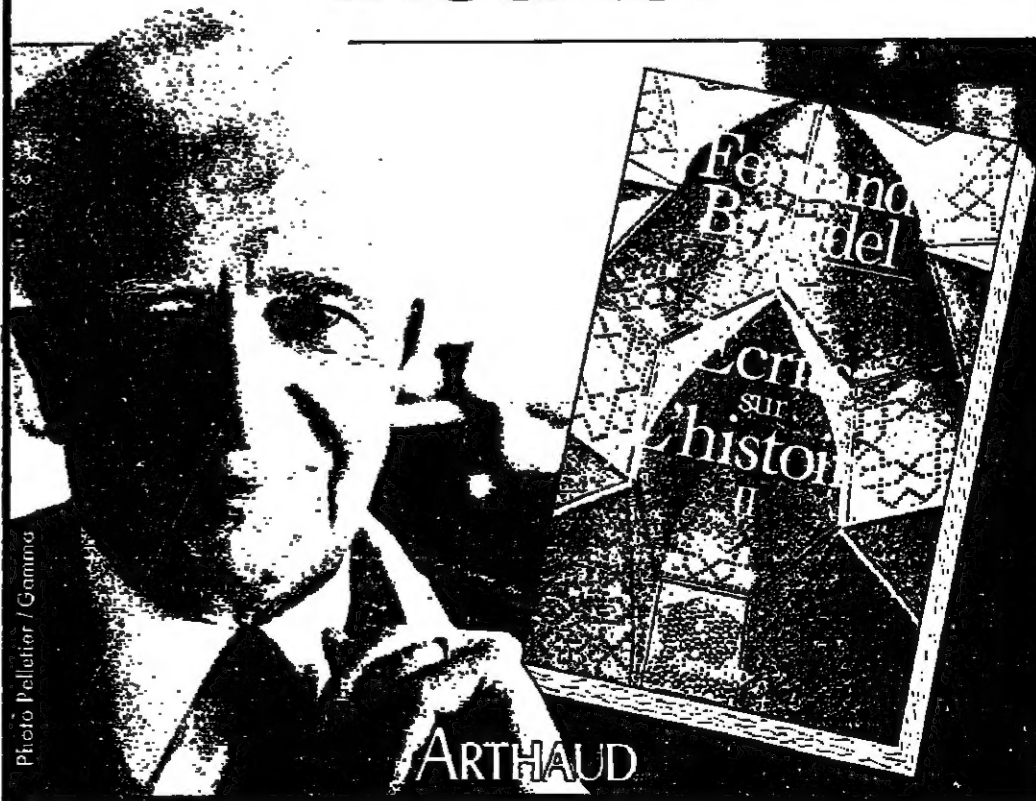
à ce sujet, Canberra affirme s'être entouré du maximum de garanties quant à « aux possibles implications de cet accord sur la sécurité australienne ».

En contrepartie de cette bonne volonté, l'Australie obtient l'alléchant perspective d'entrer en force sur le marché soviétique. Ses livraisons de matières premières et de produits agricoles feront l'objet de contrats à long terme, alors qu'elle était jusqu'à soumise à des commandes irrégulières de la part de Moscou. Des investissements australiens seront également sollicités pour contribuer au développement de l'extrême-Orient soviétique.

La visite de M. Ryjkov a permis aux deux pays de confirmer leur identité de vues sur d'autres sujets, parmi lesquels l'Antarctique, que Canberra souhaitait voir transformer en réserve internationale, mais aussi le plan australien de règlement du conflit cambodgien, auquel Moscou s'est déclaré favorable.

FREDERIC BOBIN

Fernand Braudel. Inédits.



EUROPE

Yougoslavie : que faire du Kosovo ?

Aucun des problèmes qui provoquent régulièrement des flambées de violences dans cette région n'a été résolu

BELGRADE

de notre envoyé spécial

Bombe à retardement, brûlot, quadrature du cercle : de quel que façon que l'on qualifie la crise du Kosovo, une constatation s'impose de plus en plus : elle relève de ces problèmes aussi insolubles que l'énoncé en est simple, à savoir une terre pour deux peuples serbe et albanais, au nationalisme aussi exacerbé l'un que l'autre. « Région autonome » intégrée à la République fédérée yougoslave de Serbie, située aux confins de l'Albanie, le Kosovo est peuplé à près de 90 % d'Albanais de souche (essentiellement musulmans) réclamant une très large autonomie, sinon le statut de République à part entière, mais est considéré comme le « berceau » de leur histoire par les Serbes qui, après avoir réduit l'an dernier l'autonomie que Tito avait accordée à la Région, excluent de la « lècher ».

« Le Kosovo est la patrie ancestrale des Serbes et représente pour eux ce que représente la Palestine pour les Juifs ». Ce jugement d'un observateur yougoslave — Serbe d'origine — donne la mesure du problème auxquels sont confrontés les dirigeants d'un pays passé du stade « d'un Etat ultra-centralisé, dominé par un homme ultra-puissant, Tito — le bon Dieu, — à celui d'une désintégration agitée où huit Etats (six Républiques fédérées et deux régions autonomes), en mauvais rapport les uns avec les autres, se sont érigés en Etats dans l'Etat ». Et, pour ne rien arranger, cet ensemble tous jours plus branlant est régi par une Constitution « confuse, imprécise et dont les articles se contredisent les uns les autres ». Or, depuis la disparition de Tito, en 1980, plus personne n'est en mesure de jouer le rôle incontesté d'arbitre suprême qu'il occupait, interprétant souverainement une Constitution dont la principale caractéristique réside dans l'abondance des amendements.

La libéralisation menacée

Le ciment de la Fédération effrité, il ne reste plus qu'un édifice de plus en plus fragile où, à côté des velléités séparatistes de moins en moins cachées des Slovènes, s'ajoutent à la décomposition de la Ligue des communistes (le PC yougoslave, « seule organisation politique fédérale existante », selon l'expression d'un dignitaire communiste serbe), la crise du Kosovo est susceptible de jouer le rôle de détonateur pour faire exploser le pays ou, au moins, l'affaiblir considérablement.

Car — et c'est peut-être le seul point d'accord, actuellement, en Yougoslavie — la crise du Kosovo est le « problème numéro un » du pays, dont l'évolution, comme l'explique M. Moustafa Cengic, secrétaire adjoint à l'information du conseil exécutif fédéral, « influencera le destin de la Yougoslavie ainsi que celui des réformes politiques et économiques » en cours. Le jeune président (slovene) de la Fédération, M. Janes Drnovsek, avait été encore plus direct lorsque, venu à Pristina — la capitale du Kosovo — le 2 janvier, au lendemain des affrontements entre manifestants albanais et forces de l'ordre, qui ont fait près de trente morts en moins de quinze jours, il avait déclaré que cette crise « freinait et bloquait, objectivement, le processus » de libéralisation engagé. Seulement, dans le même temps, tout le monde explique avec autant de conviction que la crise du Kosovo ne peut se régler que politiquement et « démocratiquement », autrement dit quand le processus de réformes sera achevé dans toute la Yougoslavie...

Le problème est encore compliqué par le fait que chaque amorçe, chaque tentative de solution envisagée se heurte à l'un ou l'autre des deux nationalismes et porte en elle les germes d'une nouvelle explosion. « Dialogue et démocratie » : deux mots-clés brandis par les uns et les autres, mais où chacun voit un paravent servant à cacher les motivations inavouables des autres. Si, du côté fédéral, comme de l'opposition albanaise, on ne voit de salut que dans le « dialogue », les Serbes — qui considèrent toute revendication comme une manifestation de « séparatisme » ou de « terrorisme », — de même que la direction communiste du Kosovo, inféodée à l'administration serbe et largement déconsidérée dans la population, l'ex-

cluent presque ouvertement. Les fédéraux eux-mêmes soulignent la difficulté qu'il y a à engager aujourd'hui un tel dialogue faute d'interlocuteurs « sûrs », c'est-à-dire qui ne puissent être soupçonnés de séparatisme. « Il est difficile de savoir qui et quels intérêts se cachent derrière les groupes » politiques qui viennent d'écarter au Kosovo sous couvert de démocratie, estime ainsi M. Cengic, pour assurer : « Nous avons la preuve que, parmi ces groupes, les plus bruyants sont séparatistes » et que « la crise est alimentée par des gens qui rêvent de la Grande Albanie » et cherchent à faire sécession. Avec qui, dans ces conditions, dialoguer ? « Avec la majorité albanaise (d'origine), favorable à la Yougoslavie ». On ne peut faire appel à notion plus vague, on ne peut avouer plus clairement son impuissance.

Quant à la démocratie, réclamée par les milliers d'Albanais de souche descendus dans la rue fin janvier et début février, elle n'est, aux yeux des Serbes, que la feuille de vigne cachant l'essentiel, à savoir une revendication purement nationaliste, donc inacceptable. Et il est vrai qu'il ne faut pas beaucoup insister, en ce jour de violence, pour faire admettre aux Albanais du Kosovo que seul compte pour eux de retrouver une identité politique par l'obtention d'une très large autonomie. « Je suis partisan d'une autonomie en plus large (qu'actuellement) puisque il paraît impossible que les autres (surtout les Serbes) acceptent l'octroi du statut de République au Kosovo », explique M. Ibrahim Rugova, saint-père du mouvement d'opposition albanais le plus important de la région, l'Alliance démocratique du Kosovo (ADK). Ecrivain, c'est la « bête noire » des Serbes, pour lesquels il personnifie le « terrorisme » et le « séparatisme » albanais. Auteur de nombreux appels à l'arrêt de toute violence, de part et d'autre, il craint surtout que la rigidité serbe n'exacerbe encore les sentiments nationalistes albanais, pour déboucher sur une véritable guerre interethnique.

Le calme revenu sur le Kosovo après la dernière série de explosions que connaît régulièrement la province, c'est certainement à l'intervention des autorités fédérales qu'on le doit pour l'essentiel. Mais la faiblesse du pouvoir central, dans un pays où la Constitution a été la pratique depuis la mort de Tito — font primer l'autorité des Républiques fédérées sur celle de l'Etat, laisse penser que l'on se trouve plutôt dans l'une de ces périodes de répit qui permet à chacun de la Constitution à la pratique de jouer le rôle de détonateur pour faire exploser le pays ou, au moins, l'affaiblir considérablement.

Un « gène » populaire

D'autant que, s'il a pu pâtir des derniers événements au Kosovo, l'homme fort et président de la Serbie, M. Slobodan Milosevic, est loin d'être aussi « fini » que certains l'affirment haut et fort à Belgrade, comme cet avocat connu pour lequel « Milosevic s'est fait par le Kosovo en attendant la crise » : c'est sur le Kosovo qu'il tombera. Beaucoup lui reprochent de ne pas avoir réussi à régler un problème dont il a fait son cheval de bataille depuis qu'il est arrivé, en 1986, à la tête du parti serbe avant d'accéder à la présidence de la Serbie, en 1989. Regardé comme un « gène », il s'est, certes, quelque peu isolé par l'outrance de ses discours à la tonalité populiste prononcée. Il suscite une certaine crainte, voire une haine féroce, dans d'autres Républiques — en particulier en Slovaquie et en Croatie — où la hantise d'une domination de la Serbie (la plus grande et la plus peuplée des six Républiques) est toujours présente. Mais il bénéficie incontestablement d'un large soutien populaire dans son fief, où son nationalisme fait recette, comme l'a montré l'ampleur des manifestations organisées en Serbie pour dénoncer le « terrorisme albanais » au Kosovo. Jusque dans l'opposition serbe naissante, on reconnaît certaines qualités à Slobodan Milosevic, comme d'avoir « récupéré le Kosovo ».

selon les mots de M. Milan Mladenovic, opposé de longue date (emprisonné dans le passé, il est toujours interdit de passeport) et membre du comité directeur du Parti radical, toute nouvelle résurgence du « plus ancien parti de Yougoslavie ».

Et quand M. Mladenovic estime que « l'envoi de volontaires serbes armés au Kosovo est prématuré », il ne dit, finalement, rien d'autre que M. Milosevic lorsque celui-ci laissait planer cette menace, le 6 février : « Ces jours derniers, beaucoup de gens (des Serbes) se sont portés volontaires pour prendre les armes et aller au Kosovo défendre les femmes et les enfants, la terre et le peuple. Nous sommes convaincus, cependant, que l'Etat de droit protégera le territoire et la paix au Kosovo, comme le lui ordonne la Constitution, et que nous ne serons pas obligés de réunir des volontaires pour défendre le pays si l'Etat se décompose ».

Même convergence en ce qui concerne l'une des « conditions » mises par certains — dans l'opposition et au sein de l'appareil du parti serbe — à tout règlement du problème du Kosovo : « rétablir l'équilibre ethnique dans la province, en inversant les flux migratoires ». Plus crûment dit, stopper l'émigration serbe — continue ou par vagues massives, depuis des siècles, en fonction des « accidents » de l'histoire — de la conquête ottomane à la deuxième guerre mondiale — et repeupler le Kosovo de Serbes et de Monténégrins.

Appels au repeuplement serbe

Pendant des années, explique — tout comme M. Mladenovic — une personnalité communiste serbe, M. Vladimir Stambuk, de nombreux appels à l'Alliance socialiste (organisation de masse du PC), l'Etat civil a été complètement désorganisé au Kosovo, au point qu'il est impossible de tenir le compte exact du nombre d'immigrants d'Albanie et que l'on ne sait plus, aujourd'hui, « qui est qui, ressortissant yougoslave ou albanais ». Conséquence : de nombreux habitants de la région n'ont pas la citoyenneté yougoslave bien qu'ils vivent sur place depuis des dizaines d'années.

M. Stambuk va plus loin et assure que l'on a mis des années avant de s'apercevoir que trois cents professeurs avaient enseigné à l'université de Pristina alors qu'ils étaient citoyens albanais. En outre, affirme encore M. Stambuk, « les nationalistes albanais ont tout fait pour faire partir les Serbes (du Kosovo) en exerçant notamment des pressions psychologiques et en faisant régner un climat d'insécurité ». La solution, ajoute-t-il, consiste à « inverser le mouvement ». « Tout Yougoslave doit pouvoir aller au Kosovo, tout comme les Albanais doivent pouvoir s'installer où ils veulent en Yougoslavie », selon M. Stambuk, pour qui il faut que « le Kosovo s'ouvre (vers la Yougoslavie) et ne soit plus un abîme ».

Une préoccupation démographique qui cache surtout une peur certaine face à un phénomène bien réel : la natalité albanaise est la plus forte d'Europe. Déjà, des appels abondent, principalement adressés aux Serbes, pour qu'ils aillent s'installer dans une province qui reste la plus désertée de la Fédération et, ne serait-ce que pour cela, demeure aussi peu attractive que possible. De 1981 à 1990, cent cinquante à deux cent mille Serbes ont quitté le Kosovo, selon Belgrade.

Reste une priorité, pour M. Stambuk : « démanteler le noyau nationaliste » albanais qui, selon lui, « organise » les troubles au Kosovo. Une priorité on ne peut plus explosive, étant donné la cohésion de la société albanaise, et qui vient justifier les craintes exprimées à Pristina sur l'éventualité d'une vague d'arrestations dans la province après les troubles de janvier.

Quoi qu'il en soit, tout processus de normalisation au Kosovo — s'il réussissait à être sérieusement engagé — ne pourrait que prendre du temps, alors que les tendances nationalistes au sein de la Fédération yougoslave se développent, elles, toujours plus rapidement. « Il est facile d'empoisonner lentement des peuples par le nationalisme. Il faut s'attendre à ce que les déconstructions prennent du temps », estime, quant à lui, M. Cengic.

YVES HELLER

ROUMANIE

La contestation s'étend au sein de l'armée

« A bas les traîtres communistes ! Le peuple est avec l'armée ! Dehors Militaru le KGBiste et Chitac le caissiste ! » Le jeu de massacre continue. Sur la grand place de la Victoire le cycle infernal manifestation-capitulation poursuivait mercredi 14 février sa course folle.

BUCAREST

de notre envoyé spécial

A l'issue d'une rencontre de plusieurs heures entre une délégation de quarante officiers gradés et le premier ministre, M. Petre Roman, ce dernier a virtuellement désavoué deux de ses ministres : celui de la défense, le général Militaru, et celui de l'intérieur, le général Mihai Chitac. Bien que le jeune chef du gouvernement, que les Roumains « branchés » n'appellent plus désormais que Petre Lumbă, en raison de ses vaines hésitations, n'ait pas encore cédé aux manifestants la tête des deux ministres conquis, l'un et l'autre apparaissent bel et bien condamnés (voir ci-dessous l'interview du général Chitac).

A la demande de quelques centaines de manifestants en uniforme qui campent depuis près de trois jours et trois nuits au pied de l'ancien bâtiment des affaires étrangères — siège actuel du gouvernement provisoire, — le premier ministre a d'abord annoncé mercredi soir la constitution d'une commission d'enquête sur les activités présentes et passées des deux ministres en cause.

Cette commission gouvernementale, qui sera composée « de personnalités impartiales », rendra ses conclusions d'ici deux semaines, et celles-ci seront sou-

mises, entre autres, au président Ion Iliescu, confirmé la veille à la tête du Conseil provisoire de l'unité nationale (CFUN). « Pas question ! », rétorquait en fin de soirée un jeune officier de l'armée de l'air : « Il leur a fallu une seule journée pour nommer ces deux généraux à leur poste. Une minute devrait leur suffire pour les renvoyer à l'asile de vieillards dont ils n'auraient jamais dû sortir. »

En clair : un grand nombre d'officiers manifestants ont décidé de rester sur place « jusqu'à la satisfaction complète » de leurs revendications. « Deux semaines s'il le faut ! », M. Petre Roman ayant promis de satisfaire la première demande des grévistes, à savoir l'impuissance pour leur indiscipline, mais à condition qu'ils retourneront dans leur casernement dès le jeudi 15 février, l'affrontement tant redouté entre le « gouvernement de la révolution » et une partie de son armée n'était plus jeudi matin à exclure totalement.

Ménée par le corps de l'aviation, qui comprend au total 32 000 hommes, dont un grand nombre de cadres techniques, la contestation a perdu, au fil des jours, un peu de sa dignité militaire. Outre que la « grande muette » s'est mise à bavarder comme une pipette de bas quartier, on pouvait même respirer mercredi soir autour d'un ou deux officiers, certaines effluves d'alcool frelaté. Il semble bien que le mouvement se tendise à s'étendre à l'armée de terre et à la marine.

Mercredi, en tout cas, les uniformes kaki de l'infanterie étaient nettement moins voyés dans la marée bleue des tenues d'aviateurs. Ruminants le matin même par des affiches placardées sur les murs de Bucarest et par des groupuscules en civil, les civils, précieusement, étaient devenus en fin

d'après-midi presque aussi nombreux que les uniformes.

« Militaru a conquis tout le monde dans les casernes », confiera un colonel quinquagénaire de la défense antiaérienne. Certains officiers qui soutiennent les revendications « ont même été arrêtés », ajoute un commandant de chasseurs de montagne. « Hier » reprochait le lieutenant-colonel d'aviation Stan Radu, seul à accepter de donner son identité, « le lieutenant général Josif Rus, notre commandant, a été démis de ses fonctions et remplacé par le camarade général Horia Opru, qui était en retraite ».

Une partie de l'armement des militaires est là. « Quand on est allé à la recherche des officiers en retraite, dont la plupart ont d'ailleurs été formés dans les écoles militaires soviétiques, dira un jeune pilote moustachu, nous nous sommes sentis blessés dans notre dignité. » Ajoutez à cela qu'un grand nombre d'hommes de l'ancienne Securitate ont été intégrés dans l'armée régulière et vous vous retrouverez, juge un expert occidental, avec un tableau de promotion virtuellement bloqué pour les jeunes et pour longtemps.

Se rendant aux arguments des manifestants, le premier ministre a annoncé la constitution d'une autre commission d'enquête chargée d'examiner le rôle de l'armée pendant les événements de Timisoara et de Bucarest. Et une troisième commission sera créée pour étudier « tous les problèmes spécifiques de l'armée ». En définitive, la seule revendication que Petre Roman a catégoriquement rejetée concerne la nomination d'un ministre civil de la défense.

P. C.

Un entretien avec le ministre de l'intérieur

« Je ne pensais pas que notre révolution tournerait de cette façon » nous déclare le général Chitac

BUCAREST

de notre envoyé spécial

« Général Chitac, une partie de l'armée est dans la rue ; elle vous accuse d'avoir participé à la répression de Timisoara en décembre et réclame votre démission... »

C'est faux. Je n'ai pas participé à la répression. D'ailleurs, je ne commandais pas de soldats, j'étais responsable des troupes de l'unité militaire chimique de la ville (1).

Pourtant, de nombreux officiers protestataires nous ont affirmé disposer d'une cassette vidéo vous montrant l'armée au poing dans les rues de Timisoara, avant la chute de Ceausescu...

Je suis effectivement sorti dans la rue le 18 décembre et il est possible qu'on m'ait filmé discutant avec des troupes chimiques. Mais je n'avais certainement pas d'arme au poing. Je vous répète que je n'ai pas participé à la répression. J'aimerais bien voir cette cassette dont on parle tant, mais que personne n'a vue.

Reste que les officiers qui manifestent depuis trois jours

devont le siège du gouvernement provisoire réclamer avec insistance votre démission.

Ecoutez, à l'heure où je vous parle (19 h, mercredi), le gouvernement ne m'a rien demandé. Il est possible que, cédant à la pression de la foule, on me contraigne à partir. D'ailleurs, si les pressions se poursuivent comme ça, je démissionnerais de moi-même car, pour être franc, dans ce climat je n'ai rien à y faire.

Quel climat ?

Vous savez, je crois que la liberté mal comprise peut mener à l'anarchie et je crains qu'on y aille. Franchement, je ne pensais pas que notre révolution tournerait de cette façon. On lui demande des choses de plus en plus compliquées. On est entré dans une spirale de revendications et de doléances émises par toutes les catégories de la population et elles ne peuvent pas toutes être satisfaites. Le pays est déjà dans une situation économique difficile. Or voilà maintenant que l'armée elle-même entre dans cette spirale de revendications.

Elle se plaint notamment de l'intégration dans ses rangs des anciens membres de la Securitate...

Cela a été fait pour mieux les contrôler et pour mieux dissoudre lentement ce corps. Peut-être cela aurait-il dû être mieux expliqué. Mais les officiers se plaignent aussi de la réactivation des cadres militaires qui étaient en retraite. Les jeunes officiers croient ainsi leurs promotions compromises. C'est la raison pour laquelle ils demandent la démission de Militaru (le ministre de la défense). Et puis, comme j'ai été nommé à mon poste en même temps que lui, ils réclament aussi ma tête.

L'obédience ?

Le général Militaru, quant à lui, reste ferme sur ses positions et, autant que je sache, il n'a pas l'intention de démissionner. Cela dit, les choses s'agissent de plus en plus ; je crois donc que la conclusion probable de ces événements sera notre mise à l'écart à tous les deux. Quel qu'il arrive, c'est la révolution qui vaudra.

Propos recueillis par PATRICE CLAUDE

(1) Troupes spécialisées dans la reconnaissance, radio et chimique. Ce sont aussi, selon un expert militaire, des troupes combattantes.

PROCHE-ORIENT

LIBAN : après les combats meurtriers entre chrétiens De nouvelles lignes de démarcation traversent le pays

Le chef de la milice chrétienne des Forces libanaises, M. Samir Geagea, a reconnu, mercredi 14 février, l'autorité du général Michel Aoun sur le « pays chrétien », mais a réaffirmé son refus de voir intégrer sa milice dans l'armée. Il a, en outre, donné son accord à la formation d'un comité national (chrétien) placé sous la présidence du général Aoun et « chargé de prendre les décisions importantes concernant les relations avec l'extérieur ». Les duels d'artillerie n'en ont pas moins repris à Beyrouth-Est, jeudi 15 février.

BEYROUTH

de notre correspondant

« Le duel Aoun-Geagea est un désastre pour les chrétiens du Liban : ceux du sud comme ceux du nord à l'extérieur de Beyrouth-Est (...), ils ne se relèveront peut-être pas de leur guerre intestine » : finie la gouaille d'antan

en « pays chrétien ». On ne trouve plus, à Beyrouth-Est, que des hommes et des femmes brisés, la tête courbée, le dos voûté, le pas traînant.

Mais, plus que les destructions — paysage familier après chaque bataille, — ce sont les nouvelles lignes de démarcation sillonnant le « réduit » chrétien qui caractérisent le conflit en cours. Depuis 1976 — en tout cas, depuis 1984 — ces lignes étaient immuables. Après chaque flambée, on retrouvait le même décor. Cette fois, c'est le grand chambardement.

A peine a-t-on traversé, d'ouest en est, la « vieille » ligne, qu'on tombe à moins de 100 mètres sur une nouvelle ligne, « entre la Buick et l'hôtel-Dieu », séparant les soldats du général Michel Aoun des miliciens de M. Samir Geagea. A peine 500 mètres plus loin, nouvelle démarcation, en direction de Fum-el-Chebbak, puis une autre, en direction de Hazmieh. A 1 kilomètre de là, une ligne sépare Achrafieh de Sina-el-Fil du côté « de la Fiat », et à un kilomètre supplémentaire, Dora de Jdeideh. Entre les deux, au « rond point du Prisme », encore une ligne de front. Mais ce ne sont pas les seules : d'autres

passent, plus au nord, au tunnel de Nahr-el-Kalb (qui est miné) et dans le Kesrouan, au milieu du village de Koleyah.

On les traverse, ces lignes — mais pas toutes — très difficilement, à pied et non sans risques, depuis trois jours seulement. Mille fois tronçonnées, le « pays chrétien » est pitoyable. Il est, de plus, coupé du monde extérieur. Quand les obus ne s'en sont pas chargés, les belligérants ont intentionnellement coupé certaines lignes téléphoniques. C'est tout juste si l'on peut communiquer à l'intérieur d'un même quartier, et les membres des familles éparpillées sont sans nouvelles les uns des autres.

L'eau et l'électricité sont incertaines, que ce soit à Beyrouth-Est ou à Beyrouth-Ouest, le secteur musulman, qui ne pouvait guère au spectacle de la débâcle du camp chrétien. On enregistre même des gestes de solidarité concrète, notamment dans le domaine médical, comme celui de ces secouristes musulmans qui se rendent quotidiennement à la Croix-Rouge, en secteur chrétien, pour leur apporter des secours.

LUCIEN GEORGE

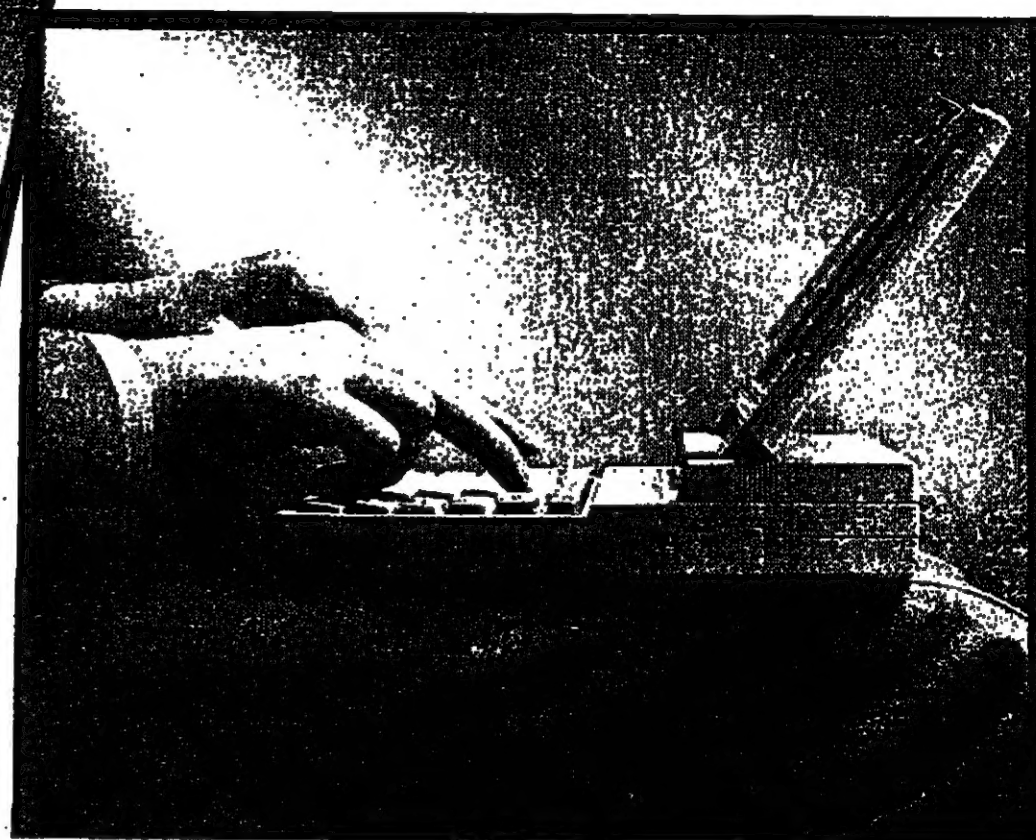
سكيا في الحان

سكرا من الامن

... Le Monde 4 Vendredi 16 février 1990 5

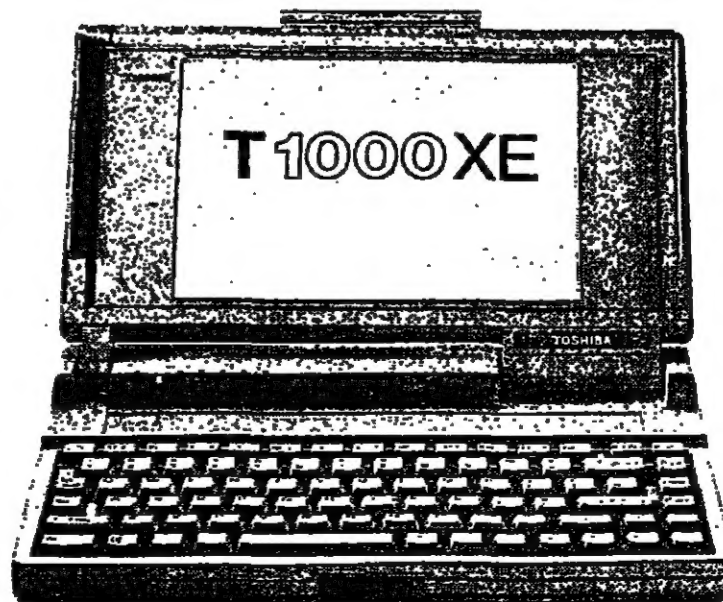
au sein de l'armée

Toshiba T1000XE



Rien dans la valise, tout dans la main

N'emportez que l'essentiel. Voici le portable idéal pour toutes les professions itinérantes. Un micro petit (le format d'une revue), léger (2,7 kg), autonome (une batterie rechargeable) et, surtout, indépendant: il contient en effet tout ce dont vous avez besoin dans vos déplacements et vous libère de tout transport inutile et de toute manipulation superflue. Jugez-en: avec MS-DOS en ROM et les logiciels installés à l'avance sur son disque dur de 20 Mo, vous n'avez même plus besoin de lecteur de disquettes (lesquelles peuvent



rester tranquillement dormir à la maison). C'est vraiment la micro en toute efficacité.

Le confort au quotidien. En toute convivialité, aussi: un écran de 23 cm de diagonale (géant pour sa catégorie), haute résolution (640x400), un clavier de 84 touches, comme ses grands frères; et comme indépendance ne doit pas signifier isolement, vous pouvez vous relier rapidement à tout autre ordinateur, en local (LapLink en ROM) comme à distance (modem intégrable). Le micro le plus libre est aussi le moins seul.

PC Forum - Stand TOSHIBA N° 3K 200

L'Empreinte de Demain
TOSHIBA

TOSHIBA SYSTEMES (France) S.A. DIVISION INFORMATIQUE 7, RUE AMPERE - B.P. 131 - 92804 PUTEAUX CEDEX - TEL: (1) 47 28 28 28
TOSHIBA INFOMART SHOWROOM 018 - CNIT - 2, PLACE DE LA DEFENSE - 92053 PARIS LA DEFENSE - TEL: 46 92 14 30

EUROPE

Sur les traces de Petre Roman à Toulouse

Celui qui devait devenir le premier ministre de la Roumanie a laissé dans la « ville rose » où il a passé plusieurs années le souvenir d'un marxiste antistalinien

Le premier ministre roumain, M. Petre Roman, est attendu samedi 17 février à Paris, pour une visite de trois jours. M. Roman, qui fait partie de l'équipe arrivée au pouvoir après le renversement de Ceausescu, sera reçu par MM. Mitterrand, Rocard et Dumas, et participera mardi à un colloque organisé à la Sorbonne par plusieurs journaux européens.

TOULOUSE

de notre envoyée spéciale

Sur une étagère blanche, entre deux traités de médecine, le docteur Stéphane Barsony conserve un épais volume sur la deuxième guerre mondiale. « Un souvenir », dit-il en souriant. La page de garde est couverte d'une grande écriture alourdie. « Au camarade docteur Stéphane Barsony, avec les plus chaleureux sentiments d'amitié ». La dédicace, datée de septembre 1971, est signée Valter Roman. Le père de « Petre ».

Petre était arrivé à Toulouse l'année précédente, raconte le docteur Barsony. Il est arrivé un matin à la porte de mon cabinet, sur les allées Jean-Jaurès. Il venait de la part d'un ami de Bucarest, que j'avais connu après la guerre d'Espagne, le docteur Bonifaci. Il avait fait partie des Brigades internationales, comme moi. Petre Roman, sa lettre de recommandation à la main, débarquait tout juste de Bucarest. Il avait alors vingt-quatre ans. Arrivé en France en décembre 1970, Petre Roman, diplômé de l'Institut polytechnique de Bucarest, préparait une thèse sur « l'aviation naturelle des écoulements à surface libre » à l'ENSEEIH (1).

Il cherchait une chambre d'étudiant. Le docteur Barsony lui proposa alors de s'installer chez sa mère. L'appartement était vaste, et Nora Barsony accueillit le jeune Petre à bras ouverts. « Elle est un peu devenue sa marraine toulousaine », raconte le docteur Barsony. Il lui faisait des pâtisseries roumaines, qu'elle adorait. « A peine arrivé, Petre Roman retrouvait une famille :

Nora Barsony, qui avait passé une bonne partie de sa vie en Roumanie, était issue de la minorité hongroise de Transylvanie, comme la famille de Petre Roman. Et elle était juive. Comme le père de « Petre ». « Nous avions à peu près le même âge, et les mêmes racines familiales », explique Petre, le fils du docteur Barsony. De plus, nous avions tous les deux des parents communistes qui avaient fait partie des Brigades internationales. »

Le docteur Barsony avait franchi à pied la frontière espagnole pour combattre aux côtés des républicains, en 1936. Valter Roman, qui portait encore son vrai nom, Ernest Neulander, commandait alors une unité des Brigades internationales. Après la guerre, le père de Petre Roman, qui avait rencontré en Espagne sa future femme, Hortensia Vallejo, était rentré dans son pays après un détour par Moscou : membre du Komintern pendant la seconde guerre mondiale, il était revenu à Bucarest, où il avait rapidement fait partie des cercles dirigeants.

La Roumanie devenait communiste. Valter Roman, membre du comité central du PC roumain, était l'un des fondateurs du régime. « Il a ensuite été écarter du pouvoir », raconte le docteur Barsony. Dans les années 50, les anciens brigadistes n'étaient plus très bien vus. Valter Roman restait malgré tout l'un des dignitaires du régime : membre de l'Académie des sciences sociales et politiques de la République socialiste de Roumanie, il vivait dans les années 70 dans une grande maison du quartier résidentiel de Bucarest. Il mourut en 1983.

Petre Roman arrivait en France en pleine tourmente politique, aux lendemains de mai 1968. Hébergé chez Nora Barsony, boulevard Bonrepos, à Toulouse, il traversait tous les jours les allées Jean-Jaurès pour aller déjeuner chez le docteur Barsony. La table était ouverte, les discussions souvent vives. « Il y avait là mes parents, ma sœur et moi, et des étudiants qui habitaient alors chez nous », raconte Jacques Barsony, le second fils. Mon père était communiste, ma sœur et moi, nous étions trotskistes, et les étudiants qui habitaient chez nous étaient

plutôt proches des socialistes. C'était une forum politique permanent ! » Petre Roman, fraîchement débarqué de Roumanie, ne s'en émouvait guère.

Comment définir le Petre Roman de ces années 70 ? Certainement pas comme un néophyte de la politique. Le docteur Barsony parle d'un jeune communiste influencé par les idées « ouvertes et internationalistes » de son père. Lucien Masbernat, son directeur de thèse, d'un « marxiste antistalinien ». « En fait, Petre avait une mentalité de jeune Occidental de gauche de cette époque », souligne-t-il. Il était marxiste, c'est sûr, mais il portait beaucoup d'attention aux mouvements « gauchistes ». C'était nouveau pour lui, et il y était très sensible. »

Petre Roman, qui avait adhéré au SNES-sup, se gardait toutefois bien de militer. A une exception près : une manifestation contre la guerre du Vietnam, où il avait été pris en photo sous une banderole. Le lendemain, il avait retrouvé son visage dans un quotidien. L'Institut de mécanique des fluides avait alors reçu la visite de la DST.

Le choix du retour

Pendant ces années à Toulouse, Petre Roman vivait de son salaire d'assistant à l'ENSEEIH, où il enseignait la mécanique des fluides. Un pécule de 1 700 F par mois qui lui permettait de mener une vie « correcte ». Sept heures et demie de cours par semaine rue Charles-Camichel, un travail de recherche sur sa thèse, dans le laboratoire de Banlieve, et une vie de « jeune homme de l'époque » dans ses moments de liberté. « Petre Roman ne donnait pas l'impression d'être étranger », raconte Floréal Elias, le chef d'atelier de l'Institut de mécanique des fluides. Il parlait parfaitement français, et il participait à toutes les discussions de plain pied, comme s'il avait toujours vécu en France. Au point qu'à la fin, je me suis demandé s'il repartirait. »

Petre Roman aurait sans doute pu rester en France. Il était déjà assistant à l'ENSEEIH et, sa thèse terminée, l'Institut aurait pu lui trouver un poste. Mais



Petre Roman a voulu rentrer. Comme beaucoup. « J'étais moi aussi en thèse à l'époque », raconte Vladan Milisic, un des amis de Petre Roman, et je venais de Yugoslavia. A la fin de notre séjour, on s'est posé tous la question, bien sûr. Mais on est tous repartis pour faire du bien à nos pays... » Vladan, qui a aujourd'hui la nationalité française, a fini par revenir. De retour à Bucarest, Petre Roman, lui, est devenu professeur à l'Institut polytechnique, où il dirigeait ces dernières années le département d'hydraulique.

Les contacts avec Toulouse n'ont pas été rompus pour autant. Lors d'un congrès à Bucarest, en 1980, l'un des maîtres de conférences de l'ENSEEIH, Robert Caen, décidait de mettre en place des accords de coopération entre les deux instituts. Le texte était signé le 28 octobre 1981. « Je suis allé à Bucarest en 1981 et en 1982 », raconte Robert Caen. Petre Roman vivait dans un appartement de trois pièces avec sa femme et ses deux filles. Le logement était sommaire, sans plus. Il correspondait au standing d'un professeur d'université. La vie était déjà difficile. « Pour les repas, chacun apportait quelque chose », raconte Robert Caen, mais on sentait qu'ils avaient mis le

paquet pour nous recevoir. » L'accord aurait dû faciliter la venue de professeurs roumains, mais les autorités résistaient.

Dans une lettre au doyen de la faculté d'énergétique de Bucarest, le 9 janvier 1986, le professeur Nougaret invitait une nouvelle fois Petre Roman à venir en France. « Il est maintenant indispensable que M. Roman se rende compte sur place des possibilités scientifiques et techniques de l'IMFT et de leur complémentarité avec celles de la chaire d'hydraulique de votre faculté », écrivait-il. Nous souhaiterions qu'à cette occasion M. Roman puisse faire une série de conférences, en particulier dans le domaine de la pollution. » Il faudra pourtant attendre l'été 1988 pour que Petre Roman, soit à nouveau autorisé à venir à Toulouse. « Il est venu sans un sou », raconte Lucien Masbernat. Nous avons réussi à lui trouver des crédits pour qu'il puisse vivre un mois ici. »

Dernière visite

Cet été-là, Petre Roman était arrivé en France à bord d'une Axel fatiguée qui était tombée en panne pendant le voyage Bucarest-Toulouse. « Nous lui avions refait des pièces pour sa voiture à l'atelier », raconte Floréal Elias. Elle ne tenait plus debout. » Logé pendant les premiers jours à l'Hôtel du Père-Léon, à Toulouse, il s'installait finalement avec sa femme dans un studio vide appartenant à l'un des maîtres de conférences de l'ENSEEIH, Benoît Le Guennec. « Ils nous parlaient sans arrêt de la pénurie alimentaire roumaine », explique-t-il. Lorsqu'ils sont repartis, la voiture était tellement remplie de nourriture et de vêtements qu'il n'a même pas pu emporter les dossiers sur lesquels nous avions travaillé. Tout était bon pour signer de la place ! »

Petre Roman est revenu à Toulouse une dernière fois pendant l'été 1989. Sans financement roumain. A Bucarest, la pénurie s'était aggravée et les travaux du Caducator épuisaient le pays. « Il m'a parlé des travaux mécaniques lancés par Ceausescu », raconte le docteur Barsony. Il était exaspéré par les complexes

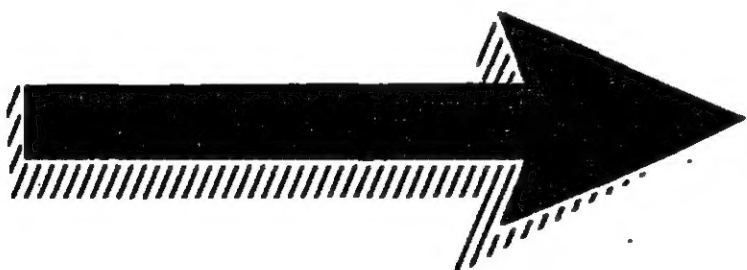
industriels gigantesques qui travaillaient à perte en Roumanie. »

Petre Roman avait toutefois conservé sa carte du Parti communiste. Aujourd'hui, Lucien Masbernat s'en étonne à peine. « Sans elle, il n'était pas question de continuer à travailler une minute de plus à l'Institut », explique-t-il. Il aurait immédiatement perdu son travail. » Au cours de ce dernier voyage, Petre Roman avait longuement parlé de Mikhail Gorbatchev à ses bêtes françaises. Il capitait à Bucarest la télévision bulgare, qui retransmettait alors bon nombre de débats venant de Moscou. « Il y avait un espoir », note Lucien Masbernat. Il s'agissait d'un phénomène tellement nouveau qu'il ne pouvait imaginer qu'il n'ait pas de conséquences. »

En décembre dernier, tous les compagnons français de Petre Roman ont passé les fêtes devant leur poste de télévision. Le lendemain de Noël, Robert Caen apprenait dans sa voiture la nomination de Petre Roman au poste de premier ministre. « Je me suis dit qu'il y avait peut-être deux Petre Roman », raconte-t-il. La première interview du premier ministre roumain ne laissait plus aucun doute. « J'ai reconnu sa voix, un peu cassée. » L'Institut de mécanique des fluides faisait alors parvenir à Bucarest de grandes enveloppes remplies de vœux et de coupures de presse. Le docteur Barsony, lui, envoyait des premiers jours un télégramme de félicitations à l'ancien pensionnaire de sa mère. Quant à Benoît Le Guennec, maître de conférences à l'ENSEEIH, il y gagnait, dit-il en souriant, une « exclusivité » : il publiera le mois prochain, dans sa revue Solid, liquid, flow, le premier article du nouveau chef du gouvernement roumain. « Les transferts d'empire cinétique turbulents près d'une paroi à rugosité uniforme. »

ANNE CHEMIN

(1) L'Ecole nationale supérieure d'électronique, d'électromécatronique et d'hydraulique de Toulouse est l'une des quatre écoles d'ingénieurs de l'Institut national polytechnique de Toulouse.



Imaginez un monde où vous ne pouvez plus manquer l'offre d'emploi de votre vie.

Cadres, découvrez un monde d'offres d'emplois sur 36 15 LM. En quelques minutes, 36 15 LM vous permet de consulter un mois d'annonces parues dans le Monde. 36 15 LM personnalise vos demandes en sélectionnant et en conservant dans une « boîte aux lettres » confidentielle, toutes les offres d'emplois correspondant à votre C.V. Avec 36 15 LM, d'être informés de importants pour

vous êtes assurés tous les postes votre carrière.

36 15 LM

Le service télématique expert de l'emploi des cadres

Fausses rumeurs

Petre Roman est-il, ou a-t-il été, un agent, et au service de qui ? Bien des rumeurs ont couru. Certains l'ont suspecté d'avoir travaillé pour les services secrets roumains lors de son passage à Toulouse, de décembre 1970 à février 1974.

D'autres d'avoir été à la solde du KGB dans les années qui ont précédé la révolution du 22 décembre 1989. Ces derniers notent que le père de Petre Roman, membre influent du Komintern, avait passé les années de guerre à Moscou avant de revenir à Bucarest fonder le régime communiste.

Les renseignements généraux, qui précisent que le dossier de Petre Roman concernant ces trois années passées à Toulouse est « très mince », ne possèdent aucun élément « suspect » sur son compte. Tout juste un avis « réservé » concernant un visa pour la Roumanie accordé en juin

1972, pour son cinquième séjour dans son pays : Petre Roman avait émis un chèque sans provision quelques mois auparavant...

La DST, quant à elle, affirme ne détenir aucun dossier « compromettant » sur Petre Roman. « Aucun élément sérieux ne vient étayer une telle hypothèse », précise-t-elle. S'intéressait-il de près, lors de son séjour à Toulouse, aux activités aéronautiques, comme il a parfois été dit ? « L'aéronautique n'était pas du tout sa spécialité, note-t-on à la DST. Cette hypothèse paraît très peu crédible. »

Petre Roman, qui a passé trois ans à Toulouse, a « sans doute eu affaire » aux services secrets roumains, remarque toutefois l'un de ses compagnons. « Il venait en France pour plusieurs années, ce qui n'était pas très fréquent dans les milieux universitaires roumains. Je suppose que, lorsqu'il revenait à Buce-

rest, on lui posait des questions sur ce qu'il avait vu et entendu à Toulouse. »

L'Institut de mécanique des fluides de Toulouse (IMFT), où il faisait sa thèse, était-il un endroit « sensible » ? Les chercheurs de l'Institut le nient. L'IMFT a parfois travaillé avec les militaires, mais, à l'époque, il n'existait aucun contrat de ce type au laboratoire de Banlieve.

Quant aux industriels, ils exigent parfois des clauses de confidentialité, mais les travaux de recherche menés pour leur compte concernent rarement des « secrets d'importance ». « Petre Roman s'était spécialisé dans les problèmes de l'environnement, note un enseignant de l'ENSEEIH. Il travaillait dans un domaine à publication. »

A. C.

Pour un meilleur prix, pour un meilleur délai rendez-nous visite avant de commander votre PEUGEOT



toujours plus avec la griffe

NEUBAUER PEUGEOT

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

5511 1501

150

DIPLOMATIE

Les perspectives de réunification de l'Allemagne

M. Hans Modrow se dit « déçu » par les résultats de sa visite à Bonn

Alors que le chancelier Kohl s'entretient jeudi 15 février à l'Élysée avec M. Mitterrand des perspectives de l'unification allemande au lendemain de la réunion d'Ottawa, on rappelle dans l'entourage du président français, mercredi soir, que la France « veut avoir un langage unifié vis-à-vis des Allemands tout en leur rappelant que les autres ont besoin de garanties ». Paris juge également « intéressante sur le fond » la suggestion de M. Delors de réunir un sommet extraordinaire des Douze, tout en rappelant que la décision appartient à la présidence irlandaise. Cette proposition a été soutenue mercredi par les gouvernements belge et portugais.

Neutralité ou pas pour l'Allemagne ? Après les déclarations de M. Chevardnadze à Ottawa selon lesquelles une Allemagne sans lien avec l'OTAN était la « solution la plus acceptable » pour son pays, le ministre soviétique des affaires étrangères a semé le doute, rapporte notre correspondant Martin Jacot, à l'issue d'un entretien mercredi avec son

Le ministre des affaires étrangères bulgare à Paris. — M. Bolko Dimitrov, chef de la diplomatie bulgare, et le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, ont signé mercredi soir 14 février à Paris un accord sur la création de centres culturels français à Sofia et à Bulgarie. M. Dimitrov, qui a choisi la France pour sa première visite en Occident, avait été reçu dans la journée par M. François Mitterrand.

homologue canadien, M. Joseph Clark. « Cette solution idéale (celle de la neutralité) est-elle réaliste ? C'est toute la question », a-t-il dit à la presse.

Pour sa part, la Pologne a fait savoir qu'elle souhaite participer à la conférence consacrée à l'unité allemande, aux côtés des quatre puissances garantes du statut de Berlin et des deux États allemands, telle qu'elle a été décidée à Ottawa. Parant mercredi à Londres, à l'issue d'une visite de trois jours en Grande-Bretagne, le premier ministre polonais, M. Tadeusz Mazowiecki, a noté que cette conférence abordera les questions de sécurité, et « il est donc normal que la Pologne soit présente ». « Nous ne pouvons pas donner de procuration pour discuter de nos problèmes de sécurité », a-t-il ajouté. Sur le statut d'une Allemagne réunifiée, M. Mazowiecki est resté vague : « Je ne pense pas qu'une Allemagne neutre serait une bonne chose. La meilleure solution serait que l'Allemagne fasse partie d'un système européen uni », a-t-il dit.

Cette demande polonaise est pratiquement rejetée à Bonn. « Inclure la Pologne dans les entretiens des Six n'aurait pas de sens », indiquait mercredi une source proche du gouvernement fédéral, qui précisait que les deux États allemands tentaient de trouver un accord d'unité au sein de leurs frontières actuelles et ne formuleraient pas de revendication concernant la Pologne.

Une négociation « à deux plus quatre »

M. Genscher a précisé mercredi, à propos de cette conférence à six, qu'il préfère appeler « négociations à deux plus quatre », — qu'elle se déroulera en Allemagne (Est et Ouest), en un lieu non encore décidé, mais qui ne sera en aucun cas le bâtiment du Conseil allié à Berlin-Ouest.

Ce bâtiment, qui avait notamment servi aux négociations sur le statut quadripartite de Berlin en 1971, avait été spectaculairement remis en vedette avec une réunion des ambassadeurs des quatre États allemands le 14 décembre. Inquiets de l'évolution des deux Allemagnes un mois après l'ouverture du mur de Berlin, les quatre s'étaient alors réunis sans consulter la RFA ni la RDA. Cette réunion, qui n'avait débouché sur aucune décision, avait été considérée comme un avertissement à Bonn et à Berlin-Est.

La visite de M. Hans Modrow à Bonn s'est terminée mercredi dans les récriminations, le chef du gouvernement est-allemand et son ministre de l'économie, M. Christa Luft, exprimant ouvertement leur irritation devant l'attitude du gouvernement ouest-allemand. Interrogé par des journalistes sur le fait de savoir s'il était déçu après sa rencontre de mardi avec le chancelier Kohl, M. Modrow a répondu : « Si vous me le demandez, oui. » M. Luft a reproché à la RFA de n'avoir aucun concept précis dans les négociations qu'elle mène avec la RDA. « Nous attendons toujours que l'autre partie (la RFA) nous présente ne serait-ce que la moitié d'un projet écrit », a-t-elle dit. Le ministre ouest-allemand des finances, M. Theo Waigel, a aussitôt rejeté ces accusations en déclarant que Bonn ne pouvait pas prendre de mesure décisive face à un gouvernement est-allemand « de transition » et arrivant « sans marge de manœuvre ».

Le gouvernement ouest-allemand qui a refusé au cours des conversations la demande d'aide massive immédiate de la RDA, a néanmoins approuvé mercredi en conseil des ministres une rallonge budgétaire de 7 milliards de Deutschmarks pour l'année en cours afin de faire face à ses nouvelles obligations. Ces fonds seront des-

tinés à diverses mesures en faveur de la RDA et d'autres pays de l'Est, mais aussi à faire face aux dépenses dues à l'afflux de réfugiés est-allemands arrivant en RFA.

À Washington, M. Bush a qualifié mercredi d'« importantes » les deux accords conclus la veille mardi à Ottawa sur des négociations pour la réunification allemande et sur une réduction des troupes en Europe. Le président américain s'est déclaré quelque peu surpris par la rapidité avec laquelle ces accords ont été conclus, expliquant que les événements vont « très vite » et qu'il n'était pas « au courant lundi qu'un accord serait conclu mardi ».

À Lisbonne, soutient la proposition de M. Delors sur un sommet extraordinaire des Douze. — Le gouvernement portugais a annoncé, mercredi 14 février à Lisbonne, qu'il soutenait la proposition du président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, en faveur d'une réunion extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement des pays membres de la Communauté après les élections du 18 mars en RDA, pour discuter de la réunification allemande. — (AFP, Reuters).

Visite de M. Ares en RFA. — Le ministre israélien des affaires étrangères, M. Moshe Arens, s'est rendu, mercredi 14 février, en RFA pour une brève visite, alors que la perspective de réunification de l'Allemagne suscite certaines appréhensions en Israël. Peu avant son départ, M. Arens a indiqué qu'il ne voyait aucun danger à une telle réunification si l'Allemagne réunifiée « est une Allemagne démocratique, pleinement consciente de ses responsabilités à l'égard du peuple juif ».

M. Giscard d'Estaing estime que les Douze doivent être consultés au même titre que les Grands

Les députés européens ont manifesté, mercredi 14 février, leur inquiétude quant aux conséquences de l'unité des deux États allemands sur l'union de la Communauté. À la demande du groupe socialiste, l'assemblée devait décider jeudi de la création d'un groupe ad hoc pour étudier la question allemande.

BRUXELLES.

Communautés européennes
de notre correspondant

De la gauche à la droite de l'hémicycle, une préoccupation commune s'est exprimée : que la marche forcée vers la réunification n'ait pas pour effet de laisser à la traîne la construction européenne.

Ainsi M. Emilio Colombo, (démocrate-chrétien italien) a estimé que « la réponse à l'Allemagne était la transformation de la CEE en union politique ». Il a demandé, à l'instar de M. Mitterrand, que la conférence intergouvernementale sur l'union économique et monétaire se tienne avant la date prévue (décembre 1990). De son côté, M. Valéry Giscard d'Estaing, président des libéraux, a insisté sur le manque de consultation, de la part de la RFA, auprès de ses partenaires européens. Pour le président de l'UDF, les Douze devraient être informés au même titre que les États-Unis et l'Union soviétique. Il a aussi relevé le danger d'un deuschemark dont le poids dans le système monétaire européen (SME) constituerait 35 % de l'ensemble des monnaies des Douze lorsque l'union allemande sera

réalisée. « À ce moment-là, a-t-il affirmé, la SME deviendrait la seule devise allemande ». Aussi demande-t-il l'usage d'une monnaie gérée en commun, c'est-à-dire l'écu.

S'agissant des idées du président de la République en matière de confédération européenne, M. Giscard d'Estaing déplore « que la France n'établisse pas une hiérarchie forte entre l'intégration communautaire » et ce qu'il appelle « la fumée d'une vague paneuropéisme ». Selon lui, la France assiste en spectateur aux initiatives du chancelier Kohl.

M. Franz Schönhuber, le chef de file de l'extrême droite ouest-allemande, a évoqué les frontières de l'Allemagne pour dire que le problème devait être réglé par un traité de paix. Un traité qui permettrait, selon lui, « le départ de toutes les troupes d'occupation, qu'elles soient américaines ou soviétiques, afin que l'Allemagne devienne un État libre et armé ».

M. Delors a tenu des propos moins critiques que la veille (le Monde du 13 février). Selon lui, il ne convient pas de compromettre les discussions du groupe de travail créé par la RFA et la RDA sur l'union monétaire. Sans compter, a-t-il ajouté, « qu'une campagne électorale est en cours en Allemagne de l'Est ». À propos de son idée de conseil européen extraordinaire, M. Mairé Godegan, ministre irlandais chargé des affaires européennes, a indiqué, au nom de la présidence de la CEE, qu'il appartenait aux gouvernements membres de prendre l'initiative. Elle a laissé entendre toutefois que cette réunion devrait se dérouler avant la fin de juin prochain.

MARCEL SCOTTO

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : cité de M. Nelson Mandela

Soweto est en proie au chômage et à la violence

Aucune information n'a encore filtré de la réunion des dirigeants de l'ANC qui s'est ouverte le 14 février à Lusaka (Zambie) en l'absence de M. Nelson Mandela. Le comité exécutif national du Congrès national africain discute de la nouvelle situation politique créée par la législation de l'organisation et par la libération de son chef historique. Ce dernier n'a pas indiqué

s'il se rendrait lui-même à Lusaka pour assister à la réunion. La session du comité exécutif de l'ANC devrait se clore le 16 février, mais M. Nelson Mandela pourrait venir en Zambie, où est installée toute la direction de l'ANC, après la réunion.

À Johannesburg, plusieurs milliers d'enseignants noirs ont manifesté sans incidents, mer-

credi 14 février, contre l'apartheid dans l'enseignement.

La veille, M. Nelson Mandela, dans son meeting de retour à Soweto, avait particulièrement insisté sur la crise que vit l'enseignement noir, appelé écoles et lycées « à retourner à l'école et à apprendre ».

Six prisonniers politiques noirs ont par ail-

leurs été libérés le 14 février du pénitencier de Robben Island. Ils avaient été condamnés à des peines allant de trois à dix ans de prison pour avoir milité en faveur de l'ANC. Les six militants ont déclaré que trois cent cinquante-quatre autres prisonniers politiques étaient toujours détenus à Robben Island.

SOWETO

de notre envoyé spécial

Les visites guidées de Soweto sont suspendues jusqu'à lundi prochain. « Vous comprenez, ce n'est pas une bonne semaine », explique, à peine sibilante, cette employée d'une agence de tourisme de Johannesburg. Conduit par un « Africain qui y a passé toute sa vie », le tour de cette township dure quatre heures. Le temps de « se rendre compte de beaucoup d'aspects de la vie locale », de monter au sommet de la tour Oppenheimer pour avoir une vue d'ensemble, de visiter la fameuse boîte de nuit A Train.

Les autorités sud-africaines sont plutôt fières d'exposer ainsi en vitrine cette township-pilote où s'entassent, aux portes de Johannesburg, plus de deux millions de personnes. Soweto est en effet, de toutes les cités noires du pays, celle dont le revenu moyen annuel par tête d'habitant — environ 500 rands, soit 2 000 F — est le plus élevé. Pourtant, selon une enquête réalisée en 1986 par un institut de recherches américain, 40 % des gens vivent ici au-dessous du seuil de pauvreté.

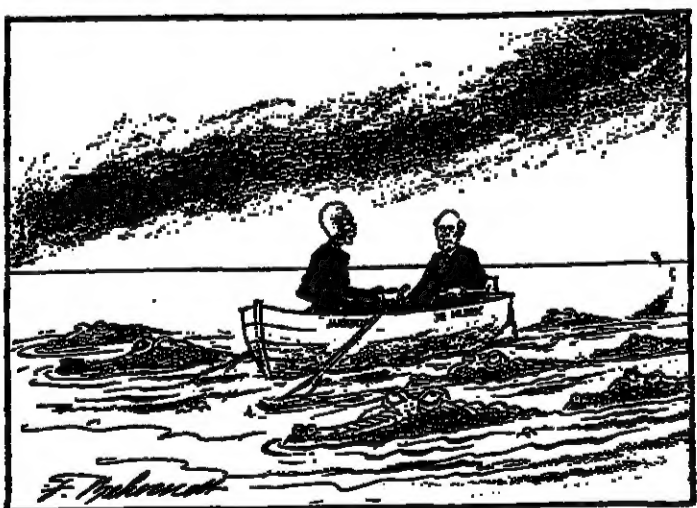
Un certain nombre d'habitants de Soweto n'apprécient guère ce genre de visite-conférence. À quelques pas de la petite maison de M. Nelson Mandela, dans le quartier d'Orlando-Ouest, des slogans peints sur un mur le laissent assez clairement deviner : « Cochons de touristes, retournez chez vous avec les marionnettes qui vous servent de guides. Soweto n'est pas un zoo pour blancs racistes ! » À écouter le

chef historique du Congrès national africain mardi 13 février au stade de Johannesburg, on n'avait pas l'impression que Soweto était ce paradis décrit par les dépliant touristiques. Des habitants de cette cité noire auxquels ses propos s'adressaient en priorité ont été étonnés qu'un homme qui vient de passer vingt-sept ans en prison se montre si averti de leurs problèmes. Les grandes tirades idéologiques, les habitants de Soweto s'en moquent un peu. Ce qui compte pour eux, ce sont les traces de la vie quotidienne sous un régime celui de l'apartheid — qui jusqu'ici ne leur facilitait pas. « Nelson Mandela a vécu juste », remarque un observateur. Il a été très concret et a tenu un langage responsable ».

72 % d'échecs scolaires

Ainsi le « camarade Nelson » a-t-il insisté sur le fait que « les gens devaient vivre dans des habitations convenables et non pas dans des ghettos ». À Soweto, au moins trois cent mille personnes n'ont pas de logement décent. Certains ont été domiciliés sous des arbres de fortune, dans des bidonvilles (il y en a six). D'autres occupent les garages ou les arrière-cours que les locataires de ces maisons — les « boîtes d'alkermets » qui composent le paysage de cette immense township — leur sous-louent à prix d'or.

Pour décourager l'installation de nouveaux venus, la construction de logements a été interdite ici pendant vingt ans. Elle n'a été



Dessin paru dans « Frankfurter Allgemeine Zeitung »

à nouveau autorisée qu'après les troubles de 1984-1985. Mais c'est aujourd'hui le secteur privé qui a la maîtrise des opérations, si bien que les habitations qui sortent de terre sont loin d'être à portée de bourse du plus grand nombre. Résultat : sur chaque parcelle de terrain s'agglutinent en moyenne quatorze personnes...

La situation scolaire n'est guère plus brillante à Soweto, comme s'en est inquiété M. Nelson Mandela. Plus de cinquante élèves par classe devant des professeurs dont près des trois quarts sont sous-qualifiés. À cela s'ajoutent les consignes de boycottage des cours lancées par l'ANC qui, entre 1984 et 1987, ont vidé les écoles et l'absence totale de dis-

cipline. Pas étonnant donc que l'an dernier moins de 25 % des candidats aient réussi leur examen de fin d'études secondaires et que parmi eux une infime minorité d'entre eux aient obtenu la mention nécessaire pour pouvoir entrer à l'université.

L'appel insistait à la reprise des cours lancé par M. Nelson Mandela sera-t-il entendu par les intéressés ? Préoccupation majeure pour les responsables locaux du mouvement nationaliste car, à Soweto, près de la moitié de la population a moins de dix-huit ans. Plus s'accroît le nombre des laissés-pour-compte, plus se développent le banditisme et l'insécurité. D'autant que cette township compte 40 % de chômeurs frustrés d'en être

réduits à cette triste condition alors qu'ils vivent aux portes de Johannesburg, la ville la plus riche d'Afrique du Sud.

Le chef historique de l'ANC s'est dit « très inquiet » du nombre de crimes commis à Soweto et a condamné sans équivoque ceux qui au sein du mouvement nationaliste estiment que la fin justifie les moyens. « Il est urgent, a-t-il affirmé, de mettre un terme à cette situation malsaine ».

Mille trois cents morts par an

Règlements de comptes politiques, conflits d'intérêts, affaires de cœur, bagarres d'ivrognes, violences tout simplement gratuites : au total environ mille trois cents morts par an. Et autant de viols déclarés à la police.

Les gangs, dont la police a parfois utilisé les services pour semer la zizanie au sein de la communauté noire, ont ici pignon sur rue depuis bien longtemps. Celui des Russiens, par exemple, qui opère dans le quartier de Phiri, a été créé dans les années 40. Leur fort aujourd'hui concurrence des bandes de désoeuvrés moins experts en la matière que leurs aînés mais tout aussi violents.

« Beaucoup de gens vivent de manière déshumanisante, raconte un habitant de Soweto. On ne peut pas arracher d'un coup de se comportant toujours de manière correcte ». Les campagnes anti-crime n'ont pas encore porté leurs fruits. Le mépris de la loi, ou plutôt des lois, des bonnes comme des mauvaises, est le fruit amer du système de l'apar-

theid. Jusqu'aux années 70, Soweto faisait corps avec Johannesburg et profitait donc des ressources de cette métropole industrielle et commerciale. Conformément à la politique du « chacun chez soi », elle en a été détachée pour former une municipalité autonome qui se retrouve sans moyens. Aussi les habitants de cette township réclament-ils aujourd'hui d'en revenir à l'état de choses antérieur. Les organisations que les gens de Soweto avaient mises en place pour tenter de gérer eux-mêmes cette immense cité noire — associations civiques, comités de rue, etc. — ont eu mille à parir avec les autorités qui les tenaient en haute suspicion et se sont employées à réduire au silence ceux qui les dirigeaient. Aujourd'hui il n'y a donc plus d'autorité qui vaille.

La police a encore un certain pouvoir d'intimidation. « Vous êtes une comme un instrument de répression et d'injustice » lui a dit M. Nelson Mandela, qui l'a invitée à « servir les intérêts du peuple ». Restent les élus municipaux, mais ils sont discrédités aux yeux de beaucoup pour avoir accepté de « collaborer avec le pouvoir blanc ». Comme le constate un habitant, « Soweto est devenu un troupeau sans berger ».

Cette population qui a longtemps vécu dans la peur éprouve aujourd'hui un sentiment de force. Elle relève la tête et réalise que l'avenir est entre ses mains. « Nous entrons dans une zone de fortes turbulences », avertit un habitant de Soweto. Les appels au calme et à la discipline du « camarade Nelson » ne sont pas de simples clauses de style.

JACQUES DE BARRIN

ASIE

« Bataille d'éléphants »
au Japon

Suite de la première page

Cette fois, une M^{me} Doi pimpante et rajeunie, en chemisier et veste rose sur le bras - le rouge n'est plus de mise, le PSJ se voulant désormais centriste - nous apprend que « le Japon bouge ! ». Le premier ministre Kaifu, assis en tailleur avec deux enfants (qui ne sont pas les siens), promet « une vie heureuse ».

Les ressentiments provoqués par le scandale politico-boursier Recruit, partie émergée d'un iceberg de malversations, s'estompent. L'entreprise, qui domine le marché des petites annonces, attend pour 1989 des bénéfices en hausse de 10 %, démontrant que le scandale n'a pas entamé sa réputation en affaires. Quant aux grandes figures politiques impliquées, elles se représentent comme si de rien n'était, ou presque. C'est le cas de M. Nakasone, ancien premier ministre, et de son bras droit, M. Fujinami. Ce dernier a commencé sa campagne sur l'esplanade de la Purification du sanctuaire d'Ise, le plus vénérable du Japon. Pour eux, être élu vaut une absolution. Ils font « misogi » (rite de purification du culte shinto), dit-on.

Si le Tokyo Shimbun dénonçait récemment le caractère « intolérable » de telles pratiques, il n'est pas sûr que les électeurs de Mifé, au sud de Nagoya, où se présente M. Fujinami, ressentent la même indignation. En province, on aime être représenté par une personnalité, même si sa réputation est un peu flétrie.

Les socialistes, grands vainqueurs en juillet, n'ont pas su capitaliser les mécontentements. L'électorat féminin (quarante-à-cinq millions), mobilisé contre les politiciens « corrompus » et « licenciés » à la suite du scandale d'alcool du premier ministre Uno, a perdu sa virulence. Les femmes s'interrogent : « C'est un vote crucial mais sans suite », dit Miyako Yano. Militante féministe, elle a voté en juillet contre le PLD après lui avoir été fidèle pendant quatorze ans. Elle pense s'abstenir : le PSJ, incapable de présenter une alternative crédible, l'a déçu et M^{me} Doi a montré ses limites.

L'opération « Madonna » (multiplication des candidatures) lancée par les socialistes en juillet a fait long feu : il n'y a que 66 candidates sur 944, la moitié communistes, les autres indépendantes. Le PSJ n'en présente que dix : les lottes de clans et les rentes de situation ont empêché M^{me} Doi d'envoyer plus de femmes au combat. Erreur tactique, car les femmes travaillant à temps partiel constituent un électoral « naturel », et peu encadré, pour les socialistes.

« Les circonscriptions où souffle le vent »

Le PLD ne présente aucune candidate, sinon indirectement, parmi les indépendantes. On a fait grand cas dans les médias de M^{me} Makiko Hamada, épouse d'un député, qui se serait « révoltée » contre son mari et se présente comme indépendante dans une circonscription voisine, à Saitama (au nord de Tokyo). Simple partage des tâches en réalité : ou bien les Hamada sont élus tous les deux et Madame se ralliera au PLD, ou bien elle sera élue seule - son mari étant en difficulté - et cela fera au moins un siège pour les conservateurs et pour la famille.

Plus que sur les thèmes de la campagne, les candidats comptent sur la machine électorale pour ramasser les votes. Au Japon, quand une campagne électorale commence, le gros du travail de rassemblement des voix est déjà fait. Les comités de soutien aux candidats ont mobilisé leur clientèle. Il s'agit de rassembler les votes flottants et de concentrer les efforts sur les « cir-

conscriptions où souffle le vent ». Le PSJ paraît sur la défensive, ne présentant que 148 candidats (et non 180 comme prévu). Les alliances électorales entre opposants sont en outre en recul par rapport à 1986. Le parti boudhiste Komeito en serait le principal responsable. Lui aussi sur la défensive en raison de son implication dans le scandale Recruit, il préfère compter sur ses propres voix, mobilisées par la secte dont il est issu, la Soka Gakkai.

Les conservateurs, galvanisés par une remontée de leur popularité dans les sondages, sont en revanche passés à l'offensive avec d'énormes moyens financiers (leur trésor de guerre s'élève à quelque 30 milliards de yens) et une mobilisation générale de leurs supporters, notamment des associations professionnelles et des entreprises. La Fédération des distributeurs automobiles (2 000 entreprises et 350 000 salariés) soutient ainsi cinquante-neuf candidats du lobby du ministère des transports. Pour désamorcer le mécontentement des paysans opposés à l'ouverture des marchés agricoles, le gouvernement a momentanément gelé sa décision sur le riz. Le PSJ dépend, quant à lui, des syndicats (près de 70 % de ses candidats sont d'ex-syndicalistes).

La « bataille entre éléphants » que sont les machines électorales des grands partis laisse peu d'espace aux petits partis ou aux candidats marginaux, des Verts menés par un vieux « permanent » de la révolution, Ryu Ota, à un célèbre travesti du quartier de Shinjuku, en passant par le chef d'une nouvelle secte, Aume, le parti de la Vérité, dont les supporters font campagne portant un masque représentant le visage de leur gourou, barbu et chevelu. Agé de trente-quatre ans, celui-ci affirme avoir un pouvoir de lévitation et exerce une certaine attraction sur les jeunes. Une secte au comportement controversé, qui serait mêlée à la disparition d'un avocat de Yokohama qui enquêtait, à la demande de parents inquiets, sur ses méthodes d'endocinement.

PHILIPPE PONS

AFGHANISTAN : le premier anniversaire du retrait soviétique

Moscou et Kaboul proposent un nouveau plan de paix

A la veille du premier anniversaire, jeudi 15 février, de la fin du retrait militaire soviétique d'Afghanistan, Moscou et Kaboul ont proposé un plan de paix comprenant notamment un cessez-le-feu sur place, un moratoire sur les livraisons d'armes étrangères, une conférence de paix sous l'égide de l'ONU, des élections générales en présence d'observateurs étrangers et la délimitation du pays sous supervision internationale. Entretemps, la guerre continue et les protégés de Moscou tiennent toujours les villes, certains grands axes et quelques campagnes. Moscou et Washington, qui se sont pourtant prononcés, le 10 février, pour la formation d'un gouvernement « largement représentatif » à Kaboul, continuent leurs livraisons à leurs alliés locaux respectifs.

Depuis un an, rien ne s'est passé, en Afghanistan, comme annoncé. Malgré leurs importantes livraisons d'armes, les Soviétiques ne pensaient strictement pas qu'un lendemain de leur retrait, le régime de Najibullah ferait si bonne figure. Les Américains, de leur côté, n'auraient jamais pensé que, tout aussi généreusement dotés en armes par leurs soins, les moudjahidines ne marqueraient pas de points décisifs. Certes, les assauts frontaux contre les villes-garnisons de Jalalabad et de Khost, approuvés sinon commandés par les Pakistais, ont constitué une erreur tactique. Il aurait mieux

valu ne pas imposer à une coalition hétéroclite de moudjahidines une guerre conventionnelle à laquelle ils n'étaient pas habitués. Mais cette faute n'explique pas pour autant le piètement, depuis, des mouvements de résistance.

Ces derniers mois, alors que des roquettes s'abattaient encore assez régulièrement sur Kaboul, les zones de combats se sont retirées. Pour l'essentiel, les accommodements locaux l'emportent entre groupes de moudjahidines et milices qui dépendent, au moins en partie, pour leur ravitaillement, de la résistance en profitant pour renforcer leur assise régionale. D'autres y laissent des plumes, puisque la « guerre sainte » a perdu, aux yeux des populations locales, une partie de sa raison d'être avec la fin de l'occupation soviétique. Chacun reste, le plus souvent, sur ses positions. Les unités du khalid, à la fois police secrète et force militaire d'élite de Najibullah, tiennent les grandes villes. Ailleurs, moudjahidines et miliciens de Kaboul cohabitent souvent.

D'autre part, les incidents, parfois sérieux entre mouvements de résistance, sont demeurés l'exception. Le gouvernement provisoire de la résistance, qui siège à Peshawar (Pakistan), est trop divisé pour s'imposer aux chefs locaux des moudjahidines, qui s'organisent sur place avec plus ou moins de succès selon leur autorité et leur tempérament. La situation qui en résulte est trop incertaine pour que la masse des réfugiés - environ cinq millions de gens au Pakistan et en Iran - songe au rapatriement. Mais, sur le terrain, selon des témoignages concordants, la circulation des biens et des personnes est facilitée.

La position personnelle du président Najibullah en est-elle, pour

autant, réellement consolidée ? L'appareil politico-militaire sur lequel il s'appuie se fait sans doute le fruit de l'application, même progressive, d'un moratoire sur les livraisons d'armes aux camps en présence, sans parler de la mise en place du « gouvernement largement représentatif » souhaité par Moscou et Washington. Najibullah et son équipe restent, pour l'essentiel, les instruments d'une guerre. On peut douter que leur régime politique ne survivrait pas à un règlement.

Les Américains commencent à le comprendre, ce qui explique, au moins en partie, pourquoi ils semblent avoir assoupli leur position en ne réclamant plus le départ de Najibullah comme préalable à toute négociation. Les autres raisons de cet indécision sont, bien entendu, l'échec de leurs efforts en faveur des moudjahidines et la crainte, plus récente, qu'en déteignant sur les républiques musulmanes soviétiques voisines, la guerre d'Afghanistan coopte la tâche de M. Mikhail Gorbachev. Plusieurs commandants de la résistance invitent, en effet, ouvertement les musulmans « opprimés » d'Asie centrale à « se libérer » du « joug » soviétique, ainsi que l'a fait encore fait, cette semaine, le commandant Massoud, le célèbre « Lion du Panjshir ». Mais même quand Washington et Moscou semblent s'opposer, avec moins de rigidité sur le conflit, un règlement politique reste loin de se dessiner. Cependant, si les deux Grands s'entendaient sur une réduction progressive de leurs livraisons d'armes dans les mois à venir, ils encourageraient ainsi la cohabitation, selon la tradition afghane, entre des pouvoirs dont la base reste, avant tout, régionale.

JEAN-CLAUDE POMONTI

AMÉRIQUES

COLOMBIE : le sommet de Carthagène

La principale bataille doit se livrer aux Etats-Unis

WASHINGTON
de notre correspondant

Quand on a solennellement déclaré la guerre à la drogue, il faut livrer bataille, y compris en territoire « ennemi ». Le président Bush est donc parti pour cette Colombie de tous les dangers - ses sondages l'attestent - ses compatriotes ne voulaient absolument pas qu'il aille, de crainte d'un mauvais coup.

M. Bush s'est mis en route bien avant l'aube pour limiter au strict minimum son séjour sur place et être de retour dès le soir même à Washington. Toutes les précautions possibles et imaginables ont été prises. « Je ne veux rien faire de stupide ou de macho », avait lui-même déclaré avec un sourire M. Bush, comme pour se défendre de jouer les braves qui se jettent dans la gueule du loup. Mais le président américain n'a jamais sérieusement envisagé de renoncer à ce déplacement. Pas seulement parce que les craintes manifestées par le public américain sont très exagérées et qu'aucune menace crédible n'est venue les étayer depuis plusieurs semaines, mais surtout parce que ne pas venir aurait eu un effet lamentable sur les gouvernements et les populations des pays andins auxquels les Etats-Unis demandent de prendre eux-mêmes des risques autrement plus grands pour enrayer la production de la drogue.

M. Bush avait tout particulièrement à cœur de manifester son appui au président colombien Barco, qu'il ne manque jamais de citer comme un exemple de « courage ». Et sa présence était d'autant plus nécessaire que les Américains doivent se faire « pardonner » leur intervention à Panama, menée, du moins en théorie et pour partie, au nom de la lutte contre le trafic de drogue, mais qui a été fort mal reçue par les pays d'Amérique latine (Washington a pris soin d'évacuer quelques jours avant

le sommet les dernières troupes d'invasion). M. Bush devait profiter du sommet pour faire part de son intention d'augmenter substantiellement l'aide américaine à la Colombie, à la Bolivie et au Pérou (pour l'année en cours elle ne représente que 260 millions de dollars). Les Américains voudraient bien mettre en place un système de surveillance électronique de l'espace aérien colombien pour détecter les transports de drogue. Mais l'affaire a été très mal engagée, bien que les responsables de Washington se défendent à qui mieux mieux d'avoir jamais eu l'intention d'imposer un « blocus » à la Colombie.

Selon certaines télévisions américaines, le déploiement du dispositif de surveillance serait imminent. Des avions AVACS seraient arrivés à Porto-Rico, tandis que des radars basés à terre seraient actuellement acheminés. Mais les dirigeants américains continuent à adopter un profil bas : les projets de surveillance radar « sont en attente jusqu'à ce que les pays andins manifestent de l'intérêt », a déclaré mercredi 15 février le porte-parole de la Maison Blanche, M. Fitzwater.

« Du côté de la demande »

M. Bush doit aussi rassurer ses interlocuteurs sur un point essentiel : que les Etats-Unis s'acquittent de leurs obligations propres, c'est-à-dire qu'ils luttent énergiquement « du côté de la demande », pour réduire l'appétit des consommateurs américains. Depuis quelques semaines, et en dépit du scepticisme affiché par de nombreux spécialistes, le ton officiel est à l'optimisme. « Nous sommes en train de gagner la guerre contre la drogue », s'est écrié au mois de janvier M. William Bennett, le responsable de la politique antidrogues.

Certaines études récentes

sont en effet encourageantes : une enquête publiée deux jours avant le sommet de Carthagène fait apparaître que la consommation de drogue parmi les élèves en fin d'études secondaires est actuellement à son niveau le plus bas depuis quinze ans. Moins de 17 % d'entre eux consomment de la marijuana (contre 40 % dix ans plus tôt), et moins de 3 % font état d'une consommation de cocaïne (contre près de 7 % cinq ans plus tôt). Si approximativement que puissent être les études de ce type, elles confirment une tendance observée depuis plusieurs années : le nombre relatif d'utilisateurs de drogue se réduit ; ce qui ne veut pas dire que la consommation ne s'intensifie pas et ne cause pas des dommages considérables dans les secteurs de la population qui s'y adonnent.

Mais d'autres éléments d'observation sont beaucoup moins encourageants. De l'avis de la plupart des jeunes interrogés, il est toujours aussi facile de se procurer de la cocaïne. L'usage de certains produits chimiques particulièrement dangereux est en augmentation. D'une manière générale, l'offre de drogue, sous une forme ou sous une autre, semble à peu près inépuisable. Elle peut venir d'Amérique latine, en passant par le Mexique, le Texas, la Floride, la Californie ou bien les îles Vierges, par camion, par bateau, par avion. Elle peut aussi venir d'Asie, en passant par les îles du Pacifique, d'où elle est expédiée vers le continent américain... par la poste.

Même les opérations les plus spectaculaires - comme l'offensive, largement couronnée de succès, contre les cartels colombiens - n'ont pratiquement pas réduit le flux de cocaïne vers les Etats-Unis. En un mot, les fronts extérieurs - y compris celui qui se situe dans les pays andins - ne sont que des fronts secondaires : la bataille principale doit être livrée sur le sol américain même.

JAN KRAUZE

M. Bush veut relancer la lutte contre le trafic de drogue

Suite de la première page

« C'étaient des laboratoires inutilisés depuis longtemps », déclarait le général Maza mercredi. Quant aux otages ils ont été libérés après avoir payé une rançon. « Il ne s'agit pas de la volonté de paix de la Mafia mais de la volonté de survie », estime en revanche qu'elle est en perte de vitesse. « Le cartel de Medellín qui assurait 85 % du trafic de cocaïne a perdu, avec la mort de Rodríguez Gacha [tué par la police en décembre dernier, le principal organisation], déclaré-t-il, avant de conclure : « Une certaine trêve s'est instaurée en Colombie ».

Dans la presse, on va plus loin. « Les sicaires sont au chômage », écrit l'hebdomadaire *Semana* de Bogotá - environ 3 000 hommes de main sont disponibles sur le marché du crime organisé. Le même hebdomadaire voit le « narcoterrorisme » toucher à sa fin. Mais pas le problème, celui qui justifie l'organisation d'un sommet.

Les présidents des pays producteurs de cocaïne n'ont pas a priori les mêmes dispositions d'esprit que le chef du principal pays consommateur. Ils parlent même un langage qui, il y a quelques années encore, aurait surpris. Pour le Bolivien Paz Zamora comme pour le Péruvien Alan García, la feuille de coca n'est pas seulement une culture traditionnelle des Andes, c'est aussi une importante source de devises. M. García précise : « La sécurité première qui en Amérique

latine maintient sa valeur et son prix ». Les plantations de coca qui se sont étendues dans leurs pays respectifs, malgré les programmes d'éradication subventionnés par les Etats-Unis, fournissent de nombreux emplois que ne permettraient pas leurs économies appauvries. Autant dire que si les Américains insistent pour que la coca soit remplacée par d'autres cultures, il faut qu'ils compensent le manque à gagner ; en finançant des programmes de substitution et aussi des programmes globaux de développement. Bref, contre la coca, des crédits !

Dépendance progressive

Or sur ce point les Américains sont accusés de promettre plus qu'ils ne donnent. Ils sont également accusés de faire porter aux pays producteurs la responsabilité du trafic. Mais à Bogotá comme à La Paz on affirme que la source du problème se trouve aux Etats-Unis, qui comptent quinze millions de consommateurs habituels de drogue et « laissent » quelque 100 milliards de dollars chaque année.

A l'approche du sommet, les techniciens des quatre pays intéressés ont évidemment fait la synthèse des différents points de vue. Le projet de texte mis au point à l'issue d'une réunion préparatoire, en janvier, montre que les Etats-Unis reconnaissent leur responsabilité et sont conscients des bouleversements

économiques qu'une suppression de la production de coca risque de créer. Ils se disent donc prêts à aider au réajustement de la balance des paiements des pays affectés, par le développement de l'agriculture et par de nouvelles exportations. Promesse qui suscite le scepticisme en Colombie où 500 millions de dollars risquent d'être perdus avec la rupture par les Américains du pacte sur le café et avec les obstacles mis aux importations de fleurs aux Etats-Unis.

Autres points du programme d'action commun envisagé à Carthagène : le contrôle des ventes d'armes et de composants chimiques entrant dans la fabrication de la cocaïne ; la coopération entre services secrets et les échanges d'information destinés à empêcher le blanchiment des dollars ; l'assistance américaine aux armées engagées dans la lutte contre les trafiquants, l'envoi de troupes étant définitivement exclu.

Dire qu'un tel programme suscite l'enthousiasme de ce côté de la mer des Caraïbes serait exagéré. Mercredi les deux principaux quotidiens de Bogotá, *El Tiempo* et *El Espectador*, ont paru avec une déclaration occupant une pleine page publicitaire d'un ancien ministre de l'Intérieur, M. Jaime Castro, candidat à la candidature pour l'élection présidentielle, cette année. L'ancien ministre affirme qu'il ne sortira rien du sommet, sinon une stratégie « qui a montré son inefficacité ». La solution de rechange, selon lui, c'est une dépendance progressive, une législation « contrôlée », une production « réglementée ». Une opinion qui a gagné beaucoup de terrain récemment en Colombie où l'on est bien placé pour connaître le prix sanglant des « guerres » provoquées par la drogue.

CHARLES VANHECKE

Le dynamitage du Boeing d'Avianca attribué à l'ETA

L'organisation armée basque ETA est responsable de l'explosion en vol du Boeing d'Avianca qui, le 27 novembre dernier, au sud de Bogotá, avait fait cent onze morts : c'est ce qu'a affirmé, mercredi 14 février, à Carthagène, le directeur du département colombien de la sécurité, le général Miguel Maza. « Il existe des preuves qu'une bombe a été placée (à bord de l'appareil) par deux terroristes de l'ETA », a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse, à la veille du sommet antidrogue. Le général a ajouté qu'il

allait remettre ces preuves au juge chargé de l'enquête. Le Boeing 727 d'Avianca avait décollé de l'aéroport Eldorado de Bogotá à destination de la ville de Cali (500 km au sud-ouest de Bogotá). Il avait explosé quelques minutes plus tard, à 25 km au sud de la capitale. Le jour même, un inconnu avait revendiqué la responsabilité de l'attentat, dans un appel à une radio privée, au nom des « extraditables », un groupe qui s'oppose à l'extradition vers les Etats-Unis de trafiquants de drogue colombiens. (AFP.)

551

150

POLITIQUE

Le PCF et la réunification de l'Allemagne

M. Marchais affirme que « la grande Allemagne, c'est la France écrasée »

M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, s'est déclaré très inquiet, mercredi 14 février, sur TF 1, de la perspective d'une réunification des deux Allemagnes. A la question « une Allemagne réunifiée, ça vous inquiète ? », M. Marchais a répondu : « Oui, beaucoup », avant d'ajouter : « Evidemment, c'est un peuple allemand de décider de son avenir. On sent bien qu'il est dans sa majorité favorable à la réunification : elle se fera probablement. » Il est incompréhensible que ce soient quelques hommes politiques qui prennent les décisions sur une question aussi importante », a-t-il ajouté.

« La France est concernée et contrairement à M. Giscard d'Estaing, je ne suis pas, moi, pour qu'on se contente d'en discuter à Strasbourg (...). Il faut saisir le peuple français. C'est l'avenir de la France qui est en question. Il faut un grand débat. Les Français doivent donner leur avis sur cette grande question et sur ce que cela représente pour notre pays à un double point de vue », a ajouté M. Marchais.

« Premier aspect : aux plans économiques et financiers, la grande Allemagne, c'est la France écrasée. Comment allons-nous réagir, redonner à notre économie

le dynamisme qui lui est nécessaire pour retrouver notre place comme grande puissance économique en Europe ? », s'est interrogé le secrétaire général du PCF, avant d'affirmer : « Si nous ne le faisons pas, les Français et les Français en subiront durement les conséquences ».

Le « deuxième aspect » de la réunification allemande, selon M. Marchais, est que « la grande Allemagne est la deuxième puissance militaire, après l'Union soviétique, du point de vue des forces conventionnelles en Europe. Par conséquent, je suis contre l'appartenance de la grande Allemagne à l'OTAN », a-t-il réaffirmé. « Une Allemagne neutre, c'est une garantie non seulement pour le peuple français mais pour l'ensemble des peuples européens », a-t-il ajouté.

« Cette non-appartenance à l'OTAN, je la vois dans un processus de développement du désarmement qui concerne à la fois les forces conventionnelles, la dissolution des blocs militaires, et la perspective de « zéro arme nucléaire à l'horizon de l'an 2000 », a conclu M. Marchais.

Une vieille inquiétude

par Jean-Louis Andréani

AVEC les déclarations de M. Georges Marchais, mercredi 14 février à TF1, qui font suite à celles de M. André Lajoinie la veille, à l'occasion de la réunion du comité central du parti (le Monde du 15 février), le PCF semble bien avoir décidé de « mettre le paquet » sur le thème du refus de l'appartenance à l'OTAN d'une Allemagne réunifiée.

Au-delà de la vigilance sur la question allemande du « parti des 75 000 fusillés » selon l'expression utilisée par le PCF après la deuxième guerre mondiale, le choix de ce thème de campagne pourrait présenter trois avantages tactiques pour la direction du PCF.

D'une part, sur le terrain de la neutralité d'une Allemagne réunifiée, le PCF donne l'impression de « coller » parfaitement à M. Mikhail Gorbatchev — au moins pour le moment — alors que la direction du parti français éprouve parfois quelque mal, jusque dans ses propres rangs, à convaincre de la réalité de son soutien sans arrière-pensée à la perestroïka soviétique. D'autre part, en lançant un nouveau grand combat, la direction

peut espérer ressouder ce qui lui reste de forces et faire passer au second plan un débat interne qui enchante probablement moins M. Marchais qu'il ne l'a dit mercredi à TF1.

Enfin, et peut-être surtout, le PCF — qui tente de se définir une nouvelle identité « révolutionnaire », sans modèle ni référence, dont il n'est pas prouvé qu'elle ramènera vers lui les suffrages populaires qu'il a perdus — peut espérer trouver sur la question allemande une résonance dans l'opinion.

Si personne n'est allé, jusqu'à maintenant, aussi loin que M. Lajoinie en expliquant qu'il faut montrer au peuple allemand qu'il existe « une autre voie que la voie guerrière, la voie du Reich », l'inquiétude diffuse de la direction du parti français éprouve parfois quelque mal, jusque dans ses propres rangs, à convaincre de la réalité de son soutien sans arrière-pensée à la perestroïka soviétique. D'autre part, en lançant un nouveau grand combat, la direction

La préparation du congrès du PS à Rennes

La querelle sur les mandats prend le pas sur le débat d'orientation

leur ensemble, par M. Jean Popere et ses amis, qui, dans leur bulletin *Synthèse-Flash* du 12 février, parlent de « détournement bureaucratique » du congrès. « Des témoignages concordants, écrivent les popéristes, nous ont permis de constater que des pressions s'exercent sur des militants, y compris de la part de certains notables : les cas de maires soumis de se ranger derrière la motion choisie par tel président de conseil général sont particulièrement significatifs. (...) Ces peccadilles sont méprisables, mais pas forcément inefficaces pour jausser le choix démocratique ».

Ces préoccupations ressortent d'autant plus que le débat d'orientation se révèle particulièrement aigre. Les rocardiens y voient un bon signe, puisque, selon ce qu'ils écrivent dans leur bulletin *Convaincre*, cette semaine, cela signifierait que « malgré les gesticulations très « pom-pom girls » de supporters, les divergences existentielles de débats arrivistes, beaucoup ont, tout de même, trouvé le temps de s'asseoir pour servir le champ du changement ».

Mauvaises notes

Les partisans du premier ministre attribuent, cependant, quelques mauvaises notes : à M. Dominique Strauss-Kahn, jospiniste, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, pour avoir voulu « distribuer les trois tiers de la récolte à ceux qui ont déjà : les chômeurs sont bien vite oubliés » ; à M. Max Gallo, membre du secrétariat national du PS, proche de M. Jean-Pierre Chevènement, pour avoir assimilé le revenu minimum d'insertion aux restaurants du cœur ; à M. Jacques Delors, enfin et surtout, pour avoir invité « la fine fleur de la droite modérée » sur le plateau de l'heure de vérité, sur Antenne 2, le 23 janvier, tout en signant la motion Mauroy, « qui prône à juste titre le « rassemblement à gauche » et qui stigmatise la « dérive vers le centre ».

M. Mauroy, de son côté, continue à souhaiter un débat sur le désarmement. C'est, dans les Pyrénées-Orientales, le 15 février, le premier secrétaire a affirmé que les socialistes devront agir pour « un désarmement général, équilibré et contrôlé ». L'évolution des pays de l'Est amène « un grand vent de paix et exige que l'on s'engage résolument dans la voie du désarmement », a-t-il expliqué M. Mauroy devant plus de quatre cents militants.

« Il n'y a pas de sujets tabous », a lancé le maire de Lille, qui souhaite que le PS engage un débat sur la réduction des crédits militaires et sur une réforme du service national. Le même jour, à

Montpellier, M. Mauroy avait rappelé que « comme Jean-Pierre Chevènement », ministre de la défense, il avait proposé l'organisation, avant la fin de l'année, d'une « convention du PS sur le désarmement ayant pouvoir de congrès ».

M. Mauroy a réaffirmé, d'autre part, qu'il est « absolument indispensable que le gouvernement réfléchisse à une nouvelle étape sociale » en faveur des salariés. « Dans la motion que signe M. Rocard, a-t-il observé, il y a aussi cette volonté. Alors, très bien, avançons ! » Soulignant que les socialistes n'entendent pas « remettre en cause la possibilité de partir en retraite à soixante ans », le premier secrétaire a affirmé : « Qu'on ne compte pas sur nous pour remettre en cause les élections pour la direction de la Sécurité sociale ! »

Histoires de chevaux

M. Chevènement, qui présentait la motion de Socialisme et République à ses amis parisiens, mardi, a déclaré que les socialistes ne doivent pas « faire du congrès de Rennes la ligne de départ du prix du président de la République ». « La succession de François Mitterrand n'est pas ouverte et, de toute façon, il y a assez de canons au départ », a lancé le ministre de la défense, devant environ deux cents militants. « La seule question qui semble se poser aujourd'hui, c'est de savoir si c'est celui qui a des chevaux ou celui qui n'en a pas qui l'emportera, alors qu'il n'y a aucune différence entre leurs motions », a ironisé M. Chevènement, en faisant allusion à M. Jospin et Fabius.

Pour le ministre de la défense, « l'électroencéphalogramme du congrès paraît plutôt plat, les idées ont du mal à passer ». Plaidant pour une « politique de gauche raisonnable », M. Chevènement a vivement dénoncé les nouvelles démarches d'ouverture vers les centristes : « Il y a une ligne jaune à ne pas franchir, nous y perdrons notre âme », a-t-il affirmé. Le ministre estime que la France vit « une crise d'identité

républicaine », qui explique, selon lui, le désintérêt des Français pour la politique et l'ascension du Front national.

D'autre part, à propos de l'union monétaire entre la RFA et la RDA, M. Chevènement a affirmé que « l'on peut comprendre que les Allemands suivent leur intérêt national », mais qu'ils doivent « aussi comprendre notre souci d'une Europe équilibrée, ouverte vers l'Est et le Sud » et que « pour la France, le Maghreb est aussi important que la RDA ».

M. Claude Evia, rocardien, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, a déclaré, mardi à Nancy, que « la rénovation au PS ne consiste pas à repasser des plats réchauffés sous couvert de modernisme » et que ce n'est pas « une question d'homme », mais « un défi posé collectivement ». M. Evia, qui participait, en compagnie de M. Jacques Chérèque, ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire, à une réunion avec les militants et sympathisants de la fédération de Meurthe-et-Moselle, s'en est pris à M. Fabius, dont la « rénovation » est le thème principal de campagne PS.

« M. Fabius a choisi de passer davantage sa place plutôt que les questions de fond », a dit M. Evia, en regrettant qu'il n'y ait pas de débat d'idées à l'occasion du congrès de Rennes. « On nous annonçait un congrès idéologique et nous allons tout droit au concours hippique ! », a-t-il lancé.

M. Fabius estime pour sa part que la préparation des élections législatives de 1993, et non celle des présidentielles de 1995, doit « être au centre des débats du congrès. Le président de l'Assemblée nationale, qui s'exprimait à Rennes, a ajouté que sa motion connaît « une progression tranquille » et que son « langage » commence à « passer dans le parti ». Il faudra, a-t-il dit, « tirer l'accent sur l'urgence du PS à gauche car nous avons, dimanche après dimanche, lors des élections locales, des déceptions ».

P. J.

Une mission du groupe UDF en Roumanie et en Hongrie

Petites leçons de l'Est

M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a conduit, du 11 au 14 février, la première mission parlementaire de l'opposition en Roumanie et Hongrie. Une occasion appréciable pour constater la réalité des vrais bouleversements sur le terrain.

Deux jours à Bucarest, deux jours à Budapest : M. Charles Millon a conduit, du 11 au 14 février, la première mission du groupe UDF de l'Assemblée nationale dans les pays de l'Est (1). Quatre jours de rencontres, de déjeuners et de dîners de travail, de réceptions dans les ambassades, dont M. Millon est revenu de son avec une « enchanté », tout à fait disposé à réitérer l'expérience sous d'autres latitudes.

Expérience, c'est en effet le mot qui convient, tant il est vrai que, dans leur très grande majorité, les hommes politiques français ont souvent omis d'élargir leurs horizons et en viennent à débarquer aujourd'hui à l'étranger comme Tintin sur la Lune.

Les bouleversements à l'Est auront sans doute utilement contribué à éveiller chez eux de nouveaux intérêts, à bâtir dans leur esprit une conscience internationale et à éloigner du coup les vieux réflexes pervers franco-français.

Ainsi M. Millon : plus de quinze années de politique active, député, président de conseil régional, qui, hormis quelques escapades d'étudiant, n'avait jus-

qu'à présent jamais éprouvé un réel besoin d'aller à la rencontre de l'Est. Le fait que les hommes politiques de France soient de plus en plus nombreux à ressentir ainsi le besoin de... s'exporter participe certainement et en profondeur de la rénovation de la politique.

On a pu même relever ces derniers mois une certaine frénésie chez certains d'entre eux pour être les premiers à aller toucher le mur de Berlin ou se faire photographier pour la postérité avec les nouveaux hommes de l'Est. Le mode de ces visites « gadgets » semble être heureusement passé.

Les réalités du terrain

Pour être fructueuses — c'est la première leçon que M. Millon et ses amis parlementaires tiraient au terme de ce voyage — ces déplacements demandent « une bonne préparation ». Quelques petites « trucs » bons à savoir : des contacts sérieusement pris d'avance de Paris, l'association au voyage d'industriels qui en retour financeront sans déguisement superflu le déplacement des politiques et une mission politiquement monocoïse de préférence aux missions parlementaires habituelles — qui, selon la conception de M. Millon, évitera ainsi sur place le risque des débats franco-français.

Les parlementaires UDF ont également pu vérifier s'il en était besoin que rien ne remplacera jamais ces visites sur le terrain.

Les hommes politiques de l'Est, ils l'ont dit et répété au cours de ces quatre jours, se réjouissent de ces rencontres. « Plus vous ferez du bruit, mieux ce sera », leur fut-il souvent dit dans les partis d'opposition, certains de la crainte constante des communistes à l'égard de l'opinion internationale.

Les hommes politiques français auront pu, eux, vérifier que toucher du doigt les réalités procure une autre dimension des enjeux. Comprendre par exemple quel fossé sépare la Hongrie de la France depuis les amputations du traité de Versailles de la première guerre mondiale. Comprendre aussi et peut-être surtout que rien n'est acquis en Roumanie. Voir le triste immeuble de la Securitate, à Bucarest, de nouveau éclairé le soir, inquiétant lumière d'une réapparition. Se faire expliquer comment le pouvoir en place, comme au temps du dictateur tombé, est capable d'organiser ses contre-manifestations. Affronter, les ministres du moment qui, selon l'opposition, ne sont que des « communistes déguisés ». Passer cinq heures à l'aéroport de Bucarest pour faire décoller des photographes destinés à des partis qui ne sont pas du Front de salut national.

Devant de tels signes, les parlementaires UDF sont revenus « inquiets ». Inquiets de voir « l'entreprise de mythification du premier ministre Pierre Roman porter ses fruits à l'Ouest » et inquiets d'avoir rencontré sur place un ambassadeur « mort de

trouille », selon M. Millon, face au nouveau pouvoir. Le président du groupe UDF compte s'en ouvrir très prochainement au quai d'Orsay et projette d'organiser rapidement à Paris une conférence de tous les responsables de l'opposition roumaine.

Enfin, M. Millon pense pouvoir tirer de ce voyage une dernière leçon, sans doute plus essentielle : « Le message le plus fort que nous ayons reçu dans ces deux pays, explique-t-il, est que nous avons plus à recevoir d'eux qu'eux n'ont à recevoir de nous. » Réhabilitation du politique, retour aux vraies valeurs spirituelles, choix fondamental entre les deux grands vrais courants social-démocrate et libéral d'inspiration chrétienne. « Si les responsables de l'Est voient que nous ne sommes capables que de leur apporter des McDonald's et des clubs Méditerranée, ils renverront leurs frontières », prétend M. Millon.

A l'aune de ces vrais enjeux, les délices de la politique du microcosme français paraissent évidemment empoisonnés. Les assises nationales du RPR vites, dimanche, de Bucarest... M. Millon n'avait pour tout commentaire que ce mot : « péripétie ».

DANIEL CARTON

(1) Accompagnait M. Millon : M. Maurice Dousse, Pierre Lequellier, Jean Brocard, François d'Aubert, Denis Jacquet et Georges Durand.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
7, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

ADMINISTRATION :
11, RUE JEAN-MAZET
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-30-00
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
M^{me} Geneviève Beuve-Méry,
M. André Fontaine, gérant.
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Imprimerie :
de « Le Monde »
12, rue de Valenciennes
94852 IVRY
Yves
Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms
et Index du Monde au (1) 42-47-99-81.

ABONNEMENTS
11, rue Jean-Mazet, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVOYER CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
SERVICE À DOMICILE :
Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

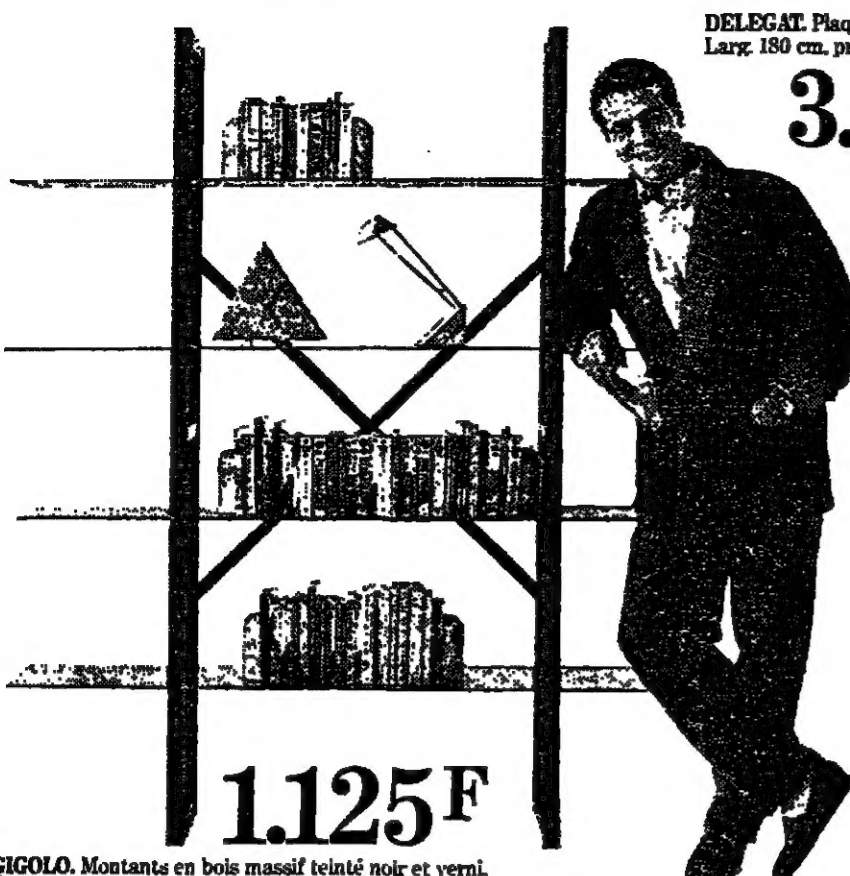
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

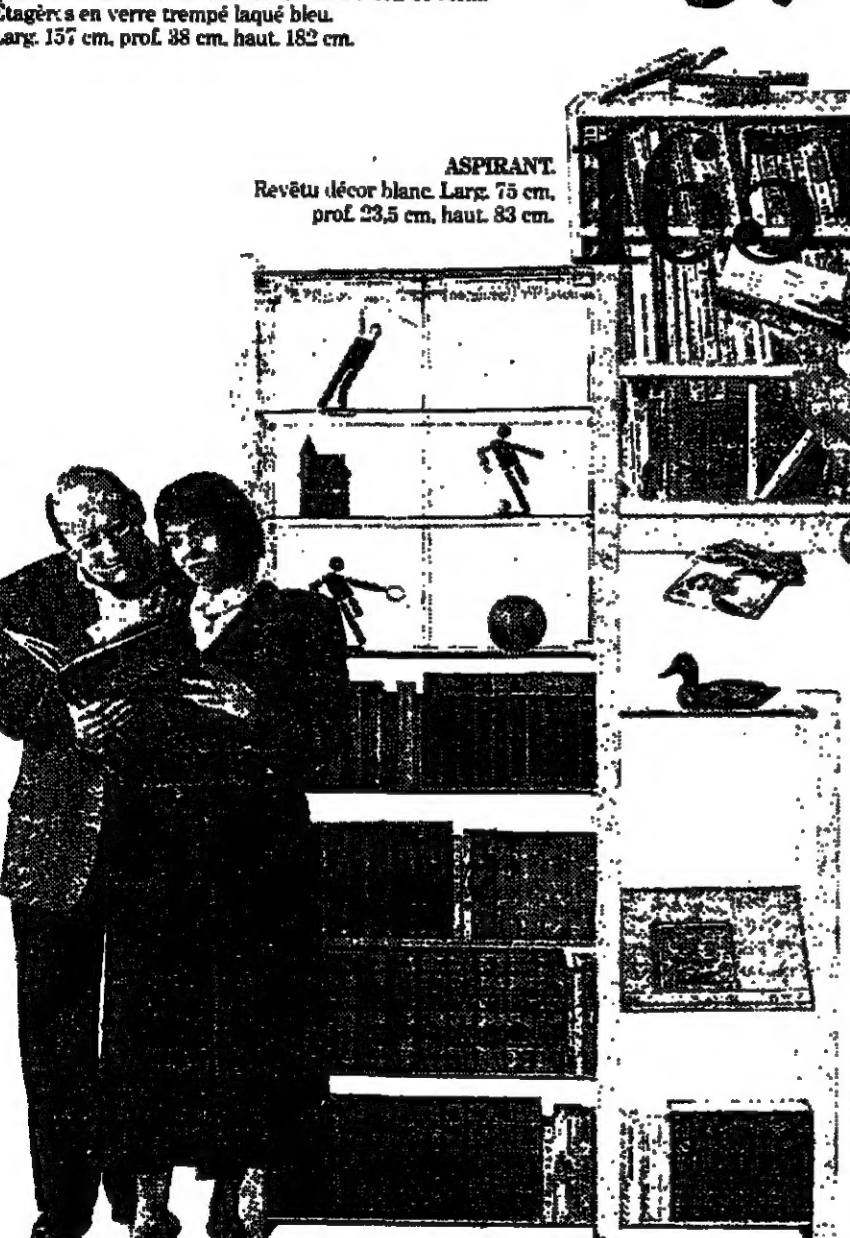
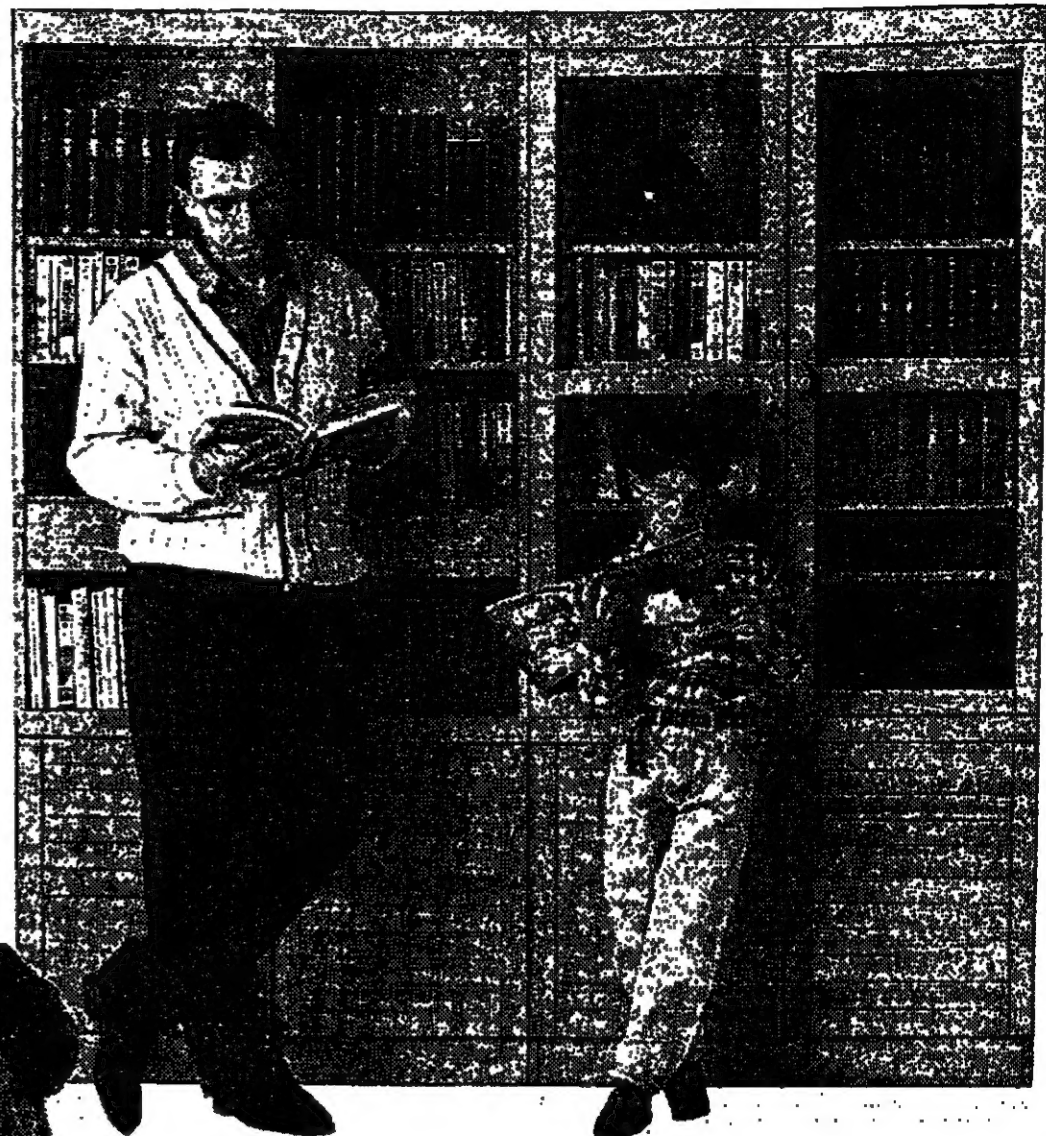
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Nos bibliothèques permettent à tout le monde d'étaler sa culture.

DELEGAT. Plaque pin naturel verni.
Larg. 180 cm, prof. 40 cm, haut. 194 cm.
3.340 F



GIGOLO. Montants en bois massif teinté noir et verni.
Étagères en verre trempé laqué bleu.
Larg. 157 cm, prof. 38 cm, haut. 182 cm.
1.125 F

Et même de la ramener.



Si une bibliothèque ne permettait pas à votre culture de s'épanouir pleinement, vous auriez un mois pour la rapporter (voir nos conditions d'achat dans le magasin ou dans le catalogue).

2.165 F

TERMINAL. Montants laqués blancs.
Étagères en pin massif verni et verre.
Larg. 123 cm, prof. 38 cm, haut. 211 cm.

Comme on dit chez IKEA, rien ne vaut une bibliothèque pour assurer le rayonnement de la pensée et étaler sa culture du sol au plafond. Et les bibliothèques, IKEA en connaît un rayon. Bois naturels, vernis, teintés ou métal chromé, laqué: autant de styles, de couleurs, de modèles différents. Vaste choix.

Ensuite, vous décidez la hauteur, la largeur, la profondeur. Avec toutes les combinaisons possibles, vous faites du sur-mesure. Vous avez même des éléments de rangement à incorporer: vitrines, tiroirs, portes, éléments hifi, etc. Tout cela à des prix si petits que vous allez

pouvoir acheter plein de bouquins, de disques, etc. Et même quelques étagères de plus pour étaler tout ça!

Offre valable jusqu'au 25 février 1990 dans la limite des stocks disponibles.

Ils sont fous ces Suédois



IKEA PARIS NORD II.
AUTOROUTE DU NORD, SORTIE ZI PARIS NORD.
LUN - VEN: 10 H - 20 H. SAM: 9 H - 20 H.
DIM: 10 H - 19 H. NOCTURNE MER 22 H.
TEL: (1) 48.61.20.25.

IKEA PARIS EVRY.
AUTOROUTE DU SUD, SORTIE EVRY LISSES MENECY.
LUN - VEN: 10 H - 20 H. SAM: 9 H - 20 H.
NOCTURNE JEU ET VEN 22 H.
TEL: (1) 64.97.71.30.

IKEA LYON.
ZAC DU CHAMP DU PONT ST-PIERRE.
LUN - VEN: 10 H - 20 H. SAM: 9 H - 20 H.
NOCTURNE JEU ET VEN 22 H.
TEL: (1) 78.26.48.48.

IKEA MARSEILLE.
RN 10 CENTRE CIAL VITROLLES ESPACE.
LUN - VEN: 10 H - 20 H.
SAM: 9 H - 20 H. DIM: 10 H - 19 H.
TEL: (1) 42.88.96.16.

IKEA LILLE.
C. CIAL DE L'OMME BUS - METRO STATION.
ST-PIERRE LUN - VEN: 10 H - 20 H.
SAM: 9 H - 20 H. NOCTURNE MER 22 H.
TEL: (1) 20.33.36.77.

RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS DANS TOUS NOS MAGASINS - MINTEL 3614 IKEA

صكدا بن الراصل

EN FAISONS CHA

1501

POLITIQUE

An conseil général de la Gironde

Le ralliement d'un centriste à la majorité présidentielle provoque des tensions

BORDEAUX

de notre correspondant

Le ralliement à la majorité présidentielle, en Gironde, de M. Yves Lecaudey (centriste), membre du bureau politique de l'association des démocrates, s'est rapidement traduit par son entrée dans l'exécutif départemental présidé par M. Philippe Madrelle (PS). Deux vice-présidences étaient vacantes en raison de la démission pour cumul des mandats de M. Barande et du décès de M. Sango. M. Lecaudey a obtenu l'un de ces deux postes. Il a été élu mercredi 14 février et aura en charge le tourisme et la culture. Auparavant, M. Lecaudey avait voté le budget départemental le 9 février, ce qui constituait un gage d'ouverture.

M. Lecaudey a obtenu 29 voix, celles des socialistes. On a com-

ptabilisé un bulletin nul. Les trois communistes, qui participent à l'exécutif dans le cadre d'un accord d'union de la gauche avec le PS, ont refusé de participer au vote. Ils ont quitté la séance après avoir fustigé « les opérations politiciennes du Parti socialiste » qui introduit selon eux « un homme de droite » au sein de l'exécutif. La droite n'a pas pris part au vote, elle n'a pas pris part au vote. Elle n'a pas pris part au vote.

M. Martin ne s'est pas privé de rappeler les « dix ans d'une démarche politique dans le camp modéré et libéral » de M. Lecaudey. Ce dernier fut en effet porte-parole de l'opposition pendant cinq ans puis premier vice-président du conseil général de 1985 à 1988, lorsque cette assemblée

était présidée par M. Jacques Valade (RPR), le dauphin de M. Chaban-Delmas à la mairie de Bordeaux.

L'affaire Lecaudey a eu pour effet de créer des différends entre PC et PS d'une part et d'accroître d'autre part les divergences à droite. L'intergroupe de l'opposition au sein duquel se retrouvaient les quatre composantes RPR, UDF, CNI et centristes est dissous. L'UDF et le RPR exigent avant de le reconstruire que les centristes s'engagent « sur une discipline de vote ».

M. Madrelle a en revanche réussi à obtenir l'unanimité des élus socialistes bien que certains d'entre eux estiment que le PS paie trop cher le ralliement d'un seul homme. Ils auraient souhaité mettre leur nouvel allié à l'épreuve avant de lui confier des responsabilités. Ils espèrent également que M. Lecaudey serait

suivi par d'autres élus de droite.

L'affaire continue de provoquer des remous au conseil régional d'Aquitaine. M. Lecaudey avait expliqué son rapprochement avec la majorité présidentielle par le refus de continuer à partager le pouvoir avec le Front national. Le président du conseil régional, M. Jean Taverrier (RPR), lui a retiré sa délégation aux finances. Mais M. Lecaudey n'entend pas démissionner de son poste de vice-président.

Cela plonge la droite dans l'embarras. Il faudrait en effet pour s'assurer du départ de M. Lecaudey que l'ensemble de l'exécutif démissionne et que l'on procède à une nouvelle élection du bureau régional. La droite dont la majorité tient aux 4 voix du Front national ne tient pas à prendre ce risque.

GINETTE DE MATHA

En Polynésie française

M. Léontieff exclut M. Vernaudeau de son gouvernement

PAPEETE

de notre correspondant

M. Emile Vernaudeau, maire de Mahina, député non inscrit, ne fait plus partie du gouvernement de la Polynésie française au sein duquel il exerçait, depuis le mois de juillet 1988, les fonctions de ministre de la régionalisation, du développement des archipels et de l'office des postes et télécommunications.

Il en a été évincé, mercredi 14 février, par l'autre député non inscrit, M. Alexandre Léontieff, qui préside aux destinées du territoire depuis décembre 1987.

Celui-ci a expliqué que cette révocation était motivée « par le comportement politique déloyal de M. Emile Vernaudeau, dont les rencontres et trahisons pour une nouvelle majorité avec M. Gaston Flosse (ancien secrétaire d'Etat et ancien député RPR) sont désormais de notoriété publique ; par les actions de dénigrement de

M. Vernaudeau à l'égard de la majorité au cours de ses tournées politiques ainsi que par l'utilisation abusive du sigle du A.I. A.I. dans les inaugurations officielles. M. Vernaudeau confondant intentionnellement, dans ces circonstances, son action gouvernementale et la propagande pour son parti ; par le comportement caractéristique de M. Vernaudeau, devenu insupportable en conseil des ministres par ses injures et violences verbales à l'égard des autres membres du gouvernement ».

M. Vernaudeau, qui s'était déjà mis « en congé de la majorité présidentielle » en septembre 1989, pour marquer son désaccord avec les orientations de M. Michel Rocard après que le premier ministre eut rendu hommage à M. Léontieff — a réagi en se déclarant « outré » par cette éviction.

Ortel que soit le bien-fondé des accusations qui ont motivé la décision de M. Léontieff à l'encontre de son ancien allié, qui

l'avait aidé à renverser, à la fin de 1987, le gouvernement territorial de M. Flosse, cette révocation fait perdre un siège de plus à la majorité locale, la réduisant désormais à vingt et un élus sur quarante et un.

MICHEL YENCKOW

□ Nouvelle-Calédonie : une nouvelle convention de formation. — M. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, et M. Louis Le Pen-sec, ministre des DOM-TOM, viennent de signer une nouvelle convention pour la formation, en métropole, d'une quarantaine de cadres néo-calédoniens. Ce programme s'inscrit dans le cadre des actions décidées après la signature des accords de Matignon. En mars 1989, une première convention entre les deux ministères avait déjà été signée.

An conseil des ministres

La lutte contre la discrimination pour des raisons de santé

Le conseil des ministres du mercredi 14 février a adopté un projet de loi organique présenté par M. Pierre Joxe relatif au financement des campagnes électorales dans le cadre des élections présidentielle et législatives. Ce texte reprend les dispositions de la loi organique qui avait déjà été adoptée par le Parlement, mais que le Conseil constitutionnel, saisi par le premier ministre, avait annulé en janvier à cause d'un défaut de procédure (le Monde du 13 janvier).

M. Claude Evin a présenté un projet de loi relatif à la protection des personnes contre les discriminations en raison de leur état de santé ou de leur handicap. M. Louis Le Pen-sec, porte-parole du gouvernement, a précisé que ce projet de loi concerne aussi bien des cas tels que le refus d'attribution d'une chambre à un étudiant séropositif ou le refus d'entrée dans une discothèque pour un handicapé. Les entreprises ou les administrations qui se rendraient coupables de tels comportements discriminatoires pourraient désormais faire l'objet de poursuites pénales. Les peines prévues sont celles déjà existantes pour les discriminations en raison du sexe, de la race, de la religion. Les associations de défense pourront, avec l'accord des victimes, se constituer partie civile. Le gouvernement précise que la France est un des premiers pays à se doter d'une telle législation.

D'autre part, M. Louis Le Pen-sec, ministre des DOM-TOM, et M. Hubert Curien, ministre de la recherche, ont présenté au conseil la réforme de la recherche polaire française.

□ Une délégation du PS en Afrique du Sud. — Le bureau exécutif du Parti socialiste a décidé, mercredi 14 février, de l'envoi d'une délégation de la direction du parti « d'ici quelques jours » en Afrique du Sud, pour y rencontrer notamment M. Nelson Mandela et les dirigeants de l'ANC. La direction du PS a jugé « maladroites et pour le moins prématurées » les déclarations de M. Jean-Louis Lorgeux, député PS de Loire-et-Cher, qui s'était prononcé dès vendredi dernier, en Afrique du Sud, en faveur d'une levée rapide des sanctions économiques de l'Europe contre le régime de Pretoria. Dans un communiqué, le bureau exécutif du PS indique que les socialistes français ne veulent pas se « démobiler », car « les lois fondamentales de l'apartheid ne sont pas abolies ». « Le pas qui vient d'être franchi ne saurait à lui seul suffire et ne nous dispense pas de continuer à maintenir les pressions et les sanctions que la communauté internationale et l'Europe en particulier ont décrétées » à l'encontre de l'Afrique du Sud.

□ Conférences à Sciences Po. — Le service de formation continue de l'Institut d'études politiques de Paris organise un cycle de dix conférences sur le thème suivant : « La vie politique en France en 1990 et les bouleversements européens ». Ce cycle, placé sous la direction de M. Alfred Grosser, s'ouvrira le 5 mars.

► Renseignements : Sciences Po, formation, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél : 45-49-50-99.

DEMANDEZ NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SANS VISA

mettent à la culture

même ramener

Ce soir,
un bon dîner, un bon film et dodo!



UN VOL DE NUIT EST GÉNÉRALEMENT FAIT POUR GAGNER DU TEMPS ET ARRIVER À DESTINATION
FRAIS ET DISPOS. AUSSI EN AFRIQUE À PRIX LA PETITE D'UN FAUCON UN PEU PLUS ; COMME PAR EXEMPLE
PROPOSER DES SIÈGES PARTICULIÈREMENT CONFORTABLES, UN DÎNER DE QUALITÉ, UNE SÉLECTION
DES MEILLEURS FILMS INTERNATIONAUX, DE NOUVEAUX MAGAZINES, BREF UN LUXE DE PETITS DÉTAILS
POUR VOUS RENDRE LA NUIT PLUS DOUCE, VOUS VOYEZ, MÊME SI NOUS SOMMES LA PREMIÈRE COMPAGNIE
DU CONTINENT NOIR AFRICAINE, CELA NE NOUS DISPENSE PAS D'EN FAIRE CHAQUE JOUR UN PEU PLUS.

AIR AFRIQUE

NOUS EN FAISONS CHAQUE JOUR UN PEU PLUS

IKEA

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique DSP
64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINITEL 36.15 CODE A37
puis OSP

Vente sur saisie immobilière au
palais de justice de Nanterre le
Jeudi 16 mars 1990 à 14 h
APPARTEMENT
à ASNIÈRES (Hts-de-Seine)
78, rue Victor-Hugo
au rez-de-cha. à gauche de l'entrée
cave, veranda, cuisine, salon, chambre, salle d'eau et
s.c. de la salle de bain ; droit de jouissance exclusif
de la partie du jardin.
Mise à prix : 90 000 F
S'adresser pour renseignements
1) Au cah. de la SCP Schmitt-Cab-
reuil, avocat, 12, r. de Paris, 92100
Boulogne
2) Au cah. de la SCP Schmitt-Cab-
reuil, 54 d'avenue 76, av. de Wagram
à Paris 17^e Tél. : 47-63-29-24

Vente s/serenchère du 1/10^e après saisie imme. au palais de justice de Nanterre,
le Jeudi 16 mars 1990, à 14 h
6 RÉSERVES À SÈVRES (92)
38, Grande-Rue - M. à P. : 39 600 F - 39 600 F - 34 210 F - 44 110 F - 89 100 F -
89 100 F - S'adr. à M^{re} Toullec, SCP CANU, RICOUR, TOULLEC
et DUVERNOY, 93, r. Sadi-Carnot 92170 Vanves - Tél. : 47-36-59-78

Vie aux enchères publiques palais de justice Paris lundi 26 février 1990 à 14 h
IMMEUBLE à PARIS 2^e
64, rue Greneta - LIBRE DE LOCATION - Contenance 556 m²
(Surface habitable 1 500 m² env. dont 71 m² seulement sont occupés)
M. à P. : 5 212 900 F
S'adr. M^{re} Cooper-Royer avocat à Paris 17^e 42, rue Ampère
Tél. : 46-22-26-15 - Vis. s/pl. Le 26 Février 1990 entre 14 et 16 h

Vente au palais de justice de Nanterre, le JEUDI 1^{er} MARS 1990 à 14 h
EN UN SEUL LOT
les lots 156, 201, 250, 251, 256, 302, 305 et 353, savoir :
DIVERS LOCAUX À AMÉNAGER
au rez-de-chaussée et droit à la jouissance du jardin n° 3
PUTEAUX (Hauts-de-Seine)
10-12, rue Rousselle et 76-78, rue Jean-Jaures
Mise à Prix : 280 000 F
S'adresser à maître Jean-Luc BLANCHON, avocat au barreau des Hauts-de-Seine,
12, avenue de la Liberté (92400) Courbevoie. Tél. : 47-88-71-23. Des visites sur
place sont organisées par l'Étude de maîtres SENGES et BARONI, huissiers
de justice, 4, bd Richard-Wallace (92800) Puteaux. Tél. : 45-06-01-56

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 46 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 46 00 20 17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Seul indicateur particulier : les expositions auront lieu
la veille des ventes de 11 h à 18 h. Exposition le matin de la vente.
Régisseur D.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 45 63 12 66.

LUNDI 19 FÉVRIER
S. 9. - Tableaux contemporains. - M^{re} BOISGIRARD.
S. 10. - Tapis d'Orient. - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 11. - Mobilier. - M^{re} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.

MARDI 20 FÉVRIER
S. 1. - 14 h Tableaux modernes. - M^{re} LOUDMER.
S. 14. - 16 h 30 TAPIS D'ORIENT Ancienne collection Caen. Bel ensemble de 25 tapis des 17^e, 18^e et 19^e. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN M. Berthéol, expert. Expo. de 11 h à 16 h.

MERCREDI 21 FÉVRIER
S. 2. - Bijoux, argenterie. - M^{re} ROGEON.
S. 4. - Bib., meub. - M^{re} BONDU.
S. 5. - Tableaux, bibelots, mobilier. - M^{re} BOISGIRARD.
S. 7. - Tableaux, objets d'art, meubles. - M^{re} BINOCHÉ, GODEAU.
S. 14. - 16 h 30 Tapis d'Orient. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, M. Berthéol, expert. Expo. : le 21/02 de 11 h à 16 h.

JEUDI 22 FÉVRIER
S. 1. - Tableaux, bibelots, mobilier 19^e. ARCOLE (M^{re} OGER, DUMONT).
S. 8. - Bijoux, argenterie. Collection d'art Russe. - M^{re} DAUSSY, de RICOLES. Cabinet de Fommervault, expert.
S. 13. - Bibliothèque Marcel ARLAND. M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

VENREDI 23 FÉVRIER
S. 5. - Tableaux modernes. - M^{re} BOISGIRARD. Tabl. mod.
S. 7. - 14 h 15 Joaillerie, objets de vitrine, orfèvrerie ancienne et moderne. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, M. Fromanger, Véronique Fromanger, experts.
Veuillez contacter Sophie-Aurélié
GOUPIL de BOUILLE au (1) 42-61-80-07 poste 429

S. 9. - Tableaux, bibelots, mobiliers. - M^{re} LANGLADE.
S. 13. - Suite de la vente du 22/02. - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 14. - Meubles et objets d'art. - M^{re} MILLON, JUTHEAU.
S. 15. - Vente après successions : Tableaux, bibelots, objets mobiliers, meubles anciens et de style. Tapis. - M^{re} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
S. 16. - 14 h 15 Bons meubles. Objets mobiliers. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN.
ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
BONDU D. 17, rue Drouot (75009), 47-70-36-16.
DAUSSY, de RICOLES, 48, rue de la Victoire (75009), 48-74-38-93.
LANGLADE, 12, rue Descartes (75017), 42-27-00-91.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 2, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LOUDMER, 18, rue de Provence (75009), 45-23-15-25.
MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 47-70-00-45.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

REVENUS 1989 CALCULEZ VOS IMPOTS

Le Monde
sur minitel
36.17 code IMP
CREDIT AGRICOLE
D'ILE-DE-FRANCE

POLITIQUE

Après les assises du RPR

Confusion dans l'opposition

Les assises du RPR ont montré que le parti de M. Jacques Chirac était partagé entre ceux qui privilégient l'union de l'opposition et ceux qui plaident pour le rassemblement des Français. Le même débat divise les autres formations de l'opposition.

L'union de l'opposition doit-elle aller jusqu'à la fusion des formations qui la composent ? Chacun s'accorde à incriminer division et concurrence exacerbée comme principales causes des échecs passés de l'opposition. Les divergences commencent sur le choix du « ou » des remèdes.

L'offensive lancée par le tandem Pasqua-Séguy avait, entre autres objectifs, celui de prendre de court M. Michel Noir et de priver les assises du RPR d'un débat entre fusionnistes et antilutionnistes. Les portes du Bourget ne se sont pas si tôt refermées que cette question-là revient avec force.

M. Jacques Chirac et ses deux anciens ministres disent non à la création d'un parti unique. M. Charles Pasqua va plus loin encore en prônant une transformation du RPR en « grand parti central » à vocation quasi majoritaire. Le sénateur des Hauts-de-Seine privilégie le « dialogue direct avec le peuple », faisant peu de cas des rapprochements entre élus-majors des partis.

Ce « peuple », justement, ne partage pas, selon les sondages, une stratégie de « rapport de forces », comme l'appelle M. François Léotard, telle qu'elle se profile au RPR. L'électorat de droite souhaite une formation unique de l'opposition. Le président du Parti républicain formule le même vœu. M. Noir aussi. Ces deux-là se sont retrouvés, mercredi soir 14 février, avec M^{mes} Michèle Barzach, M^{me} Dominique Baudis et Pierre-André Wiltzer (M. Charles Millon, l'un des mousquetaires de la rénovation au printemps 1989, s'était abstenu). Ils veulent garder secrètes leurs réflexions, mais ils se voient en jeudi pour discuter de l'opportunité de lancer ce que M. Noir appelle le « Forum civique de l'opposition ».

M. Raymond Barre, « inclassable », comme il se définit, a beau ne se situer « nulle part », il n'est guère favorable à l'idée de création d'un parti unique de l'opposition. Il lui préfère une « alliance loyale (...) sur le plan électoral comme sur le plan gouvernemental ».

Le même ancien premier ministre ajoute à sa singularité en repoussant la proposition de M. Chirac de constitution d'un « contre-gouvernement » au nom du réalisme ou celle de primaires à la française pour désigner un candidat unique à l'élection présidentielle au double motif que ce système serait contraire à « l'es-

prit de la 1^{re} République » et qu'il n'empêcherait pas certains d'être candidats malgré tout.

Le maire de Paris a écrit à ses parénaires de l'opposition au lendemain des assises du RPR pour relancer son idée de contre-gouvernement, qui a suscité plus d'ironie jusqu'à présent que d'adhésion, le PR y voyant principalement un élément de débat interne au RPR. Dans une seconde lettre, M. Chirac propose d'encourager le processus de primaires à la française, cheval de bataille de M. Pasqua. M. Alain Madelin, numéro deux du PR, a aussi salué une telle « volonté d'union », jugeant au passage

« déraisonnable » la fusion préconisée par M. Noir, tandis que la lettre de son parti, anticipant sur les propos de son président au Figaro, réclamait cette fusion.

Les obstacles ne résident pas seulement dans ces choix stratégiques différents. S'y ajoutent — à moins qu'ils ne les expliquent — les désaccords sur les problèmes de société. L'enthousiasme des centristes pour participer aux états généraux de l'opposition, censés aboutir à des propositions communes sur les grands sujets comme l'éducation ou l'immigration, l'illustre.

ANNE CHAUSSEBOURG

La composition du nouveau conseil national

Le conseil national du RPR compte au total 733 membres, auxquels il conviendra d'ajouter les membres de la commission exécutive qui seront nommés par le secrétaire général après le conseil national du 17 février.

Le conseil national comporte : les 233 parlementaires nationaux et européens du mouvement (131 députés, 91 sénateurs, 11 parlementaires européens) ; 22 délégués régionaux ; 105 secrétaires départementaux ; 185 élus des fédérations ; 30 élus des sections professionnelles ; 26 élus de l'Action féminine ; 26 élus des délégations à la jeunesse ; 8 membres de droit (anciens premiers ministres, anciens secrétaires généraux et anciens présidents de groupes parlementaires non membres du conseil national à un autre titre : 100 membres élus directement par les assises nationales.

Parmi les 100 élus, le 11 février, il y avait 335 candidats. Lors des assises, 63 sont des nouveaux par rapport aux sortants élus lors des assises de mai 1987. Le nom des nouveaux élus est publié en italique dans la liste ci-dessous : Andrieu Pierre, Auguste Emile, Aubert Alain, Bakkary Isabelle, Basdereff Alexan-

dre, Bechter Jean-Pierre, Béraud Jean-François, Bernard Bernard, Berry Bernard, Bled Pierre-Jean, Bled Jean-Paul, Bletner Gilbert, Bannec Philippe, Botrio Henri, de Boishue Jean, Bonnard Maryvonne, Borel Alain, Bouffier Bernard, Boursin Jean-Louis, Bulle Michel, Cabana Camille, Cane Dominique, Chantlat Anne-France, Chatelet Laure, Clay Philippe, Cointat Christian, Collet François, Cousin Bertrand, Crepy Jacqueline, Daquin Jacques, Dauget Simone, Debuss Jean-Claude, Decharrie Philippe, Deravrin Noëlle, Donnay Jacques, Durry Dominique, Duare Jean-Louis, Dux Pierre, Engler Rodolphe, Esposito Marie-Thérèse, Frayssé Marc, Gaillard Yann, Galy-Dejean René, Garnier Etienne, Garrigue Daniel, Gelfroy Marie-Thérèse, Gerbaud Lydie, Giuzzi Danièle, Goujon Philippe, Grave Anne-Sophie, Guggenheim Jacques, Habib-Delencle Michel, Josse Alain, Karl Embarek, Kosciusko-Morizet Jacques, Lafosse Robert, Lalle Jean-Michel, Leban Gérard, Leconte Daniel, Le Royer Michel, Llorca Jacques, Lousteau Jean-Claude, Martel Philippe, Martin Claude, Martin-Lalande Patrice, Mass Gabrielle, Mathieu Gérard-Henri, Méo Jean, Mondet

Marquerite, Nadal José, d'Ornano Christiane, Pastoret Isabelle, Pechet Armel, de Peretti Jean-Jacques, Pertin Patrice, Piazza-Alessandrini François, Piccollet Auguste, Pons Guy, Pringalle Claude, Quentin Didier, Refilleville Danièle, Rémond Pierre, Renaud Line, Repozky Georges, Richard Jean-Luc, Romero Jean-Luc, Sadet Bernard, de Saint-Serain Frédéric, Telmon Gisèle, Teulet Michel, Tirroli Lucien, Tomasini Bernard, Tourreau Guy, Trostier Solange, Tron Georges, Villani Robert, Violet Paul, Woline Jean, Wending Emile, Yvon Dominique.

Parmi les 10 membres du conseil national élus aux assises du 11 février, 14 se rattachent au courant Pasqua-Séguy. Ce sont, selon l'ordre de classement en fonction des suffrages obtenus :

MM. José Nadal (élu à la 12^e place), Bernard Bermond (30), Jacques Daquin (47), Alain Josse (51), Gilbert Bletner (64), Jean de Boishue (65), M^{me} Isabelle Balkany (78), M^{me} Auguste Piccollet (83), Michel Le Royer (88), Bernard Tomasini (89), Jean-Paul Bled (92), Alain Aubert (93), Jacques Kosciusko-Morizet (99) et M^{me} Jacqueline Crepy (100).

Le Club de l'Horloge développe sa théorie de l'exclusion

Le Club de l'Horloge, club de réflexion qui refuse tout ostracisme envers le Front national, a organisé, samedi 10 février, un colloque consacré au « droit d'exclusion » et au « mythe de l'exclusion » considéré comme une « nouvelle expression de l'égitarisme ». Au cours de cette réunion, le président d'honneur du club, M. Yvan Blot, député européen (FN), a longuement présenté la lutte contre l'exclusion comme le « thème central de la propagande néo-socialiste ».

M. Yvan Blot, député européen (FN), président d'honneur du Club de l'Horloge, s'est exprimé sur le thème de l'exclusion, samedi 10 février à Paris, au cours d'un colloque organisé par son club. M. Blot a repris pour l'essentiel une argumentation qu'il avait développée en 1987 alors qu'il était député du Pas-de-Calais et au mois d'août dernier, à La Baule, à l'occasion de l'université d'été organisée par le Front national (Le Monde du 2 septembre 1989).

M. Blot a ainsi opposé « les apparences » à « la réalité » du discours socialiste contre l'exclusion, qui « permet au socialisme de se donner un visage humain, une impression de motivation fraternelle et charitable propre à se concilier les obédiences maçonniques ou religieuses ». Ce discours tend en fait, selon le député européen, à remplacer « l'égitarisme niveleur », qui « a trop montré qu'il était destructeur de liberté ».

Ce changement de thème entérine de surcroît l'évolution sociologique de la société française : « Le prolétariat disparaît, mais le fond de commerce des exclus ne s'accroît que indéfiniment (...) L'immigration doit fournir de nouveaux prolétaires ». M. Blot a insisté sur le fait que, selon lui, « 90 % des beurs étaient prêts à voter pour la gauche ». « Ce sont des gens très mobilisés politique-

ment (...). On ne peut pas forcer les Français à accepter des flux migratoires illimités sur un territoire limité », a-t-il ajouté. Au sujet de l'immigration, M. Blot a d'ailleurs revendiqué le droit à l'exclusion, car « une société multiculturelle est une société multiconflictuelle ».

« Le besoin de survie biologique »

Selon lui, la lutte contre l'exclusion témoigne du « constructivisme du socialisme », qui conçoit la société « comme une machine à empêcher les hommes de choisir et donc détruire les libertés ». Les obstacles à ce projet demeurent, pour M. Blot, « l'identité et la liberté ». « Lutter contre l'exclusion, c'est se donner les moyens d'empêcher les hommes de choisir et donc détruire les libertés », a-t-il indiqué. Or « toutes les institutions dites bourgeoises issues de notre civilisation sont des institutions d'exclusion : le mariage, la propriété, la nationalité, la liberté d'association », a-t-il affirmé.

M. Blot s'est montré soucieux de rattacher « le droit d'exclusion » à un principe vital et naturel : « le besoin de survie biologique ». Il conclut à « la nécessité » d'exclure, au « droit des hommes honnêtes d'exclure les hommes malfonnés ».

Le député européen a ensuite défini deux « mobiles » de l'utilisation par les socialistes du discours contre l'exclusion. D'une part, « toute forme d'exclusion sévère automatiquement un ressentiment et une jalousie », qui demeurent « le fond de commerce habituel du socialisme ».

D'autre part, la lutte contre l'exclusion a « l'immense avantage pour les socialistes et pour la classe technocratique de justifier l'interventionnisme de l'Etat jusque dans la vie privée des citoyens ». « La lutte contre l'exclusion justifie la nomination de fonctionnaires nouveaux, la levée d'impôts toujours plus importants, bref le renforcement du pouvoir technocratique socialiste », a-t-il dit.

INSTANTANÉ D'UN NOUVEAU COMMUNICANT.

Le nouveau communicant ne se fait pas de souci. Il sait qu'avec Alphapage, il peut être joint par Minitel... et du monde entier.

Le nouveau communicant a la liberté dans le sang. Avec Alphapage il peut être joint 24 h sur 24 aux quatre coins de son territoire.

Même s'il a la tête en l'air, le nouveau communicant n'a pas de trou de mémoire. Stockpage, un service Alphapage, conserve 24 h minimum tous les messages qui lui ont été envoyés.

Le nouveau communicant a l'esprit pratique. Il achète ou loue son Alphapage. Son inscription payée une fois pour toutes, il recevra sa facture d'abonnement tous les 2 mois.

Attention! Le nouveau communicant est très rapide à la détente. Informé grâce à son Alphapage, il peut réagir à la seconde près.

Les yeux du nouveau communicant lui permettent de voir le signal lumineux l'avertissant de l'arrivée d'un message en toutes lettres sur son Alphapage.

Le nouveau communicant a du nez. Il a tapé 3614 code Alphapage sur son Minitel, et depuis il est au courant de tous les services Alphapage.

La poche du nouveau communicant contient systématiquement un récepteur Alphapage, parfois les clés de chez lui, éventuellement d'autres accessoires.

Alphapage, le secret du nouveau communicant vous donne la liste de ses distributeurs en tapant 3614 code Alphapage sur votre Minitel.

Stiquier Courcelle

TELECOM SYSTEMES MOBILES
filiale de COGECOM - groupe FRANCE TELECOM

ALPHAPAGE, LA RADIOMESSAGERIE EN TOUTES LETTRES

FRANCE TELECOM

صلى الله عليه وسلم

150

14. Cinéma : « Marianne » et « Dublier Palermo »
15. Marseille : enquête sur une disparition

16. La réorganisation de l'école élémentaire
17. Le conflit des professions médicales

22. Bras de fer entre Canal + et France Telecom
22. La refonte des championnats de football

Le Grand Turc au Grand Palais

L'exposition sur le siècle de Soliman le Magnifique illustre l'apogée de cet art islamique version ottomane qui n'a cessé d'éblouir l'Occident depuis le seizième siècle.

La Turquie l'an passé comptait particulièrement sur la France pour soutenir sa candidature à la Communauté européenne. Paris s'est finalement rallié au non — provisoire mais qui risque de durer — des autres États du Marché commun. Plutôt que de boudier, en ruminant que la croissance de leur pays dépasse maintenant celle du Portugal ou de l'Irlande, les Turcs ont décidé de se montrer beaux joueurs, et de ne pas priver Paris de la plus splendide ambassade ottomane jamais vue sur la Seine. Soliman le Magnifique conduit lui-même la cavalcade. Les verts et les bleus du grand siècle turc ont toutes chances de séduire les Français, comme naguère les ors d'un autre prince oriental, Toutankhamon.

Sans la décision politique prise par Ankara, en 1987, de laisser désormais sortir du pays, pour des manifestations exceptionnelles, des pièces du patrimoine national, le Grand Palais ne pourrait pas accueillir, en tout cas pas avec cette largeur panoramique, une exposition sur l'âge classique ottoman, sur le plus brillant des règnes sultaniens.

En 1987-1988, Washington, Chicago et New-York purent voir une exposition sur « Le temps du sultan Soliman le Magnifique », mais, quoique riche, elle ne comportait qu'à peine plus de deux cents pièces alors que celle de Paris en comporte trois cent vingt et une, grâce notamment à l'apport d'objets des collections françaises et européennes dont certains, fameux, sont montrés pour la première fois et valent le voyage.

Par exemple, les *Scènes de la vie de la cour et de la vie quotidienne turques* (1573-1582) dues à des artistes germaniques ayant séjourné sur le Bosphore. Cette aquarelle sur papier est comme peinte d'hier, mais elle est si fragile que même le conservateur de Dresde, en Allemagne de l'Est, d'où elle vient, ne l'avait, paraît-il, jamais vue. Sur 11 mètres de long et 37 centimètres de large, elle fait défiler avec une précision technique allée à une remarquable qualité de dessin toute une façon de vivre et de gouverner.



Soliman le Magnifique (gravure française du dix-septième siècle).

Puisqu'on en est aux reproches, autant nous débarrasser tout de suite de celui qu'on pourrait adresser également à maintes récentes expositions parisiennes (ainsi celle consacrée l'automne dernier par le Louvre à l'art islamique, le *Monde* du 3 novembre 1989) : en un mot comme en cent, les cartouches explicatives sont souvent si mal placés ou si mal éclairés qu'il faut une lampe électrique ou risquer un torticolis pour être informé.

On découvre alors parfois des confusions entre objets (plats et pichets d'Iznik dans le cas de « Soliman ») et généralement des indications trop succinctes, sibyllines ou rédigées avec une transcription opaque des mots orientaux habituellement épargnés au grand public. Ainsi cette femme du monde mais de bonne volonté qui, lors de l'inauguration de « Soliman », restait perplexe devant ce « *Cadenas de la Kaaba* ». La brave dame aurait probablement compris « *de la Kaaba à La Mecque* ». Et que dire de cette absurde précision consistant à supprimer le point sur l'i de Topkapı comme si on s'adressait à des turcophones !

calife, casque de cérémonie avec des turquoises brutes serties dans l'or repoussé et ciselé, pages de Coran où le bleu lapis reçoit la Parole divine, le déjà cité cadenas en argent plaqué or de la mequites Kaaba (mais on a perdu la clé), et jusqu'aux chemises talismaniques (le Verbe protecteur) qui avaient été l'une des attractions de la manifestation « *Les civilisations anatoliennes* », à Istanbul en 1983 (le *Monde* du 27 mai et du 2 juin 1983).

Toute une société, un pouvoir, un art à leur zénith saisis juste au moment où, dira bien plus tard Jean Cocteau, devant la Corne d'or : « *La décadence est la grande minute où une civilisation devient esquisse* » (1).

Car si l'art ottoman durera jusqu'à Atatürk, jamais, après Soliman le Magnifique, il ne sera aussi nouveau, imaginaire et équilibré, aussi grandiose sans être grandiloquent. Est d'ailleurs exposée une œuvre typique du moment où commence le basculement : une gourde, lointain écho à celles en cuir qu'apportèrent en Anatolie, de leur Asie centrale originelle, les premiers Turcs.

Mais la gourde de Topkapı visible au Grand Palais est une masse « d'or ciselé, repoussé, appliqué et moulé, incrusté de rubis, d'émeraudes et d'améthystes », sans compter un surmouvement de « jade incrusté d'or, d'émeraudes, de rubis et d'améthystes » ni oublier « une perle » dans la guele d'un ne sait trop quelle bête en or. L'ensemble est hostile, les feuilletages de métal précieux finissent par ressembler à une maladie de peau et les pierres rouges à des furoncles.

Cette gourde est néanmoins bienvenue car elle sert de repoussoir au reste et vous donne envie de boire dans ce broc blanc d'Iznik (1580), piqueté d'une volée de simples lèvres rouges qui prouve, entre autres, qu'Andy Warhol n'avait rien inventé...

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

« *Soliman le Magnifique* », galeries nationales du Grand Palais, jusqu'au 14 mai, de 10 heures à 22 heures. Le mercredi jusqu'à 22 heures. Fermeture le mardi.

(1) Maaleh, Gallimard, 1949.

□ Parmi les publications récentes, on relève *Istanbul et la civilisation ottomane*, essai du turcologue anglo-américain Bernard Lewis (Lattès 200 p., 120 F) ; la réédition d'un classique du turcologue français Robert Mantran, *La Vie quotidienne à Istanbul au siècle de Soliman le Magnifique* (Hachette, 330 p., 118 F). Sous la direction du professeur Mantran a été éditée l'an passé une *Histoire de l'Empire ottoman* (Fayard). L'Harmattan vient de sortir *L'Orient du seizième siècle : une société musulmane florissante*, de Yveline Bernard (420 p., 210 F). Autrement a demandé un jeune romancier turc Nédim Gürsel, à Sylvie Colley et Vincent Duclert de composer un *Guide intime d'Istanbul* qui vaut son pesant de charne littéraire (avec sept photos noir et blanc de Magnum (80 p., 59 F). Enfin les enfants auront profité à se faire offrir *Une capitale musulmane sous Soliman le Magnifique* : Istanbul (avec des dessins d'Etienne Perrin, Albin Michel « Jeunesse »).

Plus proche de Justinien que de Mahomet

Comparé parfois à son allié François I^{er} ou au Roi-Soleil, Soliman II, par sa façon de vivre et de gouverner, se rapproche plutôt de ses grands prédécesseurs orthodoxes sur le trône de Constantinople, tel Justinien I^{er}. Quand on le voit sur une gravure du temps, coiffé de sa tiare d'or vénitienne à zigzags, rubis, émeraudes et turquoises, on pense aussitôt au superbe byzantin. Et non pas à Mahomet dans sa robe monacale et limitant la parole masculine à quelques bogues d'argent...

Pourtant Soliman se voulait avant tout « *Seigneur sur terre du prophète d'Allah* », c'est-à-dire calife, *padichah* islam, « empereur de l'islam », protecteur des villes saintes et *hazi* suprême (pourfendeur en chef des infidèles). Si l'éclat des arts ottomans sous son long règne (1520-1566) lui a procuré en Europe le surnom de « *Magnifique* », il reste pour les mahométans, « *le législateur* » (*kamouni*, de *kamoun*, loi en arabe et en turc).

S'appuyant sur la loi islamique puisée dans le Coran et la *Surra*, les deux livres saints de l'islam, le « *commandeur des croyants* », fort de son droit de réinterprétation des textes, mit en œuvre, avec les savants Ebussoud et Kemalepachazade une œuvre législative immense dépassant le domaine religieux, tout en s'y référant. Cette œuvre touche aussi bien l'armée que le fleuve ou une sorte de régionalisation avant la lettre, intelligemment appliquée au plus vaste empire musulman jamais durablement édifié (1), allant de Tlemcen à Erivan, de Budapest à Moka. Aujourd'hui encore des Turcs attribuent le déclin de cet ensemble à l'abandon progressif du code solimannien.

D'autres analystes relèvent, au contraire, que le génial padichah introduisit lui-même des ferments de destruction dans la splendide édifice lorsqu'il laissa le sérail se mêler de gouverner. Que pouvaient connaître de la politique, des recluses et

des eunuques ? C'est l'épouse préférée, Roxolane, fille d'un pape ruthène razzée par les Tartares, qui profita d'un incendie du palais des femmes pour transférer le gynécée à Topkapı où l'empereur travaillait avec ses seuls vizirs. Dès lors l'Etat-harem était en marche.

Plusieurs historiens, dont André Clot dans sa passionnante biographie de Soliman (Fayard, le *Monde* du 30 juillet 1983) attribuent une part déterminante à Roxolane dans l'assassinat en 1566 d'Ibrahim, Grec converti à l'islam, ami du souverain et son grand vizir depuis 1523. Il n'en retrouvera jamais d'aussi efficace.

L'axe Paris-Stamboul

S'il est un point hérité du vizir Ibrahimien auquel Soliman resta attaché c'est la « *scandaleuse alliance* » avec la France : scandaleuse pour la chrétienté qui n'avait pas encore renoncé à récupérer l'arc méditerranéen sud, conquis sur elle par les musulmans depuis le septième siècle ; scandaleuse pour l'islam aux yeux desquels les Français étaient sans doute les pires des « *croisés* ». L'intérêt des États fut plus fort que ces préventions.

L'idée de la coalition contre-nature revient à une femme, Louise de Savoie, mère de François I^{er}, lequel ployait alors sous l'empire austro-espagnol. Son premier ambassadeur secret ayant été assassiné par le pacha de Bosnie, elle dépêcha un Croate portant sa missive et celle de son fils dans ses bottes. Très monté contre Charles Quint, auquel il ne reconnaissait pas le titre impérial, dû à ses yeux au seul Ottoman, Soliman embraya aussitôt. Le pape piqua une colère.

L'axe Paris-Stamboul n'en fit pas moins reculer le Habsbourg. Cette jonction franco-orientale devait, sous diverses formes, durer jusqu'à de Gaulle, confiant à la France de nombreux privilèges en Méditerranée

turco-arabe (protection des chrétiens du Levant, soustraction des Français d'Orient à la loi coranique, droit de pavillon, etc.).

L'autre gloire durable de Soliman fut son rôle culturel. « *Autour lui-même de poèmes*, nous rappelle le jeune écrivain turc, Nedim Gürsel, il n'hésitait pas à les faire relire à Baki, le plus fameux poète de son époque », un ancien seigneur auquel le grand Turc pardonnait qu'il fit l'éloge du vin.

Cependant, au-delà des écrivains, professeurs, calligraphes, portraitistes, céramistes, tisseurs, qui font du règne de Soliman, le siècle ottoman classique, un seul nom aurait suffi à rendre inoubliable cette époque : l'architecte Mimar Sinan (1489-1588), dont la carrière est une épopée.

Né dans une famille chrétienne, probablement arménienne, d'Aghernes (Cappadoce), il fut enlevé par le *devchirmé*, ramassage forcé des jeunes non musulmans, qui, une fois islamisés, étaient formés pour le jannissariat. Sinan tira le meilleur parti de cette situation : capitaine d'infanterie, « *commandant des catapultes* », constructeur de tours de siège puis de ponts, colonel dans la garde impériale, enfin, à cinquante ans, architecte en chef du sultan-calife.

Le Créateur lui accorda encore un demi-siècle où il ne cessa de construire ; s'inspirant de Sainte-Sophie et de la Perse pour créer un style original, grandiose, viril mais sans lourdeur. Les exemples les plus connus sont la Soulemaniye d'Istanbul et la Selimiye d'Edirne (Andrinople) ; leurs bouquets de minarets et leurs coupoules géantes symbolisent jusqu'à nos jours l'art ottoman et ont fait école du Caire à Lahore. Il n'est pas de grand prince sans grand architecte. Et vice versa.

J.-P. P.-H.

(1) Il n'avait pourtant que vingt-deux millions d'habitants, chiffre toutefois important pour l'époque.

Rien n'est omis, depuis la rituelle et dévote chevauchée du sultan-calife pour la prière du vendredi jusqu'aux bastonnades des délinquants, tout aussi rituellement prévues par le droit islamique ; les harems se rendant en charret sur bannan ou en promenade à cheval voisinant avec les têtes de deux officiers austro-allemands tués sur le front de Bosnie, le 22 septembre 1575, et exhibées au bout d'une pique dans les rues de Constantinople le 9 novembre suivant...

Cela n'empêche pas les défilés d'ambassades européennes dans les mêmes arrières et les mêmes années. Cette méticulosité des chiffres et du trait nous permet aussi de contempler, toute fraîche bâtie, l'une des réalisations maîtresses du plus marquant des architectes ottomans, Sinan (« *le Monde des arts et spectacles* » du 15 février), la mosquée Soulemaniye.

Comme les Borgia

La « bande dessinée » de Dresde est sans doute à la fois la meilleure introduction et le meilleur fil conducteur d'une époque où le Stamboul des Ottomans, comme la Rome des Borgia ou la Touraine des Valois, fit coexister, dans ce qu'il faut bien appeler l'harmonie : l'invention artistique, la foi exaltée, la cruauté des lois et l'épicurisme des mœurs.

Malheureusement pour le pékin d'aujourd'hui, la longue aquarelle a été placée au tout dernier palier de l'exposition, et le catalogue (superbe et cher — 250 F — comme presque tous les catalogues de notre ère de « grande diffusion culturelle ») ne comporte que deux très insuffisantes reproductions de l'œuvre-guide.

Des boîtes à contre-poison

Ce qui fait un peu oublier l'inclination de tant de spécialistes à ne préparer que des expositions pour aussi savants qu'eux, c'est le spectacle audiovisuel présenté en deux parties, au début et à la fin du parcours, par le professeur d'urbanisme (Paris-VIII) d'origine grecostamboulite Stéphane Yerasimos.

On ne pouvait évidemment pas transporter un minaret ou un aqueduc de Sinan, sans l'œuvre duquel pourtant, la démonstration sur la magnificence du règne aurait été incomplète. Les photos font presque inévitablement pauvres dans ce genre de présentation, où alors il faudrait chercher des photographes hors pair.

On aurait pu se contenter peut-être de cette autre interminable et extraordinaire aquarelle défilant tout le système d'adduction d'eau des mosquées Soulemaniye et Chehazade (les musulmans se lavent avant de prier), avec, au passage, branchement particulier pour la maison de Moïse Hamon, médecin juif du Palais.

Non seulement on a cette pièce éloquentes sortie pour la première fois, nous dit-on, des magasins du Musée d'archéologie turque et islamique d'Istanbul, mais on a en outre la seconde partie du montage son-photo de M. Yerasimos qui apporte l'indispensable complément architectural à l'expo. (La première partie audiovisuelle est consacrée à la vie quotidienne, à partir d'agrandissements lumineux de miniatures.)

Firman et lettres (dont celles de Soliman adressées à François I^{er}), monnaies (aspres, paras, etc.), armes (dont un canon ottoman enlevé à Alger par les Français en 1830), meubles (parmi lesquels le trône de campagne du sultan Mourad IV), tapis, étoffes, boîtes (y compris pour les contre-poisons...), céramiques de tous les bleus avec parfois une giclé de ce rouge tomate appelé arménien par les artistes du temps, porte-sigrettes en or pour le turban du

GIOVANNA MARINI

CANTATE PROFANE A QUATRE VOIX

Théâtre de la Bastille

DU 7 FÉVRIER AU 4 MARS 21 H 00

43 57 42 14

Alpa Pao

Romain Goupil, cinéaste à réactions

Comment faire un film en France
entre fidélité, plaisir et morale ?

C'est courir un grand risque que de commencer sa carrière par une autobiographie. Mourir à trente ans était d'abord un film pour un ami défunt, mais on y apprenait beaucoup sur Romain Goupil. C'était d'abord la révélation d'un cinéaste, qui tournait presque depuis qu'il savait marcher, et aussi la rencontre avec un militant, qui avait cru entre 1966 et 1973 qu'il suffirait de beaucoup d'énergie et de foi pour changer le monde du jour au lendemain.

Depuis la Java des ombres, en 1983, on était resté sans trop de nouvelles du trotskiste à la caméra, et la sortie de Maman devrait permettre de renouer le fil. Juste après la Java devait venir la désillusion, après le suicide et la fuite dans le terrorisme, la drogue. Mais l'héroïne n'a pu se faire dans les temps. Entre-temps est arrivé le sida, qui a changé le discours sur la drogue. « Jusqu'à ce qu'on ait peur d'attraper une maladie mortelle en feuilletant le scénario », dit Goupil.

Il a tourné cette frustration en travaillant pour la télévision, pour lui-même, en continuant de peaufiner son scénario, jusqu'au jour où Emmanuel Schlumberger, qui venait de quitter la Gaumont, lui a demandé de lire un scénario, l'histoire de la révolte d'une prostituée qui devait être incarnée par Anémone. Goupil déteste le scénario et suggère de le proposer à ses pires ennemis. Mais le producteur s'entête et demande au cinéaste d'expliquer à l'actrice les raisons de son refus : « Elle me demande ce que je propose à la place et je réponds que je ne peux pas réformer de l'intérieur, que je ne peux concevoir qu'il y ait un échange d'argent dans une relation amoureuse. Je ne suis jamais monté aux putes. Je ne peux pas adopter la vision de gens qui ne connaissent pas la prostitution que ce qu'ils ont vu au cinéma. »

C'est la manière qu'a choisie Romain Goupil pour suivre une trajectoire aussi cohérente que le permet l'histoire. Il met la dialectique et les méthodes apprises sous les préaux au service de son cinéma, en essayant de garder celui-ci aussi près que possible des rêves d'il y a vingt ans.

Avant de se mettre à l'écriture d'un nouveau scénario, Romain Goupil demande à son producteur le temps de mener une enquête dans les milieux de la prostitution. Après des heures passées dans les cafés à convaincre les filles qu'il n'était pas journaliste, il se fait une idée de ce monde « coincé entre les poulets et l'attitude ignoble des mecs » et en arrive à la conclusion que seul un reportage pourrait en donner une image qui ne serait ni racoleuse ni complaisante. Mais l'idée de faire un film avec Anémone se déduit toujours autant et il propose une idée de film : « Tout le monde voit Anémone comme une comédienne. Je voudrais que son personnage joue à la prostituée, mais dans un autre but. » Pour mettre au point le mécanisme de cette arnaque, l'ex-guéilléro de rue collabore avec un policier.

« Une farce utopique »

Quand il raconte sa rencontre avec Simon Michael, ancienement du Quai des Orfèvres, co-scénariste des Ripoux, — on sent la jubilation du militant qui voit enfin son ennemi héréditaire à visage découvert, et le désir irrésistible de lui tendre une petite embuscade : « On s'est reconnu tout de suite dans le café. J'avais demandé à Emmanuel Schlumberger de ne pas lui dire que j'avais détesté le scénario original, pour voir si je pouvais travailler avec lui. Michael m'a dit tout de suite qu'il avait bien aimé mes films, mais qu'il ne pouvait pas travailler sur un texte aussi mauvais. » Ces deux hommes — un peu de la même race —, mais pas du même côté, ont donc écrit ensemble Maman.

Avec son équipe, Romain Goupil est parti en repérage, pour trouver des lieux qu'on ne filme pas, pour s'échapper de « l'archétype du décor urbain dans le cinéma français, l'entrepôt vide un peu glauque, fait pour être cadré, avec les petites gouttes qui tombent pour montrer qu'on est dans un milieu dur ». Dans ce cadre quotidien, le cinéaste a voulu conclure un contrat avec le spectateur : « Dans la vie, Lulu et ses gosses se retrouveraient en prison ou en foyer au bout de cinq minutes. Dans le film,

on part d'un désespoir absolu pour arriver à une morale de la liberté. C'est une farce utopique, un pied de nez, un bras d'honneur. »

Maman s'écarte dangereusement de l'orthodoxie militante telle que la pratiquait Goupil et ses camarades. Le loupin prolétarien de Lulu et de ses gosses n'a jamais été en odeur de sainteté chez les révolutionnaires professionnels, la délinquance — surtout quand elle n'épargne pas les autres prolétaires, encore moins. « Moi, petite Comédienne, petit sac, Nomme Obé », si je les vois monter dans le même wagon de métro, je mets ma mallette de l'autre côté. Je suis pourquoi j'ai des privilèges et qui les menace », dit-il en riant. La morale de Lulu est celle de la liberté ; Goupil croit surtout à la responsabilité : « Quand les réalisateurs disent que le cinéma ou la télévision sont nuls, c'est quand même avant tout de leur faute. Nous sommes responsables de nos images. »

C'est là qu'il faut chercher le carburant qui fait filer Maman à toute allure sur les routes de France. C'est un film à réactions. Contre « l'imbécillité des propos, le peu d'intérêt des images du cinéma français, l'utilisation pornographique des enfants dans les films à grand succès ». Il a trouvé une complice en la personne d'Anémone, encore auréolée des retombées de son coup d'éclat aux César. Elle a accepté sa progéniture adolescente, d'avoir en permanence à partager l'écran avec une tribu de têtes inédites et fascinantes, et aussi les conditions de tournage qui collaient d'un peu trop près à la réalité de la cavale de Lulu et des enfants pour que les règles de confort habituelles soient toujours respectées.

À part Arthur H. (Johnny), chanteur de son état, les autres enfants ont été recrutés en banlieue, dans ces endroits où personne ne va jamais au cinéma, où la principale source d'image est la télévision. William Lafon (Frédé), mécano à la ville, n'a plus trop envie de retourner au garage. Karim Massard (Abdel) est devenu chef de bande après le tournage du film. Ils ont été les premiers touchés par la « toute petite éclipse » que Goupil a voulu faire jaillir de son film.

THOMAS SOTMEL

Oublier Palerme

Francesco Rosi renoue avec le Sud italien.
Une réussite



James Belushi dans « Oublier Palerme ».

Le roman d'Edmonde Charles-Roux a été librement adapté par Francesco Rosi, Gore Vidal et Tonino Guerra. En fait, le scénario a retenu la dernière partie du livre et en a transposé l'action de 1962 à nos jours. On n'a pas jusqu'à dire qu'il faut, en voyant le film de Rosi, oublier le très beau roman, mais c'est de « mise en cinéma » qu'il faut parler, plus que d'adaptation. L'œuvre d'Edmonde Charles-Roux a certainement provoqué un déclic chez Rosi. Et, en fin de compte, dans ce film superbement lyrique, sur Palerme et la Sicile, c'est lui qui on retrouve, lui, Rosi, le « Sicilien ». (Je sais, il est né à Naples...) après les parenthèses espagnole de Carmine et colombienne de Chronique d'une mort annoncée. On comprend que l'auteur de Salvatore Giuliano, l'Affaire Mattei, Lucky Luciano, Cadavres exquis, le cinéaste du Sud italien, ait eu envie de filmer cet itinéraire de soleil, de chaleur, de mystère, de taches de sang et de pouvoir occulte, qui le ramenait à ses préoccupations.

Au début, il y a New-York, et Carmine Bonavia (James Belushi), homme politique issu d'une famille sicilienne, mais qui n'a jamais mis les pieds sur la terre de ses ancêtres et fait une campagne agressive pour devenir le maire de l'immense ville américaine. Rosi peint, avec une sorte de sécheresse documentaire, la préparation d'une campagne électorale parfaitement démocratique. Un entretien avec Gianni, jeune journaliste de la télévision italienne (Carolina Rosi joue le rôle du destin) donne l'idée à Carmine de promouvoir, s'il est élu, la légalisation de la drogue. Promesse qu'il n'a pas l'intention de tenir, mais qui lui permet de gagner des points sur son adversaire. Carmine Bonavia vient juste de se marier avec Carrie (Mimi Rogers), importante journaliste américaine. Il fait son voyage de noces à Palerme. Et lorsque apparaît sur l'écran, vu d'avion, le panorama de la ville, couverte de buildings, avec un air de faux New-York, on sent bien qu'on entre dans le vif du sujet.

La Mafia, c'est prévisible, ne peut accepter la réforme annoncée

par Carmine. Un homme entre deux âges, chauve, au regard bleu d'acier, aperçu à New-York dans le restaurant italien du père de Carmine, est arrivé lui aussi à Palerme. On ne saura pas son nom. C'est « l'homme de pouvoir » (Joss Ackland), un autre signe du destin. Que les intérêts du trafic et du marché de la drogue soient en cause, qu'il s'agisse d'un grave phénomène mondial, on en est conscient, mais, fidèle à son ancienne manière (les dossiers politiques), Rosi pose le problème en plein jour et enregistre les enchevêtrements de causes à effets. L'aspect le plus passionnant, le plus beau du film, c'est le changement qui s'opère chez Carmine, cet Américain moderne cent pour cent, brusquement imprégné de l'âme noire et rouge de Palerme, de ses pierres, de ses odeurs, de cette culture sicilienne tiraillée entre l'immobilisme du passé et le modernisme mercantile, entre la clarté et l'ombre.

Alors que Carrie, appareil photographique toujours prêt à fonctionner, se comporte en bonne touriste américaine, cherchant le folklore, même auprès d'un vieux prince (Vittorio Gassman fait quelques apparitions stupéfiantes) condamné à ne pas sortir d'un

palace somptueux à l'ancienne mode, Carmine sent se réveiller en lui le sang sicilien, le machisme sicilien, la nature profonde que n'ont pu effacer sa naissance et sa culture américaines. A cause de cela, il tombe dans un piège habilement tendu par la Mafia, mais, pour traduire ce qui peut apparaître irréaliste, Rosi a filmé en grandes envolées lyriques les vieilles maisons délabrées qu'on laisse s'écrouler pour reconstruire avec profit à leur place, la fête de sainte Rosalie, le marché de la Vucciria (qui devient un lieu tragique), le palais Orsini où les lustres se rallument sur la valse de Verdi, entendue dans le Guépard de Visconti, un couvent où deux vieilles religieuses dansent le menuet. Et du tréfonds de cette Sicile nostalgique surgissent, avec les bouquets de jasmin annonçant la mort, les monstres froids qui manipulent la destinée des êtres humains.

La fin ne devrait pas surprendre quand on connaît tous les films du cinéaste. Et, pourtant, elle vous expose littéralement à la figure, peu sicilienne, en vérité, qu'américain. Mais voilà bien, justement, du grand Rosi.

JACQUES SICLIER

Henrik Ibsen



La Dame de la Mer et Les Revenants

30 janvier - 31 mars 1990
La Grande Halle de la Porte de Paris
mise en scène Jean-Claude Bouchard
avec l'alternance La Dame de la Mer, mardi et jeudi à 21h, samedi à 18h
Les Revenants, mercredi, vendredi et samedi à 21h
réservation 42 49 77 22
42 40 27 23
sur place tous les jours de 11h à 18h
3 Franc Billetet

la Ville

« Maman » : la java des pauvres

Lulu n'est pas une femme convenable. Elle se retrouve de temps en temps en prison, pas pour des prunes, bien sûr. Ce jour-là, celui où le film commence, elle en sort, avec son baluchon, fait des signes à ses copines restées derrière les murs et les barreaux et retrouve son fils aîné Johnny venu avec une voiture. Volée, bien sûr, et cela ne plaît pas à Lulu, qui engueule copieusement Johnny. Pas la peine de tenter le — mauvais — sort.

Lulu a des enfants. De qui, on ne sait pas, et cela n'a aucune importance. Parce que, Lulu, c'est une vraie mère. Aimante, attentive, pensant au bonheur de sa nichée, et qui protège du même coup le fils et la fille d'une détenue nord-africaine, Abdel et Sandra. La gamine, il faut aller la récupérer à Lyon. C'est déjà toute une aventure, mais les aventures ne font pas peur à Lulu, chef de famille plutôt que chef de bande, obstinée à réaliser un rêve et qui, pour se procurer de l'argent, est beaucoup moins à cheval sur les principes qu'elle n'en avait l'air au début. La seule règle est de ne pas se faire prendre.

Révélateur par Mourir à trente ans, un long métrage consacré à la mémoire de Michel Rocard, un compagnon de mai 68, Romain Goupil avait filmé avec une saine fureur et une fièvre d'auteur écorché, le monde des marginaux du gauchisme dans la Java des ombres. C'était en 1983. Depuis rien. On le regrette. Mais Romain Goupil nous revient avec une sorte de « java des pauvres », une

comédie de mœurs irrévérencieuse à l'égard du système social, tendre à l'égard des oubliés d'une société qui est toujours de « consommation », des petits voleurs par nécessité, mal élevés, mal embouchés, et c'est Anémone qui emmène toute la petite bande en cavale.

Chère Anémone, «maman» en blouson de cuir râpé, en robes à fleurs de supermarché, coiffée à la diable, énergique et obstinée, criant fort pour se faire entendre, puis déchant au coup de cœur. Chère Anémone, qui ne semble pas avoir vingt ans de cinéma derrière elle et, sur ces vingt ans, plusieurs années de comique de café-théâtre. Chère Anémone, qui ne joue plus de son côté grande brinque gaffeuse ou délirante, qui a rejoint en devenant la mère de cette folle équipe et se tire de toutes les situations inventées par Romain Goupil avec un grand talent de comédienne de composition et une sensibilité à fleur de peau. Ses partenaires s'appellent Arthur H., William Lafon, Karim Massard, Sabrina Houicha et ils forment vraiment une famille. Le film a un pied dans le rêve, si l'on peut dire, et un autre dans une réalité cinglée par une joyeuse satire. Paysages urbains, desués de tous poils, forces de l'ordre, mauvaises bêtes, en prennent pour leur grade. L'anticonformisme fait mouche et le « casse » bricolé d'une petite banque est, en son genre, un chef-d'œuvre de drôle.

J. S.

□ Kirk Douglas président des César. — L'acteur américain Kirk Douglas présidera le 4 mars, la quinzième cérémonie des César, au cours de laquelle un hommage sera rendu à Ava Gardner, récemment

disparue. Outre les récompenses de l'année (Le Monde du 31 janvier), l'Académie des arts et techniques du cinéma distinguera les César de la décennie.

MUSIQUES

Soirée américaine sur les bords de la Moskova

Le premier concert de Mstislav Rostropovitch
à Moscou : un grand show

MOSCOU

de notre envoyé spécial

A la tête de l'Orchestre national de Washington, Mstislav Rostropovitch poursuit sa tournée de quatre jours en URSS, en donnant deux concerts à Leningrad, après ceux des mardi 13 et mercredi 14 février à Moscou. Le premier fut évidemment un triomphe pour « Slave ».

Malgré les ovations, l'ambiance ne fut pas celle des retrouvailles : si le premier concert de « Rostro » après seize ans d'exil fut un triomphe, ce fut aussi un événement mondial auquel les Moscovites ne furent guère associés. Certes, M^{me} Raissa Gorbatchev était là (Le Monde du 13 janvier), dans la loge d'honneur. Certes, le programme était essentiellement composé d'œuvres russes. Certes, il y avait des Soviétiques dans la salle. Mais, pour la plupart, ils étaient au balcon.

Offensive de M. Jack Lang

Un parterre très chic, essentiellement composé d'Occidentaux, les micros de CBS au-dessus de l'orchestre pour l'enregistrement d'un disque live, des affiches Coca-Cola lors de la conférence de presse de la veille, une réception à l'ambassade américaine à l'issue du concert, dix minutes de reportage à la télévision soviétique sur la société américaine mécène de l'orchestre comme préalable à une diffusion différée, et pour couronner le tout, « Slave », cabotin, qui rajouta au quatuor et dernier bis en dirigeant l'hymne américain Stars and Stripes... Ce fut un grand show, réunissant des specta-

teurs avides d'être quand il faut là où il faut : dans la dernière capitale où l'on cause.

M. Jack Lang, qui était de la partie, sortit amer de la salle. Le ministre de la culture française, qui n'a jamais fait mystère de son aversion pour l'américanisme, venait, se comportant en bonne touriste américaine, cherchant le folklore, même auprès d'un vieux prince (Vittorio Gassman fait quelques apparitions stupéfiantes) condamné à ne pas sortir d'un

Déçu par l'Europe des Douze qui, selon lui, ne laisse pas de place à la culture, M. Lang rêve d'une grande Europe qui, elle, ne se battrait pas sur l'économie. Depuis que les événements se bousculent à l'Est, il multiplie les contacts : voyage en Tchécoslovaquie, préparation d'une grande rencontre Est-Ouest, puis cette visite à Moscou motivée non seulement par le retour de Rostropovitch, mais aussi par la nomination d'un nouveau ministre de la culture, M. Nikolai Goubenko, qu'il considère comme son premier homologue soviétique : ancien acteur et réalisateur, M. Goubenko a dirigé la Taganka, le théâtre d'avant-garde des années 70.

Enfin un ministre de la culture perestroïkiste, avec lequel M. Jack Lang peut parler de l'axe culturel Paris-Moscou de ses rêves ! Mais l'un et l'autre savent que pour l'instant l'urgence n'est pas là pour tout le monde. Comme dit un intellectuel soviétique, même un événement tel que le retour de Rostropovitch, aussi symbolique soit-il, laisse l'homme de la rue indifférent, qui le restera aussi longtemps que les magasins seront vides.

MAURICE-PIERRE GUNTIL

La mort du chanteur

Del Shannon

Le chanteur américain Del Shannon est mort à son domicile californien de Santa-Clarita. Selon la police, il se serait suicidé d'une balle dans la tête. Del Shannon était âgé de cinquante ans.

De son vrai nom Charles Westover, Del Shannon avait connu le succès avec Runaway en 1961. Venu du country (il avait enregistré un album de chansons de Hank Williams), Shannon avait su pendant quelques années adapter ses sources à la sensibilité pop du moment. Sans jamais retrouver un succès d'une ampleur comparable à celui de Runaway, il n'avait jamais cessé d'enregistrer et devait remplacer Roy Orbison au sein des Traveling Wilburys, le groupe de George Harrison, Bob Dylan, Tom Petty et Jeff Lynne.

5 DERNIÈRES

WANTERRE AMANDIERS

DANS
LA SOLITUDE
DES CHAMPS
DE COTON

de Bernard-Marie Koltès
mise en scène Patrice Chéreau

REPRÉSENTATION
SUPPLÉMENTAIRE
DIM. 18 FÉVRIER 21 h

avec
Patrice Chéreau - Laurent Maier
47 21 18 81 ou 47 21 74 01

مسرحنا الوطني

150

CULTURE

et rencontrer Rosi

Entretien à Marseille avec le metteur en scène et l'auteur du roman

Oublier Palerme a d'abord été un roman — d'Edmonde Charles-Roux — avant d'être un film de Francesco Rosi. Jean-Noël Schifano a réuni les deux auteurs à Marseille.

Francesco Rosi. — « Le titre du roman m'a fasciné. Beau, juste, provocateur... Le titre employé maintenant en Italie a un tel pouvoir de provocation, que j'ai dit tout de suite à Edmonde Charles-Roux que jamais je n'aurais voulu y renoncer. Palerme est une ville qu'on a oubliée longtemps : oubliée par l'Italie italienne mais aussi par certains Italiens eux-mêmes. Le titre veut donc clairement dire : il ne faut pas oublier Palerme. »

Edmonde Charles-Roux. — Il y a deux significations, dans mon esprit. A la fois, l'impossibilité d'oublier Palerme et le désir auquel Francesco Rosi faisait allusion, le désir des citoyens de Palerme eux-mêmes d'oublier la ville dans laquelle ils sont nés à cause des problèmes que cette ville pose. Et ce titre ne s'applique pas seulement à Palerme, je pense. Il s'applique à toute ville méditerranéenne qui pose les mêmes problèmes que Palerme. Je pourrais citer : Oublier Marseille.

Jean-Noël Schifano. — Dans cette tragédie du déracinement, plus que dans le livre encore, le jasmyn devient un étrange message de mort, lui qui d'habitude pare l'amour.

E.C.R. — La force du film de Rosi, peut-être d'une façon plus évidente que dans le livre, c'est le fait même du héros à Palerme, pour des raisons mystérieuses qu'on ne s'explique pas, on sait que l'homme est mort. Cette fatalité si forte dans la religion antique, et qui fait qu'on montre la main au mauvais sort pour le repousser... Eh bien ! c'est le geste pour porter le jasmyn tendu à bout de bras, au-dessus de la tête des hommes, avec ce parfum fatal merveilleux, tellement trompeur... qui dit : attention, ce qui te guette, c'est la mort. La mort est tout le temps là, beaucoup plus présente dans la vie sicilienne qu'ailleurs : une conscience permanente de la mort au cœur de la vie et de la beauté mêmes, superbement forte dans le film.

Un combat cruel

J.-N.S. — Oublier Palerme (roman, 1966) : « Or à New York comme à Marseille, comme à Naples, certaines carrières ne se font pas sans certains appuis. Les ennemis politiques de Carmine Bonavia disent qu'il s'agit de la Mafia, mais qu'il s'agit de la Mafia à des électeurs peu avouables ? Luciano [Lucky Luciano] en particulier... » Nous sommes au dernier tiers du roman, et dans le vif du film : la corruption des hommes politiques, au niveau de notre planète droguée. Leader, pique et pique et dealer, anagramme et même combat !

F.R. — Même combat... On sait que la politique est un combat cruel, quotidien, et le combat d'un homme contre la mort, qui est apportée de plus en plus par la drogue ; c'est un combat tragique que nous voyons croître chaque jour sous nos yeux... Avec la nouvelle organisation criminelle internationale, qui est tout autre chose que la vieille Mafia — et c'est pour ça qu'avec mon ami Gore Vidal nous avons décidé d'ajouter la drogue à l'histoire du roman, étant donné que la drogue est maintenant la matière la plus pertinente pour pouvoir raconter cette transformation du pouvoir criminel implanté dans le monde entier.

« Comme la plupart de mes films, Oublier Palerme est un film sur le pouvoir. Et le pouvoir criminel aujourd'hui est étroitement lié à certains pouvoirs politiques. On sait, on voit, on le dit, et on l'écrit dans tous les journaux de la terre, que le pouvoir économique de la nouvelle Mafia est tel qu'elle peut acheter n'importe quoi, n'importe quel pouvoir, n'importe quel homme politique, juge, policier. »

J.-N.S. — « Le dollar est votre gangrène », dit un personnage du roman ; et le film nous dit : la drogue est votre gangrène, qui, dans les banques, est blanchie, prend la couleur des cols blancs qui sont de la blancheur du jasmyn... »

E.C.R. — Ils peuvent tout acheter, même des choses extravagantes : un armement ; les parcs ont été achetés, ont importé des missiles pour, si possible, descendre les avions des dirigeants. Il y a la scolarisation, nouvelle dimension dans

le pouvoir : naguère, jamais on n'aurait parlé d'une chose pareille. Ils peuvent tout acheter. Le nerf de la guerre, aujourd'hui, c'est la drogue. Le trafic de la drogue nourrit, soutient, et fait vivre les guerres. Que serait la guerre du Liban si toutes les différentes factions n'étaient pas alimentées par le trafic de drogue, à différents niveaux ? Il y a ceux qui sont nourris — et ce sont les Syriens — par la simple culture, celui qui plante, coupe la plante et la vend fait de l'argent ; toujours en Syrie, il y a les laboratoires qui profitent à d'autres gens, à d'autres factions, en général rivales d'ailleurs et donc qui mènent les guerres ; il y a les laboratoires qui donnent du fric à d'autres factions, et, tout à fait en bas, les milices populaires ne trouvent de possibilité d'acheter des armes et des munitions qu'à travers le *deal*ing, la revente.

(...) Nous sommes donc devant une menace générale autour de la Méditerranée. Et nous voyons une civilisation s'écrouler, un phénomène de drogue vampiriser le pays, qui ne renait pas. Certaines scènes du film, de la ruine de Palerme, ruine voulue, d'ailleurs, les immeubles et les palais qui croulent, on multiplie ça par cent et on a le Liban. Probablement pour les mêmes raisons. Nous sommes devant un phénomène 0 méditerranéen qui peut entraîner la mort du bassin méditerranéen.

J.-N.S. — Car en plus de la main noire du ciment et de la pierre, il y a maintenant la drogue, la main blanche...

« Nous ne jugeons pas, nous racontons »

F.R. — Ils ont même changé toutes les règles anciennes de la vieille Mafia. La vieille Mafia, c'était à l'époque du roman d'Edmonde : c'était tout autre chose. Quand j'ai tourné *Salvatore Giuliano*, la Mafia était encore une mafia agricole, mais elle commençait à...

E.C.R. — ... s'internationaliser fortement... F.R. — ... et surtout à devenir de plus en plus une force politique. Pour comprendre cette évolution de la Mafia, et cette importance énorme de la Mafia au niveau politique, il faut commencer par le massacre, le 1^{er} mai 1947, à Portella della Ginestra, des paysans dont le cortège pacifique se terminait par un pique-nique. C'est le premier massacre politique. Là tombe le mythe de Salvatore Giuliano, dix-sept morts, plus de quarante blessés, qui n'apparaît plus comme le bandit romantique. On se demande alors pourquoi tout ce sang ? Alors on envisage le lien entre le pouvoir de la Mafia et le pouvoir politique. Mais ce que j'appelle la nouvelle Mafia a quelque chose en plus, c'est le pouvoir de l'économie. C'est ça le tournant : le pouvoir économique. Et, aujourd'hui, la Mafia se cache derrière la façade propre de toute entreprise propre. C'est ça l'autre tournant.

J.-N.S. — Parlez-nous de cette drogue clandestine dont on recycle les profits dans les cliniques, par exemple, où on soigne, entre autres, des drogués. L'œil de profit monstrueux est clos : que faire ? La légalisation briserait-elle la coquille, comme le craint l'homme de pouvoir ? F.R. — Que cela soit clair : Carmine Bonavia n'est pas Francesco Rosi, qui n'est pas non plus un missionnaire de la légalisation. Personnellement, je suis très anxieux ; mais l'hypothèse d'une légalisation contrôlée sévèrement par l'Etat et par des structures sanitaires très efficaces est à prendre en sérieuse considération. Mon film, lui, n'est pas une proposition de loi ! Je ne suis pas un homme politique. En tant que cinéaste, ma fonction c'est d'apporter un témoignage et une provocation.

E.C.R. — Francesco a tout à fait raison de dire qu'un cinéaste, de même qu'un écrivain, ce n'est pas un juge. Nous ne jugeons pas, nous racontons. Cela dit, l'hypothèse qu'il exprime, et qui est celle de la légalisation, est une hypothèse de travail que, dans le drame que nous vivons, on n'a pas le droit d'écarter.

Propos recueillis par JEAN-NOËL SCHIFANO

RECTIFICATIF. — La légende de la photo du suppléant « Arts et spectacles » du 15 février (page 32) sur Brigitte Engerer était erronée. Le récit sur lieu au Théâtre du Châtelet le lundi 19 février, à 20 h 30. Location, tél. : 40-28-28-40.

SOCIÉTÉ

Enquête sur la disparition de la compagne du docteur Peschard

L'ombre de Christine Barras

Christine Barras, compagne du docteur Jean-Jacques Peschard, a disparu le 6 décembre 1984. Trois ans après, en mars 1988, l'affaire a fait l'objet d'un non-lieu. Mais l'assassinat du docteur Peschard vient d'entraîner la réouverture du dossier. En 1985, M^{me} Traverso, mère de Christine Barras, avait déposé plainte « pour séquestration arbitraire ». Aujourd'hui, elle porte plainte pour « assassinat ».

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

Si elle avait emporté avec elle les médicaments nécessaires par son état de diabétique, on pourrait croire à une fugue. Si elle n'avait été aperçue, six mois après sa disparition, tout près de son ancien quartier, on pourrait croire à un assassinat. Mais voilà, Christine Barras, disparue depuis le 6 décembre 1984, n'est aujourd'hui ni morte ni vivante et cette insupportable incertitude épaissit encore davantage le lourd mystère de l'affaire Peschard, le maire du septième secteur de Marseille assassiné le 16 janvier dernier.

Elle était aide-soignante, il était chirurgien. Ils ne pouvaient se rencontrer que dans une salle d'opération, et il arriva ce qui devait arriver : au début des années 80, Christine Barras et Jean-Jacques Peschard, à l'époque respectivement un jeune médecin et une jeune femme, se mirent en ménage. Une union de tous les instants : le jour, ils opéraient ensemble, et le soir se retrouvaient aux réunions de la section socialiste de Saint-Barnabé, quartier où était située la villa du chirurgien.

Christine Barras était amoureuse. Jean-Jacques Peschard le fut de moins en moins et, au désespoir de la jeune femme, commença en 1984 à esquiver la préparation psychologique d'une rupture. Scènes. Cris. Tranquillités. Le 6 décembre 1984, M^{me} Francine

Traverso, mère de Christine, appelle comme chaque jour sa fille au téléphone. « Christine est fatiguée, elle ne veut parler à personne », répond le docteur Peschard. Le lendemain et le surlendemain, même appel, même réponse : « Christine dort, elle va bien, elle se repose, elle fait le point », répond le chirurgien.

Ce n'est que le 9 décembre que M^{me} Traverso, appelant à 7 heures du matin, demande avec fermeté : « Passez-moi ma fille. » « Je vais voir », répond Peschard, la voix pâteuse. Et cinq minutes après, décrochant : « Elle n'est pas là. Elle n'est pas rentrée de la nuit. »

Qu'est devenue Christine Barras ? Diabétique, elle a laissé son insuline à la villa de Saint-Barnabé. Et ses proches assurent tenir de la Sécurité sociale qu'aucune patiente nommée Christine Barras n'a, depuis lors, acheté de l'insuline dans une pharmacie de territoire français. Quelques semaines après sa disparition, Jean-Jacques Peschard a, en outre, remis à sa mère une petite croix, que la jeune femme portait en pendentif, et dont elle ne se séparait jamais.

De gros paquets de billets

La cause est-elle entendue ? Christine Barras a-t-elle été assassinée ? Ce n'est pas si simple. Quatre mois après sa disparition, sa voiture est retrouvée dans un quartier défavorisé de Marseille. A l'intérieur, sommeille un vagabond toxicomane qui, interrogé par les policiers, assure reconnaître Christine Barras sur une photo qu'on lui présente. « Simplement, elle avait les cheveux plus courts que sur la photo », rectifie-t-il. « C'est exact », confirme M^{me} Traverso, bouleversée. Lors de sa disparition, Christine portait des cheveux courts. Mais à peine a-t-elle passé les portes de l'hôtel de police, que ce témoin miraculeux se rétracte : « Votre fille, je ne l'ai jamais vue », assure-t-il à la mère de Christine.

Quoi qu'il en soit, la conviction de la famille Traverso-Barras est forgée : c'est Peschard qui a tué, ou fait tuer Christine. Pourquoi ? Parce que la jeune femme, pour dissuader le chirurgien de la quitter, le menaçait de « tout dire ». Tout dire sur quoi ? Sur les gros paquets de billets qu'il l'obligeait à aller porter dans une banque suisse, « pour la retraite », assurait-il. Des gros paquets dissimulés dans ses chaussures, voire dans sa gaine, et qu'elle passait parfois à skis.

Dès lors, Jean-Jacques Peschard a beau s'associer à la plainte contre X, déposée en 1985 par M^{me} Traverso pour « séquestration arbitraire », les soupçons redoublent autour de lui. « Mystérieuse disparition dans l'entourage du maire », titre alors la presse locale d'opposition — Peschard est déjà conseiller municipal de l'extrême gauche de Marseille. Le chirurgien s'efface. Et bondit de joie lorsque, au cours d'une réunion politique, une militante se lève et informe calmement l'assistance : « Mais Christine, je l'ai vue, moi, l'autre jour, au supermarché Super M du boulevard Romain-Rolland. »

Pardon ? Tu as vu Christine ? Oui, oui, je l'ai vue, à 3 mètres, elle portait une robe noire, je l'ai appelée par son prénom, mais à peine m'avait-elle repérée qu'elle s'est enfuie en courant. Ainsi parle la militante, qui s'est bien gardée de poursuivre la fugitive, « parce que si elle se cachait, est-ce qu'elle avait ses raisons », et qu'à Marseille, on respecte toujours toutes les raisons.

Non-lieu et nouvelle plainte

Pour le chirurgien cerné par les soupçons — dans quelques jours, les enquêteurs viendront même, en vain, retourner le jardin de sa maison de Saint-Barnabé pour tenter d'y découvrir le corps — ce témoignage spontané est providentiel. Quelques jours plus tard, la jeune militante est convoquée à l'hôtel de police. Soupçonnant que le chirurgien est à l'origine de cette convocation, elle l'appelle : « Tu exa-

gères, tout de même. Tu aurais pu me dire que tu prévenais les flics.

« C'est très important pour moi. Je peux t'aider, tu sais. Tu es gênée, en ce moment ? »

« Oui, mais je suis très chère. »

« Combien ? »

« Cinquante mille »

« Ça marche. »

Finalement, elle ira gratuitement réitérer sa déposition, bientôt suivie de plusieurs autres témoignages, pour la plupart des proches du chirurgien, qui tous, au cours de cette période, assurent avoir aperçu Christine Barras. Témoignages spontanés, ou généreusement compensés par Jean-Jacques Peschard ? La question est évidemment capitale, mais ne recevra sans doute jamais de réponse définitive.

Il se passera pourtant encore trois ans avant que la justice ne se résolve à classer l'affaire : le non-lieu est prononcé le 9 mars 1989, quelques jours avant les élections municipales, auxquelles Jean-Jacques Peschard est candidat dans le septième secteur, sous l'étiquette vigoureuse.

Et il faudra encore près d'un an pour que l'assassinat de Jean-Jacques Peschard n'amène M^{me} Traverso et sa fille cadette Béatrice Barras à déposer une nouvelle plainte, toujours contre X, mais cette fois pour « assassinat ». En effet, la publication dans la presse de portraits de Roger Memmoli, assassin présumé de Peschard et de Léonce Mout, a soudain frappé les deux femmes, qui ont reconnu en lui un habitué du restaurant de spécialités italiennes qu'elles avaient ouvert en compagnie de Jean-Jacques Peschard, et qu'elles continuent d'exploiter seules.

S'il était avéré que Roger Memmoli connaissait sa future victime, il en résulterait la construction, déjà fragile, de l'enquête qui serait à rebâtir. Et voilà en tout cas un motif supplémentaire de perplexité, dans cette affaire qui n'en manque d'ailleurs pas.

DANIEL SCHNEIDERMAN

Bataille de procédure dans l'affaire des fausses factures de Nancy

NANCY

de notre correspondant

M. Claude Renaud, l'avocat général, a posé, mardi 13 février, devant les magistrats de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy la question des nullités pouvant entacher le dossier des fausses factures.

Selon l'avocat général, la procédure conduite par le juge Gilbert Thiel est valable. Mais il n'empêche que les avocats de M. Jacques Gosso, maire RPR de Toul, et de M. Gérard Bouthier, ancien secrétaire général de la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle, actuellement détenus, pensent avoir de sérieuses chances d'obtenir l'annulation d'une partie du dossier.

Selon les défenseurs de M. Gosso, M^{me} Behr et Haemmerlé, qui avaient soulevé le problème lors d'une précédente audience. Selon eux, le nom du maire de Toul apparaît de façon précise dans le dossier dès juin 1989, lorsque M. Pierre Le Corre, promoteur immobilier spécialisé dans les grandes surfaces, avait été entendu par les services de police puis inculpé par le juge. D'où le sentiment des avocats de M. Gosso que leur client avait été l'objet le 15 décembre 1989 d'une inculpation tardive, compte tenu de son statut d'officier de police judiciaire et du privilège s'y rattachant. M. Michel, qui défend M. Bouthier, a contesté, lui aussi, la procédure suivie à l'encontre de son client. M. Bouthier était inculpé depuis le milieu de l'année pour destruction de documents, de l'année 1988, lorsqu'il a été placé en garde à vue, en décembre 1989, par le juge puis inculpé de corruption.

En ce qui concerne M. Gosso, l'avocat général Renaud a estimé que les mises en cause de juin 1989 n'étaient pas établies avec certitude et que ce dernier n'était pas à l'époque « susceptible d'être inculpé ». Pour M. Bouthier, il a considéré que la garde à vue avait été décidée pour des faits distincts de ceux qui avaient motivé la première inculpation. Mais, prudent, il s'en est tout de même remis « à la sagesse de la cour ».

MONIQUE RAUX

L'immigration clandestine au tribunal de Paris

Shan Kuan Po, le passeur d'élite

Shan Kuan Po et Chen Jian Min, de nationalité néerlandaise, comparaissaient, le mercredi 14 février, devant la 31^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris. Selon l'accusation, le couple a organisé le passage en France d'immigrés clandestins de Chine populaire à l'aide de faux passeports. Les accusés, eux, se sont déclarés victimes d'un interprète qui avait traduit leurs aveux.

Ce n'était pas l'affaire du siècle. Une quinzaine de personnes seulement ont profité des services du couple, dont la plupart préféraient poursuivre vers les Etats-Unis et l'Italie. Mais la justice entend tenir son rang dans la lutte contre l'immigration clandestine, renforcée depuis les déclarations de M. François Mitterrand en décembre dernier. L'Office des migrations internationales (OMI), qui détient le monopole de l'ambassade d'étrangers, s'était, de son côté, porté partie civile, et il a décidé d'être désormais présent dans tous les procès de ce genre. Comme dit un avocat, les « tarifs augmentent ».

Les autorités, aussi, commencent à être sérieusement agacées par une filière asiatique qu'elles croient avoir démantelée en jugeant, en mai dernier, le passeur principal Xiao Ming et un policier de la PAF de Roissy, accusé de complicité, puis relâché.

Mais le réseau s'est reconstitué. Il a prudemment évité Roissy et fait un détour par les Pays-Bas, après le passage en RDA. Les clandestins viennent systématiquement de la région de Zhejiang. A Albertville, à Charleville-Mézières, on a trouvé trace de Chinois originaires de cette région. Et, à en

croire le substitut Alain Blanchot, « à tous ceux qui peuplent la troisième arrondissement de Paris, après avoir peuplé le troisième, sont originaires de Zhejiang ».

L'audience a commencé par un problème de traduction, lorsque le président Joly s'est aperçu que Shan Kuan Po, supposé ne pas parler français, opinait à ses questions. L'accusé essayait en fait de récuser un interprète ne parlant pas assez bien le mandarin pour traduire la complexité de son cas. « C'est un phénomène classique de la part des Chinois », a commenté le président Guy Joly. Quand ils voient qu'ils sont pris dans la nasse, ils essaient de critiquer la police — ça, ils ne sont pas les seuls — et surtout les interprètes.

L'interprète, vexé, a demandé à se retirer et l'huisier a tenté de trouver un anglophone dans le palais de justice, puisque les deux sino-néerlandais n'entendaient plus s'exprimer qu'en anglais. Il a fallu suspendre la séance. Le tribunal a profité de l'interruption pour juger un taxi clandestin algérien qui avait profité d'une grève de métro pour tarifier 300 F le trajet gare du Nord-gare Montparnasse à un étudiant camerounais.

60 000 F le passage

Devant la police, Shan Kuan Po, trente-cinq ans, né à Zhejiang, arrivé en 1972 aux Pays-Bas, et arrêté le 31 juillet dernier, s'est flatté d'être le « haut de gamme des passeurs ». Le président a tendu la perche : « Traduisez en anglais : je suis la Rolls Royce des passeurs. » Mais l'accusé n'a pas voulu répéter. Il nie tout, il n'est que le modeste propriétaire de deux restaurants chinois en Hollande. Son passeport est constellé de tampons de Hongkong, car il y achète son pâté impérial. Il

s'est rendu en Roumanie dans le cadre de ses activités d'import-export de tapis. « Signalez à l'accusé que, au pays de Descartes, certaines choses se déduisent des preuves », soupire le président.

Selon les écoutes téléphoniques de la police, Shan Kuan Po a repris le réseau après l'arrestation de Xiao Ming. Six Chinois étaient en souffrance au Népal : il a fallu aller les chercher et leur fournir les faux passeports hollandais achetées à un certain Lauto, dont les seules caractéristiques connues sont d'être « noir et hollandais ». Tarif du passage avec détour par Berlin Est : 60 000 francs, dont 42 000 francs de bénéfice net. Les conversations témoignent aussi de réexpatriations de clandestins vers l'Italie, parfois en train autos-couchettes, et les Etats-Unis (60 000 francs avec une semaine d'attente). Une femme, Ai Mei, était chargée de collecter l'argent à Paris (ce sont les employeurs qui paient le voyage, avant de confier le passeport à l'ouvrier et de le mettre au travail) et les photos, de préférence avec cravate. Elle n'a pas été retrouvée.

La représentation du ministère public a demandé une peine sévère : pas inférieure à trois ans d'emprisonnement pour Shan Kuan Po, et une condamnation non assortie de sursis pour sa compagne, inculpée de complicité. Pour l'OMI, M^{me} Michel Scheglin a dénoncé la « complicité active » de certains pays du tiers-monde et de l'Est. L'avocat de la défense, M^{me} Michel Konitz, a minimisé le préjudice subi dans cette affaire par la France. Il a rappelé que les passeurs étaient vus comme des « bienfaiteurs » dans leur pays de pauvreté et que le problème de l'immigration clandestine était « planétaire ».

Le tribunal a mis son jugement en délibéré au 14 mars.

CORINE LESNES

150

Palermo

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Avant la dernière négociation sur la convention

Les syndicats campent sur leurs positions

La Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) et la Fédération des médecins de France ont-ils déjà opté pour l'épreuve de force avec la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) et le gouvernement ? Mercredi 14 février, ces organisations ont avancé, au cours d'une conférence de presse, une série de propositions franchement contradictoires avec les dernières offres de la CNAM et totalement inacceptables par les pouvoirs publics.

Pour ces syndicats, les médecins installés dans le secteur 2 (honoraires libres) doivent conserver leurs droits acquis et pourraient être rejoints par les jeunes internes et chefs de clinique, alors que les médecins du secteur 1 (tarifs conventionnels) seraient autorisés à davantage recourir aux « dépassements exceptionnels ». Ils proposent en outre une hausse sensible des remboursements... au profit des praticiens s'étant eux-mêmes exclus de la convention et réclament un plan de reconversion pour les médecins « dont trop nombreux sont ceux qui se trouvent pratiquement dans la misère », assure le SML. L'instauration de quotas d'actes devant être effectués en tarifs conventionnels ou une limitation des dépassements d'honoraires sont donc écartés. Enfin, CSMF et FMF revendiquent un relèvement des honoraires, qui n'ont pas été réévalués depuis deux ans, et préparent le terme « de bon usage des soins » à celui de maîtrise des dépenses de santé.

Estimant que leur appel à la grève des soins non urgents, mercredi, a été un succès, CSMF et FMF soulignent qu'un échec de la séance de négociation de vendredi déboucherait « sur un conflit majeur ». Quant à leur manifestation, dimanche prochain à Paris, elle a reçu le soutien du RPR qui appelle à y participer. Pour sa part,

MG-France, le troisième syndicat représentatif, accepte désormais une convention unique mais avec des dépassements limités, des quotas d'actes et une revalorisation des tarifs avantageant le secteur 1.

La négociation de vendredi, par conséquent, s'annonce mal et un rapport de la Cour des comptes, révélé par le *Canard enchaîné*, faisant apparaître des aspects contestables de la gestion de la CNAM, ne renforce pas la position de son président, M. Maurice Derlin.

J.-M. N.

Une loi punira les discriminations envers les malades et les handicapés

M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, a présenté au conseil des ministres du mercredi 14 février un projet de loi relatif à la protection des personnes contre les discriminations en raison de leur état de santé ou de leur handicap (voir dernière édition du 15 février).

Ce texte précise que les comportements discriminatoires dans la vie quotidienne, résultant du refus d'un droit ou du refus de fournir certains biens ou certaines prestations de services aux personnes malades ou handicapées, tomberont désormais sous le coup de la loi pénale. Avec l'accord de la victime, les associations de défense de personnes malades ou handicapées pourront, le cas échéant, se constituer partie civile devant les tribunaux.

Ce projet de loi, qui répond aux recommandations exprimées par l'Organisation mondiale de la santé et par le Conseil de l'Europe, concerne tout particulièrement les personnes contaminées par le virus du sida, qui ont, dans certains cas, en France déjà été menacées de mesures discriminatoires.

A Lyon, vingt et un ans après sa construction

Le Centre international de recherche sur le cancer devra être évacué et « désamianté »

Après la découverte d'amiante sur les plafonds du Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), à Lyon, la municipalité a indiqué qu'elle entreprendrait une rénovation de l'immeuble, évaluée à 20 millions de francs. Les travaux devraient commencer à la mi-juin, date à laquelle le personnel évacuera le CIRC, pour au moins quatre mois. Cette opération imposera aux scientifiques un retard qualifié de « catastrophique » par le directeur, M. Lorenzo Tomatis.

LYON

De notre bureau régional

Dès les années 30, la communauté scientifique mettait en évidence le caractère cancérigène de l'amiante, mais c'est en 1978 seulement qu'un décret interministériel interdisait son utilisation « par flocage » dans la construction de tous les bâtiments (1). Ce procédé du flocage, qui consiste à pulvériser des fibres sur une paroi afin qu'elles y adhèrent, était alors couramment utilisé, car l'amiante constituait un coupe-feu efficace. Il avait été employé dans la construction de la tour de quatorze étages du CIRC, érigée en 1969, soit neuf ans avant la nouvelle réglementation. Après la parution du décret, la ville de Lyon, propriétaire de l'immeuble, n'avait pas, néanmoins, entrepris de travaux de « désamiantation ».

Les plafonds de l'immeuble étant dissimulés par de faux plafonds sur lesquels courent câbles et tuyaux, c'est seulement une vingtaine d'années après la construction de l'immeuble que les chercheurs du CIRC ont découvert la présence d'amiante, à l'occasion d'une réparation. Ils ont alors constaté qu'en vieillissant la fibre se détachait de la dalle de béton et se désagrégeait en une poussière extrêmement nocive. Les particules se sont déposées sur les faux plafonds qui devenaient, selon M. Tomatis, une véritable « épie de Damoclès ». Tirer un simple fil électrique suffirait à les projeter plus bas, dans les salles de travail. Or, s'il y a contamination quel que part, tout l'immeuble, aéré par climatisation, sera en danger, car

nous ne pouvons pas ouvrir les fenêtres.

Depuis cette découverte, les chercheurs s'interdisent de déplacer le moindre ordinateur et contrôlent constamment la qualité de l'air qui, pour l'instant, n'a pas été altérée. Leurs examens révèlent la présence de moins d'une fibre par litre (un taux comparable à celui de la rue), alors que la limite à ne pas dépasser est de deux fibres par litre.

A la fin de l'année 1988, la ville de Lyon avait entrepris des travaux de « désamiantation » sur deux étages particulièrement exposés. « Nous pensions arracher tout l'amiante petit à petit, explique le conseiller chargé des marchés publics et des travaux de la ville de Lyon, M. Alain Dussauchoy. Mais, pour des raisons de coût, nous préférons engager une rénovation globale. Celle-ci est évaluée à 20 millions de francs et devrait être prise en charge par la ville.

Pour des raisons administratives, le personnel du CIRC n'évacuera ses locaux qu'en juin, date à laquelle commenceront les travaux. Pendant quatre mois au moins, il devra occuper des installations provisoires, sans doute réparties sur plusieurs sites.

Cette évacuation va évidemment perturber les recherches des scientifiques, « qui devraient travailler à 40 % de leur potentiel », selon M. Tomatis. Ce dernier estime qu'il s'agit là d'un « véritable désastre ».

RAFAËLE RIVALS

(1) Une campagne avait été lancée, parmi le personnel du centre universitaire Jussieu, à Paris, en 1975-1976, contre la présence d'amiante dans les revêtements des structures métalliques d'une grande partie des bâtiments. Cette campagne avait conduit l'administration à procéder à un certain nombre de travaux pour emprisonner ces revêtements dans des gaines étanches. Toutefois, ces aménagements, qui sont très coûteux et difficiles à réaliser, ne sont toujours pas achevés. On considère que, dans les locaux où ces revêtements demeurent et où l'amiante continue à s'échapper, la pollution est légèrement supérieure à celle qu'on peut observer en milieu urbain normal. On ignore encore à partir de quelle dose les risques cancérigènes, effectivement présents dans l'amiante, sont réels. Pour cette raison, le personnel du centre Jussieu est soumis à une surveillance particulière.

SCIENCES

Création d'une base en Antarctique et d'un institut

Le gouvernement veut donner un nouvel élan à la recherche polaire française

M. Louis Le Penzec, ministre des DOM-TOM, et M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, ont présenté au conseil des ministres du mercredi 14 février une communication sur la recherche polaire. Les deux ministres veulent donner un nouvel essor à la recherche française, car les zones antarctique et arctique occupent une place de plus en plus importante dans les domaines de la biologie, de l'astronomie, de la géophysique, de la météorologie, de la paléoclimatologie, etc.

Le gouvernement a décidé de développer la recherche antarctique par la construction d'une nouvelle base au « dôme C », soit à 1 000 kilomètres de la côte, qui abritera quinze personnes et qui sera la troisième station d'hivernage à l'intérieur du continent blanc (1). Cela coûtera plus de 35 millions de francs (soit vingt ou trente fois moins qu'un satellite scientifique et le lancement de celui-ci).

La recherche polaire sera complétée par la recherche arctique. Elle comprendra trois éléments : un comité interministériel, présidé par le premier ministre, qui prendra les décisions stratégiques et arrêtera les grandes orientations financières ; un comité de l'environnement polaire, présidé par une personnalité indépendante, qui gèrera la compatibilité des activités de recherche avec la préservation de l'environnement ; un organisme opérationnel, l'institut pour la recherche polaire. Expéditions Paul-Emile-Victor, qui sera chargé de la logistique et de la coordination des programmes de recherche.

Cet institut sera constitué à partir des Expéditions polaires françaises créées en 1947 par Paul-Emile Victor et devenues en 1984 une association loi de 1901. Il aura donc la forme juridique d'une association mais pourra être transformé en fondation d'utilité publique si des financements privés sont trouvés. MM. Curien et Le Penzec ont préféré cette formule à celle d'un établissement public, moins souple qu'une association ou une fondation. Mais cela ne veut pas dire que l'Etat veut se désengager de la recherche polaire.

L'institut absorbera les moyens de recherche du territoire d'outre-mer des Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) et coordonnera les contributions d'organismes tels que le CNRS et l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer. Il ne fera pas lui-même de recherche.

Le domaine d'action de l'institut comprendra l'Antarctique et la zone subantarctique, où sont situées les stations de Port-aux-Français (Kerguelen), d'Alfred Faure (Crozet) et de Martin-de-Vivès (Amsterdam). Il s'étendra dans l'Arctique où la France travaille déjà au Groenland, au Svalbard, au Canada et en Sibérie en collaboration avec ces pays.

Ce double domaine, où les salons sont inversés, permettra de mieux et de plus utiliser les deux navires dont disposent les TAAF, le *Marion-Dufresne*, tout à la fois navire de relève et bateau océanographique (le plus gros de la flotte scientifique française), et l'*Atalante* (seul navire polaire français).

Pour MM. Curien et Le Penzec, l'institut pour la recherche polaire permettra de regrouper et donc de mieux coordonner les moyens de recherche dans les zones arctique et antarctique et de renforcer la

coopération internationale et d'associer des partenaires privés à l'action publique.

Les TAAF ont été créées le 6 août 1955 dans le cadre du ministère de la France d'outre-mer, devenu, par la suite, ministère des DOM-TOM. Elles se sont trouvées chargées dans les faits mais pas dans les textes de la recherche scientifique.

Pour des raisons historiques, l'organisation de la recherche dans les TAAF est très complexe. Pour l'Année géophysique internationale (AGI) 1957-1958 avait été créé un comité antarctique qui subventionnait la recherche dans les TAAF grâce à des crédits spéciaux attribués à l'Académie des sciences.

Les scientifiques non consultés

Après l'AGI, les crédits sont venus du CNRS et de l'enveloppe-recherche gérée par la Délégation générale à la recherche scientifique et technique, et cet argent transitait par le ministère des DOM-TOM. Les TAAF sont donc gestionnaires par la recherche faite sur place par elles-mêmes et par divers instituts et organismes (2).

En avril 1989, la Cour des comptes s'est avisée que les TAAF n'étaient administrativement compétentes ni pour avoir la responsabilité de programmes de recherche, ni pour faire de la recherche elles-mêmes. Il fallait donc créer une nouvelle structure plus conforme au droit administratif et coordonnant aussi la recherche dans l'Arctique, comme le souhaitent les ministères de la recherche et des affaires étrangères.

Des consultations ont été engagées pendant l'automne 1989 entre les ministères concernés (DOM-TOM, recherche, finances, affaires étrangères, transports et mer, envi-

ronnement et aussi défense). Mais les scientifiques travaillant actuellement dans les bases antarctiques et subantarctiques n'ont pas été invités à participer aux discussions ni même à donner leur avis.

Un rapport, demandé à MM. Claude Fréjaques et Frédéric Thiriez (3), a été remis aux deux ministres le 24 novembre. Les scientifiques de toutes les disciplines concernées, tenus à l'écart, se sont réunis le 16 décembre et, à l'unanimité, ont demandé le maintien de l'unité de la recherche en Antarctique et dans la zone subantarctique aussi bien sur la terre que dans la mer, la création d'un établissement public sous la double tutelle des ministères de la recherche et des DOM-TOM, les moyens nécessaires à la recherche et à la logistique.

Le 3 février, les scientifiques se sont réunis à nouveau, mais cette fois avec MM. Fréjaques et Thiriez. M^{me} Françoise Praderie (ministère de la recherche), M. André Berroir (CNRS) et M. Pierre Papon (IFREMER). Ils ont répété leur demande, mais se sont déclarés prêts à travailler dans les zones arctique et subarctique.

YVONNE REBEYROL

(1) Les seules bases d'hivernage existant dans l'intérieur du continent antarctique sont Admanden-Scott (Etats-Unis) au pôle géographique et Vostok (URSS). Une quarantaine d'autres stations d'hivernage, dont celle - française - de Dumont-d'Urville, ne sont que des camps de fortune sur la côte ou tout près de celle-ci.

(2) Les Expéditions polaires françaises ont en charge la logistique de la Terre-Adélie et celle de diverses campagnes de l'Arctique.

(3) Respectivement président du CNRS et directeur des affaires politiques, administratives et financières de l'outre-mer.

RELIGIONS

Pour la première fois depuis 1945

La hiérarchie catholique au complet en Tchécoslovaquie

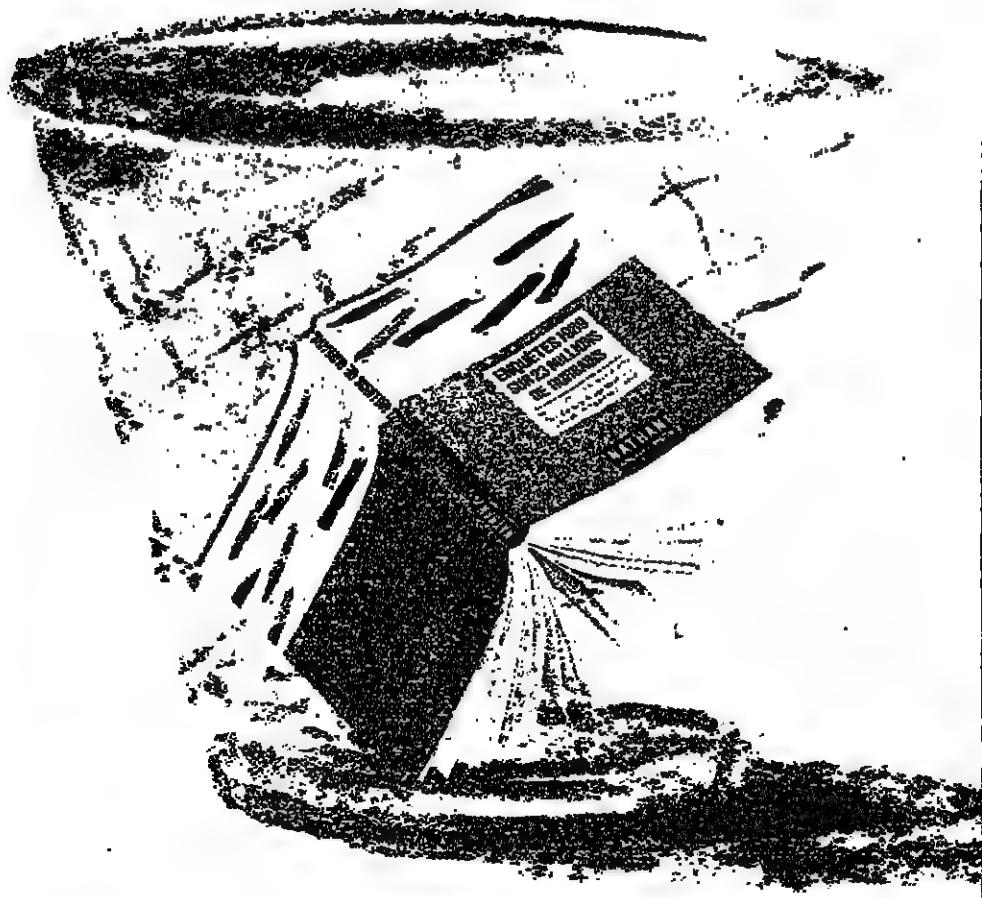
Pour la première fois depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les treize diocèses de l'Eglise catholique, majoritaire en Tchécoslovaquie avec 15 millions de fidèles, sont pourvus. Le pape a nommé, mercredi 14 février, les évêques qui seront en charge des quatre diocèses encore vacants : Mgr Eduard Kojnok, à Roznava ; Mgr Alojz Tkac, à Kosice ; Mgr Miloslav Vlk, à Ceske-Budejovice ; et Mgr Vojtech Cikrie, à Brno. Les trois premiers sont des curés de paroisse, le quatrième est le recteur du séminaire de Litomerice.

La question des nominations d'évêques, que l'ancien pouvoir communiste voulait toujours recréer au sein de Pacem in terris, association de prêtres progouvernementale aujourd'hui dissoute, avait été le point de conflit majeur dans les relations entre Prague et le Saint-Siège. (AFP)

■ AUSCHWITZ : début des travaux du nouveau centre de prière. — La première pierre de la construction, à cinq cents mètres du camp d'Auschwitz, d'un centre d'informations, d'études et de prière, sur l'holocauste - dans lequel s'intégrera le carmel contesté par les organisations juives - sera posée la semaine prochaine. « C'est un pas tardif, mais positif », a déclaré M. Théo Klein, ancien président du Conseil représentatif des institutions juives en France (CRIF). L'évêque polonais lance une souscription pour la construction de ce centre. Les fonds seront recueillis au Comité épiscopal pour les relations avec le judaïsme, 2 bis, quai des Célestins, Paris 75004, au nom des responsables, Mgr Gaston Poulain et le Père Jean Dujean.

■ Un quatrième voyage du pape en Pologne. — Jean-Paul II a annoncé à des pèlerins polonais, mercredi 14 février à Rome, son intention de se rendre l'année prochaine une quatrième fois en Pologne, vraisemblablement en juin. Ses trois premiers voyages dans son pays natal avaient eu lieu également en juin : en 1979, 1983 et 1987, soit tous les quatre ans.

LES RURBAINS : ON PEUT TOUJOURS CONSERVER SES A PRIORI.



ENQUETES 1989 SUR 23 MILLIONS DE RURBAINS - Ph. BENOIT, Ph. IRMANN, J. M. ROUX NATHAN - AGORA - IPSOS

AGENDA

JEUDI 15 FÉVRIER

EXPOSITIONS

CENTRE GEORGES POMPIDOU

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33)
T.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.
EMILE AILLAUD, Galerie des dessins d'architecture Ccl. Jusqu'au 4 mars 1990.
DESIGN AUTOMOBILE, Grande galerie. Jusqu'au 30 avril 1990.
DESSEIN-MOI UN POCAL, Atelier des enfants. Jusqu'au 31 mars 1990.
DONATIONS DANIEL CORDIER, Le regard d'un amateur. Salle d'art graphique, 4^e étage. Jusqu'au 5 mars 1990.
EDITION TRAVERSÉ, Salle d'actualité. Jusqu'au 12 mars 1990.
FILONOV, Grande galerie, 3^e étage. Jusqu'au 30 avril 1990.
GRAND PRIX DU PONT DE NEUMOURS DE DESIGN INDUSTRIEL, Centre d'information Ccl. Jusqu'au 4 mars 1990.
HYPOTHÈSE, Salle d'actualité. Jusqu'au 14 mai 1990.
MELENA JESEKNA, vivre, Grand foyer premier sous-sol. Jusqu'au 25 février 1990.

Musée d'Orsay

Entrée quai Anatole-France, pl. Henri-de-Montmorillon (40-49-48-14). Mer., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi. Visites de groupes réservés, au 45-45-46.
LE CORBUSIER EN MONCEAUX, Entrée : 25 F (dimanche : 16 F). Billet jumelé exposition musée : 40 F. Jusqu'au 23 juin 1990.
UN PHOTOGRAPHE VICTORIEN : LADY HAWARDEN (1822-1895), Exposition dossier. Entrée : 23 F (billet d'accès du musée). Jusqu'au 28 février 1990.

Palais du Louvre

Entrée par la pyramide (40-20-53-17). T.J. et dim. de 12 h à 22 h (fermeture des caisses à 21 h 30).
ACQUISITIONS RÉCENTES DU MUSÉE, Hall Napoléon. Entrée : 23 F. Jusqu'au 26 février 1990.
LEONARD DE VINCI - LES ÉTUDES DE DRAPERIE, Hall Napoléon. Entrée : 23 F (possibilité de billets couplés avec le billet d'entrée du musée). Jusqu'au 26 février 1990.

Le Pavillon de l'Europe du XVI^e au XVIII^e siècle

Entrée : 25 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 23 avril 1990.
LE PAYSAGE EN EUROPE DU XVI^e AU XVIII^e SIÈCLE, Pavillon de Flore. Entrée : 25 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 23 avril 1990.

Le Peintre, le Roi, le Héros

L'Andromède de Pierre Mignard, Pavillon de Flore. Entrée : 25 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 23 avril 1990.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

12, av. de New York (47-23-61-27). T.J. et lun. de 10 h 30 à 17 h 40, mer. jusqu'au 20 h 30. Visites commentées gratuites, les jeu. à 15 h.
L'ART CONCEPTUEL, UNE PERSPECTIVE, Entrée : 15 F. Jusqu'au 18 février 1990.
KUPKA OU L'INVENTION D'UNE ABSTRACTION, Entrée : 15 F. Jusqu'au 20 h 30.

SOPHIE TAEUBER. Rétrospective

Entrée : 15 F. Jusqu'au 18 mars 1990.

PARIS EN VISITES

«L'œil de Monet. L'impossible objet du réel», 10 h 30, 2, rue Louis-Bouilly (l'art et la manière).
«Splendeurs des paravents d'Extrême-Orient», 12 h 30, 6, place d'Iéna (Musée Guimet).

«Le chœur bourgeoise pour voix et instruments», 12 h 30, 6, place Paul-Painlevé (Musée de Cluny).
«Le monde de Picasso dans la deuxième partie de sa vie», 12 h 30, dans le couloir, 5, rue de Thorigny.

«Art médiéval au musée des Monuments français : la sculpture gothique, de Chartres à Reims», 15 heures, hall du musée, place du Trocadéro (Monuments historiques).
«L'impressionnisme au Musée d'Orsay», 13 h 30, 1, rue de la Harpe, sous le rhénocroce (Arts et casters).

«La musée Dupuytren et sa collection de Médecins, de malformations et de monstres», 14 h 20, métro Odéon, pied de la statue de Danton (M. Barrescu).
«Pyramide, crypte et aménagement du Grand Louvre», 11 heures et 14 h 30, métro Louvre (M.-C. Lasnier).

«Du quartier des Tournelles à la place des Vosges», 14 h 30, métro Saint-Michel-Froustier (Partie pittoresque et insolite).
«L'Institut Pasteur», 14 h 30, 26, rue du Docteur-Rouss (Paris et son histoire).

«Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges», 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Régénération du passé).

VENDREDI 16 FÉVRIER

«Les salons de réception de l'hôtel de Lassay», 14 h 30, métro Assemblée-Nationale. Carte d'identité (M^{me} Cazeau).
«L'ancienne faculté de médecine et la crypte gothique des Bernardins», 15 heures, 15, rue de la Bûcherie (D. Bouchard).

«Secrets d'Etat garantis. Sceaux de cire et d'or et manuscrits essentiels», 15 heures, 60, rue des Francs-Bourgeois (J. Huillier).
«Kupka, pionnier de l'art abstrait», 15 h 30, 11, avenue du Président-Wilson (G. Marbeaux-Carlier).

«Nijinsky, un dieu dansé à travers les siècles», 16 h 15, galerie de la SETTA, 11, rue Surcouf (Approche de l'art).

Auditorium du Musée du Louvre, 12 h 30 : «De A comme acrochage à Z comme Zurbaren. Les différentes étapes de l'organisation d'une exposition temporaire», par F. Cachin (20 F) ; 14 h 30 : «La vidéo comme «Louvre», présentée par les conservateurs des départements concernés et par A. Hatia, éditeur (Accès libre).

Centre Georges-Pompidou (petite salle de la BPI), 18 h 30 : «Grande pauvreté, littératures et cultures» (Grande pauvreté et solidarité. Journées d'ADT quart-monde).
11 bis, rue Kapler, 20 h 15 : «Le yoga royal de la bhagavad-gîtâ». Entrée gratuite (Loge unie des théosophes).

Le plaisir de sortir. Mode d'emploi

Le Monde
ARTS-SPECTACLES
CHAQUE MERCREDI
(NUMÉRO DATÉ JEUDI)

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Beaufort.
LES ENVOIS DE JACQUES LARTIGUE, Cent photographies en noir et blanc de 1904 à 1944. Galeries nationales (42-56-37-11). T.J. et mar. et mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 30 avril 1990.
SAD SO, CINQUANTE-CINQUÈME SALON DES ARTISTES DÉCORATEURS, 43-59-66-101. T.J. et mar. de 10 h à 20 h, nocturnes les mer., ven. jusqu'à 22 h. Entrée : 40 F. Du 20 février 1990 au 11 mars 1990.
SOLIMAN LE MAGNIFIQUE, Galeries nationales (42-59-64-101). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 33 F. Jusqu'au 14 mai 1990.

CENTRES CULTURELS

LE BAUHAUS DE DESSAU, Centre culturel de la République démocratique allemande, 117, bd Saint-Germain (45-34-25-97). T.J. et dim. et lun. de 13 h 30 à 20 h, mer. de 15 h à 20 h. Jusqu'au 24 mars 1990.
CLICHÉS, LE CHOIX DES SENS, Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, Beaulieu, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-26-16). T.J. et lun. de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 4 mars 1990.
LE CORBUSIER, LE POÈME DE L'ANGLE DROIT, Fondation La Corbusier, 8, rue du Docteur-Blanche (42-56-41-53). T.J. et sam., dim. de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h. Jusqu'au 20 février 1990.

COUP D'ŒIL, TABLEAUX ET DESIGNS DU HAÏTI GEMENTERMUSEUM, Choix et installation de Rudi Fuchs, Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-95-99). T.J. et lun. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 4 mars 1990.

CÉLÉBRITÉS À L'AFFICHE, Centre de personnages célèbres dans la publicité. Bibliothèque Forney, hôtel de Sens, 1, rue du Fiquier (42-78-14-60). T.J. et dim. et lun. de 13 h 30 à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 24 mars 1990.

EGYPTE - ÉGYPTÉ, Institut du monde arabe, salle d'actualité, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et lun. de 10 h à 20 h. Entrée : 38 F. Jusqu'au 18 mars 1990.

BRACHA ET TINGIER, LOTHAR BAUMGARTEN, Centre Institut, avenue Condé, 31, rue de Condé (43-26-08-21). T.J. et sam. et dim. de 12 h à 20 h. Jusqu'au 28 février 1990.

FRED DEUX, ŒUVRE - 1949-1990, Textes, livres, dessins, gravures. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, chapelle des Petits-Augustins, 14, rue Bonaparte (42-50-34-57). T.J. et mar. de 13 h à 19 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 11 mars 1990.

HOMMAGE À MAX JACOB, Maison de la Poésie, terrasse du Forum des Halles, 101, rue Rambuteau (42-36-27-53). T.J. et lun. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 18 mars 1990.

INSTALLÉ-VOUS OU VOUS VOULEZ, Usine Epine, 14, rue David-d'Angers (42-02-30-11). T.J. et dim. de 11 h à 19 h, sam., dim. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 28 février 1990.

STANISLAS LEPRÉ, Mairie du Vieux-Saint-Paul, place Saint-Sulpice (42-39-12-78). T.J. et dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 24 février 1990.

JEAN-DENIS MALCÈS, Bibliothèque historique de la Ville de Paris, hôtel de Lamignon - 24, rue Pavée (42-74-44-44). T.J. et dim. et jours fériés de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 24 mars 1990.

CONFÉRENCES

Auditorium du Musée du Louvre, 12 h 30 : «De A comme acrochage à Z comme Zurbaren. Les différentes étapes de l'organisation d'une exposition temporaire», par F. Cachin (20 F) ; 14 h 30 : «La vidéo comme «Louvre», présentée par les conservateurs des départements concernés et par A. Hatia, éditeur (Accès libre).

Centre Georges-Pompidou (petite salle de la BPI), 18 h 30 : «Grande pauvreté, littératures et cultures» (Grande pauvreté et solidarité. Journées d'ADT quart-monde).
11 bis, rue Kapler, 20 h 15 : «Le yoga royal de la bhagavad-gîtâ». Entrée gratuite (Loge unie des théosophes).

DER MARKARIAN, Galerie Gorosane, 18, rue du Roule (42-33-91-22). Jusqu'au 10 mars 1990.

JOËL DUCORROY, Galerie Polaris, 8, rue Saint-Claude (42-72-21-27). Du 15 février 1990 au 24 mars 1990.

PETER FISCHLI ET DAVID WEISS, Galerie Ghislaine Hussonnet, 5 bis, rue des Hautes-Seines (45-87-60-61). Jusqu'au 20 février 1990.

ANDRÉ FRANÇOIS, Galerie Franka Bernot, 11, rue de l'Ecluse (43-55-31-93). Jusqu'au 24 février 1990.

DAN FRIEDMAN, Galerie Néotu, 26, rue du Renard (42-78-96-97). Du 16 février 1990 au 31 mars 1990.

HENRI GÉTÉ, Galerie Bellin, 28 bis, bd Sébastopol (42-78-01-91). Jusqu'au 3 mars 1990.

MOHROU, Photographies. Hôtel de Ville, salle Saint-Jean, rue Lobau, porche côté Seine. T.J. et lun. de 11 h à 19 h. Du 15 février 1990 au 8 avril 1990.

NICHOLAS NIXON, Photographies de paysages. Espace photographique de Paris, Nouveau Forum des Halles, place Carpe - 4 à 5, Grande Galerie (40-28-87-12). T.J. et lun. de 13 h à 19 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 7 F. Jusqu'au 4 mars 1990.

OBJETS INTERDITS, Fondation Duper, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.J. et lun. de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F (entrée libre le mercredi). Jusqu'au 7 avril 1990.

RENÉ PATOUILLARD-DEMORIANE (1887-1957), Fondation Taylor, 1, rue La Bruyère (48-74-85-24). T.J. et dim. et lun. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 28 février 1990.

PHILOLAOS, UN SCULPTEUR DANS L'ARCHITECTURE, Maison de l'architecture, 7, rue de Chailot (40-70-01-65). T.J. et sam., dim. et lun. de 13 h à 18 h, sam. de 11 h à 17 h. Jusqu'au 24 février 1990.

LE TAPIS : PRÉSENT DE L'ORIENT À L'OCCIDENT, Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et lun. de 13 h à 19 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 25 mars 1990.

THURLOCK, Centre culturel canadien, 5, rue de Constantine (45-61-35-73). T.J. et dim. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 10 mars 1990.

VOISINS ET ENNEMIS : LA GUERRE DES CANTONNEMENTS ENTRE PARIS ET BERLIN, 1944-1950, Centre Institut de Paris, 17, av. d'Iéna (47-23-61-21). T.J. et sam. et dim. de 10 h à 20 h. Jusqu'au 23 février 1990.

GALERIES

ALECHINSKY, Livres et livres, Galerie La Hune, 14, rue de l'Abbaye (43-25-94-06). Jusqu'au 15 mars 1990.

KAREL APPEL, Gallery Urban, 22, av. Montigny (42-55-21-34). Du 15 février 1990 au 2 mai 1990.

BERNARD AUBERTIN, Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 9, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 24 février 1990.

AUTOUR DE LA REVUE CLIVAGES, Galerie Clivages, 46, rue de l'Université (42-95-59-57). Jusqu'au 10 mars 1990.

ELIZABETH BALLEZ, Galerie des Archives, 40, rue des Archives (42-78-05-77). Jusqu'au 3 mars 1990.

JEAN-MICHEL BASQUIAT, Onze œuvres sur papier, Galerie Le Gall-Peyroulet, 18, rue Keller (48-07-04-61). Jusqu'au 3 mars 1990.

MOHAMED BENNANI, Galerie Edouard Dinet, 30, rue de Labrousse (42-56-43-26). Jusqu'au 3 mars 1990.

PIERRE BLANCHETTE, Galerie Regard, 11, rue des Blancs-Manteaux (42-77-19-81). Jusqu'au 15 mars 1990.

OCTAVIO BLAS, Galerie Mousson, 110, rue de Valenciennes (46-87-75-81). Jusqu'au 24 février 1990.

FRANÇOIS BOULLON, Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (42-74-28-00). Jusqu'au 3 mars 1990.

JEAN-PIERRE LE BOULCH, Galerie du Centre, 6, rue Pierre-au-Lard (42-77-31-30). Du 15 février 1990 au 31 mars 1990.

PETER BRIGGS, Galerie Zabriskie, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 14 mars 1990.

CHARLES BÉZIE, Galerie Convergences, 35, rue de Valenciennes (42-78-57-67). Du 15 février 1990 au 17 mars 1990.

CARDENAS, Bois. JGM Galerie, 8 bis, rue Jacques-Caillet (42-25-12-05). Jusqu'au 31 mars 1990.

LE CARNET D'ARTISTE, The Artist's Notebook, Galerie Bernard Jordan, 53-54, rue du Temple (42-72-39-84). Jusqu'au 4 mars 1990.

CARTE BLANCHE À DENISE BRETTEAU, ANNICK DOIDEAU, Galerie Nana Stern, 25, av. de Tourville (47-05-09-48). Jusqu'au 3 mars 1990.

THIERRY CAUVET... PEINTURES MARTYRIQUES, Galerie Alain Oudin, 28 bis, bd Sébastopol (42-71-83-65). Jusqu'au 28 février 1990.

PHILIPPE CAZAL, Galerie Claire Burry, 30-32, rue de Lappe (43-55-35-30). Du 20 février 1990 au 1 avril 1990.

CHAMBAS, Galerie Proscénium, 35, rue de Sèvres (43-54-92-01). Jusqu'au 10 mars 1990. / Galerie Krief, 50, rue Mazurine (43-29-32-37). Jusqu'au 17 mars 1990.

CLAUDIO COSTA, Galerie 1900-2000, 8, rue Bonaparte (43-25-84-20). Jusqu'au 24 février 1990.

PARVINE CURIE, L'Atelier Lambert, 52, rue La Boétie (45-63-51-52). Jusqu'au 10 mars 1990.

DADO, Galerie Jay Brachot, 35, rue Guisepard (43-54-22-40). Jusqu'au 3 mars 1990. / Galerie Baudouin Labon, 34, rue des Archives (42-72-09-10). Jusqu'au 20 février 1990. / Galerie Beaudouin, 23, rue du Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 20 février 1990. / Galerie André-François Paté, 196, boulevard Saint-Germain (44-44-64-83). Jusqu'au 20 février 1990.

ALAN DAVIE, Galerie Louis Carré, 10, av. de Ménilmontant (45-62-57-07). Jusqu'au 3 mars 1990.

LA GRAVURE BULGARE CONTEMPORAINE, Galerie Lehallu, 3, rue Augereau (45-55-80-98). Jusqu'au 2 mars 1990.

SCIALOM GREENBLATT, Galerie Lavignes-Bastille, 27, rue de Charonne (47-00-88-18). Jusqu'au 24 février 1990.

LOIC LE GROSMELEC, Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-33). Du 17 février 1990 au 20 mars 1990.

HASPA, Galerie Huit Poises, 8, rue de Poissy (43-54-20-52). Jusqu'au 10 mars 1990.

LES ILLUSTRATIONS PUBLI-CAIRES (1908-1940), Galerie de Nècle, 8, rue de Nècle (45-44-41-42). Entrée : 20 F. Jusqu'au 26 février 1990.

RAPHAËL KAMMER, Galerie Heyman - Melbel Sammler, 56, rue de l'Université (42-22-58-09). Jusqu'au 26 février 1990.

KONRAD KLAPHECK, WIFREDO LAM, Galerie Laloux, 13-14, rue de Valenciennes (45-63-15-15). Jusqu'au 3 mars 1990.

JOHN-FRANKLIN KENNIG, Galerie Erval, 16, rue de Seine (43-54-73-49). Jusqu'au 10 mars 1990.

FERNANDO KURJER, Galerie d'Art International, 12, rue Jean-Ferrand (48-48-84-28). Jusqu'au 3 mars 1990.

JEAN LEPIEN, Galerie Franka Bernot Bastille, 4, rue Saint-Sabin (43-55-31-93). Jusqu'au 24 février 1990.

LES LEVINE, Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne (47-23-32-35). Jusqu'au 28 mars 1990.

MATTA, Galerie de France, 50-52, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 3 mars 1990.

JEAN-PAUL MARTIN, Galerie Laga-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Du 17 février 1990 au 24 mars 1990.

FERNANDO MIGNON, Galerie Denise René, 185, bd Saint-Germain (42-22-77-57). Jusqu'au 5 mars 1990.

LOUIS MALLARD, Galerie Jeanne Bucher, 53, rue de Seine (43-54-73-49). Jusqu'au 3 mars 1990.

PASSIONS, ARIENTI, CATELANI, DELLAVEDEVA, MARTEGIANI, MAZZUCCHONI, Galerie Montclair, 31, rue Mazurine (43-54-85-30). Jusqu'au 3 mars 1990.

PLUS OU MOINS RARES ÉDITIONS..., Galerie Claudine Papillon, 59, rue de Turenne (40-29-98-80). Jusqu'au 24 mars 1990.

SIGMAR POLKE, Peintures récentes, Galerie Courcelle-Robelin, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 27 février 1990.

LES PRAGMOI, Les années de jeunesse, Galerie La Galerie Saint-Germain, 43, rue de Saintonge (48-04-59-44). Jusqu'au 3 mars 1990.

ANTON PRINER, Galerie J. et J. Donguy, 57, rue de la Roquette (47-00-84). Jusqu'au 3 mars 1990.

REBEVILLIÈRE, Galerie Adrian Maigret, 42-48, rue du Bac (46-48-45-15). Jusqu'au 24 février 1990.

MARIO REIS, Galerie Pratz-Delavallée, 10, rue Saint-Sabin (43-58-50-50). Jusqu'au 30 mars 1990.

GERHARD RICHTER, Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 15, rue Saint-Gilles (42-78-34-31). Jusqu'au 24 février 1990.

GEORGES ROMATHIER, Galerie Laif Stahle, 37, rue de Charonne (48-07-24-78). Jusqu'au 24 février 1990.

REBEVILLIÈRE, Galerie Adrian Maigret, 42-48, rue du Bac (46-48-45-15). Jusqu'au 24 février 1990.

SCIORA, Galerie de France, 50-52, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 3 mars 1990.

THIERRY SIGG, Galerie Danthea Sponer, 8, rue Jacques-Caillet (43-54-78-41). Du 15 février 1990 au 31 mars 1990.

FRANÇOIS STAHLY, Galerie Philip, 16, place des Vosges (48-04-58-22). Jusqu'au 6 mars 1990.

FRANK STELLA, Galerie Beaudouin, nouvel espace, 3, rue Pierre-au-Lard (48-04-40-40). Jusqu'au 10 mars 1990.

HIDOSHIGUCHI, Galerie Uchi et Ori, 48, rue de Turenne, 2^e étage, escalier B (42-74-56-38). Jusqu'au 9 mars 1990.

LIDIA SYROKA, Galerie François Pallu, 91, rue Quincampoix (42-71-84-15). Jusqu'au 2 mars 1990.

LUIS TOMASELLO, Galerie Carthage, 35, rue de Charonne (47-00-79-28). Jusqu'au 9 mars 1990.

BERNARD VENET, Galerie Daniel Templon, 30, rue Beaubourg (42-72-14-10). Jusqu'au 14 mars 1990.

MICHEL VERLUX, Galerie Duzend-Dessart, 3, rue des Hautes-Seines (42-77-63-60). Jusqu'au 17 février 1991.

GARY WOODS, Comptoir de la photographie, cour du Bel-Air - 5

AGENDA

CAMPUS

L'enfant et l'ordinateur

L'atelier des enfants du Centre Georges-Pompidou propose, jusqu'à la fin du mois d'avril, une exposition intitulée « Dessine-moi un pixel » pour sensibiliser les enfants à l'ordinateur comme outil de création graphique. L'exposition se présente sous la forme d'un parcours interactif composé d'espaces ludiques où se côtoient des écrans d'ordinateurs, des caméras vidéo ou simplement des miroirs déformants. Les enfants, sous la conduite de leurs instituteurs ou de leurs parents, passent d'un point à l'autre pour créer des images ou les transformer. Du mur à pixels (le pixel étant le plus petit élément d'une image informatique) à manipuler manuellement, ils passent aux motifs à éditer sur ordinateur, puis très vite aux images numériques que l'on modifie à sa guise grâce à des programmes graphiques. Chacun peut ensuite repartir avec l'image en couleurs qu'il a conçue grâce à une imprimante laser.

Cette exposition, qui invite les enfants à explorer les interactions possibles entre l'informatique, l'audiovisuel et les arts plastiques, sera ensuite itinérante à travers la France et à l'étranger, pendant deux ans. Auparavant, une journée de rencontre sur le thème « L'ordinateur, outil de création pour les enfants », organisée en collaboration avec l'INRP, aura lieu le 21 mars à Paris.

J.-J. B.
Exposition ouverte tous les jours de 14 heures à 18 heures, sauf mardi, dimanche et jours fériés. Entrée gratuite. Pour les groupes scolaires, inscription au 42-77-12-33, poste 4820.

Maintenance

Les Journées AMIE (automatisme, mécanique, informatique et électronique), organisées par le département de l'Aube, auront lieu les 22 et 23 février, à l'UIT de Troyes. Elles comprendront un colloque sur le thème de la maintenance et une exposition de plus de cent vingt sociétés.

UIT de Troyes, M. Demot, Tél. : 26-62-08-67.

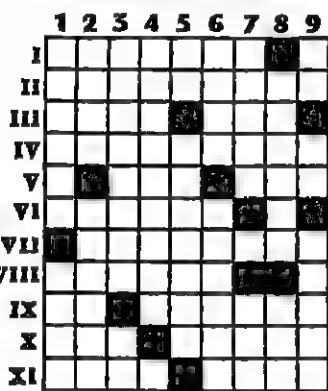
Environnement

L'Ecole d'architecture de Paris-La-Villette propose, du 26 février au 10 juillet, un stage de spécialisation sur le thème « Eco-conseiller en environnement urbain », ouvert aux architectes, urbanistes, ingénieurs ou techniciens urbains.

Ecole d'architecture de Paris-La-Villette, 144, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Tél. : 40-36-79-70, de 11 heures à 18 h 30.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5198



HORIZONTALEMENT

I. Passe par des hauts et des bas. — II. Contiennent quelque chose qui va aux pieds. — III. Avait de multiples talents. Un qui s'est bien battu. — IV. Propre à celle qui est tête comme un âne. — V. Possessif. Qui ne convient pas pour percer et creuser. — VI. Est de bon poil. — VII. Sont là pour que l'on en rajoute. — VIII. Inutiles pour ceux qui n'ont rien à cacher. — IX. Pronom. Mettent du vent dans les voiles. — X. Il est préférable qu'il quitte le foyer. Moyen d'avoir la ligne. — XI. Lieu de travail. Font la galette.

VERTICALEMENT

1. En sa présence, on se frotte souvent les mains. Est à l'origine de certaines aspirations. — 2. Portait l'écharpe. Poche qui ne se remplit pas facilement. — 3. Agit avec précision. Possessif. — 4. Le cerceau ne lui sert pas à jouer. — 5. En France. On y fait des devoirs. — 6. Faisait parler voler la poussière. Qui ont fait travailler à la chaîne. — 7. Sont folles, pas utiles. Fait raisonner. — 8. Un père et un fils qui ont bien réussi. A gagné la bataille. — 9. Début de quinzaine. Conjonction. Qui ont une plus ou moins bonne situation.

Solution du problème n° 5197

Horizontalement
I. Faussaire. II. Lentilles. — III. Orientées. — IV. Rê. Rio. — V. Iques. Bal. — VI. Ca. Oche. — VII. Israël. — VIII. Lascot. II. — IX. Et. Oserai. — X. Soupe. Onc. — XI. Mite.

Verticalement
1. Floricoles. — 2. Aérage. Eton. — 3. Uni. Is. — 4. Stéréoscope. — 5. Sinistrose. — 6. Alto. Hâte. — 7. Ie. Bée. Rol. — 8. Réa. Liant. — 9. Essais. Lice.

GUY BROUTY

LOTOTAC LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER AUX BILLETTS ENTIERS

Le règlement du TAC-O-TAC ne prévoit aucun cumul (J.O. du 03/01/90).

Le numéro 7 6 3 5 9 8 gagne 4 000 000,00 F

Les numéros approchant	gagnent
063598	463598
163598	563598
263598	663598
363598	40 000,00 F

Les numéros approchant aux					gagnent
Dizaines de mille	Mille	Centaines	Dizaines	Unités	
703598	760598	763098	763508	763590	10 000,00 F
713598	761598	763198	763518	763591	
723598	762598	763298	763528	763592	
733598	763598	763398	763538	763593	
743598	764598	763498	763548	763594	
753598	765598	763598	763558	763595	
763598	766598	763698	763568	763596	
773598	767598	763798	763578	763597	
783598	768598	763898	763588	763597	
793598	769598	763998	763598	763599	

Tous les billets se terminant par	gagnent
3598	4 000,00 F
598	400,00 F
98	200,00 F
8	100,00 F

LOTOTAC N° 1007 TIRAGE DU MERCREDI 14 FÉVRIER 1990

LOTOTAC TIRAGE DU MERCREDI 14 FÉVRIER 1990

RESULTATS OFFICIELS - INFORMATIONS 36-15 LOTO

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément de samedi sauf dimanche-jour. Signification des symboles : ▶ Signifié dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ Ou peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 15 février

TF 1

- 20.40 Série : Police.
22.15 Magazine : Ex-Birlik.
23.15 Série : Agence tous risques.
0.05 Journal, Météo et Bourse.

A 2

- 20.40 Magazine : Envoyé spécial.
21.40 Cinéma : Les diplômés du dernier rang.
23.10 Série : Hawaii, police d'Etat.
23.25 Météo.
23.30 Magazine : Du côté de chez Fred.

FR 3

- 20.35 Cinéma : Noyade interdite.

TF 1

- 13.35 Feuilleton : Les feux de l'amour.
14.20 Feuilleton : La clinique de la Forêt-Noire.
15.10 Série : Tribunal.
15.40 Variétés : La chance aux charbonniers.
16.15 Club Dorothée vacances.
17.55 Série : Hawaii, police d'Etat.
18.50 Avis de recherche.
19.25 Jeu : La roue de la fortune.
20.00 Journal, Météo et Tapas vert.
20.40 Variétés : Avis de recherche.
22.45 Magazine : 52° sur la Une.
23.45 Magazine : Futur's.
0.20 Journal, Météo et Bourse.
0.40 Série : Intrigues.
1.00 Série : Des agents très spéciaux.
1.50 Feuilleton : Cités à la dérive (5^e épisode).
3.40 Documentaire : Histoires naturelles.

A 2

- 13.40 Série : Falcon Crest.
14.05 Série : Hôtel de police.
14.55 Magazine : Tout, tout, tout... sur A 2.
15.20 Série : Les voisins.
15.45 Après-midi show.
17.05 Jeu : Des chiffres et des lettres.
17.25 Magazine : Graffiti 5-15.
18.30 Série : Mac Gyver.
19.25 Jeu : Dessinez, c'est gagné !
20.00 Journal et Météo.
20.40 Série : SOS-Disparus.
21.35 Magazine : L'actualité de Bernard Pivot.
22.55 Journal et Météo.
23.15 Cinéma : Souppouons.

FR 3

- 13.30 Magazine : Regards de femme.
14.03 Magazine : L'heure du tee.
14.30 Magazine : La vie à cœur.
15.03 Feuilleton : La sœur de Frankenstein (dernier épisode).

CANAL PLUS

- 20.30 Cinéma : Colère en Louisiane.
22.00 Flash d'informations.
22.05 Cinéma : La lectrice.
23.40 Cinéma : Le plus secret des agents secrets.

LA 5

- 20.40 Cinéma : Les surdoués de la 1^{re} compagnie.
22.15 Série : Deux films à Miami.
23.10 Magazine : Désir.
23.35 Série : Le voyageur.
0.00 Journal de minuit.

M 6

- 20.35 Cinéma : La taverne de l'enfer.
22.30 Série : Brigade de nuit.
23.20 Feuilleton : Jo Gaillard.

Vendredi 16 février

- 16.03 Magazine : Télé pour, télé contre.
16.30 Magazine : Télé-Caroline.
17.30 Feuilleton : Guillaume Tell.
17.55 Dessin animé : Denver, le dernier dinosaure.
18.03 Magazine : C'est pas juste.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information.
20.05 Jaux : La classe.
20.35 Magazine : Thalassa.
21.30 Feuilleton : Moravagine.
22.30 Journal et Météo.
22.55 Documentaire : La Lettonie.
23.45 Musique : Carnet de notes.
0.05 Documentaire : Aventures de l'esprit.

CANAL PLUS

- 13.30 Cinéma : Rambo 3.
15.12 Pochettes surprises.
16.30 Cinéma : Pape est parti, maman aussi.
17.15 Barney ; Pollués ; Super Mario Bros et prince Zeldi ; Charlotte, Fléo et Benjamin.

En clair jusqu'à 20.30

- 15.15 Dessins animés : Ça cartoon.
18.30 Top album.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
20.30 T-Matrim : La lutte acharnée de Ryan White.
22.00 Magazine : 24 heures.
22.55 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : L'ouragan vient de Navarone.
0.55 Cinéma : Starman.
2.45 Cinéma : La lectrice.
4.20 Cinéma : L'initiation d'une femme mariée.
5.35 Les superstars du catch.
6.20 Documentaire : Les allumés...

LA 5

- 13.30 Série : 200 dollars plus les frais.
14.30 Série : L'inspecteur Derrick.
15.30 Série : Le renard.
16.45 Dessins animés.

LA SEPT

- 20.00 Documentaire : Histoire parallèle (v.o.) De Philippe Grandjean.
20.45 Jazz Soundies collection.
21.00 Magazine : Météo.
22.00 Documentaire : Pierre Boulez, naissance d'un geste.
23.00 Documentaire : Cobra, the snake god (v.o.).

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 15 octobre 1988 au Théâtre des Champs-Élysées) : André del Sera, poème symphonique de Leduc ; Gloria pour soprano, chœur et orchestre de Poulenc ; Symphonie n° 4, de Landowski, par l'Orchestre national de France et le Chœur de Radio-France, dir. Georges Prêtre ; sol. : Michèle Lagrange, soprano.
22.30 Musique légère. Œuvres de Gabaye, Rinner, Hall, J. Strauss, Lohr.
23.07 Le livre des mélanges.
0.30 Poissons d'or.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Soirée spéciale en direct du Centre d'art et de culture de Marne-la-Vallée.
22.40 Nuits magnétiques. Les jeux du hasard et de l'amour.
0.05 Du jour au lendemain.
0.05 Musique : Coda. Le groupe Can.

M 6

- 18.30 Série : Arnold et Willy.
18.55 Journal Images.
19.00 Magazine : Reporters.
19.40 Drôles d'histoires.
20.30 Drôles d'histoires.
20.40 Série : Sur les lieux du crime.
22.20 Série : Les enquêtes du commissaire Maigret.
0.00 Journal de minuit.
0.05 Michel Strogoff (rediff.).
1.05 Série : Les cinq dernières minutes (rediff.).
2.25 Chéri-Bibi (rediff.).
2.40 Le journal de la nuit.
2.50 La calanque (rediff.).
3.20 Série : Les cinq dernières minutes.
4.40 Série : Volain, volain.
5.40 Tendresse et passion (rediff.).
6.05 Musique : Aria du rêve.

M 6

- 13.20 Série : Madame est servie (rediff.).
13.45 Feuilleton : Dynastie.
14.35 Chasseurs d'images (rediff.).
17.25 Informations : M 6 info (et à 18.25).
17.30 Série : L'homme de fer.
18.30 Série : Cagney et Lacey.
19.25 Série : Roseanne.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Téléfilm : Le train de l'angoisse.
21.55 Série : Brigade de nuit.
22.50 Feuilleton : Jo Gaillard.
23.45 Chasseurs d'images (rediff.).
0.00 Six minutes d'informations.
0.05 Capital.
0.10 Sexy clip.
2.00 Rediffusions.
Jo Gaillard : Adieu mes quinze ans ; Jo Gaillard : Culture pub ; Adieu mes quinze ans ; Destination senté ; Culture pub.

LA SEPT

- 14.30 Méthode Victor : Angéline.
15.00 Cinéma : Le dossier 51.
16.50 Court métrage.
17.00 Documentaire : Histoire naturelle de la sexualité (q).
18.00 Documentaire : D'André Langreny et Gérard Calderon (1983).
19.15 Court métrage : Le miracle.
19.30 Magazine : Ici bat la vie.
20.00 Documentaire : Le miroir de Baudelaire.
21.00 Spectacle : Le cirque de demain.
22.30 Documentaire : L'histoire de Margot Fonteyn (v.o.).
De Patricia Foy.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Radio-archives.
21.30 Musique : Black and blue. Jazz en kiosque.
22.40 Nuits magnétiques : Les jeux du hasard et de l'amour.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Le groupe Can.

FRANCE-MUSIQUE

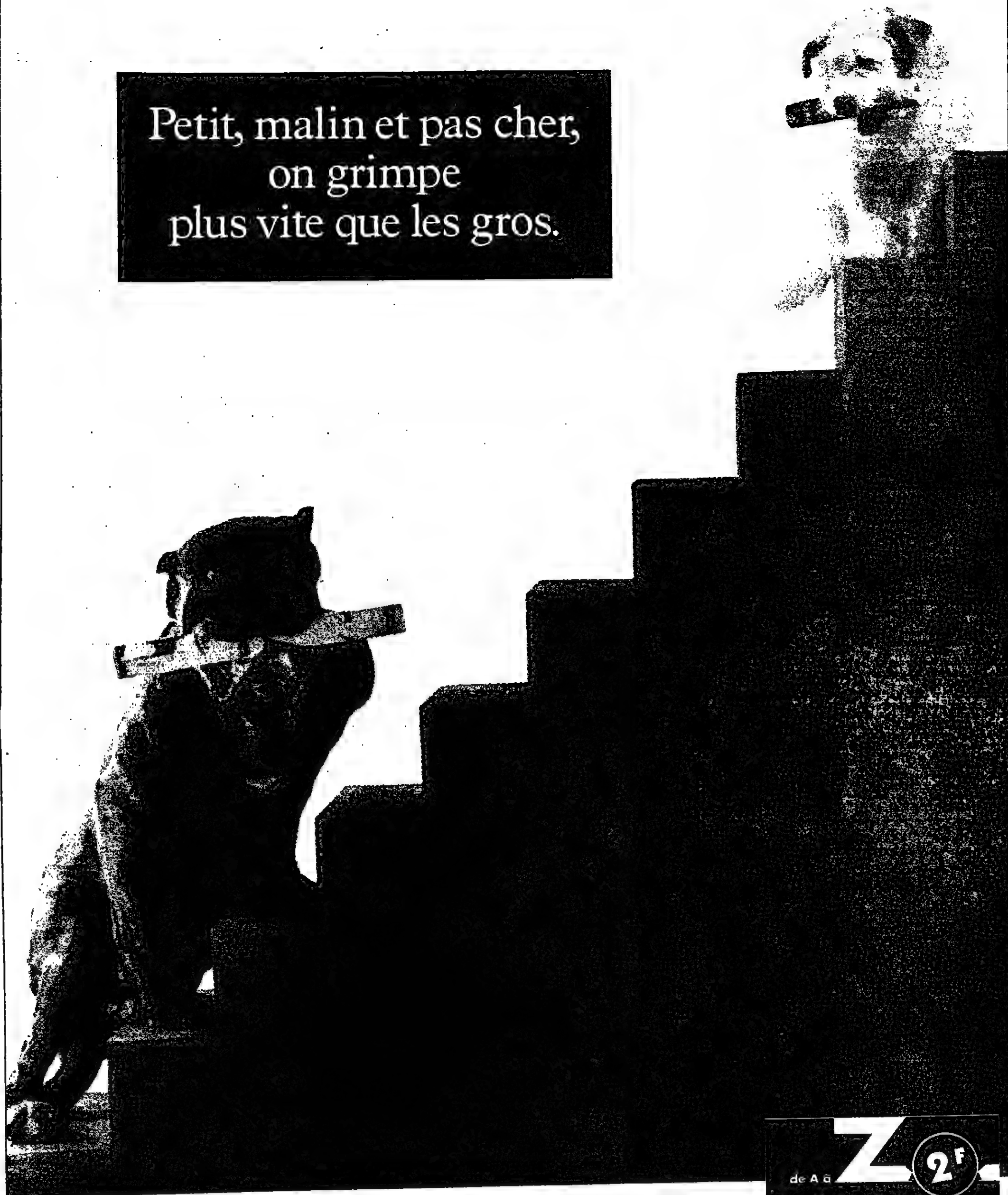
- 20.30 Concert (donné le 15 octobre 1988 au Théâtre des Champs-Élysées) : André del Sera, poème symphonique de Leduc ; Gloria pour soprano, chœur et orchestre, de Poulenc ; Symphonie n° 4, de Landowski, par l'Orchestre national de France et le Chœur de Radio-France, dir. Georges Prêtre ; sol. : Michèle Lagrange, soprano.
22.20 Musique légère. Œuvres de Gabaye, Rinner, Hall, J. Strauss, Lohr.
23.07 Le livre des mélanges.
0.30 Poissons d'or.

1501 000000

1500

... Le Monde • Vendredi 16 février 1990 21

Petit, malin et pas cher,
on grimpe
plus vite que les gros.



Télé Z.+ 50%. 1500 000 exemplaires.

Il a suffi d'un an à Télé Z pour passer de 1 000 000 d'exemplaires à 1 500 000 chaque semaine. Télé Z a franchi ce cap en janvier 1990 et tous les contrôles OJD confirment cette irrésistible ascension. Les études CESP apportent une autre révélation : les lecteurs malins qui ont compris que les programmes de Télé Z sont les mêmes que

ceux des journaux TV plus chers, se retrouvent dans toutes les catégories socio-professionnelles. Télé Z est dorénavant l'un des 5 hebdomadaires français les plus puissants. Et de plus en plus d'annonceurs tout aussi malins que nos lecteurs savent qu'ils touchent plus de monde avec Télé Z qu'avec d'autres journaux... très chers.

Editeur : EPM 2000 47.20.31.16. Régisseur Publicitaire : Régie Presse 45.55.91.71. - PARIS -



COMMUNICATION

L'attribution des dernières fréquences hertziennes

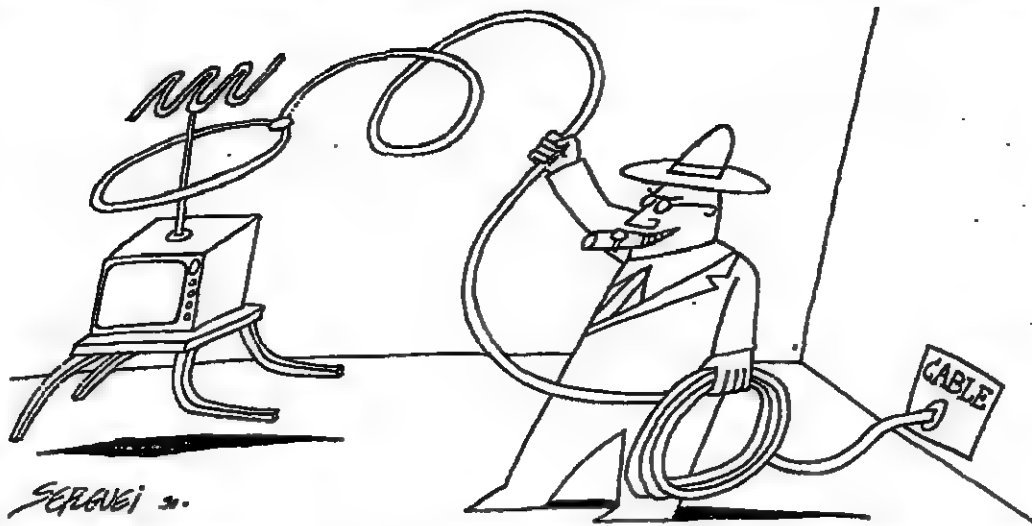
Septième réseau : Canal Plus contre France Télécom

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel doit se réunir le 20 février pour définir sa politique dans l'affaire du septième réseau de télévision (le Monde du 7 février). Mais les « sages » ne prendront sans doute pas de décision avant qu'un prochain conseil interministériel arbitre entre partisans du satellite et défenseurs des réseaux câblés. Le gouvernement lui-même est encore fort divisé et embarrassé par le conflit ouvert qui oppose depuis quelques semaines Canal Plus et France Télécom.

Pour son premier anniversaire, le CSA a reçu un cadeau empoisonné : l'attribution des dernières fréquences hertziennes disponibles en France. Au départ tout semblait pourtant simple. Trois chaînes candidates au satellite TDF 1 avaient demandé à bénéficier d'un réseau terrestre pour promouvoir leurs programmes et soulager leurs finances. Canal Enfants et Sport 2/3 acceptaient de partager une même fréquence. Euromusique ne réclamait qu'une diffusion sur Paris. Deux fréquences étant disponibles dans la capitale, rien ne semblait s'opposer à leur attribution.

Mais voilà que la Lyonnaise des Eaux, qui soutenait, il y a encore trois mois, l'opération, change soudain d'avis. Opérateur du réseau câblé de Paris, la société de M. Jérôme Monod affirme aujourd'hui que la création de nouvelles chaînes hertziennes est incompatible avec le développement du câble. Tout le monde comprend que M. Monod se fait là le porte-parole de France Télécom, la puissante administration des P et T, qui reste officiellement plus discrète. Et, comme par hasard, Télédiffusion de France, filiale de Canal Télécom, commence à douter de l'existence des fréquences ou de leur disponibilité.

L'imbroglio est d'autant plus redoutable que chacune des parties en présence se fait l'avocat des « intérêts supérieurs de la nation ». Les utilisateurs du satellite, M. André Rousselet, PDG de Canal Plus et actionnaire de Canal Enfants, en tête, affirment que le succès de leurs chaînes sera celui de la norme D 2 Mac, porteuse des espoirs de l'industrie électronique européenne face à la



S. F. 21

haute définition japonaise. France Télécom rétorque que le câble est, depuis 1982, la grande priorité des pouvoirs publics.

Peu désireux de trancher entre des enjeux aussi éminemment stratégiques, le CSA appelle discrètement à l'aide le pouvoir politique. A l'Elysée, on fait savoir officiellement que le président de la République n'entend pas se mêler de l'affaire, mais on prie le gouvernement de trancher rapidement un conflit qui ne peut que dégénérer.

Pour le conseil interministériel, qui pourrait se réunir avant la fin de la semaine, le problème n'est pas simple. Les arguments des défenseurs du câble ont quelques faiblesses. Dans une note à diffusion très restreinte, datée du 5 février, les dirigeants de la Lyonnaise des Eaux brandissent l'exemple allemand : « En RFA, où les développements de programmes hertziens terrestres ont pratiquement été gelés pendant cinq ans (...), on compte aujourd'hui vingt fois plus d'abonnés qu'en France ». L'argument est spectaculaire mais faux. Les chaînes privées allemandes Sat 1 et RTL Plus ont commencé à émettre en 1984 sur le câble. Deux ans plus tard, au bord de l'asphyxie financière, elles demandaient et obtenaient des fréquences hertziennes, acceptant en échange de monter sur le satellite TV Sat. Cette concurrence n'a nullement gêné le câble allemand, qui est passé de 2,3 millions d'abonnés en 1986 à 6 millions en 1989, tandis que Sat 1 et RTL Plus arrosaient par voie hertzienne plus de 9 millions de foyers.

Mais, au-delà des rivalités d'ingénierie, un vrai conflit d'intérêts oppose aujourd'hui Canal Plus et France Télécom. Les deux groupes se disputent le marché de la télévision payante. M. André Rousselet y a cru le premier. L'exceptionnelle réussite de Canal Plus lui donne aujourd'hui les

Si les réseaux allemands ont survécu à la diffusion terrestre de deux grosses chaînes commerciales, que peut redouter le câble français d'une « vitrine hertzienne » de trois petits programmes thématiques ? Vitrine temporaire de surcroît puisque M. André Rousselet comme les dirigeants d'Euromusique se disent prêts à abandonner la diffusion hertzienne dès que le câble et le satellite offriront un public suffisant pour rentabiliser leurs émissions.

Le marché de la télévision payante

Il faut donc chercher ailleurs les raisons du conflit. S'agit-il de la vieille hostilité des responsables de France Télécom à l'égard du satellite TDF 1 ? C'est ce que pourrait faire supposer un autre passage de la note confidentielle du 5 février où les dirigeants de la Lyonnaise des Eaux affirment péremptoirement : « Le câble ne supportera pas la concurrence de chaînes hertziennes thématiques et payantes plus que la réception directe par satellite et l'utilisation de la norme D 2 Mac Paquets ». Un aveu inquiétant pour la cohérence de la politique audiovisuelle française !

Mais, au-delà des rivalités d'ingénierie, un vrai conflit d'intérêts oppose aujourd'hui Canal Plus et France Télécom. Les deux groupes se disputent le marché de la télévision payante. M. André Rousselet y a cru le premier. L'exceptionnelle réussite de Canal Plus lui donne aujourd'hui les

moyens de créer de nouvelles chaînes à l'étranger et sur le satellite. M. Rousselet investit lourdement pour y parvenir. Il a racheté une société d'antennes de satellite. Il fait fabriquer ses propres décodeurs pour protéger son marché et préparer la prochaine étape de la télévision à la carte (« pay per view »).

France Télécom, de son côté, tente d'empêcher M. Rousselet de verrouiller le marché à son profit. L'administration des P et T a longtemps bloqué le développement de la télévision payante sur le câble. Elle pense aujourd'hui que ce marché est peut-être plus rentable que celui du simple transport de données. Sa contre-offensive est claire : France Télécom entre au capital des exploitants de réseaux, lance son propre décodeur, le Visio-pass, et songe à investir dans des sociétés de production d'images. Mais cet effort n'est pas suffisant. M. Rousselet dispose d'une confortable avance avec son portefeuille d'abonnés et ses chaînes sur le satellite TDF 1.

Si elle parvient à obtenir le gel des fréquences hertziennes, France Télécom peut déstabiliser la stratégie du patron de Canal Plus. Sans réseau terrestre, Canal Enfants n'est pas rentable et devra renoncer à l'avenir. Du coup, l'investissement dans les décodeurs devient problématique. Si, à l'inverse, M. Rousselet gagne la partie, France Télécom devra attendre le développement du câble pour accueillir ou lancer d'autres chaînes payantes grâce à son propre décodeur.

Piéçé par la manœuvre de France Télécom, le gouvernement va donc se retrouver arbitre d'un bras de fer entre une puissante société publique et un tout aussi puissant groupe privé. Une position qui n'a rien d'enviable. Certains profitent de la situation pour tenter des manœuvres de dernière minute. Alain M. Ronald Blum, porte-parole de Thomson Consumer Electronics, a-t-il souhaité publiquement la montée de A 2 ou FR 3 sur le satellite (le Monde du 9 février). Une façon peu discrète de pousser Canal Enfants et Euromusique vers la sortie en tentant une perche au gouvernement. Mais, deux jours plus tard, le porte-parole de M. Alain Gomez, président du groupe Thomson, contredit sa filiale et affirme que la société « n'a pas à s'impliquer dans la politique de diffusion ». Il est vrai que M. Rousselet siège au conseil d'administration de Thomson.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Décentralisation et ouverture internationale

Le nouveau visage de RFO

Décentralisation, formation, vocation internationale et relance d'une production propre qui puisse être vue partout, telles sont les priorités que le PDG de Radio-France outre-mer, M. François Gicquel, reconduit récemment pour trois ans, entend inscrire bientôt dans un projet d'entreprise et dans un contrat d'objectifs avec sa tutelle.

Elaboré lentement, dans la concertation, souligne M. Gicquel, ce projet doit remédier au « dialogue social bloqué » et à la « centralisation excessive » qu'il affirme avoir trouvés à son arrivée à RFO il y a neuf mois.

Traduction concrète de la décentralisation, un journal télévisé unique de trente ou trente-cinq minutes dans chaque station régionale viendra, dès le 19 février, se substituer aux deux journaux de vingt minutes actuels, l'un local et l'autre fait à Paris. Les nouvelles nationales et internationales (transmises par satellite) viendront s'insérer dans ce journal unique à la demande des rédactions régionales, qui piloteront l'ensemble. De ce fait, la rédaction parisienne sera plus disponible pour tourner ses propres sujets.

Côté programmes, le second canal de télévision continuera de diffuser la grille d'Antenne 2, et le premier sera enrichi. Outre les programmes de TF 1 et FR 3, il accueillera des images de la SEPT, mais aussi de l'INA ou de la Cité des sciences de La Villette. La production propre, à laquelle l'essentiel des nouveaux moyens est consacré, sera multipliée, notamment par des coproductions. L'ambition de RFO, sans renier la nécessité d'une télévision de proximité avec des rendez-vous quotidiens pour les magazines, est en

effet de fournir des émissions qui puissent être vues bien au-delà des antennes régionales, sur les chaînes métropolitaines ou étrangères.

Les émissions de RFO ne se limitent plus aux seuls départements et territoires français d'outre-mer. Le programme polynésien, grâce au satellite, arrose le Pacifique, des États-Unis à l'Australie, où des accords sont en négociation. Haïti, Madagascar et les Seychelles s'apprennent à recevoir les programmes de RFO.

Cette ambition trouve son corollaire côté information, avec une ouverture plus grande des stations sur leur zone géographique. Ainsi, RFO Réunion noue des liens avec les télévisions de Maurice, de Madagascar ou des Seychelles. Et l'AITV, Agence internationale d'images télévisées née au sein de RFO, pourra ainsi renforcer sa fourmilière d'informations, notamment vers l'Afrique latine, l'Afrique ou l'Asie.

Un budget de 830 millions de francs

En métropole, RFO élargit sa « vitrine » du dimanche matin sur FR 3. « Mascarines », une nouvelle émission d'une heure et demie mélangeant reportages, variétés, sport, information, remplace « Latitudes » et « RFO-Hebdo » à compter du 18 février.

Un effort de relance de la radio (18 heures par jour en moyenne dans les stations) se traduira notamment par la nomination de rédacteurs en chef adjoints spécialisés (les rédactions sont communes à la radio et à la télévision dans les stations régionales).

Pour soutenir ce développement sur trois ans, RFO dispose en 1990 d'un budget de 830 millions de francs, en hausse de 10 %. A titre de comparaison, ce budget était de 400 millions en 1983. Il est vrai

que, depuis, la généralisation d'un deuxième canal de télévision et des liaisons par satellite (6 135 heures en 1989) ont considérablement amplifié l'offre de RFO (110 heures de télévision par semaine en moyenne).

Enfin, RFO met une touche de couleur sur son nouveau visage, avec un logo composé de trois cercles « vert, orange et bleu », censé symboliser l'ouverture d'une société en neuf morceaux, qui émet de la Réunion à Saint-Pierre-et-Miquelon, de la Martinique à la Nouvelle-Calédonie, en passant par la Guadeloupe, la Guyane, Wallis-et-Futuna, Mayotte et la Polynésie.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

EN BREF

La SEPT sur FR 3 : protestation de la CFDT. — Le syndicat CFDT de FR 3 menace de faire grève tous les samedis aux heures de diffusion des programmes de la SEPT sur l'antenne de FR 3 au cas où l'Etat ne dédommagerait pas la chaîne à hauteur de 80 millions de francs. La CFDT se déclare favorable au développement d'une chaîne européenne, mais « pas au détriment de l'autre priorité tout aussi impérieuse, celle du développement des TV régionales ». Reconnaissant la pertinence des arguments économiques et culturels avancés pour promouvoir la SEPT, elle exige que « l'Etat en paye le prix » et reprend d'ailleurs le raisonnement de la directrice générale de FR 3, qui, dans une interview au Monde le 10 février, estimait à 89 millions de francs l'indemnisation nécessaire à l'équilibre budgétaire. Enfin, dans un communiqué, la CFDT lustrage « la suffisance » des dirigeants de la SEPT et déplore la déclaration faite par un présentateur, le 3 février, en clôture des pro-

grammes de la chaîne : « Et maintenant comme dans Cendrillon, le carrosse redevient citrouille, et la SEPT redevient la Trois ».

Cinquante emplois supprimés à la Voix du Nord. — Le quotidien régional la Voix du Nord (Lille) devrait supprimer une cinquantaine d'emplois, à annoncer sa direction le 13 février. La direction propose en effet le départ volontaire de 150 salariés âgés de plus de cinquante-six ans et deux mois dans le cadre du Fonds national de l'emploi (FNE). Elle proposerait ensuite à une centaine d'embourgeoisés « sur des critères de jeunesse et de qualification professionnelle » tout en précisant « qu'il ne s'agirait pas de débouchés poste pour poste ». La Voix du Nord, qui a vendu 335 777 exemplaires par jour en 1988 et se classe à la seconde place après Ouest-France au sein des quotidiens régionaux, emploie 1 250 salariés dont 318 journalistes.

SPORTS

FOOTBALL : la refonte des championnats

M. Roger Bambuck contre les « lobbies »

Les présidents de clubs de football professionnels, réunis lundi 5 février à Paris, s'étaient prononcés pour le maintien d'une première division à vingt clubs, au moins jusqu'en 1992 (le Monde du 7 février). M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, favorable à une compétition regroupant dix-huit équipes, appelle à la concertation mais critique sévèrement les « conservateurs du football ».

Le football français s'est donc offert une nouvelle marche arrière. Une de plus, spectaculaire. En juin 1989 à Nice, lors de l'assemblée générale de la Ligue nationale, les présidents de club de première et de deuxième division avaient voté en faveur d'une réduction de la première division de vingt à dix-huit équipes à partir de 1991, afin d'alléger le calendrier, de protéger l'équipe de France et plus généralement de resserrer l'élite. Huit mois plus tard, lundi 5 février, réunis en séminaire à Paris, ils ont renié leur vote. Arguant des conséquences économiques d'une telle mesure (perte de deux recettes pour chaque club), ils se sont prononcés en faveur d'un statu quo à vingt clubs au moins jusqu'en 1992 (1).

Cette réforme, recommandée à la fois par M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, et Michel Platini, sélectionneur national, constituait l'un des points essentiels du rapport de la « mission Sastre », chargée par M. Bambuck d'assainir le football (le Monde du 20 et du 27 octobre 1989). En relançant ainsi un débat qui semblait clos, les dirigeants ont pris le risque d'un conflit avec la Fédération et son ministère de tutelle.

A plusieurs reprises lors du séminaire, la possibilité d'une rupture entre la Fédération, qui gère l'ensemble du football et la Ligue qui a la charge du secteur professionnel, a été évoquée. L'hypothèse de la création d'un championnat parallèle, géré et contrôlé par les clubs professionnels eux-mêmes, a également été évoquée.

« Il n'y a pas lieu de parler d'affrontement ou de « clash » entre les différents protagonistes », déclare aujourd'hui M. Bambuck, soucieux de calmer les esprits. Il rappelle à juste titre que les propositions du séminaire devront être adoptées par l'assemblée générale de la Ligue, qui aura lieu le 17 mars, puis par l'assemblée fédérale, en juin, pour annuler définitivement le vote de l'an dernier. Il parle de « dialogue », d'esprit positif et souligne que les autres mesures préconisées dans le rapport Sastre ne sont pas remises en cause. Il rappelle enfin que M. Jean Fournet-Fayard, président de la Fédération, va s'efforcer de reconstruire tous les présidents pour les convaincre d'ici l'assem-

blée fédérale de juin, qui s'annonce décisive.

Le ministre se veut optimiste. Comme M. Fournet-Fayard, lui aussi favorable à une refonte des championnats, il table sur le bon sens d'une nouvelle génération de dirigeants — MM. Floret (Caen), Laurent (Saint-Etienne), Aulas (Lyon), Bouyer (Nantes)... — connus pour leur ouverture d'esprit et désireux de s'investir davantage dans la conduite du football français. Pourtant, il sait également que le coup d'éclat des dirigeants traduit la résistance d'une partie du milieu.

L'ombre de Jean Sadoul

Guy Roux, l'entraîneur de l'AJ Auxerre, fidèle à son personnage d'homme de terrain fort en gueule, s'est ainsi montré très violent. Mais derrière les différents contrastes se profilait surtout l'ombre de Jean Sadoul, président de la Ligue nationale. Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire France Football quelques jours avant le séminaire, il parlait déjà de « monceau d'imbécillités » à propos de la réduction et avait avoué songer à la création d'un championnat bis. Le mouvement de révolte qui n'était donc guère surprenant. M. Sadoul règne sur le football professionnel. Il a lancé ses troupes à l'assaut du rapport Sastre et du ministère.

« Il y a énormément de conservateurs dans le milieu du football, contre-attaque M. Bambuck, soudain plus offensif. Ils sont allergiques au changement. Je n'ai pas été surpris par ces turbulences. Les « lobbies » ont voulu agiter leurs griffes. Mais ce ne sont que menaces et gesticulations, de la stratégie de croquemitaine ». L'hypothèse d'un affrontement plus violent, si elle n'est plus d'actualité, n'est donc pas à écarter. M. Jean Sadoul et ses fidèles ne sont plus à un coup d'éclat près.

M. Bambuck, qui n'envisage pas de céder du terrain, les met en garde contre toute velléité d'indépendance : « N'importe qui peut effectivement organiser une telle compétition mais, agissant contre l'avis de la Fédération et de l'Etat, il n'aurait pas le droit d'utiliser le terme de « football », ni d'appeler cela « championnat de France ». De plus, les clubs participants ne seraient pas reconnus par les instances internationales de ce sport. Ces menaces de « groupes de pression » ne sont donc pas bien sérieuses... »

PHILIPPE BROUSSARD

(1) Seuls Marseille et Montpellier ont voté contre. Les dirigeants proposent en fait une sorte de période d'essai : ils demandent que la première division regroupe toujours vingt clubs en 1991-92, afin de voir si les aménagements du calendrier prévus (suppression des matches aller et retour en Coupe de France, réduction de la trêve hivernale) s'avèrent suffisants ou s'il faudra également, en 1992-93, réduire le nombre des équipes.

BOXE : la mort de Jean Bretonnel

Un gentleman des rings

Le manager de boxe française Jean Bretonnel, qui était âgé de quatre-vingts ans, est mort à son domicile de Saint-Mandé (Val-de-Marne) le 14 février des suites d'une longue maladie.

Une silhouette à la Gabin, un corps massif, des cheveux blancs impeccablement peignés, une éternelle chemise noire, une voix basse, une distance gardée avec tout le monde : Jean Bretonnel dans les dernières années de sa vie ressemblait jusqu'à la caricature à ce qu'il avait été toute son existence, un manager de boxe, l'homme qui, dans le coin du ring, incite le pugiliste à donner encore des coups, et, ensuite, caresse 30 % des gains de cette infinie douleur que génère un combat.

En quittant la scène, le 14 février, Jean Bretonnel est devenu un personnage de légende. « Monsieur Jean », un homme dont on oubliait qu'un de ses « protégés », François Pavilla, a perdu la vie en combattant, qu'un autre, Théo Nallet, est devenu aveugle. Il restera le fils du créateur de la revue Boxing, le frère du champion d'Europe des légers (1924) qui, piètre étudiant, ouvre une salle de boxe dans le Paris populaire de l'entre-deux-guerres, où le Central, rue du Faubourg-Saint-Denis, est l'Eldorado de ceux qui cherchent fortune avec leurs poings.

Dans ce milieu de série B, Jean Bretonnel a un style, une morale dont certains. Il donne du « mon-

sieur » à ses boxeurs. Il les amène aussi au lendemain de la dernière guerre à la conquête de l'Amérique. Villmain y battra La Motta sans lui prendre le titre mondial des poids moyens et y convertira Ray Sugar Robinson au tapis. Mais bien que les meilleurs pugilistes français aient défilié dans sa salle, Jean Bretonnel n'a obtenu pour aucun la consécration mondiale, pas même pour Jean-Claude Bouttier.

Est-ce pour cette raison qu'il est resté jusqu'au bout dans un monde où il n'avait plus sa place depuis le début des années 80 ? Lâché peu à peu par ses derniers boxeurs de talent, comme Freddy Skourna, Jean Bretonnel était dépassé par la nouvelle génération d'organismes comme les frères Acariès. Mais cela aussi fait partie de sa légende.

A. G.

Championnat du monde des légers. — Après trois jours de potémiques, les deux principales fédérations mondiales de boxe professionnelle, la WBA et la WBC, ont reconnu le 14 février que l'Américain James « Buster » Douglas était bien champion du monde des poids légers, titre qui lui avait été immédiatement accordé par une troisième fédération, l'IBF, à la suite du KO qu'il avait subi son compatriote Mike « Iron » Tyson le 11 février à Tokyo. La WBA et la WBC ont reconnu avoir commis une erreur en considérant que Douglas aurait dû être considéré comme KO à la huitième reprise.

سكنا عن الامم

501 100 100 100

SPORTS

Le Monde

Le Monde • Vendredi 16 février 1990 23

SECTION C

LIVRES • IDEES

Ecrire au pays de l'apartheid

Une rencontre avec Nadine Gordimer, mais aussi avec l'écrivain indien Ahmed Essop et les écrivains noirs Sipho Sepamla et Es'kia Mphahlele. Quatre regards sur l'Afrique du Sud, au moment de la libération de Nelson Mandela

UNE grande maison blanche, de style colonial à demi dissimulée par un mur élevé, dans l'un des quartiers les plus riches de Johannesburg. C'est ici que vit Nadine Gordimer. Née en 1923, dans une petite ville minière, d'un père fraîchement immigré de Russie et d'une mère anglaise, Nadine Gordimer, romancière et nouvelliste, est depuis longtemps engagée aux côtés des nationalistes noirs de l'ANC (Congrès national africain). Petite, fluette, vive, elle passe pour une femme au caractère trempé, peu sensible aux louanges et dotée d'un certain charisme.

« Ma prise de conscience s'est faite peu à peu, je suppose, lorsque je me rappelle la naïveté politique de mon adolescence. Ma mère avait toujours montré une certaine sympathie pour le sort des Noirs. Mais je n'en connaissais pas un seul. La bibliothèque municipale était réservée aux Blancs. Elle l'est toujours, cinquante ans plus tard. J'ai vécu l'enfance typique d'une petite fille blanche en Afrique du Sud. Avant la guerre, personne ne parlait des droits des Noirs. L'heure était à la lutte entre Afrikaners et Anglais. Lorsque je suis allée — brièvement — à l'université, en 1949, j'ai rencontré des jeunes qui étaient entrés de la guerre avec des idées de gauche. Puis, j'ai fait la connaissance de jeunes Noirs, qui voulaient écrire, comme moi. C'est à leur contact que j'ai peu à peu évolué. Dans les années 60, alors que je vivais déjà de mes livres, certains de mes amis allèrent dans les townships (1), furent arrêtés et jetés en prison. Pour moi, les prisons étaient des lieux réservés aux criminels. J'y ai rendu visite à l'une des mes



Lors des manifestations au Cap pour saluer la libération de Nelson Mandela. Le photographe, P. Zachmann, est aujourd'hui hospitalisé, victime des tirs de la police sud-africaine.

amies. Je me souviens de la fouille, des gardiens... Cela m'a appris quelques vérités. (...) Plusieurs de mes livres ont été interdits. J'ai été le premier écrivain anglophone victime de la censure, en 1956. Tous mes ouvrages sont en vente libre aujourd'hui. Je suppose que c'est dû, en partie, à ma notoriété. (...)

« Ici, le rôle de l'écrivain est le même qu'ailleurs : peut-être est-ce seulement un peu plus difficile. La véritable fonction de l'écrivain est d'exprimer ce qui semble inexprimable aux autres. La vie et le sens moral des gens sont terriblement dévoyés par le système. Mais les Sud-Africains ne s'en rendent généralement pas compte. L'écrivain sert à réveiller les

consciences. Il montre les effets à long terme de l'apartheid. A l'étranger, nous avons largement contribué à la mobilisation de l'Occident. Dans le pays, notre action est plus difficile à apprécier. Le taux d'illettrisme est très élevé. La proportion de gens vraiment lettrés est infime. Il n'y a pas de bibliothèque dans les zones noires. Nous avons créé des bibliothèques-vallées pour remédier à cette carence. Il faut apporter les livres dans les townships. Si l'on ne procure pas de vraie littérature aux gens des ghettos, ils finiront par ne plus lire que des bandes dessinées. (...) Sur le long terme, je suis optimiste. J'ai confiance dans les Noirs de ce pays. Ils nous bâtiront une Afrique du Sud décente. » (Lire en page 29, la critique d'Hector Bianciotti à

propos du dernier roman de Nadine Gordimer, *Un caprice de la nature*).

Lenasia, une banlieue indienne de Johannesburg, sans âme, récente, toute de maisons nettes de béton et de jardins tirés au cordeau. Quelques belles villas baroques, vaguement orientales, attirent le regard hors de la monotonie générale.

Racines indiennes

Dans l'un des pavillons modestes vit Ahmed Essop, musulman, indien, auteur de nouvelles et de romans. Très brun, calme, aux petits soins pour ses visiteurs, Ahmed Essop a, comme beaucoup de ses confrères, été longtemps professeur avant de se consacrer à

l'écriture. Il revendique haut et fort ses convictions religieuses et sa culture.

« Né en 1931, en Inde, je suis arrivé en Afrique du Sud en 1934. Mon père était vendeur dans un magasin. Les premières années, je suis allé à l'école, au nord de Johannesburg, puis dans un institut islamique. J'ai vécu à Fordburg (l'ancien quartier indien de Johannesburg). Mais, en 1963, nous avons dû nous établir à Lenasia. En 1974, j'ai refusé mon transfert dans une école à 140 km d'ici. J'ai été suspendu et accusé de désobéissance aux ordres du ministère de l'éducation. On m'a viré. Je suis resté chez moi pendant un an. J'ai beaucoup lu et écrit.

« Bien qu'à l'école et à l'université on nous enseigne surtout la littérature anglo-saxonne, j'ai lu les auteurs sud-africains noirs, ainsi que les écrivains antillais, indiens, africains et arabes. J'écris sur les gens de ce pays, en particulier sur la communauté indienne. J'ai été l'un des premiers à la décrire en détails. Je trouve mes racines dans la littérature indienne, bien que j'écrive en anglais. Fordburg était une ville fermée, nous y vivions une existence confinée mais nous étions très proches les uns des autres. La vie était très intense et les portes toujours ouvertes. Nous nous connaissions intimement. Cette générosité nous procurait beaucoup de bonheur social, même si nous habitions un ghetto. Puis, Lenasia a été bâtie, sous la pression croissante de nos voisins blancs qui voulaient nous éloigner. Ici, les gens sont divisés. La vie n'est plus la même. Elle ressemble davantage à celle des Blancs. Nous sommes plus solitaires. Avec le boom économique de 1968, nos valeurs sont devenues plus matérielles : une voiture, une maison... La littérature n'est guère valorisée dans notre communauté. (...) »

Propos recueillis par Nathalie Prévost

Lire la suite page 29

LE FEUILLETON

de Michel Brandaun

Le lièvre et le cygne

Charles Haas (« lièvre » en allemand), dandy parfait, mourut en 1902, à soixante-neuf ans. Il fascinait Proust, qui le prit comme modèle pour Swann (« cygne » en anglais). Pourquoi cette mutation zoologique ? Pourquoi ces vacillements, voire ces étourderies, dans la Recherche du temps perdu ? Avec le Cygne de Proust, Henri Raczymow mène une enquête subtile, cultivée, souvent drôle. Un lumineux essai.

Page 24

ENQUÊTE

L'édition américaine

Aux Etats-Unis, il y a, non plus les bestsellers, mais les megasellers, qui valent à leurs auteurs d'incroyables retombées financières. Heureusement, il y a aussi les Presses universitaires qui voguent à contre-courant, remplissant une véritable mission de service public.

Pages 26 et 27

L'HISTOIRE

par Jean-Pierre Rioux

L'Etat en vieil instituteur

La question de l'Etat est, en France, sujet périodique de controverses. Pierre Rosanvallon, dans *L'Etat en France, de 1789 à nos jours*, pose, lui, qu'au pays de la prise de la Bastille, « l'Etat est indissociablement une solution et un problème ». Et la démonstration est percutante.

Page 28

André Breton ou la tentation du silence

Henri Béhar sur les pas d'un écrivain « trop humain »

ANDRÉ BRETON
LE GRAND INDESIRABLE
de Henri Béhar.
Calmann-Lévy, 475 p., 160 F.

« Si la vie, comme à tout autre, m'a infligé quelques défaites, pour moi, l'essentiel est que je n'ai pas transigé avec les trois causes que j'avais embrassées au départ et qui sont la poésie, l'amour et la liberté », déclarait André Breton (1896-1966), quelques années avant sa disparition. Henri Béhar, qui dirige le Centre de recherches sur le surréalisme et anime la revue *Mélu-sine*, s'est attaché dans une biographie subjective à démontrer, preuves et faits à l'appui, la justesse de ce propos d'André Breton.

La réussite du biographe est totale car, malgré la passion qui l'anime, il ne verse jamais dans l'hagiographie. Loin du mythe et des clichés, le plus souvent négatifs, qui s'y attachent, Henri Béhar a mis ses pas dans ceux d'un homme complexe et contradictoire. « Infiniment humain, trop humain, avec ce que cela implique de rires et de larmes, de passions et de désespoirs, de grandeurs inconscientes et de faiblesses manifestes ».

Rares sont les enfances qui échappent à l'ennui. Celle de Breton, qui se passa en majeure partie à Pantin dans la banlieue parisienne, ne fut guère exaltante, entre un père athée convaincu et une mère bigote avec qui il eut

toujours des relations difficiles. Dans ses *Entretiens* avec André Parinaud en 1952, André Breton fixait à l'âge de dix-sept ans le moment où il eut des goûts et des résistances bien à lui.

Une seule éclaircie dans cette apparente grisaille : la formule de Blanqui, « ni Dieu ni maître », qu'il lut, enfant, sur une dalle dans un cimetière et dont le souvenir ne devait jamais le quitter. Est-ce ce jour-là qu'est née sa vocation de « décrypteur de signes » ? Peut-être ! Mais l'important se situe bien ailleurs et il se résume en une phrase : toute sa vie durant, Breton considéra Dieu comme un « porc », et il serait bien difficile de lui attribuer un malheur à vivre ou à penser. Ses engouements intellectuels ou politiques, pour entiers qu'ils furent, ne firent jamais de lui un dévot. Le doute, toujours, gouverna son intelligence.

« Se saouler de vie »

Henri Béhar, comme tous ceux qui avant lui ont écrit sur André Breton (1), considère l'œuvre comme un prolongement de la vie et souligne, à juste titre, combien le poète se voulait un homme tendu vers l'« action collective », qu'il soit le témoin des difficultés et des désillusions qu'engendre, fatalement, une part de démarcation. Que présent, en définitive, certaines indécidables en regard de la présence d'un Vaché, qui lui

apprendra à « se saouler de vie pour noyer l'angoisse », ou d'un Benjamin Péret à la révolte irrédécible ?

D'ailleurs, contrairement à une légende entretenue, André Breton ne rompit jamais avec un ami sur une foucade. Bien au contraire, à chaque fois, il ne se résolut à cette blessure qu'après avoir épuisé toutes les possibilités de réconciliation. Il en fut ainsi avec Aragon, Desnos, Eluard et quelques autres. André Breton souffrait moins d'être trahi par un proche que de voir celui-ci trahir son passé et abdiquer son avenir.

Henri Béhar met à mal bien d'autres légendes dans son ouvrage. Ainsi, sous prétexte que sa pudeur lui interdisait de se plaindre, d'aucuns en ont conclu que, somme toute, André Breton avait eu une existence facile. La réalité fut tout autre. De santé fragile, le poète fut sans cesse la victime de difficultés matérielles.

« Il n'est pas admissible que la pensée soit aux ordres de l'argent. » Cette phrase, extraite d'un tract, résume bien la démarche poétique de Breton. Inutile, donc, de chercher à distinguer, sous cet angle, la période dada de celle du surréalisme. De même, il n'y a aucune différence entre le Breton qui, en 1925, condamne la guerre du Rif et celui qui, en 1960, se joint à Maurice Blanchot, Dionys Mascolo et Jean Schuster pour rédiger la « Déclaration sur le droit à l'insoumission

dans la guerre d'Algérie ». Entre ces deux prises de position, tout en s'opposant au fascisme et au nazisme, il aura, parmi les premiers, dénoncé les procès de Moscou et les crimes du stalinisme.

En lisant la biographie d'Henri Béhar, on se demande si tous les combats de cet homme d'un « pessimisme foncier » ne participèrent pas de sa lutte contre « la tentation du silence », qui, si souvent, l'assaillait. « Vaincre l'ennui. Je ne pense qu'à cela nuit et jour », confiait-il à Tzara en 1930.

Plus personne, aujourd'hui, sous peine de ridicule, ne conteste l'importance de l'œuvre de Breton. Il semble même que, avec le temps, celle-ci gagne chaque jour en jeunesse, sans doute parce que la révolte et la beauté en sont les énergies fondatrices. « Quand vous serez grande, j'essaierai de vous expliquer ce que j'ai su de l'amour, de la vie, de la révolution et du reste. Vous penserez que ce n'était pas très pratique, mais que c'était honorable quand même », écrivait André Breton, le 12 août 1936, à sa fille Aube, âgée de quelques mois seulement.

Pierre Drachtime

(1) Breton, de Philippe Andoin, Gallimard, 1970 ; André Breton, naissance de l'œuvre surréaliste, Cori, 1975 ; André Breton a-t-il du passé ? Lettres nouvelles/Denoël, 1989 ; André Breton de Julien Gracq, Cori, 1948 ; André Breton en son temps, de Gérard Legrand, Le Soleil noir, 1976.

SARAMAGO

JOSÉ SARAMAGO
Le radeau de pierre
ROMAN



120 F

Saramago, le navigateur, embarque pour un voyage fantastique au large de l'Europe.
Jean Soublin/L'Express

Attention ! Romancier de haut style...

Marc Giuliani/Politis

Editions du Seuil

EN POCHÉ

Le livre de Grégoire l'Arménien

Il y a deux Grégoire à l'origine de la culture et de la vocation chrétiennes de l'Arménie : saint Grégoire l'Illuminateur, qui évangélisa le pays au troisième siècle et en fut le premier patriarche ; six siècles plus tard, Grégoire de Narek (945-1010) gratifia l'Arménie de son extraordinaire lyrisme mystique.

C'est dans la région du Vaspourakan, au sud du lac de Van, près du sanctuaire prestigieux d'Aghtamar, que se trouvait le monastère de Narek. Grégoire y composa les quatre-vingt-cinq prières de son *Livre des lamentations* ; livre dans lequel la liturgie arménienne puisa certains de ses chants. Chacune de ces élégies sacrées débute par l'exergue suivant : « *Addition nouvelle au génémissement redoublé par la même Vierge pour la même requête, avec des paroles de supplication.* » Les données principales de cet immense dialogue de l'homme avec Dieu, les termes essentiels du procès que Grégoire de Narek met en scène, en poésie, et qui oppose la créature à son Divin Juge, se retrouvent dans cet avertissement : la répétition, la douleur du péché, la supplication.

Le *Livre des lamentations* ou des prières constitue une fabuleuse scène mystique sur laquelle se tient le moine et d'où il laisse déferler son chant, la soif inextinguible de son âme pour Dieu. A la tradition biblique, celle de Job et de Jérémie, il ajoute une dimension personnelle, lyrique, qui peut nous rendre son œuvre admirable encore proche.

Il existait une traduction intégrale du livre de Grégoire, parue il y a trente ans dans la collection « Sources chrétiennes » (n° 78), aux Éditions du Cerf, dans une traduction due au Père Isaac Kékhichian. Vahé Godel présente et traduit (d'une manière fort convaincante) des extraits de ces Prières. Trop fragmentée, cette édition ne donne, hélas, pas toute la mesure du génie torréfié de Grégoire.

P. Ke.

► **PRIÈRES**, de Grégoire de Narek, traduit de l'arménien et présenté par Vahé Godel, bilingue. Ed. La Différence, collection « Orphée », 122 p., 29 F.

● Toujours dans la collection « Orphée », Marcel Paquet présente un choix de poèmes de Jean Richépin, « *villain bonhomme* » qui ne fut pas un grand poète mais un habile cabotin sachant jouer de l'absurdité de l'ordre moral défendu par le siècle finissant. *La Chanson des gueux* (n° 37).

● Dans la collection « Qui êtes-vous ? » à la Manufacture, un essai sur l'écrivain sicilien récemment disparu Leonardo Sciascia, par James Dauphin.

● La grande biographie de François Mauriac par Jean Lacouture est reprise en « Points-Seuil » en deux volumes (n° 206 et 207).

● L'histoire idéologique française s'est nourrie de nombreux *Mythes et mythologies politiques*, tels « l'Âge d'or », « le Sauveur », « l'Unité » ou « la Conspiration ». C'est à l'étude de ceux-ci que s'est attaché Raulo Graner dans un ouvrage publié en 1986 (« Points-Seuil », n° H129).

● Un numéro spécial de la revue *l'Histoire* avait été consacré aux *Années trente*. Il est repris dans la même collection du Seuil, avec une introduction de Michel Winock (n° H128).

● Dans un ouvrage paru en 1984, Robert Folz analysait la portée historique considérable du *Couronnement impérial de Charlemagne*, le 25 décembre 800. Ce livre, revu et mis à jour, est réédité en « Folio-Histoire » (n° 26).

● Toujours en « Folio », Anne-Marie Meininger présente deux contes peu connus de Balzac qui ont l'argent pour thème commun : *la Maison Nucingen*, qui date de 1838 et appartient aux « études de mœurs », et *Melmoth réincarné*, « étude philosophique ».

□ Colloque Roger Nimier — Un colloque international sur Roger Nimier aura lieu, les 23 et 24 mars, à la Bibliothèque nationale (auditorium, galerie Colbert, 2, rue Vivienne à Paris), sous la responsabilité scientifique de Marc Dambre.

— LA VIE DU LIVRE —

LIVRES D'HISTOIRE
ACHAT-VENTE

LIBRAIRIE
PAGES D'HISTOIRE

8, rue Bréa, 75008 PARIS
(1) 43-54-43-61

CATALOGUES
MENSUELS

Service de recherche de livres
d'histoire épuisés

PICARD

LIBRAIRIE INTERNATIONALE
82, rue Bonaparte, PARIS VI^e
Métro : Saint-Sulpice

HISTOIRE — ARCHÉOLOGIE
ARCHITECTURE — BEAUX ARTS
RÉGIONALISME

Livres neufs — Livres anciens
Beaux livres

Le catalogue 498 vient de paraître
Envoi sur simple demande

LE CYGNE DE PROUST
de Henri Raczymow
Gallimard, 196 p., 83 F.
VIRILES
de Renaud Camus
P.O.L., 522 p., 170 F.

LE Charles Swann de la *Recherche du temps perdu* est sans doute un composite de réel et d'imagination, comme tous les personnages du roman (sinon de roman), mais on lui connaît de bonne source un fameux modèle en la personne de Charles Haas, dandy parfait, mort le 14 juillet 1902, à l'âge de soixante-neuf ans. Et on est d'autant plus enclin à le croire que Proust prend soin de nier s'être emparé de ce Haas au chapeau tube doublé de vert qui le fascinait, avec une belle indifférence pour lui, le pâle Marcel, le « petit imbécile ». Toutes les précautions dont il s'entoure pour dire que Haas n'est pas Swann montrent assez que le peintre a bien voulu cacher qu'il l'était à l'évidence, que seul son cas l'avait intéressé, qu'il a multiplié les postiches, assez gauchement : le lapsus n'est pas rare chez Proust, qui attribue un jour à Albertine le cou puissant du robuste Agostinelli, et tantôt fait de Swann un blond coiffé en brosse ou crépé, tantôt un chauve.

C'est en familiarité du déchiffrement psychanalytique que Henri Raczymow publie dans la collection de J.B. Pontalis, *l'Un et l'Autre*, un des plus intelligents et lumineux essais sur la *Recherche*, un témoignage de sympathie profonde d'un auteur pour un autre, une très rare et remarquable leçon de lecture, cet art nécessaire qui disparaît à mesure que la production d'imprimé de l'édition française s'emballe un peu dans le vide. Tous les chemins de la recherche — dans la *Recherche* et ses alentours — de quelque chose dont il n'a pas vraiment idée au départ, sinon qu'il décèle de-ci, de-là, des vacilllements, des fausses explications données pour évidentes, des étourderies, comme la calvitie intermittente de Swann, qui l'étonnent, le tracassent, lui reviennent dans ses rêves ou rêveries en promenade et l'obligent à remuer le passé, de bibliothèques en archives, à « remuer la vase » (« *Remuer la vase est une démarche que je vénère* »).

Autant dire qu'il ne procède pas en ligne droite. En zigzag plutôt, en dérive parfois paresseuse et curieusement opiniâtre sur des détails dont le sens apparaît un temps évasif et soudain capital. Ainsi, d'un geste de la main que l'on attribue à Haas (décidément, après le geste de la baigneuse de Kundara, les années 90 seront placées, en littérature, sous le signe des gestes qui nous échappent, nous trahissent, nous dépassent), une façon d'écarter les trois derniers doigts de la main, en formant un rond avec le pouce et l'index, Raczymow s'interroge, mime le geste, ça lui dit quelque chose, il l'a déjà vu faire par un tel et tel autre. « *J'en suis à présent définitivement convaincu : ce geste n'est pas d'élégance. C'est un geste juif.* »

SWANN est juif, comme Haas, et la question de la judéité est un fil tendu d'un bout à l'autre de la *Recherche*, tendu avec quelques lacets où les personnages trouvent leurs pièges. Proust distingue deux périodes chez Swann, deux personnages. « *Plus il est juif, plus il est snob et grossier, apparenté*

LE FEUILLETON

de Michel Brandeau



Charles Haas (au centre) : le modèle de Swann

Le lièvre et le cygne

alors à un Bloch. Moins il est juif, plus il est fin. Alors peut-être n'est-ce que simple. A cet égard, sa « simplicité » n'est qu'une forme plus raffinée de la vanité. Tout au long du roman de leur vie, bien des personnages juifs de Proust — comme les contemporains du milieu qu'il fréquentait — s'efforcent d'esquiver leur judéité, de la faire oublier, de « se faufiler » comme le dit Nietzsche, dans une société ouvertement antisémite (il faut lire les pages consacrées à l'antisémitisme de Degas, ami des Halévy, qui sont hallucinantes, comme le ton des journaux de l'époque, *la Libre Parole*, de Drumont ; et encore, si l'on pouvait croire qu'il ne s'agissait que de cette époque-là, révoque, celle de l'affaire Dreyfus, et non de la nôtre, en veilleuse...).

Pour cela, se « franciser », les personnages changent de nom ou de prénom. A l'exemple de Jakob de Rothschild, qui, arrivant à Paris, ne se fait pas appeler Jacques, mais a l'idée proprement géniale d'opérer un détournement par l'Angleterre et de se prénommer James (« *Passer par l'anglais permet l'équivoque ; ne pas celer l'étrangeté de la personne mais la déplacer de l'espace péjoratif (juif et « boche ») à l'aire acceptable, voire prestigieuse et snob, fashionable : l'Angleterre.* »). Proust va transformer le nom de Haas (lièvre, en allemand) en Swann (cygne en anglais), ce qui, par-dessus le marché, présente un bénéfice esthétique indiscutable.

DE ce passage au cygne, notre couteur de lièvres tire de belles spéculations sur le symbole du cygne comme métaphore de la vie, notion pour laquelle Proust a un peu de dédain : « *La beauté de la vie, moi en quelque sorte dépourvu de signification, stade situé en deçà de l'art et auquel j'avais vu s'arrêter Swann.* » Fabuleux, cet « en deçà de l'art » qui renvoie Swann à sa mort, à sa vérité en un portrait sadique : (« *Le nez de Polichinelle de Swann, longtemps résorbé dans un visage agréable, semblait maintenant énorme, tuméfié, cramoisi, plutôt celui d'un vieil hébreu.* ») et permet à Proust, qui n'a cure,

lui, de ce gâchis qu'on appelle communément la vie, de se placer dans la position d'un grand prêtre égyptien. Ce dandy dont rien ne devrait rester, aucune œuvre — Haas mettait un point d'honneur à ne rien faire, c'est en passant qu'il fit une fille à la marquise d'Audiffret, — lui, Marcel, l'ex-« petit imbécile » va l'embaumer, le vider comme un poulet, le remplir de sa farce à lui, en faire pour l'éternité que durera la *Recherche* dans les tombeaux de papier, non plus l'effigie du Haas qu'il fut, mais « l'homme qui servit de modèle à Swann ». Patrick Modiano a bien décrit ces photos de vacances, de loisirs, où l'on apparaît en été sur une plage, près d'une piscine, dans un soleil immuable, perpétuel, année après année, et puis où l'on n'est plus, tout à coup. Mort, oublié, notre nom ne dit plus rien à personne, n'est plus mentionné. Ce que Proust entreprend en camouflant Charles Haas, c'est, par l'art, de sauver de l'oubli quelques traits d'un illustre « homme de plage ».

Au fil de son enquête, le détective Raczymow rencontre une jolie proustologue, Bernadette A., des descendants de Haévy, une princesse R., petite-fille de Luisita, la fille de Haas ; ne croise jamais que des fantômes, en quoi sa démarche est celle de Swann telle que la définit Proust, la même que celle de Proust, bien sûr. La proustologue Bernadette A. lui fait quelques avances et lui demande ce qui l'a poussé à une enquête aussi vaine, de registres poussiéreux en témoins amnésiques, une course aussi décevante. Il l'ignorait, le découvre pour son compte : c'était le fantasme de toucher la réalité de la *Recherche*, vérifier quelque part dans les coulisses de l'œuvre sa profondeur (« *Alors que je n'ignorais pas qu'une œuvre est sans profondeur, car les seuls mots la constituent.* ») ; aussi réinscrire le nom de Haas, le sortir de l'oubli. Pour « *quelque obscure raison* », dit Raczymow. Pas obscure du tout : ce qu'il refuse, c'est son propre anonymat à venir, l'oubli de son nom. Ce roman policier subtil, cultivé, souvent drôle est aussi fort émouvant parfois,

très proche, intime. La fameuse immortalité vient aussi par les livres de chevet.

VIENT-ELLE par les mémoires, les journaux intimes ? Renaud Camus a dû se poser la question en se lançant à corps perdu dans la rédaction de son journal pendant la durée de son séjour à la Villa Médicis. Un premier volume en est paru en 1987 (*Journal romain*, POL), assez copieux. Voici le deuxième tome consacré à l'année 1987, sous le titre de *Vigiles*, soit 480 pages bien remplies et 39 pages d'index. Dans son prière d'insérer, l'auteur de *Tricks* et de *Roman Roi* avoue avoir le vice d'un de ses aïeux : prendre du pain pour finir son fromage puis l'inverse, etc. « *La graphomane s'affiche ici pour ce qu'elle est, entreprise échevelée d'écriture de la vie.* » Dans ce journal aux proportions « *déraisonnables* », on trouvera de tout : des ciels romains, des souvenirs de Paris, des notes de lecture, des virées dans les boîtes homos de la ville, des réflexions sur la peinture, la sculpture, les comédiens, le cinéma et des remarques pertinentes sur Caligula et Hitler. Mais cette auberge espagnole, décorée en trattoria romaine, reste on ne peut plus parisienne.

A quoi songe en son exil notre amateur d'élogues ? A « *Apostrophes* ». « *Pourquoi Pivrot ne m'invite-t-il pas ?* » A-t-il été trop discret comme mettait un point d'honneur à Echenoz, faut-il être une grande gueule comme Grainville et Van Cauwelaert ? L'index est un outil très divertissant, en amour comme en lecture, et celui de Camus est bien établi pour cela. On ne peut que céder à la curiosité. Barre à « *Apostrophes* » (le 11 septembre). « *L'homme est dégoûtant de satisfaction de soi.* » Camus traite de Barre ou de Chirac comme de Pergolèse ou d'Hortense de Beauharnais, tous convoqués au fil de la plume. Un cas le hante : Rinaldi. Le 26 septembre : « *Je devrais me décider à lire Angelo Rinaldi.* » Le 31 octobre : « *Le dessein en est pris, je vais lire Rinaldi.* » Le 16 novembre : « *Comment ne pas penser ici à Angelo Rinaldi, dont je suis en train d'achever les Roses de Pléine ?* » Le 18 novembre, il se fâche tout rouge contre Angelo Rinaldi et déclare sa réputation d'écrivain « *disproportionnée* », mais, tout en protestant ainsi, devrait reconnaître à Angelo R. le génie de l'avoir obsédé pendant un an, au moins.

ET ce n'est pas fini, nous dit le docteur. Le 18 décembre : « *Descente en flamme du Journal romain par Polrot-Delpech dans le Monde d'hier. Moi qui me plaignais que personne n'écrive d'article à mon sujet, me voilà servi !* » Et de se demander pourquoi seul Hugo Marsan, du *Gai Pied*, aime son livre, et pourquoi Patrick Thevenon de *l'Observateur*, est si tiède, alors qu'avec J.-F. Josselin, ce serait autre chose... Les notes de cette même journée, décidément passionnantes, se terminent par une ligne : « *Speaking of Marguerite Yourcenar, elle est morte hier.* » On dirait le journal de Louis XVI par moments. Du même auteur, dont les frivolités ci-dessus relevées ne doivent pas masquer le charme disert et vagabond, on lira aussi aux éditions Sables, sur le thème « *Qu'est-ce que je fais en ce monde ?* », une *Élégie à Chamalières*, son pays natal.

صلى الله عليه وسلم

Comptes et mécomptes de

Face aux mastodontes du publishing business, qui se disputent les auteurs-vedettes à coups de millions de dollars, les Presses universitaires jouent la qualité. Grâce à elles, on trouve encore de vrais livres aux Etats-Unis

DEUX auteurs américains à succès, Stephen King et Jean Auel, auraient récemment encaissé 30 millions de dollars chacun. Le premier pour quatre livres, le second pour trois ouvrages seulement. Le magazine *Publishers Weekly*, qui avance ce chiffre, en mentionne quelques autres tout aussi extravagants, comme ces 7 millions de dollars que Tom Wolfe aurait empochés pour son prochain roman, après le triomphe du *Bücher des vanités*, qui s'est vendu aux Etats-Unis à 732 862 exemplaires, rien que sous couverture cartonnée.

Friande de superlatifs, la presse américaine ne parle plus, aujourd'hui, de bestsellers mais de « megasellers ». De mégacontrats signés avec l'espoir de mégaventes. C'est-à-dire, pour les éditeurs, de mégarisques.

Cette politique serait funeste à terme si les Presses universitaires

n'existaient pas. Droits d'auteurs modérés, choix éditoriaux circonspects, souci de la qualité plutôt que de la rentabilité, les maisons dites « universitaires » voguent aujourd'hui à contre-courant du publishing business. Et cela paie. Ecoûts par les gros éditeurs (les éditeurs en gros), qui, pour certains, ne raisonnent plus qu'en millions de dollars (par livre !), les auteurs d'ouvrages de bonne tenue, mais aux tirages moyens, échappent, grâce aux Presses universitaires, à la marginalisation.

Du coup, les catalogues des « Presses » se sont enrichis ces dernières années d'ouvrages, sinon « grand public », du moins plus accessibles que ceux, érudits, qu'elles publiaient surtout jusque-là.

Si elles conservent une certaine spécificité, celle, en particulier, de n'éditer qu'au compte-gouttes des romans et de la poésie, leur politique éditoriale est aujourd'hui comparable à celle de n'importe quelle maison commerciale exigeante. A côté de thèses universitaires et d'ouvrages savants, elles n'hésitent plus, à l'occasion, à publier des livres d'art, des guides touristiques et même des bandes dessinées, brouillant, du même coup, les frontières traditionnelles entre éditeurs commerciaux et Presses universitaires.

Une année de mauvaise augure

La centaine de « Presses » qui existent aux Etats-Unis ont édité 6 964 ouvrages nouveaux en 1988, soit 12 % environ de ce que les éditeurs ont lancé sur le marché cette année-là. Le chiffre a beau rester modeste, le rôle des Presses universitaires ne cesse de s'affirmer comme un antidote à la déraison du publishing business. Sans elles, l'édition américaine serait malade. Malade de la concurrence effrénée que se livrent les *blockbusters*, les gros calibres de la profession. Malade de la mégalomanie qui s'est emparée de ce secteur où les concentrations se sont multipliées ces dernières années. Malade de rentabilité immédiate, un régime que le livre supporte mal, sous toutes les latitudes.

Ces concentrations, rachats et fusions, obtenus parfois à prix d'or, ont introduit le ver dans le fruit. Les maisons indépendantes, comme Farrar, Straus and Giroux, se comptent aujourd'hui sur les doigts de la main, à côté des nouveaux géants que sont Time Warner, Bertelsmann (Doubleday, Bantam Books...) ou Murdoch (Harper and Row, Viking Penguin...), etc.

Ces regroupements ayant coûté cher, il fallait les rentabiliser. Et vite. C'est-à-dire disputer à ses concurrents leurs auteurs-vedettes, plutôt que de miser sur des talents naissants, au profit immédiat incertain. Dans ce climat de surenchère, rares sont aujourd'hui les géants de l'édition qui s'emploient à constituer ou à développer patiemment un fonds littéraire qui ferait pourtant, à terme, leur vraie richesse. Ils préfèrent jouer gros, sur des auteurs réputés gagnants, en espérant, parfois en pure perte, décrocher le jackpot.

Les agents littéraires, ces intermédiaires obligés de l'édition américaine, poussent à la même roue :

sachant les éditeurs demandeurs, ils réclament désormais pour leurs auteurs des avances toujours plus astronomiques, que les nouveaux géants de l'édition, obnubilés par l'idée de se « refaire » rapidement, leur accordent pratiquement les yeux fermés.

L'avenir dira si Stephen King, qui n'en serait pas à son premier « megaseller », vaut les 30 millions de dollars (au moins) que la New American Library et Viking auraient misés sur lui. Pour Random House, en revanche, la roue de la fortune a d'ores et déjà tourné dans le mauvais sens : elle aurait perdu beaucoup d'argent avec *My Turn*, de Nancy Reagan, un succès pourtant. Mais un échec au regard des quelque 2 millions de dollars probablement versés à l'épouse de l'ancien président américain.

Victime d'un sort identique, Harper and Row a été contrainte d'avouer une perte d'au moins 300 000 dollars consécutive au demi-fiasco du *Triumph of the Politician* de David Stockman, l'ancien et remuant directeur du budget de Ronald Reagan. Valeur présumée plus sûre que l'épouse de son ex-patron, il aurait arraché 2,4 millions de dollars à son éditeur, qui s'en remet mal.

Cette fébrilité est en train de tourner à la mauvaise fièvre. Les ventes n'ont pas été bonnes en 1989, spécialement celles des romans à couverture cartonnée (*hardcover*), qui ont chuté de 16 % l'été dernier, la saison qui leur est en principe la plus favorable.

La situation est d'autant plus malsaine que les éditeurs ne peuvent plus augmenter leurs tarifs,



comme ils l'ont fait constamment ces dernières années. De 1973 à 1988, le prix d'un *mass market paperback*, disons d'un roman de gare, est passé de 2 dollars à 4,5 dollars, celui d'un livre broché (*paperback*), de 7 dollars à 15 dollars. Et un ouvrage de type *hardcover* vaut en moyenne aujourd'hui 31 dollars contre 19 environ il y dix ans.

Cette période faste a vécu. Les clients se rebiffent dorénavant à l'idée de payer un livre l'équivalent de 200 F français. Peu leur importe si l'éditeur de l'ouvrage en question a été obligé de l'acheter 3 millions de dollars à un agent littéraire, d'autant plus gourmand qu'une maison concurrente lui en offrait 2,8 millions.

Après avoir atteint de tels sommets (de l'absurde), les transactions pourraient bientôt revenir à un niveau plus raisonnable. C'est en tout cas ce que pronostique Roger Straus, le président et fondateur de Farrar, Straus and Giroux, interrogé récemment par le magazine *new-yorkais 7 Days* dans un article au titre symptomatique : « Qui a tué l'édition ? ».

L'affaire Gallimard

A un moment où l'on ne parle plus des éditions Gallimard qu'en termes financiers, depuis que M^{me} Françoise Gallimard a décidé de vendre ses actions (*le Monde* du 9 février), les auteurs et les éditeurs de la maison veulent réaffirmer son identité culturelle et son caractère « unique ».

Pour les auteurs et les éditeurs qui sont chez Gallimard, parce que « cela va de soi », comme le dit J.-B. Pontalis (il dirige notamment, depuis plus de vingt ans, la collection « Connaissance de l'inconscient »), cette maison ne saurait être considérée comme « un formidable portefeuille d'auteurs ». Contrairement à ce que croit et dit, pour attirer le client, la banque américaine Ansbacher, chargée de vendre les actions de M^{me} Françoise Gallimard. Si un quelconque groupe financier devait prendre le contrôle de l'entreprise, il risquerait bien de n'acheter qu'un fonds, — magnifique, certes, — mais pas une maison vivante et créatrice. Car les principaux « cerveaux » en seraient partis.

« C'est justement ce qui est frappant ici, chez Gallimard, une densité de personnalités et de cerveaux qu'on ne trouve nulle part ailleurs », explique M^{me} Teresa Cramisi, qui a quitté son poste de directrice des éditions Garzanti en Italie pour rejoindre, en avril 1989, l'équipe de Gallimard. « J'ai connu bien des maisons d'édition, soit parce que j'y avais des amis, soit parce que j'y avais des amis, et celle-ci est unique », ajoute-t-elle. « Du reste, en prenant la décision de venir, je savais qu'il y avait des problèmes entre les membres de la famille Gallimard. Cela ne m'a pas fait renoncer et, aujourd'hui, mon bilan personnel est plus que positif. Je suis venue de loin pour travailler chez Gallimard : pour « la couverture blanche », qui a fait rêver tous ceux qui aiment la littérature. Les premiers livres que j'ai lus, dans mon enfance, à Alexandrie, étaient des livres Gallimard. Depuis j'ai toujours voulu travailler un jour pour cette maison. »

Le dynamisme du PDG est aussi souligné par un autre éditeur, entré voilà deux ans, M. Jean-Loup Champion. « Toutefois, les gens, ici, ne travaillent pas pour la famille mais pour une idée de la littérature, précise-t-il. Cela dit, cette idée est liée à la structure de Gallimard, recrée — qui dirigera la collection « Le messager », — Danièle Salenave. « Pour moi, l'aventure de cette revue par Gide, Rivière et Schimberg, et la création de la maison d'édition — a toujours été quelque chose d'absolument, dit-elle. Si l'on s'intéresse à la grande prose française, Gallimard est un passage obligé. »

« C'est une des seules maisons en France, et peut-être au monde, où la littérature a le premier et le dernier mot », renchérit Jean-Marie Laclavetine. « Quand on lit en ce moment les articles de presse sur l'affaire Gallimard, on a le sentiment qu'on décrit une entreprise moribonde, à aux enchères », comme l'affirmait le *Figaro*. Mais, ici, tout le monde continue de travailler, la maison vit, elle est dirigée par Antoine Gallimard, qui a notre confiance, Gallimard va bien, a des succès, et une bonne partie de la littérature vivante est dans cette maison. »

Même son de cloche chez l'un des nouveaux membres du comité de lecture, Jean-Marie Laclavetine, et pour une nouvelle

magazine littéraire

Tous les mois, un dossier consacré à un auteur ou à un mouvement d'idées ; et l'actualité littéraire en France et à l'étranger

FÉVRIER 1990 - N° 274

ITALO CALVINO

Un entretien inédit. Calvino par Daniel Del Giudice, Giuseppe Bonaviti, Franco Lucarelli, Calvino, Queneau, et l'Europe, par Marcel Benoit et Mario Fusco. Indit en français : Italo Calvino présente sa trilogie — le Vicomte pourfendu, le Baron perché, le Chevalier inconstant. Une analyse de l'œuvre par Philippe Duros, Giorgio Manganelli, Jean-Paul Manganelli, Ferdinando Camon, Pietro Citati.

Entretien : Ray Bradbury.

Chez votre marchand de journaux : 26 F

OFFRE SPECIALE

6 numéros : 108 F. Cochez sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez :

- ☐ Vladimir Nabokov
- ☐ Milan Kundera
- ☐ Tocqueville
- ☐ Italie aujourd'hui
- ☐ Voltaires
- ☐ Idéologies : le grand chambardement
- ☐ Sherlock Holmes : la collection Conan Doyle
- ☐ Littérature chinoise
- ☐ Georges Bataille
- ☐ Littérature et mélancolie
- ☐ Stefan Zweig
- ☐ Proust, les recherches du temps perdu
- ☐ 50 ans de poésie française
- ☐ La rôle des intellectuels
- ☐ Federico Garcia Lorca
- ☐ Flaubert et ses héritiers
- ☐ Écrivains arabes aujourd'hui
- ☐ Écrits intimes
- ☐ André Breton
- ☐ Les écrivains de Prague
- ☐ Les sociétés de la littérature
- ☐ Gilles Deleuze
- ☐ La Révolution française, histoire et idéologie
- ☐ Jorge Luis Borges
- ☐ Francis Ponge
- ☐ Albert Cohen

Nom :
Adresse :
Réglement joint par chèque bancaire ou postal.

magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères
75007 Paris. Tél. : 45-44-14-51

Yves PRIGENT

L'existence amoureuse
La passion et la durée

L'amour durable : un dynamisme, un antagonisme, le déploiement d'une histoire.

Par l'auteur de « L'expérience dépressive »

95 F

Desclée de Brouwer

مكتبة الادب العربي

150

LIVRES • IDÉES
ENQUÊTE

l'édition américaine

Pour n'être pas encore à l'agonie, celle-ci prie néanmoins les conséquences de son... inconnue. A se disputer les auteurs-vedettes comme des stars d'Hollywood ; à appliquer au livre les règles du capitalisme le plus rude, la machine avait toutes les chances de se dégrader. Elle l'est aujourd'hui. D'autant plus que les librairies indépendantes et de taille humaine, auxquelles, ailleurs, le livre doit quelquefois d'avoir gardé la santé, ont, pour la plupart, succombé à l'offensive des grandes chaînes de distribution, Waldenbooks (un milliard de sucursales) et B. Dalton (quelque huit cents magasins au total). En 1989, l'ensemble de ces chaînes a écoulé 60 % des livres vendus aux Etats-Unis.

Rayées de la carte

Incapables d'accorder les mêmes remises que ces mastodontes, beaucoup de librairies de quartier ont été rayées de la carte. Dans la région de Los Angeles, par exemple, il n'existe pratiquement plus d'établissements où le livre soit considéré autrement que comme un article de supermarché.

Et donc soumis aux règles de la grande distribution, catégorie des rayons périssables : pour peu qu'un titre tarde à « percer », il est aussitôt retiré de la vente, envoyé au pilon ou cédé, en gros, à un soldat. Les stocks, voilà la hantise : beaucoup trop cher à gérer ! Du coup, la vie d'un livre est devenue très brève. Encore heureux si les B. Dalton et autres Waldenbooks ont consenti à le commander : selon certains, plus de la moitié des titres publiés chaque année outre-Atlantique sont jaquette cartonnée, n'atteindraient jamais les rayons des librairies.

A consulter la liste des livres qui se vendent le mieux aux Etats-Unis, cela paraît finalement assez logique. Nulle place, dans la litane des « megasellers » de la dernière décennie, pour des livres à contre-courant ou au ton neuf, de ces livres dont on se dit qu'ils se vendront encore dans un demi-siècle.

Au cours des années 80, vingt-cinq ouvrages ont atteint le million d'exemplaires, dans leur seule version *hardcover*, selon un classement établi récemment par *Publishers Weekly*. Le vainqueur toutes catégories de ce hit-parade est Lee Iacocca, le flamboyant patron de Chrysler, dont l'autobiographie (*Iacocca*) s'est vendue à 2 572 000 exemplaires.

Côté romans, le grand bénéficiaire de cette décennie prodigieuse et prodigieuse est Tom Clancy pour son *Clear and Present Danger*, un « polar » où il est beaucoup question de l'assassinat, sur ordre des barons de la

drogue, de l'ambassadeur américain en Colombie... Tom Clancy a non seulement décroché le gros lot avec ce livre fort bien usiné, mais il a aussi vendu, au cours de la période, 1 287 067 exemplaires de son *Cardinal du Kremlin*. Avec Stephen King et Danielle Steel, il est de ces trois auteurs auxquels on doit dix des treize romans qui ont dépassé le million de ventes dans les années 80.

L'aventure, l'amour et l'espionnage restent des ingrédients indispensables, sinon suffisants, pour prétendre à de pareils tirages. Mais ce qui en dit peut-être le plus long sur les goûts du public américain est la liste des *non fiction*, des non-romans, qui ont le mieux marché ces dernières années. Une certaine Amérique s'y révèle, obsédée par l'argent et la réussite (*Iacocca*). Et totalement obnubilée par le souci de soi : *Voire cure anti-cholestérol en huit semaines* et *En forme pour la vie* se sont vendus chacun à plus de deux millions d'exemplaires en dix ans !

Les livres qui donnent envie de lire, ceux qui résistent, il faut plutôt les chercher dans les catalogues des Presses universitaires. Bien sûr, il n'y a pas que celles-ci pour publier des livres de qualité. Pantheon, Knopf et Farrar, Straus, pour ne citer qu'eux, éditent aussi de « vrais » livres. Mais les maisons universitaires ne font que cela.

C.G. Jung superstar

Le *New York Times* a publié en 1987 un classement des livres que les Presses universitaires ont le mieux vendu ces vingt-cinq dernières années : la comparaison est instructive avec l'autre liste, celles des ouvrages commerciaux à fort tirage. L'auteur « universitaire » qui a eu le plus grand succès en un quart de siècle est Carl Gustav Jung, qui fut un temps considéré comme le dauphin de Freud avant de rompre avec lui. Les Presses de Princeton ont écoulé 1 126 000 livres de Jung, tirés de la traduction de ses œuvres en trente-deux volumes.

Pour s'en tenir aux ouvrages les plus connus en France, on peut mentionner, parmi les best-sellers des Presses, la *Foule solitaire* de David Riesman (Yale, 500 000 exemplaires), les *Métamorphoses* d'Ovide (Presses de l'université de l'Indiana, 304 278 exemplaires) et la *Galaxie Gutenberg* de Marshall McLuhan, dont l'université de Toronto, affiliée à l'Association des presses universitaires américaines, a vendu 65 000 exemplaires en vingt-cinq ans.

Les éditeurs des Tom Clancy, Iacocca et autres *En forme pour*

la vie n'apprécient guère, généralement, le dédain dans lequel les tiennent parfois leurs confrères des Presses. Ils font observer que la partie ne sera jamais égale avec celles-ci car elles sont exemptées d'impôts et sont souvent subventionnées : riches donateurs, universités-mères, fonds fédéraux ou aides locales contribuent en permanence à l'équilibre (fragile) des Presses. Il est plus facile, à entendre les gros éditeurs, de rester sur la qualité plutôt que sur la quantité lorsqu'on n'a pas de tels soucis en tête !

Dans son bureau de Cambridge (Massachusetts), Arthur J. Rosenthal, le directeur des prestigieuses Presses de l'université Harvard, abonderait presque dans ce sens. Il feint de ne pas se souvenir avec précision du chiffre d'affaires maison (deux cents titres nouveaux ou réédités prévus en 1990) et préfère rappeler que c'est Harvard qui publie aux Etats-Unis la monumentale *Histoire de la vie privée* due à Philippe Ariès et Georges Duby, « l'un des plus gros risques que nous ayons pris ». Et qu'il ne regrette pas : le quatrième volume vient d'être tiré à 27 000 exemplaires.

C'est effectivement aux Presses universitaires que les auteurs étrangers de qualité doivent, très souvent, être lus outre-Atlantique. Plusieurs livres de Roland Barthes y ont vu le jour sous le label « University of California press » et, pour ne citer que ces deux exemples, l'université Columbia (New-York) va bientôt publier *Femmes* de Philippe Sollers.

Les Presses universitaires ont, de ce fait, le sentiment de remplir une mission de service public, voire de sauvegarde de l'édition américaine, qui aurait perdu la tête. Morris Philipson, patron des Presses de Chicago : « *Imaginez les échos de rire chez Random House ou McGraw-Hill, ou Little, Brown, à la lecture de la lettre du jeune professeur Untel proposant un manuscrit de 600 pages sur les interrelations des romans de Virginia Woolf...* »

Parce que les maisons commerciales répugnent à prendre de tels risques et mêmes de moindres, les « Presses » ont hérité de ce que James H. Clark, le directeur des éditions universitaires de Californie (Berkeley), appelle des « *academic trade books* ». Entendez par là que les éditions universitaires, sans renoncer à leur mission première, qui est scientifique, s'efforcent de plus en plus fréquemment de toucher aussi, sinon le grand public, du moins les Américains cultivés.

Un bon exemple de ces livres commerciaux de qualité est *Habits of the Heart* (Les habitudes du cœur), un titre qui se réfère à *De la démocratie en*

Amerique de Tocqueville et qui, fondé sur une très solide enquête sociologique, analyse la dérive des citoyens américains vers toujours plus d'individualisme. Publié en 1985, sous la direction de Robert N. Bellah, par University of California Press, ce livre, fort instructif sur les Etats-Unis d'aujourd'hui, s'est déjà vendu à 50 000 exemplaires.

Le maintien des traditions régionales

L'autre mission de service public dont s'enorgueillissent les Presses est de contribuer au maintien des traditions régionales. Beaucoup de petites Presses universitaires, celles qui ne publient que quelques titres par an, éditent surtout des livres sur l'histoire de leur région et de ses gens, sur la faune et la flore locales aussi. A Albuquerque, Elizabeth C. Hadas, la directrice des Presses de l'université du Nouveau Mexique, se félicite, par exemple, d'avoir vendu à 70 000 exemplaires *The Education of Little Tree*, de Forrest Carter, un témoignage émouvant sur l'enfance d'un jeune Américain d'origine cherokee, dans la veine du *Cheval d'orgueil* de Pierre-Jakez Hélias.

Ce genre d'ouvrage tranche avec le sentiment qu'on éprouve rayonnant, à parcourir les rayons des kiosques des aéroports, d'une Amérique qui ne s'intéresserait qu'à ses vedettes, au sexe et à la violence. Un autre type de livres existe outre-Atlantique, édités par les universités et souvent difficiles à trouver. A tel point que, par réaction, deux librairies, l'une à Manhattan, l'autre à Berkeley, vendent désormais exclusivement des ouvrages estampillés « Presses universitaires ». On n'en ressent que davantage l'impression qu'il existe deux mondes de l'édition aux Etats-Unis, de plus en plus étrangers l'un à l'autre.

Bertrand Le Gendre

Abel Jeannière

LIRE PLATON

Lire un Platon multiple, fluant, en perpétuelle recherche, un Platon qui aime les synthèses, les défait, les reprend, mais qui n'aboutit jamais au système. Un Platon qu'il faut se garder d'unifier.

Denis Rosenfield

DU MAL

Essai pour introduire en philosophie le concept du mal

Le concept de volonté maligne est le fil conducteur de cette réflexion ; comment peut-on passer du mal en tant que fait historique à la formulation de propositions philosophiques qui en rendent raison.

Aubier

Rentable*!

Calatrava CANON BP 35-D

Capteur CANON PC 7

Appareil à diapositives SANYO TRC 9100

Agenda électronique HEWLETT PACKARD HP 19 B

Colonne gravée sur place au centre à l'heure 2,30 F

Bureautique DURIEZ Informatique

* Rentables les prix. Rentable le choix. Rentable le service. Rentable le conseil. Rentable DURIEZ.

3, rue La Boétie 75008 PARIS (1) 47.42.91.49

112, bd Saint-Germain 75006 PARIS (1) 46.33.20.43

132, bd Saint-Germain 75006 PARIS (1) 43.29.05.60

UN TUEUR DE LA MAFIA PARLE

ANONYME
UN HOMME D'HONNEUR

Préface de Paul Lefèvre

Les révélations d'un soldat de la MAFIA

"Moi, j'ai eu de la chance. La vie ne m'a laissé qu'une cicatrice et un ulcère. Parmi les gens que je connaissais, peu sont en prison mais ils n'en sortiront pas. Les autres ont été tués. Je suis resté seul. Vivant et seul."

274 p. 95 F.

Clotès

Josyane Savigneau

et la résistance de l'esprit

Elle serait nécessairement remise en cause si un groupe financier s'emparait de la maison.

Parmi les « barons », les très anciens, comme les plus récents, J.-B. Pontalis, Pierre Nora et Philippe Sollers se montrent les plus offensifs et les plus déterminés. Pour J.-B. Pontalis « Gallimard est une maison où l'on pense que la littérature est une valeur. Elle a un rôle d'aimant pour tous les autres secteurs. Le goût de la littérature est présent et perceptible même dans les domaines non littéraires, comme le mien. Tout cela étant symbolisé par le comité de lecture composé d'écrivains. C'est en outre un endroit où les directeurs de collection ont toujours été libres, où les impératifs commerciaux n'ont jamais été mis en avant. Si cet esprit-là devait changer, je ne resterais pas. Car j'aime cette maison à cause de son histoire, de son mythe, de la NRF, ce sigle qui nous a tous fascinés, et qui continue de fasciner nos cadets. »

Pierre Nora — qui dirige notamment « La bibliothèque des idées » et la revue *Le Débat* — exprime lui aussi son attachement à l'actuel PDG de Gallimard :

« C'est Antoine Gallimard, qui, après avoir soutenu dès ses débuts, en 1930, le *Débat*, m'a poussé, pour le dixième anniversaire de la revue, en mai de cette année, à l'accompagner d'une collection, indique-t-il. Et il a maintenant développé ce qui rend cette entreprise exceptionnelle, un équilibre heureux entre l'indépendance de chacun des secteurs et une vraie dynamique de l'ensemble. Pour moi Gallimard est au reste des maisons d'édition ce que le Monde est au reste de la presse : autre chose. » A ces maisons, bien sûr, on trouve, au quotidien, tous les défauts : leur lenteur, leur légèreté « radinerie », leur propension à l'autosatisfaction. Mais devant la menace, devant leur fin possible « on ne retient plus que leurs incomparables qualités », conclut Pierre Nora, on voit que ce qu'on y fait ne pourrait se faire nulle part ailleurs. »

« Tout le monde devrait désormais savoir quel est le plan de destruction du journalisme libre et de l'édition indépendante pour la fin de ce siècle, affirme pour sa part Philippe Sollers. Il suffit d'observer l'incroyable comédie qui se joue en Italie

avec la prise de contrôle des éditions Mondadori par Berlusconi et de penser à ce que sera le marché européen, sous domination allemande, dans les dix ans qui viennent. Mais il est à craindre que les Français, anesthésiés, démissionnaires, ne regardent tout cela sans réagir, comme ils voient, passifs, ce qui risque d'arriver à Gallimard et qui serait une tragédie pour la mémoire même du siècle. »

Ce qui risque l'édition et la presse indépendantes — la mort — tout le monde, au fond, le sait, et personne ne veut vraiment le voir. On fait de croire que l'argent peut venir au secours de l'esprit. La manière dont va se résoudre l'affaire Gallimard sera sans doute exemplaire de la possible résistance du second au premier. Mais dès aujourd'hui on peut affirmer que si les groupes financiers nationaux ou étrangers, susceptibles de chercher à prendre le contrôle de Gallimard, avaient à leurs côtés des Nora, des Sollers, des Pontalis et d'autres, prêts à prendre la relève, cela se saurait, et se verrait, dans les maisons d'édition qui sont déjà sous leur domination.

**L'ÉTAT EN FRANCE
DE 1789 À NOS JOURS**,
de Pierre Rosanvallon,
Le Seuil, 378 p., 140 F

VOICI enfin du neuf, de l'intelligent, de l'excitant, sur un sujet d'histoire bien négligé et qui pourtant nous touche au vif. Pierre Rosanvallon, avec la plausibilité souriante mais têtue qui est la sienne, a décidé de nous faire rompre avec ces lieux communs de meetings et ces invectives en prêt-à-porter qui sont trop souvent notre lot quand nous méditons sur le Léviathan moderne, sur l'entité dévorante : l'Etat, notre Etat, tel qu'en lui-même la Révolution de 1789 nous l'a remis, tel qu'en nous-mêmes nous en avons intériorisé une image stéréotypée.

Il est vrai que l'analyse du phénomène étatique pêche souvent par excès de simplicité et une sorte de confiance implicite dans la linéarité d'un devenir. La France n'a-t-elle pas inventé l'Etat avant la nation, nous disent nos médiévistes, quand le roi sortit de la féodalité pour mieux laisser la politique ? De colbertisme en jacobinisme revu par Napoléon, n'a-t-elle pas laissé l'initiative royale proliférer en toute quiétude ? Un peu de Tocqueville là-dessus, au nom des continuités entre l'Ancien Régime et la Révolution, et l'Etat devient une évidence historique dont on jase sans jamais l'appréhender de près. Cette indolence analytique laisse le champ libre aux divagations périodiques sur les « méfaits » de l'Etat, sur le sort de la malheureuse « société civile », accablée sous son autoritarisme, et sur la désastreuse suffisance d'une nomenclature à la française tout droit sortie de l'ENA.

Le premier mérite de Rosanvallon est, au contraire, de poser qu'en ce pays où l'on prit la Bastille, l'Etat est indissociablement une solution et un problème. Au carrefour de la philosophie politique et de l'histoire, il a bâti son livre sur une évidence mal formulée depuis 1789 et pourtant drastique : l'Etat contemporain est « une forme efficace de représentation sociale ». Et faire son histoire, pense-t-il, passe par l'examen concret, empirique même, désidéologisé en tout cas, des figures du rapport qu'il entretient avec la société. Il s'agit de dégager, dit-il, « le code génétique » de l'Etat. Les quatre « gènes », les quatre figures de base, sont le déroulement chronologique, dans une structure à double hélice, de quatre ambitions : de constitution (« le Léviathan démocratique »), d'institution (l'Etat comme « instituteur du social »), de protection (notre Etat-

Providence) et de régulation (l'Etat interventionniste en économie).

LES deux derniers points, dont l'examen occupe plus de la moitié du livre, ne sont pas les plus neufs. Pierre Rosanvallon toutefois signale à bon escient les grandes étapes constitutives de notre actuelle protection : celle de la fin du siècle dernier, quand la loi de 1898 sur les accidents du travail donna enfin sa chance à un droit social qui ne pouvait pas être régi par un code civil de 1804 trop ignorant du producteur et du travailleur ; celle de l'après-Libération, qui fit de la vieille assistance une « aide sociale » plus diversifiée et qui nous lança dans la course à l'assurance généralisée.

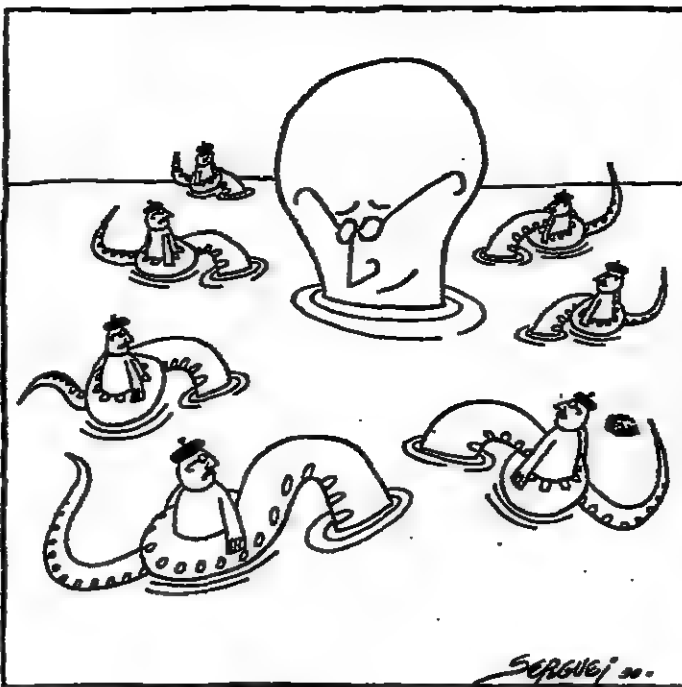
Les voies de l'interventionnisme économique que nous explorons tout aussi classiquement, de l'Etat « conservateur-propulsif » d'avant 1914, qui sait manier l'oukase douanier et le

tarif protecteur pour d'abord préserver l'agriculture, qui ordonnance de grands travaux et détecte l'économie politique, jusqu'à toutes les sophistications du XX^e siècle, après le choc de la Grande Guerre qui fit naître le mot « étatisme ». Fut-ce du keynésianisme bien compris, de Blum ou Mendès France jusqu'à Rocard ? Pierre Rosanvallon ne se bat guère, à raison, pour la défense du terme. Il montre que fut autrement mobilisatrice, depuis 1944, l'ambition d'une modernisation où l'aide de l'Etat, soit dit en passant, fut bien davantage négociée directement avec les professionnels du développement économique qu'à coup d'injonctions venues du Plan.

EN fait, c'est dès le début que Rosanvallon a choisi de surprendre et, fort habilement, de convaincre avec des effets de Blitzkrieg tout à fait bien-

L'HISTOIRE

par Jean-Pierre Rioux



L'Etat en vieil instituteur

venus. Il se retrouve, il est vrai, en terrain familier, dans ces premières décennies du XIX^e siècle où l'on eut « sur les bras », pour parler vite, la gestion de l'héritage révolutionnaire, dont il nous avait déjà fait sentir l'importance dans le *Moment Guizot* (Gallimard, 1985). Là, dans l'analyse d'un non-dit, il nous offre cent vingt pages jubilatoires, nerveuses, informées et passablement

accusatrices. Sa première démonstration met en relief ces contradictions qui ont rendu si aléatoire l'édification en France du « Léviathan démocratique ». Car l'Etat, nous dit-il, est héritier d'une autonomisation du politique déjà ancienne, d'un corset administratif déjà joliment lacé. L'irruption, en 1789, de la notion de contrat, qui ouvre la voie à la démocratie politique, institue en fait la société tout entière comme puissance

constituante de l'Etat nouveau : comment dès lors poursuivre un travail de démocratisation et de transparence tout en parachevant la rationalisation de l'administration qui était en cours avant 1789 ? Comment en outre gérer la définition passablement contradictoire de la souveraineté nationale donnée par les révolutionnaires, qui fait osciller l'Etat entre le libéralisme du droit et la démocratie de la volonté générale ?

Cette série de questions, qui hantera de grands juristes de la III^e République comme Duguit ou Carré de Malberg, rendit fort embarrassante la gestion des rapports entre l'appareil d'Etat et le gouvernement, entre l'exécutif et l'administratif. Au point que, malgré l'élaboration tardive d'une philosophie du service public, on ne sut guère en France penser le rôle des fonctionnaires et des commis et que, de nos jours même, la prolifération de « fonctionnaires politiques » au sein des cabinets ministériels doit bien avoir quelque racine historique. Tous les statuts de la fonction publique, si utiles qu'ils aient été, conclut Pierre Rosanvallon, n'y feront rien : on n'a guère rassuré le vieux Duguit, qui soupirait tant que « l'Etat cesse d'être une puissance qui commande pour devenir un groupe qui travaille ».

Ly a plus délicate question encore. La Révolution ayant brûlé les deux étapes à la fois, la libérale et la démocratique, elle a confondu le rejet des privilèges et destruction des corps intermédiaires, déchirant ainsi pour longtemps le tissu social de la nation qu'elle souhaitait pourtant si ardemment régénérer. Dès lors, l'Etat nouveau devint ce que Mauss nomme un « appareil juridique unique de la cohésion sociale » et qu'un fier publiciste de la Restauration,

Charles Dunoyer, désignait plus plaisamment sous le terme de « producteur de sociabilité ».

Le voici donc, cet Etat, remodelant l'espace avec application, de départementalisation en régionalisation, luttant contre les particularismes de la langue et des mœurs, enfiévré d'éducation uniforme et de grands symboles nationaux érigés au grand air, diligentant des enquêtes qui auscultent le corps social et lui renvoient une image scientifique de ses faiblesses, prônant l'hygiène, installant une foule de « conseils supérieurs » dans tous les domaines de l'industrie humaine, lançant des politiques culturelles tout en cajolant ses instituteurs. C'est, on l'a compris, l'envers de la difficulté précédente : à défaut de pouvoir être tout à fait démocratiquement institué par la société, l'Etat s'est fait instituteur du social.

Telle est, au cœur, l'originalité de l'Etat en France la plus frappante mais la plus secrète, celle qu'on n'observe guère et qu'on ne dénonce pas davantage : cette « tâche inédite d'ordre sociologique et culturel qu'il s'assigne pour produire la nation, combler le vide provoqué par l'effondrement des structures corporatives et trouver un substitut à l'ancienne « concordance » du corps politique traditionnel ». Cette ardeur-là, vigoureusement exhumée par Pierre Rosanvallon, justifiait l'inquiétude d'un Durkheim : le père des sociologues, qui était aussi un fier démocrate, avait bien saisi que, l'individualisme ayant disloqué le social, l'étatisme avait toutes ses chances dans les sociétés contemporaines.

Tel est le point d'orgue de ce petit livre percutant. On eût aimé, bien sûr, qu'il gratte un peu plus la densité sociologique de tant d'affirmations si neuves, que les administrés se fassent aussi bien entendre que les théoriciens, les juristes et les hygiénistes. Mais une immense bibliographie permettra d'aller plus loin que ce travail bienvenu, désigné trop modestement par son auteur comme « une sorte de guide provisoire soumis à la discussion ».

Signalons aussi la *Question de l'Etat*, actes du XXXIX^e colloque des intellectuels juifs de langue française, textes présentés par Jean Halperin et Georges Lévy, interventions, parmi d'autres, de Blandine Barret-Kriegel, Robert Badinter, Dominique Schnapper, Alain Finkielkraut, Miguel Abensour (Denoël, 244 p., 95 F), ainsi que la *Qualité dans les services publics*, par la société Delta, sous la direction de Gérard Bérégayre (Bergier-Levrault, 274 p., 270 F) et *Pour en finir avec la bureaucratie*, de Christian Larget (Fist, 200 p., 148 F).

L'« héritage immatériel » ou le jeu de la règle

L'historien italien Giovanni Levi montre, à travers la carrière de deux notables piémontais du XVII^e siècle, comment s'organisent les clivages majeurs qui déchirent une communauté

LE POUVOIR AU VILLAGE
Histoire d'un exorciste dans
le Piémont du XVII^e siècle,
de Giovanni Levi,
traduit par Monique Aymard,
précédé de
l'Histoire au ras du sol
de Jacques Revel,
Gallimard, « Bibliothèque
des histoires »,
231 p., 120 F.

Le livre de Giovanni Levi, publié en 1985 en Italie, aujourd'hui traduit chez Gallimard, est l'histoire d'un père et d'un fils. Le père avait pour nom Giulio Cesare Chiesa. Il était piémontais, notaire et fils d'un fermier des impôts. En 1647, les familles nobles qui se partagent la seigneurie de Santena, un village aux terres médiocres situé à une vingtaine de kilomètres de Turin, l'appellent comme podestat et juge de la communauté. Il est alors l'homme de la situation. Jeune (il a vingt-neuf ans), dynamique et entreprenant, lié à l'une des familles féodales du lieu, Giulio Cesare a tous les atouts en main pour imposer son autorité.

De fait, il parvient à protéger le village des demandes fiscales de Chieri, la ville voisine, qui prétendait lui imposer sa juridiction, et, à l'intérieur même de la communauté, il apaise l'hostilité entre les familles les plus riches (qui réclamaient la citoyenneté citadine) et celles qui demeuraient attachées à l'autonomie de leur terroir — à savoir les nobles et leurs métayers et fermiers.

En 1690, à sa mort, la réussite de Giulio Cesare est totale. Mais aux yeux des habitants de Santena, elle a quelque chose d'incongru : jamais, en effet, il n'a voulu la matérialiser par l'acquisition de terres. Tout au contraire, il a vendu celles qui lui étaient échues par don ou par héritage. Le capital accumulé qui fait son pouvoir tient au réseau de relations nouées à l'intérieur du village et, plus encore, à l'extérieur, avec les autorités de la cité toute proche ou les agents de l'administration ducal.

En un temps où l'Etat s'efforce d'établir son contrôle sur les communautés, ouvrant le champ à de multiples rivalités et obligeant à une meilleure information sur les conflits politiques, son rôle d'intermédiaire a fait merveille. D'où la première révision du livre de Levi qui en recèle bien d'autres : l'Etat moderne, centralisateur et unificateur, a renforcé, et non pas détruit, le pouvoir de leaders locaux qui, comme Giulio Cesare Chiesa, savaient utiliser avec intelligence, au mieux des intérêts de leur communauté (et, du même coup, de leurs propres intérêts), les tensions existantes entre les différentes autorités qui s'affrontaient.

Mais cet « héritage immatériel » (selon la belle expression qui donnait son titre original au livre, malheureusement remplacée en français par une formule bien plate) peut-il être transmis de père à fils tout comme les

terres et les maisons ? Le destin de Giovan Battista, le fils de Giulio Cesare, montre que la chose ne va pas de soi. Sa position, pourtant, pouvait paraître favorable : il est devenu curé vicairial de Santena, prolongeant ainsi, d'une autre façon, la fonction de médiation assumée par son père.

Pourtant, par deux fois, son autorité est violemment contestée. En 1694, d'abord, lorsque les plus notables du village l'accusent devant l'évêque d'abuser de son ministère, d'extorquer des sommes indues pour procéder aux sépultures et de détourner une part des revenus des confréries sous prétexte de célébrations de messes. Dans une conjoncture nouvelle, marquée par les ravages de la guerre et les mauvaises récoltes, une partie de la communauté en vient à rejeter les intermédiaires qui semblent menacer son ordre traditionnel en ouvrant dangereusement sur l'extérieur et qui, de plus, dérogeant à leur vocation en essayant de convertir en espèces sonnantes leur autorité « immatérielle ».

Trois ans plus tard, c'est une autre accusation qui ramène Giovan Battista au tribunal du diocèse : il est alors inquiété pour les exorcismes et guérisons miraculeuses qui ont attiré à lui nombre de fidèles, de Santena et d'ailleurs (le cahier où il note les « libérations » qu'il obtient mentionne 593 noms pour le seul été 1697). Malgré sa défense, où il plaide la parfaite conformité de sa pratique avec les prescriptions des

manuels d'exorcismes, il est écarté de sa cure. Les archives perdent alors sa trace et l'on ne sait plus rien de lui. Dans l'ultime résumée de son héros, qui draine derrière lui des foules de suppliants malades et infirmes, Giovanni Levi déchiffre, à la fois, un dernier avatar du singulier charisme détenu par les Chiesa et le sûr indice d'un formidable besoin de sécurité, largement partagé.

Les stratégies familiales

Pour Giovanni Levi, raconter la carrière des deux Chiesa n'est pas succomber aux tentations de la biographie historique. Son propos est autre : repérer comment, autour de personnalités d'exception et dans des conjonctures contrastées, s'organisent les clivages majeurs qui déchirent une communauté. Pour les comprendre, il abandonne des modes d'approche devenus classiques, après avoir été novateur : ainsi la définition de la famille comme une unité biologique étroite, rassemblant parents et enfants (et parfois un ou deux aînés), ou la construction de hiérarchies sociales univoques, stratifiant des groupes considérés comme stables et caractérisés par une commune occupation professionnelle.

Après une inventivité iconoclaste et en utilisant « une technique intensive de reconstruction des événements biographiques de

tous les habitants du village de Santena qui ont laissé une trace documentaire » entre 1662 et 1709, Levi recrée ces définitions maintenant traditionnelles. Pour lui, le destin de chaque famille ne peut être entendu qu'à la condition d'être replacé dans un réseau plus large — qu'il nomme « front de parenté » — et qui, sous une autorité unique, organise la collaboration entre plusieurs cellules conjugales, parentes ou alliées.

L'essentiel réside donc dans les stratégies familiales qui, par complémentarité des activités et échanges de biens, de services ou d'informations, visent à réduire, autant que faire se peut, la vulnérabilité du groupe en son entier. A partir du cas des métayers (qui, à part variable selon les fronts de parenté, associent la location des domaines mobiliers, l'exploitation de leurs propres terres, le prêt à intérêt et les bénéfices du lien de clientèle) est construit un modèle formel dont les variations permettent de comprendre les logiques sociales propres à chaque milieu.

De ce changement de perspective, Giovanni Levi tire des conséquences essentielles. Il montre que c'est le système complexe de relations défini par les alliances ou les antagonismes entre les différents fronts de parenté qui commande aussi bien les choix politiques (par exemple, pour ou contre les Chiesa, père et fils) que les mécanismes du marché. C'est ainsi qu'à Santena le prix de la terre, à qualité égale, varie consi-

dérablement (de 1 à 25). La loi qui règle ces dénivellations de prix semble paradoxale : plus la proximité est forte entre le vendeur et l'acheteur, plus le prix de la terre est élevé.

C'est, en effet, la position réciproque des contractants et non le libre jeu de l'offre et de la demande qui fait le prix. Les prix élevés indiquent des ventes forcées et fictives qui, par un transfert de propriété, soldent une multiplicité d'avances et de prestations préalablement consenties de proche à proche. Les prix très bas, constatés dans les transactions passées avec les seigneurs locaux ou les bourgeois de la ville (particulièrement dans les années de crise), traduisent, eux, une autre logique relationnelle : celle, paternaliste, du lien de clientèle qui fonde les « prix de charité » de ces terres finalement peu nécessaires à leurs acheteurs.

L'ouvrage de Giovanni Levi, qu'un pertinent essai de Jacques Revel remplace dans le contexte de la micro-histoire à l'italienne, n'est pas seulement passionnant, mais aussi important. Il s'efforce de saisir ce qui était demeuré étranger d'une histoire sociale trop statique et impersonnelle : d'une part, les mécanismes et les modalités de la mobilité dans des sociétés gouvernées par une dévolution rigide des statuts et des rangs ; d'autre part, les marges de libre jeu laissées aux individus et aux groupes par des normes pourtant fort contraignantes.

Roger Chartier

1500

Nadine Gordimer, celle qui en sait trop

Dans Un caprice de la nature, la romancière n'évite pas certains pièges de la littérature engagée.

par Hector Biancotti

UN CAPRICE DE LA NATURE de Nadine Gordimer. Traduit de l'anglais (Afrique du Sud) par Antoinette Roubichou-Stretz. Albin Michel, 446 p., 140 F.

Au moment où la cause que Nadine Gordimer a défendue depuis ses débuts d'écrivain, avec une lucidité rigoureuse et une ferveur obstinée, est en train de triompher avec la législation de l'ANC et la libération de Nelson Mandela, comment ne pas célébrer l'action passée et les choix de la romancière qui fut prophète en son pays ? Comment ne pas admettre sans restriction à son œuvre ? Ce triomphe progressif de la liberté en Afrique du Sud n'est-il pas un peu celui de Nadine Gordimer ?

N'empêche, son dernier roman pose le problème du roman en soi et, somme toute, de la littérature.

Comme chacun de ses livres, *Un caprice de la nature* ramène, du fond de nos années 40, ce thème, aujourd'hui tombé en désuétude en Europe, mais toujours de rigueur dans certaines régions du monde — celui de la littérature engagée. Ainsi, dans cette Afrique du Sud où elle est née — à Johannesburg, où elle habite toujours, — d'un père juif lituanien, très raciste, et d'une mère anglaise juive, qui ne l'était guère. Depuis longtemps considérée comme « nobélisable », elle débuta en 1949, à l'âge de vingt-cinq ans, par un recueil de nouvelles, *Face to Face*, bientôt suivi d'un roman autobiographique, *The Lying Days*. Le jeune écrivain analysait déjà la société sud-africaine soumise à l'apartheid, à travers la prise de conscience de son personnage féminin — en fait, son propre double.

« J'entre dans un livre comme dans une bataille, vous confie-t-elle vaguement, et c'est toujours une bataille d'idées. Je voudrais que celles-ci aient autant de chaleur et d'intensité que l'amour (...). Être de gauche, être un écrivain engagé en Europe a un tout autre sens qu'en Afrique du Sud. »

Aussi bien son œuvre — une dizaine de romans, parmi lesquels le superbe *Fille de Burger* (1) et plusieurs recueils de nouvelles — découle-t-elle d'une sorte d'engagement naturel, agissant sur l'écrivain en dehors de sa volonté, le rendant porteur spontané d'une expérience collective. Si Nadine Gordimer s'est tournée très tôt vers les communistes, ce fut parce que, à ses yeux, ils étaient les seuls à risquer leur peau dans la lutte contre l'apartheid. Et les seuls qui fussent capables de tirer l'Afrique du Sud de l'aveuglement. C'était du communisme compris comme un moyen plutôt que comme une fin, considéré plus en tant que voie qu'en tant qu'objectif.

Les exigences secrètes

Or lorsque la littérature s'engage pour le compte d'un parti, voire d'une tendance politique, elle sous-entend qu'elle doit « servir ». Du coup, elle prend ses distances avec la poésie, elle manque à son devoir et à sa raison d'être ; elle cesse d'être révolutionnaire par elle-même.

Comme disait Vittorini, qui s'y connaissait, Sartre commettait une erreur de taille en jugeant les romans de Richard Wright uniquement dans les limites étroites de leur capacité à témoigner contre l'oppression exercée par les Blancs sur les Noirs américains. Et l'Italien

ajoutait que révolutionnaire est l'écrivain qui réussit à exprimer à travers son œuvre des exigences révolutionnaires, mais différentes de celles qu'exige la politique : les exigences secrètes de tout un chacun, connues seulement de l'individu qui en est le dépositaire et que, précisément, l'écrivain, lorsqu'il est vraiment engagé place à côté et en plus des exigences que pose la politique. Car il est dans la nature intime de l'homme de « s'attendre à ce que peut-être un simple adjectif pourra atteindre où

n'atteint pas la raison, dans la quête de la vérité, ou qu'un simple adjectif pourra récupérer le secret qui s'est débordé à toute recherche... »

Le roman, ce long rêve éveillé dont les figures doivent grandir au fil des pages comme l'enfant au fil des ans, ne peut pas se nourrir de certitudes, de données précises, de catalogues, d'événements recueillis par l'Histoire. Si telle est la démarche de l'auteur engagé, il ne reste au lecteur que de comparer ce que celui-ci rap-

porte dans son ouvrage avec ce qu'il connaissait, ou qu'il connaissait autrement. Et du coup, le lecteur du roman devient un abonné des journaux.

Nadine Gordimer avait, jusqu'à présent, su garder un délicat équilibre entre vie romanesque et idéologie, ses personnages et leurs idées semblant indissociables. On sentait l'engagement sans faillir, mais jamais le précepte ni la revue de presse. Ici, on dirait qu'elle est arrivée à ce savoir trop, et qu'elle veut tout consigner, tout ce qui s'est passé en Afrique du Sud depuis plus de trente ans. Mais qui, s'il ne connaît d'avance les faits, parviendrait à saisir, dans son déroulement confus, cette histoire que l'ouvrage essaie de récapituler sans rien faire pour atténuer l'impression de chaos ?

Certes, il y a des silhouettes, trois sœurs d'origine juive : Olga, riche et réactionnaire ; Pauline, qui n'abandonnerait pour rien au monde sa lutte contre l'apartheid, même si un totalitarisme noir menaçait de remplacer le totalitarisme blanc ; et Ruthie qui, elle, a disparu au bras d'un homme, laissant à ses sœurs une fille, Hillela. Et celle-ci, à peine terminées ses études au lycée, quitte ses tantes et cousins pour devenir tour à tour secrétaire médicale, chanteuse, vendeuse, gouvernante, révolutionnaire, avant d'épouser un leader noir, bientôt assassiné sous ses yeux. Après quoi, elle va continuer son activité politique à Londres, à Moscou, aux États-Unis, jusqu'à ce qu'elle rencontre un général noir révolutionnaire, qu'elle épouse, et qui finit par faire d'elle la présidente blanche enturbannée à la mode d'un pays africain de fraîche indépendance...

Il y a aussi Sasha, le cousin qui a été, à dix-sept ans, l'amant d'Hillela, et que des années de

prison n'ont pas dissuadé d'abandonner la lutte pour la liberté des Noirs. La lettre qu'il écrit en prison est admirable, mais elle se trouve à la fin de l'ouvrage et comme jusqu'à la Sasha existait si peu, le lecteur doit se résigner à l'attribuer à l'auteur du roman.

Des personnages sans vie

Au total, osons le dire, les personnages manquent de vie, étouffés qu'ils sont par l'accumulation de simples renseignements historiques. Car Nadine Gordimer se préoccupe surtout de ce qu'elle craint qu'on puisse ne pas voir ou qui risque de passer inaperçu aux yeux de l'historien. Et l'ambiguïté, cet élément aussi nécessaire à la vie du personnage que l'oxygène l'est pour nous tous, n'apparaît que dans le troisième tiers du roman, au sujet de la déroute, de l'indomptable Hillela. De même que l'ironie qui, chez Nadine Gordimer, était comme la loupe du bijoutier ajustée à l'œil, ne lui que dans les toutes dernières pages.

Qu'il soit permis d'avancer une hypothèse et de formuler en même temps un souhait : le roman exige une folie qui se dissipe lorsque, ayant beaucoup vécu, il n'est de voix que pour un discours calme, apte à mettre de l'ordre dans les souvenirs que le drame a laissés derrière soi ; une voix, pouvant clarifier, dans le cas de Nadine Gordimer, les rapports entre la lente formation d'une conscience sociale et la force d'inertie de l'histoire. Le moment ne serait-il pas venu, pour Nadine Gordimer, de reprendre la plume de la jeune femme écrivain, au seuil de la trentaine, un roman autobiographique, et, pour de bon, nous faire cadeau de ses propres Mémoires ?

(1) Le Livre de Poche, 1982.



« Être un écrivain engagé en Europe a un tout autre sens qu'en Afrique du Sud »

Ecrire au pays de l'apartheid

Suite de la page 23

« Nos écrivains parlent surtout du système. C'est inévitable. Pourtant, la littérature devrait aussi traiter des êtres humains. A cause de l'apartheid, il est difficile de connaître le style de vie des autres. On peut vivre à Lenasia et n'avoir quasiment pas de contacts avec les autres communautés. (...) »

« Les jeunes Indiens sont extrêmement politisés. Ils contestent de plus en plus l'Indian Congress (organisation sœur de l'ANC), car, ils estiment que ses fondements sont racistes. (...) »

« J'ai confiance. Cela doit changer. J'espère seulement que ce sera pour le bien et le bonheur de tous. Je suis favorable à un système de suffrage universel. J'espère que les gens se rendront à la raison. »

La langue bigarrée des townships

Une maison de quatre pièces, comme il s'en est construit des dizaines de milliers depuis des années pour loger les familles noires. Nous sommes à Benoni, une banlieue noire de Johannesburg. Les ruelles grouillent d'enfants, dans la poussière caractéristique des routes non goudronnées. Le foyer de Sipho Sepamla est très soigné ; des bousses de plastique recouvrent trois fauteuils rebondis. La chaîne hifi japonaise surprend un peu dans le décor.

Sipho Sepamla est noir. Il dirige le Centre FUBA (Fédération des artistes noirs) et s'est surtout fait connaître par ses recueils de poèmes, écrits dans la langue bigarrée des townships : mélange d'anglais, de zoulou et de sesotho.

« Je suis né en 1932, dans une mine d'or du Witwatersrand. Mon père était un ancien professeur et ma mère une employée de maison. Mon père avait abandonné l'enseignement peu de temps avant ma naissance, pour devenir employé de bureau dans les mines. Il y gagnait mieux sa vie. (...) »

« En 1964, j'ai écrit une pièce de théâtre. C'était la première œuvre que j'ai réussie à terminer. Elle n'a jamais été jouée, car la répression était très dure à l'époque. Un ami artiste l'avait lue et m'avait dit que j'étais bon pour Robben Island, avec ça (l'île où Nelson Mandela et tous les grands leaders du nationalisme noir ont été longtemps emprisonnés). En 1968, j'ai commencé à écrire mes premiers poèmes. »

« Je dis toujours aux Blancs que s'ils veulent comprendre mes poèmes, ils sont censés connaître au moins une langue africaine. J'ai d'abord été lu par des Blancs mais, depuis quelque temps, je suis lu par beaucoup de Noirs. Mon vrai public, c'est le monde. Le monde entier débat de la situation en Afrique du Sud. J'essaie donc d'écrire des choses universelles. »

« La plupart de mes œuvres sont satiriques. J'aime beaucoup

la satire. L'homme de la rue est très satirique. Les personnes éduquées sont un peu raides : elles parlent une langue propre et correcte. Pas l'homme de la rue. Il parle comme j'écris mes poèmes. Il est plus authentique, plus honnête. L'écrivain joue un rôle très important dans ce pays. Je crois qu'il remplit une fonction essentielle, non seulement à l'intérieur de sa communauté, mais aussi en tant que « réconciliateur ». (...) L'écrivain peut réconcilier les communautés par l'intermédiaire de la poésie ou des propos que tiennent ses personnages. Les écrivains noirs ont largement contribué à éveiller la conscience des Blancs. »

En tant qu'écrivain, je ne soutiens aucun mouvement particulier. Je soutiens tous les mouvements anti-apartheid. En réalité, il y a peu de différences entre les organisations. Je pense que les gens vont assister à un changement au sein de l'ANC. Pour prendre le pouvoir, il lui faudra modifier en partie son idéologie. Ce que la plupart des Noirs reprochent à l'ANC, c'est l'influence marxiste blanche. Je ne crois pas que le marxisme séduise les Noirs. La plupart d'entre eux embrassent aujourd'hui les valeurs des démocraties occidentales : liberté d'entreprise, liberté d'association, liberté d'expression. »

« Le Nigeria m'a rendu l'Afrique »

Un petit bureau terne, mais plein de livres, à l'université du Witwatersrand, communément baptisé Wits. Es'kia (Ezekiel) Mphahlele est revenu, comme il le fait régulièrement, au département de littérature africaine, le premier du genre en Afrique du Sud, qu'il a créé en 1983, avant de prendre sa retraite en 1987.

Es'kia Mphahlele est né le 17 décembre 1919, à Marabastad, une banlieue noire (devenue indienne) de Pretoria. Son père était coiffeur chez un fabricant de textiles. Sa mère était employée de maison. A l'âge de cinq ans, sa mère le plaça, ainsi que son frère

et sa sœur, chez sa grand-mère, dans un petit village de l'est du pays. A treize ans, il revint vivre avec ses parents, à Marabastad. Il a raconté son enfance et sa vie, jusqu'à son départ pour le Nigeria (en 1957), dans une autobiographie intitulée *Down Second Avenue*, traduite en français par Présence africaine.

« J'ai lu et enseigné beaucoup de littérature anglaise. Mais lorsque je suis devenu professeur au Nigeria, j'ai découvert que je devais apprendre la littérature africaine. Le Nigeria m'a rendu l'Afrique. Notre culture est encore très solide, bien que les Africains se soient fortement occidentalisés dans notre pays. En 1957, la littérature nigérienne s'épanouissait. Les grands auteurs nigériens écrivaient leurs premières œuvres. Avec eux, j'ai fondé des clubs d'écrivains et d'artistes. J'ai même appris le français pour lire les auteurs d'Afrique francophone. Nous n'écrivons pas comme les Blancs. Notre poésie est différente. Le rythme est différent. L'intensité des sentiments est différente. Nous vivons dans un ghetto. Les écrivains blancs vivent dans les banlieues riches. »

« Malgré les avantages offerts par les langues africaines, nous communiquons en anglais. Les réunions publiques et syndicales se déroulent en anglais. Nous écrivons nos communiqués, nos motions, en anglais, puis nous les traduisons dans les principales langues africaines. Ces dernières n'ont pas de mots pour les concepts de liberté ou de démocratie. »

« Le rôle de l'écrivain, c'est de rapporter les événements, les sentiments et les pensées à travers la fiction, la poésie, le théâtre ou l'essai. En Afrique du Sud, l'écrivain a une tâche supplémentaire : décrire les souffrances des opprimés, aider le peuple à comprendre le sens de son oppression et lui suggérer des moyens pour s'en délivrer. »

« Je m'adresse aux lecteurs noirs. Pour cela, il me faut utiliser une langue qui puisse être comprise par le plus grand nombre. »

« J'écris dans un anglais spécial, un anglais appris à l'école. Je fais beaucoup de traductions dans ma tête. J'écris en sesotho, mais si je m'en tenais là, seuls les Sothos pourraient me lire. Je pense en anglais et en sesotho. Je descends au plus profond de mon âme pour retrouver les images et l'univers de ceux qui parlent ma langue. Puis je retranscris tout cela dans une langue publique, l'anglais. Je réussis très bien à cantonner mon vocabulaire dans certaines limites. Je dois simplifier les concepts dans mon esprit, pour me mettre à la portée de lecteurs de différents niveaux d'alphabétisation. (...) »

« J'ai été interdit en 1966, au terme de l'Internal Security Act (loi sur la sécurité intérieure). Tous mes livres ont été censurés. Quand je suis revenu d'exil, j'ai dû engager des poursuites légales pour faire lever la mesure. Certains de mes ouvrages suivants ont été interdits aux termes du

Publication Act (loi sur l'édition). L'adaptation en bande dessinée de *Down Second Avenue* a récemment été censurée à cause de l'un des personnages, Zeph Mothopeng, un de mes camarades de classe devenu par la suite leader du Pan African Congress. »

« Le système stimule l'écrivain, certes, mais il a tendance à l'étouffer, à l'obséder, au point que plus rien d'autre que l'oppression n'existe à vos yeux. Vous en oubliez la tendresse de la vie. Vous en oubliez que des gens meurent, naissent, aiment, haïssent. Vous en oubliez que la trahison existe aussi. En ce sens le système paralyse l'écrivain ; il le paralyse aussi en lui ôtant toute sécurité matérielle. Vous ne pouvez plus bien écrire, vous écrivez toujours sous pression. »

Propos recueillis par Nathalie Prévost

Bibliographie

NADINE GORDIMER

Un monde d'étrangers, roman (1979) ; *Fille de Burger*, roman (1982) ; *Ceux de July*, roman (1983) ; *Le Conservateur*, roman (1988) ; *Quelque chose là-bas*, nouvelle ; *Un caprice de la nature*, roman (1989). Tous ces livres ont été publiés par Albin Michel.

AHMED ESSOP

Certaines de ses nouvelles ont été traduites en français dans la revue *Europe* (avril 1988).

SIPHO SEPAMLA

L'Hammeton a publié *Retour à Soweto* et *Présence africaine* a acheté les droits de *Troisième Génération*.

ES'KIA MPHHALELE

Présence africaine a édité en français au bas de la 2^e avenue, sord'hui épuisé. Le livre a, par ailleurs, été traduit en allemand, en tchécoslovaque, en serbo-croate, en bulgare, en russe (édition pirate précise l'auteur), en hébreu, en japonais, en suédois et en italien.

JACQUES FIESCHI

L'homme à la mer

158 p. J. Clottes 85 F

Photo: John Falley

"LA NOSTALGERIE"

Outre le charme d'une écriture superbe qui concilie la rigueur et la sensibilité, *L'homme à la mer* s'impose par cette qualité de justesse et de sincérité imparables à quoi on reconnaît qu'un livre a longtemps mûri dans l'imaginaire de son auteur.

François-Olivier Rousseau
Le Figaro Magazine

LES SABRES DU PARADIS

de Lesley Blanch.
Traduit de l'anglais
par Jean Lambert,
Lattès, 300 p., 129 F.
JOURS CAUCASIENS
de Banine.
Avant-propos d'Ernst Jünger,
Gris Canal éditeur,
(11, rue Louis-Braille,
34000 Montpellier), 258 p., 120 F.
J'AI CHOISI L'OPPIUM
de Banine.
Edition S.O.S. (11, rue de Cambrai,
75009 Paris), 184 p., 99 F.

« Comment espérer l'emporter sur les armées russes ? Il n'y aurait jamais de victoire tant que le Caucase tout entier ne serait pas réuni en une seule force, combattant pour une seule foi. C'est seulement par l'islam qu'ils pourraient briser l'éternelle insidieuse corruption. On pouvait bien se battre, en principe, pour l'indépendance, mais pour qu'on se batte de tout cœur, il fallait que ce fut au nom d'Allah, pour l'islam... » Ainsi raisonnait Chamyl, il y a plus d'un siècle et demi.

Chamyl ? Le Lion du Daghestan, un être de légende, le prophète d'Allah sur la terre, le chef rebelle, l'imam, le héros de la liberté, qui tint pendant trente ans en respect les puissances armées du tsar dans une guerre sainte, sanglante, qui enflamma l'imaginaire de musiciens, d'artistes et de poètes de l'Europe tout entière. Au cœur de ces montagnes sauvages du Daghestan, aujourd'hui république socialiste soviétique autonome, incrustée entre la mer Caspienne, les républiques des Kaloukhs, des Tchétchènes et des Ingouches, la Géorgie et l'Azerbaïdjan, nul n'a oublié Chamyl. Région impénétrable avec ses précipices et ses éboulements, fermée, en théorie, aux étrangers, peuplée d'un million et demi d'habitants sur une superficie presque aussi grande que la France, où vivent encore plus d'une trentaine de peuples montagnards ayant chacun leur langue — l'avar, le lak, le tat, le lesguin, etc. — et où on édite en neuf langues, parfois pour des peuples qui n'ont plus qu'un millier de représentants. « Ma voix, c'est toi, langue des Avars, ma langue maternelle, écrit le plus célèbre poète du Daghestan d'aujourd'hui, Rasoul Gamzatov, fils de Gamzat, de l'aul de Tsada. Tu m'as pris par la main comme un enfant, tu m'as fait sortir de mon aul pour me conduire de par le vaste monde, vers les hommes, et moi je leur parle de mon pays. Tu m'as mené vers un géant qui a pour nom la langue russe. Elle aussi elle m'est chère (...). néanmoins je sais que j'aime ma mère. Car on peut aller demander des allumettes à son voisin pour allumer le feu à son foyer. Mais

on ne peut aller demander à ses amis des allumettes pour allumer le feu du cœur. (...) Que penser de mes amis qui vivent dans les villes et écrivent dans une autre langue que la leur ? Evidemment cela ne regarde qu'eux et je ne voudrais pas leur faire la leçon. Toutefois, je trouve qu'ils ressemblent à ceux qui essaient de tenir deux pastèques sur la paume de la main... » (1).

Le Caucase, passage obligé entre la Russie et la Perse ou la Turquie, c'est un peu le centre du monde (2) ; entre Europe et Asie, cette terre mythologique abrite plus de peuples que nulle autre : musulmans en Azerbaïdjan ou au Daghestan, chrétiens en Arménie, orthodoxes en Géorgie, païens ailleurs, tous refusant l'athéisme d'Etat. Depuis les massacres de Soumgaï il y a deux ans, la tuerie de Tiflis le 9 avril 1989, les pogroms anti-arméniens à Bakou et l'intervention de l'armée rouge en janvier, la revendication de la constitution d'un Azerbaïdjan islamique, c'est une guerre de religions qui bat son plein au Caucase. Comme au XIX^e siècle... Comme toujours... Luites ancestrales qui, certainement, se perdent dans la nuit des temps, mais qui couvent toujours sous la cendre.

C'est un magnifique roman historique que qu'a écrit Lesley Blanch avec *Les Sabres du paradis*, une biographie de Chamyl, après de minutieuses recherches dans les sources françaises, anglaises, les archives russes, dans les montagnes du Daghestan, auprès des descendants du chef avar en Turquie et au Caïre. Le livre publié dans un club en 1960 était resté, malheureusement, inconnu du public français et il sera une belle découverte, non seulement pour ceux que fascine le Caucase, mais aussi pour mieux comprendre un moment crucial de l'histoire de la conquête de l'empire russe. (Un regret cependant : l'absence d'index dans l'édition française et trop de noms estropiés.)

Après que Potemkine eut soumis la Crimée au pouvoir de Catherine II, la Russie et la Perse s'étaient disputés la région frontalière de l'Azerbaïdjan et les ports de la Caspienne, les deux pays revendiquant les zones intermédiaires du Caucase et de la Géorgie. « Mais les Russes n'avaient pas seulement l'intention de soumettre un voisin agressif, explique Lesley Blanch. Ils étaient

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

L'éternelle révolte du Caucase



Chamyl, imam du Daghestan.

décidés à s'emparer de toutes les régions confinant à leurs frontières (qui étaient pour eux, dans ce cas, les limites extrêmes du Caucase). Ainsi en cas d'attaque, ou du reste en toute circonstance, ces territoires s'étendraient comme un bastion extérieur, une ceinture d'Etats-tampons entre la Russie proprement dite et quelque ennemi que ce soit. En 1828, le tsar avait exigé du chah les droits exclusifs de navigation sur la Caspienne, le libre exode des Arméniens de Perse en territoire russe et avait accueilli les Tartares de l'Azerbaïdjan qui se prétendaient opprimés par la Perse. Plus tard, allait commencer la conquête des khanats de l'Asie centrale. La Russie se constituait un empire colonial avec ces Etats-frontières qu'elle convoitait depuis longtemps : au sud jusqu'à la Crimée ; à l'ouest jusqu'à l'Autriche — Hongrie, avec la Pologne comme province-frontière ; au nord et à l'est, jusqu'aux frontières de l'Amour.

SEUL le Caucase, seul le Daghestan, avec ses pics sombres et menaçants, demeurait invaincu, montrant des signes d'hostilité et de révolte ouverte quand les tribus se rassemblaient pour repousser le traité avec la Perse, après 1828. « Ni la force, ni la persuasion, ni la ruse ne réussirent à les gagner. Les Russes n'avaient pas

encore compris qu'il se heurtaient non seulement à une résistance nationale, mais à un mouvement de fanatisme religieux qui grandirait jusqu'à ce que chaque village fût une forteresse, chaque homme un moine guerrier, et le pays entier conduit à la guerre comme à la prière par un imam prêchant la résistance par l'épée et par le feu. »

C'était la ghazavat, la guerre sainte du muridisme, doctrine issue du soufisme dans laquelle le mystique s'alliait au politique pour chasser les infidèles. Les « Sabres du paradis » allaient être le moyen de conquérir le paradis d'Allah. Lesley Blanch raconte admirablement l'histoire de cette guerre d'indépendance et la vie du chef avar qui défia le tout-puissant autocrate qu'était Nicolas I^{er}. Après une défaite, le tsar avait pris en otage à Pétersbourg le fils de Chamyl ; en représailles, celui-ci allait capturer deux princesses géorgiennes Tchavtchavadze, leurs enfants et leur gouvernante française — l'étonnante M^{lle} Drancy, née rue des Acacias, — les gardant prisonniers pour pouvoir les échanger contre son fils.

Grande voyageuse, passionnée par la Russie, l'auteur des *Sabres du paradis*, l'Anglaise Lesley Blanch qui vit aujourd'hui sur la Côte d'Azur, a beaucoup voyagé, notamment en Russie, en Bulgarie, en Asie centrale... C'est alors qu'elle était mariée à Romain Gary, consul de France à Los Angeles, qu'elle a réuni l'énorme documentation et la connaissance en profondeur de son sujet, ce qui lui permet d'écrire un ouvrage savant qui n'en a pas l'air. De plus, elle a un véritable talent d'écrivain et elle sait admirablement transmettre sa passion pour son sujet, racontant à merveille le contexte historique et l'anecdote, sachant tout des mœurs caucasiennes : le devoir de la vendetta, le goût de yoghourt et du vin bouilli, le corset de daim enserrant la taille des filles du Caucase, etc. Mais aussi, elle aime le Caucase comme l'ont aimé Pouchkine, Lermontov, Gribiedov, le « vazier-moukhtar », qui sera assassiné à Tabriz, et Tolstoï dans deux de ses plus beaux livres : *les Cosaques* et *Hadji Mourat*.

Surtout, elle a su faire un splendide portrait de l'imam Chamyl, faire comprendre la sauvagerie d'un combat sacré pour chasser jusqu'au dernier des Moscovites, les victoires, la volonté

d'unifier le Caucase, l'offre faite du poids en or de sa tête pour sa capture, puis la défaite jusqu'à la reddition, le 24 août 1859, au-dessus de l'aul de Gounib, offrant son sabre à son vainqueur. Gounib, où aujourd'hui encore les gens du Daghestan ne montrent qu'à contrecoeur une plaque commémorant la fin de la lutte. Conduit à Pétersbourg, où il sera bien traité par le tsar, puis en captivité avec sa famille à Kalouga, l'imam sera autorisé, en 1870, à se rendre à La Mecque pour y mourir à soixante-quatre ans. Quel film, (quelle coproduction ?) ce pourrait être ! En tout cas, c'est inmanquablement un des plus beaux romans historiques qu'on puisse lire à propos de ces lieux restés presque inchangés, où l'autonomie culturelle a été respectée en partie, ce Daghestan splendide, dont Tolstoï écrivait : « C'est vraiment un plaisir de se battre dans un si beau pays ! »

Vint alors la guerre de Crimée et à partir de 1860 l'exode vers la Turquie des Circassiens, des peuplades de la Tchétchénie et les Daghestanais. « Après le désastre de Crimée, on aurait pu croire que la Russie était écrasée, mais il n'en était rien, explique l'auteur. Une vague de panslavisme commençait à remodeler sa politique. » Eternels recommencements.

AUTRE Caucasiens qui continue, après sept décennies d'exil à se sentir profondément azéri, c'est Banine, de son vrai nom Umm El Banine qui, il y a peu, s'élevait dans *Le Monde* contre « les prétentions arméniennes » au Karabakh (3) et dont on vient de republier plusieurs ouvrages : *Jours caucasiens*, une belle évocation d'une enfance musulmane dans un Bakou qui sent l'Orient, le naphte. (« A l'encontre de certaines personnes dignes, nées dans les familles pauvres, mais « bien », je suis née dans une famille pas « bien », du tout, mais très riche », commence-t-elle crûment. Si riche que ce serait un scandale, n'était le fait déplorables, mais juste, qu'elle a cessé de l'être depuis de longues années déjà. ») J'ai choisi l'opium, un journal émouvant, empreint de rationalisme et de foi à propos de sa conversion au catholicisme ; et aussi un portrait d'Ernst Jünger à la Table Ronde.

Le Caucase, une histoire, une terre à redécouvrir. Si les Soviétiques en permettent l'accès.

- (1) *Mon Daghestan*, par Rasoul Gamzatov, Ed. du Progrès, Moscou, 1975.
- (2) Voir dans le n° 5455 de *Hérodoote*, 4^e trimestre 1989 : « Les marches de la Russie ».
- (3) Voir *Le Monde* du 20 janvier 1990 : « Un point de vue azéri ».

Lesley Blanch a publié en français : *les Rives sauvages de l'Amour* (Plon), *le Prince (Laffont)*, *Pierre Loti* (Seghers). Elle est aussi l'auteur de *Fragment d'une autobiographie* (en anglais) : *Journey into the mind's eye* (Century, London).

David Shahar aux prises avec le Paradis

Un intermède lyrique et bouffon dans la longue fresque du Palais des vases brisés

LES MARCHES DU PALAIS
de David Shahar.
Traduit de l'hébreu
par Madeleine Neige,
Payot, 237 p., 135 F.

Ce n'est pas seulement parce que la couverture change, et l'éditeur, que les *Marches du Palais* constitue comme un intermède dans la grande fresque que l'écrivain hébreu David Shahar, admirablement traduit par Madeleine Neige, compose autour de Jérusalem. Et c'est un intermède joyeux, où l'ironie côtoie le lyrisme et qui se termine sur une bouffonnerie métaphysique tout à fait inattendue. Ce livre n'en forme pas moins le sixième tome du *Palais des vases brisés*, mais il diffère des précédents par son apparente simplicité. Il ne met en scène guère plus de trois personnages : un homme et les deux femmes qui l'entourent, dont l'une, l'éclatante Orita, déjà croisée dans les volumes antérieurs, attise son désir sans le satisfaire, tandis que l'autre le comble, Bella, gentille épouse d'un aubergiste, qui apparaît ici pour la première fois.

L'homme, nous le connaissons bien. C'est ce Gabriel Louria qui revenait de France dans *Un été rue des Prophètes*, puis avait vécu, à son grand dam, les sanglantes émeutes arabes de 1936. Fils des propriétaires de la maison qu'avait habitée le narrateur dans son enfance, il fascinait celui-ci et n'était vu que par témoins interposés. Maintenant, Gabriel accède au statut de personnage à part entière. Et il a

vingt ans, l'âge des amours. Il ne sera question que d'elles dans les *Marches du Palais*, d'elles et du cahier bleu où le jeune homme consigne ses pensées entre ses ébats amoureux. Le plaisir des sens, loin de lui troubler l'esprit,

l'aiguise au contraire, comme un appel à la création. Entre les bras de Bella où Orita l'a jeté, par un enchaînement de circonstances où l'on reconnaît bien la virtuosité de David Shahar à emboîter les uns

des autres faits et gens, raisons et causes qui tissent la trame serrée de ses récits, Gabriel va vivre au paradis. Et peu importe qu'une cave, la fameuse cave de M^{lle} Louria, tout juste égayée par un vase de

roses blanches, en devienne le secret décor, si tôt après que les amants se sont rejoints et unis, par un soir de lune, au pied de la tour de David, sur le sentier qui mène par la vallée de Josaphat et la vallée de la Géhenne, à la vallée des Fantômes.

Cette petite femme donc, pieuse, craintive, jolie mais un peu terne et toujours enveloppée dans un grand manteau gris, s'y entend comme pas une à célébrer son mâle et à le diviniser en jouant audacieusement des expressions sacrées de la Bible.

La nudité de Dieu

Dès qu'elle franchit la porte de la cave et se dépouille de ce qu'elle appelle ses « pelures », vêtements aussi bien qu'habitudes, rites ou croyances qui la protègent sous les cieux d'en-bas, elle resplendit, dans sa nudité, comme « l'Etoile du matin », dont elle se donne le nom. Grâce à son « Roi de gloire » dont elle flatte le « sceptre » pour le guider jusqu'à son « Saint des saints », elle s'envole dans les cieux d'en-haut où la trahison n'a plus cours, même celle qu'elle inflige à son gros aubergiste de mari, auprès de qui elle reste bonne épouse.

Gabriel se laisse moins complètement emporter dans cet empyrée. Des images, des tentations d'Orita le traversent encore. Or voici que celle-ci revient justement vers lui pour l'emmener à la garden-party donnée par son père, le juge Gutkin. Elle descend d'un fiacre où

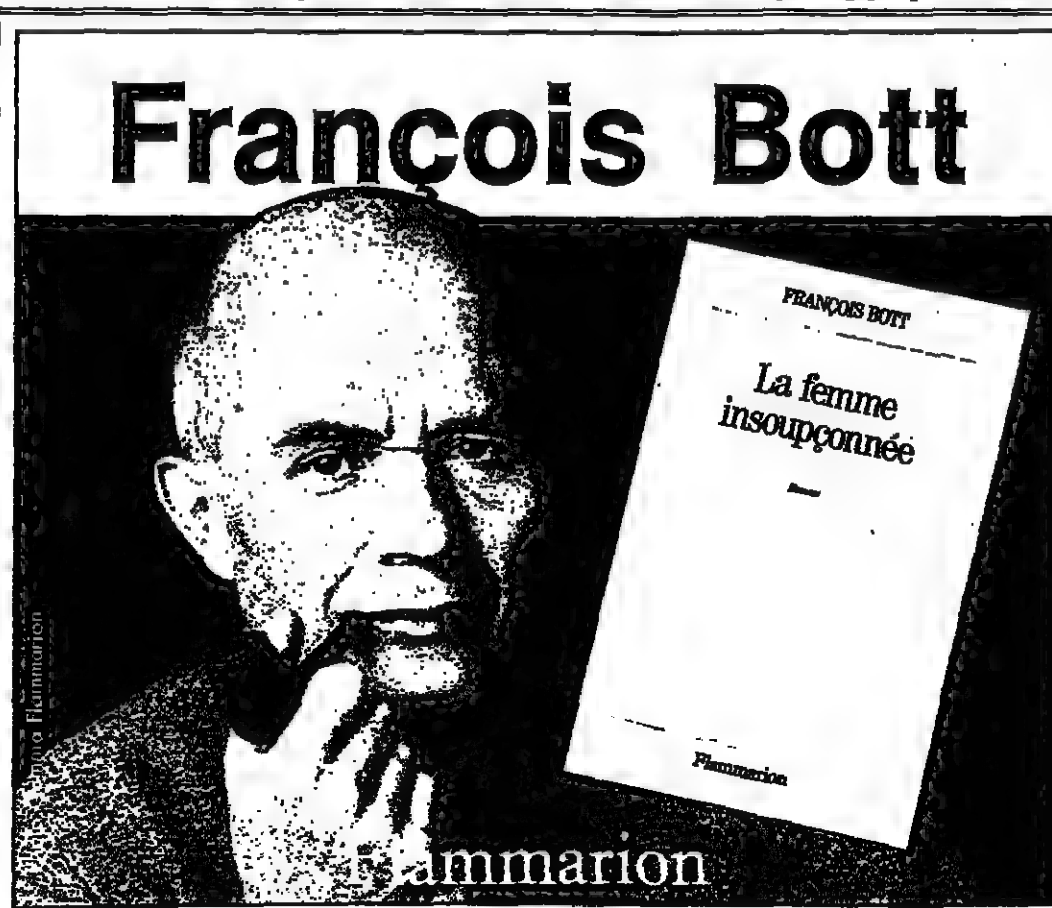
un jeune snob anglais l'accompagne. Gabriel est encore nu, dans la cave que vient de quitter sa maîtresse. Par la lucarne, il aperçoit les belles jambes bronzées d'Orita que le soleil éclaire. Comme elle repart sans l'avoir touché, un étrange rêve s'empare de lui.

Gabriel va se prendre pour le Dieu de la Genèse, dont il inverse les domes. Le créateur y devient la proie et la victime de sa créature. A peine sorti de ses mains, l'homme lui a volé ses habits de fête et Dieu est contraint de se rendre, nu, à la réception de Gutkin. Il y est pris pour un exhibitionniste et, sur l'heure, jugé comme tel dans un burlesque procès qui mêle très comiquement à la fable la réalité présente de Gabriel.

Symbolique, érotique, biblique et païen tout ensemble, les *Marches du Palais* ne livre pas facilement son sens profond, mais il séduit par la fantaisie et la luxuriance de ses images et de ses inventions. Dans le jeu malicieux des transpositions et des métamorphoses qu'il organise, il lance un hymne au libre amour, assorti d'un règlement de comptes. David Shahar ne pardonne pas à Dieu d'avoir chassé l'homme du Paradis terrestre. Le temps d'un livre, il l'y réintroduit en agrandissant jusqu'aux étoiles une coquise histoire d'adultère.

Jacqueline Platier

► Tous les romans de D. Shahar sont publiés chez Gallimard. Certains titres ont été repris en poche, « Folio » et « L'imaginaire ».



Francois Bott

FRANÇOIS BOTT

La femme insoupçonnée

Flammarion

1501 66 01 01

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Les Européens face au « modèle » japonais : la peur et l'envie

Les Douze n'ont pas encore défini une stratégie claire face à l'offensive nipponne

Devant la poussée du Japon, l'Amérique doute d'elle-même (le Monde du 15 février). Le « modèle américain », dominant depuis les années 20, est remis en cause. L'Europe va-t-elle à son tour l'offensive nipponne. Comment s'y prépare-t-elle ?

L'ouverture des frontières européennes aux voitures japonaises se traduit par un minimum de cent vingt mille pertes d'emplois en Europe. « Nous ne subissons pas le même sort que les Américains », demande M. Jacques Calvet (le Monde du 6 janvier). Le président-directeur général de Peugeot SA ajoute : « Au nom de quel droit le marché européen à des industriels japonais doit le marché intérieur rester obstinément clos ? ». Il faut être aveuglement coupable pour ne pas se rendre compte que le Japon « la volonté de conquérir le monde », surenchérit M^{me} Edith Cresson, ministre des Affaires européennes, dans un entretien publié par la Tribune de l'Expansion, le 10 janvier. M. Jacques Delors, président de la commission européenne acquiesce à l'« Heuro de Vérité » : « Il n'y a pas moyen de s'entendre avec [les Japonais]. Il faut être dur avec eux ».

Le « révisionnisme » atteint Bruxelles et Paris où il est devenu, ces derniers temps, une véritable mode. Parmi les chefs d'entreprise, il n'est question que de « cesser d'être naïf avec ces tueurs ». L'automobile sert de révélateur. Cette industrie, la première par son importance économique et culturelle, relance un débat oublié en France, depuis le blocage des magnétoscopes à Poitiers en 1982. A l'aube du Marché unique, l'affaire est placée à l'échelon européen : il s'agit de fixer en commun les règles sur l'entrée des

voitures et sur les investissements nippons pour l'après 1992. Au-delà, chacun sait que l'automobile fera jurisprudence sur ce que sera le degré d'ouverture de la frontière des Douze et sur la politique industrielle.

Les questions posées pourraient être celles-ci : lors des dossiers examinés jusqu'ici l'Europe s'est inspirée des méthodes libérales américaines (déréglementation des marchés, recul de l'Etat, baisse des taxes, faibles dépenses aux revenus du capital...), doit-elle continuer alors même que ce « modèle » a trop bien servi les intérêts nippons aux Etats-Unis ? Ne faut-il pas, face à un Japon « tricheur », changer de tactique et lui opposer un protectionnisme sans complexe ?

La menace grossissante forcera sans doute la réponse. L'archipel va continuer à écouler ses produits de par le monde. Après l'électronique, la mécanique, l'automobile, il s'attaquera à d'autres secteurs comme le luxe, la pharmacie ou l'agro-alimentaire. Mais en appel de ses exportations et en parallèle, le Japon va racheter des entreprises occidentales profitant ainsi de toute une richesse accumulée dont on n'a pas encore pris toute la mesure en Europe.

Enrichissement des investisseurs

La capitalisation des entreprises nipponnes représente près de la moitié (45 %) de la capitalisation mondiale : cela signifie que les entreprises du Japon, valent presque autant d'argent que celles de tous les autres réunis. « Un énorme transfert d'actifs se prépare », prévient M. Lionel Zinsou, directeur du développement du BSN. Les Japonais achètent des bons du Trésor américain. Ils les abandonnent pour acheter des actions avec des capacités de

surenchérir inimmensément supérieures aux nôtres. Pays qui a construit son développement sur l'exportation, le Japon devient un pays investisseur (1). L'emprise de ses grands groupes va s'élargir dans les années 90 comme ce fut le cas pour les multinationales américaines dans les années 50 et 60. L'Europe qui a connu une « américanisation », va-t-elle subir une « japonisation » ?

Les entreprises s'alarment et réclament des protections dans l'automobile et l'électronique, demain dans la banque ou le tourisme. Ils plaident que « la triche » (le protectionnisme) des Japonais fausse la concurrence. Ils admettent que les groupes nippons sont plus compétitifs, plus riches et demandent « le temps que l'Europe se fasse » avant d'ouvrir grandes ses portes. La demande est raisonnable. Mais elle ne doit pas servir, comme aux Etats-Unis, à permettre aux firmes d'engranger des profits temporaires sans faire un effort suffisant de mise à niveau. Il faudrait donc que de sévères mesures en faveur de la compétition intra-européenne soient prises à l'image de la féroce concurrence intra-nipponne au Japon.

S'il faut donc entamer de « dures » négociations avec Tokyo sur les importations de produits en Europe doit-il en être de même pour les investissements ? M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, estime qu'il faut distinguer les secteurs. Dans certains, dont celui de l'automobile, il faut se protéger. Dans d'autres, ceux où les industriels français ne sont pas, il faut les accueillir selon la règle « mieux vaut des Japonais que des chômeurs ». M. Fauroux pense en outre que les faire venir, les forcer à travailler selon nos lois, est la meilleure façon de les « piéger », bref, de les intégrer à l'économie mondiale. Cette position est en principe la mieux fondée — les inves-

tissements étrangers doivent être encouragés par principe. Mais encore faudrait-il qu'existe une harmonisation européenne.

Or, la concurrence que se livrent les différents pays de la Communauté pour attirer des emplois ruine toute cohésion. Sans s'attarder sur les conséquences pour les autres pays membres, M^{me} Thatcher a accueilli Honda, Nissan puis Toyota pour se rebâtir une industrie automobile et combler une partie de son déficit commercial. Le Japon, on l'imagine, est passé maître dans l'exploitation de ces contradictions visant tout à tour les douze capitales ou, encore plus finement, les élus régionaux.

Les succès nippons ne proviennent pas seulement du protectionnisme — leur « tricherie » — si souvent dénoncée — mais de tout un ensemble de cohérences : une spécialisation industrielle, une préférence nationale, des prix intérieurs élevés, une main-d'œuvre qualifiée et travaillant, un management « participatif », des banques complètes et toute une zone périphérique où le Japon vend ses produits haut de gamme et où il sous-traite ceux de bas de gamme. On pourrait ajouter une politique monétaire intelligente (le Yen est en ce moment sous-évalué par rapport aux monnaies européennes) appuyée sur une formidable épargne. La macro-économie, la micro-économie, le social, tout s'emballe pour jouer l'industrie, la jouer ensemble et la jouer à long terme.

Y aller ou s'en inspirer

Plutôt que de vilipender les Japonais, les industriels et les responsables politiques français feraient mieux de s'en inspirer. Les Allemands qui sont les Japonais de l'Europe ont montré la voie. « La première chose à faire est d'y aller pour faire avec leurs règles et leur portée de leur marché financier », note Lionel Zinsou. C'est la seule bonne réponse. « Il faut y créer des filiales ne serait-ce que pour combler l'immense déficit de notre connaissance du Japon », ajoute un haut fonctionnaire. Mercedes et BMW ont investi de grosses sommes au Japon mais ils ont réussi à équilibrer les échanges germano-nippon dans l'automobile.

La deuxième façon de résister aux offensives japonaises, serait d'arrêter une politique européenne unifiée, articulée autour de la promotion de champions nationaux, de la relance à une plus vaste échelle des programmes de recherche-développement (Eurka, Esprit...) et du vote d'une loi de préférence communautaire (buy european act) dont l'urgence est apparue dans les travaux menés par le ministère des Affaires européennes mais qui sont restés lettre morte. Il faudrait aussi revoir « cordes aérées » de la Communauté qui date de 1958 et qui interdit toute politique industrielle.

Toutes ces méthodes sont connues, la liste pourrait être allongée. L'essentiel est que la menace japonaise force les Douze à se rappeler que l'industrie fondée, à long terme, la force des nations. Sédiments par les tourbillons financiers, ils l'avaient oublié dans les années 80. Elle les force aussi à s'interroger sur les valeurs et les intérêts qu'ils défendent. L'euro-scénario n'est plus de mise, l'Europe a des atouts nombreux : des technologies, un marché de 320 millions d'habitants et, à l'Est, une « périphérie ». La faiblesse de l'Europe, c'est sa division économique, sociale et politique, il ne saurait être question de copier les « modèles » américains en recul ou le Japonais conquérant. Mais entre les deux, sans complexe, de définir le sien.

ERIC LE BOUCHER

(1) M. Zinsou fait remarquer que les mécanismes du marché boursier sont favorables aux groupes nippons. Le PER (price earning ratio) est en moyenne à Paris de 13 (le cours représente treize fois le bénéfice par action). Il est de 40 au Japon. Quand une entreprise japonaise achète une autre dont le PER est de 20, son cours en bourse doit mathématiquement monter. Quand une entreprise française rachète la même au PER plus élevé, son cours doit baisser puisqu'elle dilue son bénéfice. L'avantage des Japonais est évident.

TRANSPORTS

Airbus bientôt paralysé

Durcissement de la grève chez British Aerospace

LONDRES

de notre correspondant

La grève qui touche plusieurs usines de British Aerospace et perturbe gravement la sortie des Airbus à Toulouse, au point de réduire la production à un avion par mois au lieu de dix, s'est encore durcie mardi 13 février. Une très nette majorité des deux mille cinq cents ouvriers de l'usine de Preston, dans le nord de l'Angleterre, s'est en effet prononcée mardi contre les dernières propositions de British Aerospace, et les cinq mille salariés de deux autres usines de Chester et Kingston continuent leur action de solidarité avec les premiers.

La direction avait accepté le principe d'une semaine de travail hebdomadaire de sept heures réclamée par les grévistes, mais assorti d'une application par étapes et d'une augmentation de la productivité. Le vote de rejet a été provoqué par le refus de British Aerospace de revenir sur l'abolition de la pause quotidienne de dix minutes destinée à permettre aux ouvriers de prendre le thé. Il s'agit d'une prérogative traditionnelle de la classe ouvrière bri-

tannique qui disparaît un peu partout.

D'autre part, les ouvriers de Preston ne veulent pas non plus être désormais responsables du bon fonctionnement des machines-outils, comme le demande la direction qui souhaite supprimer le corps des inspecteurs spécialisés qui vérifient régulièrement celles-ci.

L'usine de Preston produit des éléments du fuselage des Airbus, tandis que les voitures sont construites à celle de Chester. Ce conflit a commencé à la fin octobre et prend l'allure d'un affrontement sans pitié à propos de la durée de la semaine de travail.

L'usine de Preston produit également le fuselage des bombardiers Tornado et des éléments du Boeing-747. British Aerospace pourrait proposer des contrats de sous-traitance à long terme à des entreprises extérieures pour ces divers travaux, ce qui signifierait la suppression des deux mille cinq cents emplois de Preston. Mais cette menace pourrait aussi provoquer une grève générale dans l'ensemble du groupe.

DOMINIQUE DHOMBRES

Sous la pression de la Commission de Bruxelles

La France devra accepter une concurrence pour Air France

STRAZBOURG (Communautés européennes)

de notre correspondant

M. Léon Brittan, responsable des affaires de concurrence, a annoncé, mercredi 14 février, à l'issue de la réunion hebdomadaire de la Commission de Bruxelles, qu'il adressera, dans les prochains jours, « une communication de griefs » sur le rachat d'UTA par Air France. La décision de l'exécutif de la CEE ouvre ainsi la voie à la négociation devant aboutir à l'octroi de garanties pour une plus grande concurrence sur le marché français.

M. Brittan a finalement rallié la Commission à la thèse selon laquelle il fallait agir vite pour examiner de près la situation de monopole d'Air France dans l'Hexagone, après le rachat d'UTA et, par voie de conséquence, le contrôle d'Air Inter, mettant la compagnie nationale en position dominante, à concurrence de 97 % du trafic intérieur, selon l'évaluation des experts européens. La lettre de Bruxelles à Paris ne devrait pourtant pas être aussi sévère que M. Brittan l'avait prévu. Plusieurs commissaires, notamment M. Karl Van Miert, chargé de la politique communautaire des transports, ont demandé à ce que les reproches adressés à la France, au titre des règles de concurrence en vigueur dans la CEE, ne soient pas formulés sous forme de réquisitoire.

La meilleure preuve que la voie de la conciliation reste l'objectif de la Commission est le fait que Bruxelles n'a pas l'intention de fixer une date limite pour aboutir à un arrangement. Les milieux communautaires font déjà valoir qu'il n'est pas question de remettre en cause le rachat d'UTA par Air France. Il s'empêche que quelques concessions devront être consenties par la France pour améliorer sensi-

blement la présentation du dossier. M. Bernard Attali, président-directeur général d'Air France, aura l'occasion d'ouvrir les pourparlers, le lundi 19 février, lorsqu'il rendra visite au commissaire à la concurrence.

MARCEL SCOTTO

INDUSTRIE

La Cour de justice européenne donne tort à la France à propos d'une aide à Boussac

La Cour de justice européenne a donné tort à la France dans le litige qui l'opposait à la Commission européenne à propos d'une aide accordée à la Compagnie Boussac Saint-Frères (CBSF) entre 1982 et 1984. Elle a, en effet, estimé que la Commission avait eu raison d'obliger Paris à récupérer une partie de l'aide publique accordée alors, soit 338,56 millions de francs, la jugeant contraire aux règles de libre concurrence.

Ce litige concerne la période qui a suivi la chute des frères Wilot, eux-mêmes reprenus à la fin des années 70 de l'empire textile de Marcel Boussac. En 1982, avec le soutien du gouvernement, avait été créée une société, la Compagnie Boussac Saint-Frères, qui reprendrait en location-gérance l'exploitation de Boussac (et non son fonds de commerce). Les aides avaient déjà été consommées lorsque intervint, en 1985, l'accord avec M. Bernard Arnault. Chez M. Arnault, on affirme qu'on ne se sent « pas visé » par ce jugement.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Le Carnet des Entreprises

BANQUE LOUIS-DREYFUS

Jean Verde remplacera Jean-Claude Seys comme président du directeur de la banque Louis-Dreyfus.

Au cours de sa réunion du 8 mars 1990, le conseil de surveillance de la banque Louis-Dreyfus prendra acte de la démission de Jean-Claude Seys de son poste de président du directeur. Il lui sera proposé de désigner à ce poste Jean Verde.

Jean-Claude Seys, cinquante et un ans, était président du directeur depuis le 1^{er} janvier 1987. Diplômé de l'Ecole des hautes études commerciales (HEC) et de l'INSEAD, il était précédemment directeur général adjoint de la Caisse nationale du Crédit agricole.

Jean Verde, cinquante-six ans, diplômé de l'Ecole des hautes études commerciales (HEC), a été, de 1988 à décembre 1989, directeur général du CIC de Paris. Sa carrière au sein du CIC de Paris (depuis 1972) et auparavant à la banque de Neufize, Schlumberger, Mallet a été principalement orientée vers les activités financières.

La banque Louis-Dreyfus modifiera prochainement sa raison sociale et s'appellera à l'avenir France BBL. Son capital est entièrement détenu par la banque Bruxelles-Lambert depuis 1988.

Views that know no frontiers.

The Economist

Independent Views of World Affairs, Business, Finance, Science, Every Friday.

Traduction de l'annonce ci-dessus :

Points de vue au-delà des frontières. The Economist. Des analyses indépendantes sur les affaires de monde, de la finance, de la science. Tous les vendredis.

مركز الدراسات والبحوث

Le Monde AFFAIRES

Ces pays pauvres où prospèrent des firmes françaises

Les industriels n'ont pas que des bons sentiments. Ils investissent à l'Est, si, comme ils l'ont toujours recherché au Sud, ils peuvent y gagner de l'argent. Au Sud justement, les opportunités sont rares. Mais elles existent. Deux exemples, très différents, la Nigeria et le Maroc, montrent que les entreprises françaises continuent à travailler dans les pays dits en développement... et à y gagner de l'argent.

Cris, insécurité, corruption, infrastructures déquiescentes, pénurie de devises... : la Nigeria apparaît comme un véritable purgatoire pour entreprises. Après la fin des « années folles » de cette puissance pétrolière, plu-

sieurs sociétés françaises ont quitté le pays. Celles qui restent rencontrent de multiples obstacles, mais elles parviennent sur l'avenir de ce pays à forte population.

Au Maroc, la situation est toute différente. Le programme de libéralisation du gouvernement attire massivement les investisseurs. Et les Français répondent présents. La déferlante tricolore est spectaculaire.

Le Maroc prend l'air d'un paradis retrouvé. Les privatisations annoncées ouvrent de nouvelles perspectives.



LAGOS

de notre envoyée spéciale

LAGOS ou l'enfer moite, l'expression s'impose dès l'atterrissage, étouffant, privé d'air conditionné et bien souvent de lumière, infesté de fonctionnaires vêtus et de petits ou grands flics. L'atmosphère est encore naïf à toutes les échelles d'en sortant dépourvu, comme ce diplomate français qui, il y a quelques années, se retrouvait privé d'argent, de papiers et de bagages, après avoir mis dix heures pour gagner un hôtel où il fallait s'empresser avec un alcool froissé !

Curieux amateurs d'observer. L'avis vaut pour les entreprises comme pour les particuliers. Le passage de l'aéroport n'est qu'une épreuve initiatrice. Le succès au Nigeria se gagne à l'endurance, et les chausse-trappes sont nombreuses.

« Le pays est difficile, c'est vrai, mais les pays faciles, il n'y en a plus », assure le patron de Spie-Batignolles. Difficile ? Le mot est faible. Inflation galopante, dévaluation permanente, pénurie de devises, infrastructures et administration déquiescentes, corruption, fraude, insécurité, marchés en berne, tout se ligue à priori depuis quatre ans pour faire du premier producteur de pétrole d'Afrique un véritable purgatoire pour entrepreneurs.

Fournant, dans tous les états maîtres climatiques assésés, gardés comme des forteresses par des policiers « maison », c'est la même situation : le pays est dur, la vie impossible, mais, une fois le premier choc passé, le jeu en vaut largement la chandelle... à condition d'avoir les reins solides, un bon marché et un

excellent « contact » avec les autorités. Il est loin le temps où le Nigeria, affolé par l'afflux des pétrodollars, gaspillait sans compter, emporté par la fièvre d'une croissance désordonnée, qu'on croyait exponentielle. Euphorie et concubinage à tous les étages. L'âge d'or d'un pays neuf, à peine sorti d'une guerre civile dramatique, qu'un régime civil poussa jusqu'à la moelle par la manne pétrolière allant de 1979 à 1983 littéralement mettre à sac pour le plus grand profit de ses fournisseurs !

Menacé de faillite pure et simple, le Nigeria a, depuis 1983 et sous la pression de ses créanciers, serré toutes les manettes, et aborde, non sans souffrances, sa cinquième année d'austérité. Salaires bloqués, recettes en chute libre, le revenu par habitant a diminué des deux tiers (de plus de 1 000 à 300 dollars par tête), la monnaie a perdu dix fois sa valeur en dollars (!). Finis les grands contrats, les avions remplis de champagne ou de pièces automobiles, les bénéfices garantis ! « La crise est venue. On a dit c'est foutu ! Et tout le monde est reparti », note le même patron.

Les bons samaritains

Tout le monde ? Pas tout à fait. Restent les plus solides, les plus sérieux, qui parient à long terme sur le formidable potentiel d'un pays deux fois plus peuplé à lui seul que toute l'Afrique francophone (cent dix millions d'habitants) et doté de ressources naturelles énormes : pétrole, gaz, agriculture, etc.

« Le Nigeria est le centre de gravité de l'Afrique noire. Même si le PNB est petit, le potentiel est énorme. Et, si nous ne restons pas



Usine Peugeot à Kaduna.

ici, d'autres viendront. Au premier rang desquels les Japonais », résume le patron de Spiebat.

Cent groupes français recensés en 1983, à la fin des « années folles », plus que quatre-vingts aujourd'hui. Mais qui tous, sans exception, réinvestissent et pour la plupart réalisent encore de coquets bénéfices, selon un banquier. Comment font-ils ?

« Une vraie prouesse », reconnaît le directeur général de Michelin. Problème numéro un : l'absence quasi totale d'infrastructures, doublée d'un niveau de vie tellement bas que les entreprises sont transformées malgré elles en bons samaritains. Seconde en ligne l'insécurité et la corruption qui, elles aussi, gonflent les frais généraux. Enfin et surtout : la crise financière du pays, qui entraîne de proche en proche pénurie de devises, inflation, rareté du crédit et in fine d'énormes difficultés d'approvisionnement en matières premières et en pièces détachées.

Heureusement, il y a des compensations : un marché encore largement vierge où la concurrence est rare, des salaires très bas et des prix fort rémunérateurs, une législation fiscale réaliste qui admet bénéfices et rapatriement, un potentiel naturel énorme... Il n'empêche : dans un pays aussi démuné de tout, la vie de l'entrepreneur relève de la course d'obstacles.

Revenons dans l'ordre : un, les infrastructures. Le téléphone est un casse-tête, l'électricité, une plaie, l'eau, une menace permanente : les pannes, un calvaire. « On y supplée », note M. Lamarque, un petit patron indépendant qui a monté avec succès une entreprise de charpentes métalliques, mais cela augmente les

coûts. Nous avons tous nos propres générateurs électriques, nos câbles, nos réseaux radio, nos systèmes de télécommunication, etc. et ça se paye ! »

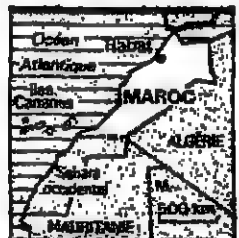
« Nous sommes contraints à l'autonomie totale. On ne peut compter sur rien », explique le directeur général de Michelin. Contraints, comme tous les autres, à assurer eux-mêmes jusqu'aux services « publics » de base.

Un paternalisme obligé, commun à toutes les entreprises étrangères, tenues de fournir à tous leurs salariés des avantages en nature d'un coût parfois exorbitant : dans les banques, tous les cadres ont voiture, chauffeur, logement, personnel de maison, soins et bourses d'études gratuits pour toute la famille, etc. - et, de surcroît, de prouver leur bonne volonté en participant au développement du pays.

Total, la SCOA, la CFAO, BSN, entre autres, se sont ainsi mis en agriculture d'occasion et ont créé depuis 1983, sous l'égide, mais ferme pression des autorités, de grandes fermes mécanisées, et presque toutes déficitaires. Shell a préféré développer des fermes pilotes et distribuer semences, techniques et matériels dans toutes les zones où il opère. Elf et Michelin financent des écoles, offrent des bourses pour les livres scolaires (d'un prix inaccessible à la plupart) et construisent des systèmes d'adduction d'eau.

VÉRONIQUE MAURIS
Lire la suite page 34

(1) Le naira valait en 1985 plus de 10 francs ; il en vaut 0,8 aujourd'hui.



Il n'est plus honteux d'être étranger au Maroc. Depuis vingt ans, s'ils étaient tous là, ils se dissimuleraient derrière des sigles exotiques (SFERM pour Thomson, par exemple). Désormais, ils s'appellent Thomson-Maroc, Philips-Maroc, Merlin Gerin ou Rhône-Poulenc. Ceux qui arrivent, nombreux depuis deux ans, viennent même parfois pour exploiter leur nom : le traîtreur Lenotre prépare son implantation à Casablanca et André Dagaine, le propriétaire de l'hôtel de France à Auch, étudie la sienne à Tanger. Le Maroc, nouveau dragon en puissance, se voudrait la nouvelle patrie du capitalisme étranger.

On se bousculerait presque au portillon. Selon l'Office des changes de Rabat, les investissements français directs ont triplé depuis 1985, l'accélération étant particulièrement sensible en 1987 et 1988, où ils ont culminé respectivement à 226,8 et 304,7 millions de dirhams (165 millions, puis 220 millions de francs). Les premiers mois de 1989 font apparaître une accélération de la tendance, que confirment la chambre de commerce française au Maroc et le poste d'expansion économique. Ce dernier a vu augmenter, l'an passé, le nombre de dossiers traités de plus d'un tiers.

« Je ne connais pas de grand groupe industriel français qui n'ait au Maroc au moins une usine », affirme un haut fonctionnaire français en poste à Rabat. De la CGE à L'Air liquide, en passant par Spie Batignolles, Renault ou la Cellulose du Pin, ce sont quelque mille deux cents entreprises françaises (ou à capitaux partiellement français) qui sont implantées dans le royaume chérifien. Parfois de manière originale : ainsi certaines sociétés françaises détiennent-elles une part de capital dans des sociétés publiques marocaines : Air France possède 20 % du capital de Royal Air Maroc. Alstom, 10 % de la Société chérifienne industrielle et ferroviaire, filiale des chemins de

fer marocains... Les Français sont de loin les premiers investisseurs étrangers, devant les Emirats arabes unis, l'Arabie saoudite, la RFA (dont les investissements ont triplé en 1988), la Grande-Bretagne et l'Espagne, qui considère la côte nord du Maroc comme sa proche banlieue. Pour le premier semestre 1989, selon les statistiques de la Banque de France, la France a investi au Maroc trois fois plus qu'en Tunisie et soixante fois plus qu'en Algérie où, il est vrai, les investissements directs étrangers sont quasiment inexistantes.

Les PME et PMI aussi

Bouygues, dont l'implantation est récente, fait actuellement le forcing : après avoir remporté plusieurs beaux contrats, comme la Grande Mosquée de Casablanca ou l'aéroport d'Agadir, le numéro un mondial du bâtiment a jugé indispensable d'investir en entrant dans le capital de la deuxième chaîne de télévision marocaine. Ce n'était qu'un début. Il vient de nommer un délégué général pour le Maroc et on lui prête l'intention de se lancer dans le secteur de l'hôtellerie et celui de l'assainissement.

Bolloré Technologies, historiquement implanté par le biais de sa filiale SCAC, a choisi une autre stratégie en misant sur l'Omniium nord-africain (ONA), le premier groupe privé du Maroc et d'Afrique. Il a échangé, en juillet dernier, des participations croisées avec le géant local.

Mais les nouveaux arrivants sont surtout des PME et des PMI. Lors d'une mission d'hommes d'affaires français organisée conjointement par le Centre français de promotion industrielle en Afrique (CEPIA) et le CNPF en octobre dernier, une cinquantaine de patrons de PME ont pris des contacts avec des entreprises marocaines qui vont déboucher sur des implantations, des transferts de technologie ou des ces-

sions de licence. Tandis que les grands inauguraient la dernière unité de production de L'Air liquide (250 millions de dirhams, RTA) dont les investissements ont triplé en 1988), la Grande Mosquée de Casablanca, qui considère la côte nord du Maroc comme sa proche banlieue. Pour le premier semestre 1989, selon les statistiques de la Banque de France, la France a investi au Maroc trois fois plus qu'en Tunisie et soixante fois plus qu'en Algérie où, il est vrai, les investissements directs étrangers sont quasiment inexistantes.

La Caisse centrale de coopération économique (CCCE) qui, jusqu'alors, s'était spécialisée, pour le compte du ministère des finances, dans la gestion de protocoles destinés à financer des projets géants, notamment dans le domaine des télécommunications, va mettre en place cette année un fonds de capital-risque de 50 millions de francs, avec extension possible de 50 millions, qui permettra de favoriser les opérations de partenariat industriel entre PMI françaises et marocaines.

De multiples sociétés sont déjà intéressées par l'ouverture de cette ligne de crédit : Gers Electronique aimerait monter au Maroc ses composants pour applications robotiques. Delaire, Levivier, fabricant de matériel de chantier, sent la nécessité d'investir sur place s'il veut garder son marché, des Bretons voudraient faire pousser des tomates bien rondes et bien rouges près d'Agadir.

« Il existe, au Maroc, des opportunités importantes dans quatre secteurs, estime Claude Mousset, chargé de mission au CEPIA. Les industries de transformation - notamment l'emballage, le plastique, l'électronique et la parachimie - les industries de la pêche et des produits de la mer, les industries agro-alimentaires, et enfin le tourisme. » Le secteur du textile n'est pas cité, même si c'est celui dans lequel les Français ont le plus investi depuis dix ans, l'industrie textile ayant longtemps gardé le taux de retour sur investissement le plus rapide. Un jeune entrepreneur roulant en Porsche noire, qui fabrique des survêtements pour enfants dans

une usine de la zone industrielle de Casablanca, n'hésite pas à confier qu'il a récupéré en un an et demi sa mise de fonds initiale. Cela n'a rien d'exceptionnel.

Le coût de la main-d'œuvre est, au Maroc, de huit à neuf fois inférieur, en moyenne, à ce qu'il est en France. Pour Bouygues, une heure d'ouvrier coûtait 120 francs sur le chantier de l'Arche de la Défense, contre 8 francs sur celui de la Grande Mosquée de Casablanca ! Une petite-main marocaine gagne environ 800 dirhams par mois (580 francs) ; les Asiatiques sont battus sur leur propre terrain. D'autant que la qualité de la main-d'œuvre féminine soutient largement la comparaison avec celle de Taïwan. A une réserve près : le taux d'absentéisme est, au Maroc, dramatiquement élevé. Autre handicap, le manque de petit encadrement local. « Ils ont des cerveaux et des bras, mais il leur manque des doigts », plaissent une jeune entrepreneuse française. Il est effectivement plus facile de trouver des polytechniciens ou des HEC marocains que des BTS ou des diplômés d'IUT.

Mais le Maroc a d'autres atouts, et notamment sa proximité, ses infrastructures (tout à fait comparables, dans les grandes villes, à celles qu'on trouve en Europe), sa francophonie et sa situation géographique, qui en fait une base idéale pour qui veut desservir aussi bien le Maghreb que l'Afrique subsaharienne. Contrairement à la Tunisie, pays très comparable dans d'autres domaines, le Maroc, avec ses vingt-cinq millions d'habitants, est lui-même un marché non négligeable.

Ses récentes performances (10 % de croissance du PNB en 1988, et un retour progressif aux grands équilibres) le désignent comme le pays-phare du Maghreb. Enfin, le code des investissements y est particulièrement incitatif, puisqu'il accorde des exonérations d'impôts, totales ou à 50 % selon les secteurs, et

pendant cinq ans en général, aux nouveaux entrepreneurs.

Deux éléments sont venus, ces derniers mois, s'ajouter à ces bons points, provoquant probablement le décollage observé : d'une part, les transferts de capitaux ont été facilités (au lieu d'attendre six mois, on n'attend plus que... vingt-deux jours) et, d'autre part, le roi a fait diffuser dans la presse française un communiqué indiquant que tout dossier d'investissement serait censé avoir obtenu l'agrément de l'administration marocaine si celle-ci n'y donnait pas suite dans un délai de deux mois.

Un « partenaire-burette » nécessaire

« Cette mesure a eu un effet immédiat sur les dossiers en instance », admet M. Veyret, responsable de la zone Maghreb à la BNF. Mais les lourdeurs administratives restent importantes. Qu'on en juge : dix-sept autorisations administratives différentes sont nécessaires à tout investisseur potentiel. Mais, plus encore, c'est le flou des textes qui rebute les candidats. Celui qui concerne la marocanisation du capital (obligatoire, dans certains secteurs, à 50 % ou à 100 %) est tombé en désuétude, mais il n'a pas été abrogé, et il est arrivé que le partenaire marocain d'un investisseur français, l'exhume pour priver ce dernier de ses droits dès que l'entreprise commençait à faire des bénéfices.

La mésaventure est arrivée à un entrepreneur français qui fabriquait des légumes emballés sous vide. Obligé de prendre un « partenaire-burette » (on les appelle ainsi parce que, implantés localement, ils sont indispensables pour « huiler » les rouages de l'administration), il s'est fait dépouiller de ses biens par ce dernier... jusqu'au jour où celui-ci est revenu le chercher parce qu'il avait perdu son débouché à Rungis ! Un banquier cite également le cas d'un Français propriétaire d'un

restaurant en bord de mer à Agadir qui a vu arriver, à la faveur d'un changement de gouverneur dans la région, un concurrent juste devant chez lui, lui ôtant la vue de la mer, au mépris de toute législation.

Il n'existe, au Maroc, ni tribunal de commerce ni même code de commerce. Autant dire que les Français, dès que surviennent les difficultés, comprennent qu'ils ne se trouvent pas dans un Etat de droit. Enfin, ils ne peuvent compter sur les banques locales : celles-ci, bien que riches, se comportent le plus souvent comme des prêteurs à gages, fuyant les montages à risques comme la peste.

Les Marocains savent les efforts qu'il leur reste encore à faire pour accueillir les investisseurs, au moment où ils s'apprêtent à procéder à une opération de privatisations d'ampleur comparable à celle qui a eu lieu en France, et qui sera probablement ouverte aux capitaux étrangers. Une liste de cent neuf entreprises privatisables vient d'être publiée, qui va de la Société chérifienne des pétroles à des fabricants d'électronique, en passant par le palais Jamai, l'un des hôtels fleurons de la ville de Fès.

Dans des secteurs tels que les télécommunications, l'industrie sucrière ou le pétrole, des groupes français se sont déjà, en privé, déclarés intéressés. Bouygues, Concorde et quelques autres examineraient à la loupe la douzaine de privatisables du secteur hôtelier. Les États-majors préparent les grandes manœuvres. De quoi réjouir ceux qui craignent qu'en privatisant l'Etat à l'excès, dans une course où elles sont loin de partir gagnantes, les entreprises françaises n'oublient leurs partenaires naturels... au moment même où ces derniers commencent à mettre la tête hors de l'eau.

EMMANUELLE PRADIEL

Nigéria, purgatoire des entreprises

Suite de la page 33

Un « bonévolat » coûteux, mais nécessaire pour éviter des mésaventures plus pénalisantes encore : sabotages, vols, déprédations, détournements de pipelines, de câbles, etc. Ce qui n'épargne pas hélas aux entreprises, otages de la violence ambiante, quelques accidents.

L'insécurité et la corruption arrivent en effet en second sur la liste des handicaps. La police, l'administration, les services publics, tous venaux, rivalisent d'inefficacité. Les preuves ? Elles s'écrivent tous les jours en gras à la une des journaux : la semaine dernière encore, un escroc a réussi à se faire passer pour le directeur général de la NNPC (la compagnie pétrolière nationale) pour signer dans son propre bureau des contrats, et empêcher l'avance en liquide ! Dans cette jungle, toutes les firmes étrangères, jusqu'aux plus petites, sont tenues de se défendre par elles-mêmes.

Toutes entretient des services au loc, composés de vrais policiers ou de fonctionnaires détachés et payés par elles pour assurer leur sécurité, et démentir l'indigence administrative. Deux ou trois spécialistes, équipes de talkies-walkies et de menue monnaie, assurent par exemple l'accueil à l'aéroport, entraînés à reconnaître l'arrivée du premier coup d'œil, avant qu'il ne tombe entre les pattes des signifiants porteurs de fausses pancartes d'accueil.

L'économie du « dash »

Car les mauvaises habitudes, héritées des « années folles », ne se sont pas toutes perdues. La très grosse corruption, qui a conduit le Nigeria à accumuler les « déchets blancs » (usines, chantiers, ouvrages surdimensionnés, inutilisés, voire inutilisables) a certes largement diminué. Austérité oblige.

Mais l'économie du « dash », synonyme local de bachich, est toujours reine. « Il faut payer pour tout, mais ce n'est pas très cher, dit un banquier. C'est de la même corruption. » Et, bien que les responsables s'en défendent, les faveurs d'un très bon « sponsor » restent le plus sûr moyen d'emporter un marché ou d'éviter les chausse-trappes d'une législation qui change grosso modo à chaque nouveau budget.

« Brouillies », grognent les vieux briscards de la délocalisa-

tion. « Pas un pays, même en Europe, qui n'échappe à la règle. La différence c'est qu'on appelle ça commission, ça fait plus noble ! assure le patron d'une entreprise de BTP, qui sait de quoi il parle. « L'absence de crédits garantis par la Coface est beaucoup plus gênante ! »

Car, lorsqu'elles ont assuré leur survie matérielle, les entreprises doivent encore gagner de l'argent. Et la crise financière qui pèse sur le pays depuis cinq ans ne rend pas la chose aisée. Echaudés par l'ampleur des sinistres passés, tous les pays créanciers ont depuis 1985 quasiment bloqué l'octroi de crédits garantis. Les fournisseurs étrangers, de leur côté, exigent, non sans raison, la monnaie, un paiement à la commande, de cinq à six mois avant livraison.

Les entreprises travaillent donc sans filet et doivent disposer d'une trésorerie très importante en devises pour pouvoir importer les matières premières ou les pièces nécessaires. Un vrai casse-tête. Un des autorités, donc les banques, ne distribuent les devises qu'au compte-gouttes. Deux : l'inflation a fait grimper les taux d'intérêt aux alentours de 30 % l'an. Trois : la banque centrale a retiré en 1989, pour juguler l'envolée des prix, quelque 10 milliards de nairas du système bancaire, soit de 15 à 20 % de la masse monétaire. Le crédit, déjà cher, est devenu introuvable.

Seuls s'en sortent facilement les groupes qui, comme les pétroliers, exportent et disposent donc de leurs propres ressources en devises. Les autres limitent les dégâts en développant, là aussi, leurs propres sources d'approvisionnement. Depuis 1985, automobile et intégration verticale sont devenues la règle. Les groupes textiles se sont lancés dans la culture et la récupération des déchets de coton. Michelin a acheté trois plantations d'hévéas pour alimenter ses chaînes en caoutchouc naturel. De petites entreprises de pièces détachées se sont multipliées au sein des groupes ou dans leur sillage.

Bienheureux encore quand les importations indispensables n'ont pas été purement et simplement interdites ! Ainsi les brasseries (Guinness, BSN, 33 Export, entre autres), fort prospères pendant dix ans, se sont retrouvées fort dépourvues quand les importations de malt ont été bloquées. Après avoir vécu officiellement sur leurs stocks, et en réalité,

pour partie, de la contrebande, ils ont fini par inventer un procédé nouveau permettant de malter les produits locaux, comme le sorgho, qu'ils récoltent dans leurs propres plantations. Les minoteries ont eu moins de chance : l'arrêt pur et simple dès 1986 des importations de céréales les a contraintes de fermer radeau.

Car, s'il en est qui résistent, beaucoup d'entreprises ont péri. Pourtant, la crise, qui a balayé les plus fragiles, a paradoxalement ouvert aux meilleurs une formidable opportunité de profit. « C'est un pays pour Tapie ! s'exclame un banquier. Il y a tellement d'entreprises mal gérées ! »

Le marché a certes fouetté le pouvoir d'achat de la population, mais, avec 110 millions d'habitants aujourd'hui et 380 millions prévus en 2025 ! pas ou peu d'industries, des importations bloquées et des infrastructures défectueuses, il reste de quoi faire. « Il y a tant de marchés capotés ! » assure un responsable, en comptant pêle-mêle : bois, briques, santé, radios, télévisions, ventilateurs, matériaux de construction, pièces détachées, machines-outils, et on en passe.

Pas de problème pour les produits de base vendus à bas prix : ustensiles en plastique, vêtements, chaussures en caoutchouc (Flip-Flop) à 2 nairas la paire, ou friandises de bas de gamme se vendent par millions. Nestlé par exemple a fait un malheur avec le Chocomio, un faux chocolat en barre, qui, vendu pour une misère, s'arrache dans les bidonvilles.

Peugeot s'accroche

Pour le reste, la clientèle est certes aujourd'hui plus limitée mais demeure solvable. Même dans les secteurs les plus touchés, comme le bâtiment, l'automobile, l'équipement ménager, les créneaux existent d'autant plus pour le gouvernement et vient de monter une entreprise de fruits semi-confinés destinés à l'exportation.

Peugeot, qui au temps de sa splendeur produisait quelque 35 000 véhicules par an, a vu sa production de classes moyennes, n'en produit plus que 6 500 pratiquement toutes destinées à l'administration ou aux entreprises. Nul mystère à cela : une « 504 » équivalait en 1980 pour un cadre supérieur à une année de salaire moyen : elle en vaut dix aujourd'hui !

Pourtant Peugeot s'accroche. Prédictible, sur, presque sûr, désormais, fort d'une part de marché de près de 60 % et confiant dans l'avenir, comme la plupart des entreprises de bâtiment et travaux publics, laminées par la crise, qui font grand en attendant des jours meilleurs.

Leurs. « La situation est en train de s'assainir », assure M. H. B. Osmani, président de Michelin Nigeria. Exemplaire, Michelin, qui illustre à lui seul comment les groupes bien implantés sur un marché solide réussissent contre vents et marées à accumuler résultats et développement, continue (lire encadré).

Car, outre son marché et une législation somme toute relativement ouverte à l'égard des entreprises étrangères, le pays présente aussi quelques avantages non négligeables, au premier rang desquels le très bas niveau des salaires. « La main-d'œuvre est bonne et, c'est l'un des moins chers du monde », assure M. Osmani : le salaire de base n'est que de 150 francs par mois, le salaire moyen d'à peine 500 francs. « Les jeunes appren- tis sont habiles, créatifs et très intelligents », renchérit le responsable de la formation. Un hic : « Ils n'ont, dit-il, aucun sens de la discipline collective, et aucune culture industrielle. » D'où l'importance accordée à la formation du personnel qualifié, obligatoirement nigérian, chaque entreprise ayant un quota d'expatriés limité et à peine négocié au cas par cas.

Dernier atout, les ressources naturelles. D'elles viendront le salut. Le Nigeria est l'un des rares pays, en dehors du Moyen-Orient à disposer de réserves d'hydrocarbures à très bas coût pour une entreprise, il leur faut savoir décider - bien ou mal - en toutes circonstances, être à la fois entreprenants et prudents, déterminés.

Car les patrons ne manquent pas de vertus, autrement ils ne seraient pas patrons. C'est une conviction que Jean-Louis Servan-Schreiber parvient aisément à nous faire partager. A tel point que l'on renonce en effet à leur en vouloir de gagner parfois (pas toujours) beaucoup d'argent. Seuls maîtres après Dieu dans leur entreprise, il leur faut savoir décider - bien ou mal - en toutes circonstances, être à la fois entreprenants et prudents, déterminés.

L'agriculture offre aussi d'énormes possibilités. Le caoutchouc, le coton, le cacao, l'huile de palme, les fruits et en général tout l'agro-business sont autant de créneaux porteurs. « Pour réussir ici il faut soit exploiter une part solide du marché intérieur, soit s'appuyer sur les ressources naturelles », explique un petit patron qui construit des silos pour le gouvernement et vient de monter une entreprise de fruits semi-confinés destinés à l'exportation.

Tous sont d'accord : les opportunités sont énormes, les risques et les handicaps aussi. « Ce n'est pas un pays pour les PME », résume un banquier. Pourtant, elles commencent à revenir, lentement, discrètement, parrainées par de plus grands, par des potentats locaux, attirées par le potentiel et le bas coût de la main-d'œuvre.

Un signe qui ne trompe pas : une petite entreprise japonaise s'est installée dans le secteur de la construction, elle a abrégé le chemin de l'exportation. Couverte d'un aile ému par les autorités nipponnes, précipitée de fonds du pays depuis un an...

VÉRONIQUE MAURUS

BIBLIOGRAPHIE

Le métier de patron

LES patrons font recette. Depuis la consécration présidentielle en 1982, à Figeac, ils ont requis droit d'une gauche qui ne parlait pas moins, à l'aube des années 80, que de leur faire rendre gorge. Maintenant que les voilà présentables, les thuriféraires se font légion.

On reconnaît à Jean-Louis Servan-Schreiber le mérite de parler d'un sujet qu'il connaît, étant lui-même à la tête d'un important groupe de presse, le groupe Expansion (*l'Expansion, la Tribune, la Vie française*). Il s'a garde, d'ailleurs, de nous faire oublier quel groupe il s'agit. Sa peinture de la planète patronale est vigoureuse autant que savoureuse. On regrettera qu'elle concerne avant tout les grands patrons, ceux avec lesquels l'auteur est sans doute le plus familier, mais qui ne représentent qu'un très faible pourcentage des chefs d'entreprise. Mais sans doute peut-on considérer que les vertus et les défauts des uns valent ceux des autres.

Car les patrons ne manquent pas de vertus, autrement ils ne seraient pas patrons. C'est une conviction que Jean-Louis Servan-Schreiber parvient aisément à nous faire partager. A tel point que l'on renonce en effet à leur en vouloir de gagner parfois (pas toujours) beaucoup d'argent. Seuls maîtres après Dieu dans leur entreprise, il leur faut savoir décider - bien ou mal - en toutes circonstances, être à la fois entreprenants et prudents, déterminés.

F. S.

► *Le Métier de patron*, de Jean-Louis Servan-Schreiber. Fayard, 478 p., 120 F.
► *Les Bons, les Brutes et les Autres*, de Mireille Rusnak. Belton, 320 p., 120 F.

La CFTC et l'individualisation des salaires

Le syndicat chrétien en accepte le principe sous réserve du respect de l'équité

S'ÉLANÇANT dans une démarche originale, la CFTC a mené une enquête sur le terrain pour « mieux comprendre les enjeux » des politiques d'individualisation des salaires dans les entreprises. La centrale chrétienne considère qu'il y a individualisation des rémunérations « lorsque celles-ci comportent des éléments fluctuants, attribués sous diverses formes en fonction de critères qui peuvent eux aussi être très divers, mais qui sont au moins en partie individualisés et tendent à une évaluation du salarié ». Définie ainsi, cette

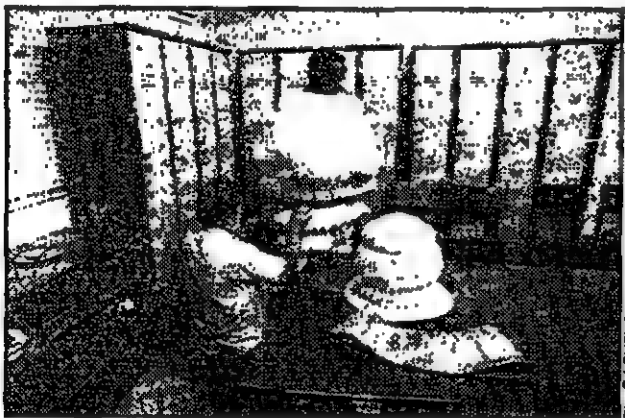
individualisation concerne surtout les salariés des catégories élevées.

En septembre 1988, la CFTC a interrogé ses propres militants en adressant des questionnaires à quarante-huit entreprises ou organismes. Parmi les quatorze entreprises ayant une politique d'individualisation qui ont répondu, l'enquête distingue les exemples négatifs et les exemples positifs. Dans le premier cas de figure se trouvent des banques, où l'individualisation est « ressentie comme fondamentalement arbitraire », la SNCF, où « des primes d'un montant insignifiant sont distribuées selon des critères mal connus », et d'autres entreprises où « des défauts de mise en œuvre » méconnaissent des salariés.

Dans le second cas, l'enquête met en avant des entreprises où l'individualisation est « plutôt acceptée », au moins par une partie des salariés concernés. Ainsi, chez Hermès, il existe un système d'individualisation de l'avancement ou sont prises en compte « non seulement les performances quantitatives, mais aussi la qualité du travail et les qualités humaines de l'intéressé ». « Les délégués du personnel, ajoute l'enquête, sont associés à cette évaluation des personnes. »

L'enquête souligne que pour que l'individualisation soit acceptée par les salariés, il faut que ceux-ci soient « informés des critères en fonction desquels ils seront évalués », et qu'ils aient droit à des entretiens avec leurs supérieurs hiérarchiques pour connaître l'appréciation portée sur eux. Le salarié doit également disposer d'un minimum de marge de manœuvre dans la façon d'exercer son travail, ce qui exclut par exemple de l'individualisation un travail à la chaîne robotisée. Une telle politique, qui doit être contrôlée par la direction, nécessite aussi une formation de l'encadrement. En conclusion, la CFTC « ne s'oppose pas par principe à la pratique des rémunérations individuelles, sous réserve que certaines conditions soient respectées ». Ainsi, la centrale chrétienne rappelle que le pouvoir d'achat doit être maintenu pour tous (ainsi que des augmentations pour l'ancienneté, l'intéressement et la participation). « Des exigences d'équité doivent être satisfaites », souligne-t-elle en invitant ses syndicats à un « surcroît de vigilance ».

M. N.



Le modèle Michelin

Michelin, implanté depuis 1962 dans la banlieue de Port-Harcourt, au sud-ouest du pays, est, avec Peugeot, l'industriel français le plus célèbre au Nigeria. Solide comme l'annui, Michelin, qui depuis vingt-huit ans, a traversé sans mollir toutes les épreuves, y compris la guerre civile de 1967 qui l'a contraint à mettre son usine sous cocon pendant trois ans. Coups d'Etat, boom, crise, rien n'y a fait. Le groupe français tient toujours deux gros tiers du marché nigérian et produit bon an mal an quelque 17 000 tonnes de pneus « made in Nigeria » qui équipent tous les véhicules, du camion aux bicyclettes, jusqu'au Cameroun et au Ghana.

Pas de stocks, encore moins d'inventures, « le marché est tellement vaste qu'il absorbe tout ». Des prix rémunérateurs - un peu coûteux l'équivalent d'un mois de salaire moyen - et tous comptes faits des marges coquettes, en dépit de l'inflation. « Il suffit d'anticiper le coût de remplacement ». Mais que d'ennuis pour assurer une production continue aux normes de qualité internationales !

A voir l'usine, tranquille et

besogneuse, un peu désuète, l'âge venant, mais entretenue avec un soin jaloux par une équipe de 300 techniciens maison, on ne s'en douterait guère. Pourtant tout ce qui tourne ici est un exploit. Exploit que d'assurer tout simplement l'alimentation des ateliers en électricité, caoutchouc ou pièces détachées, que de communiquer avec l'extérieur, que d'éduquer, de soigner et de nourrir tous les jours quelque 1800 salariés.

Tout... et plus encore

Groupe électrogène, diesel de secours et centrale de froid pour les besoins de base. Hôpital, ambulance, police maison et mini, caserne de pompier pour la sécurité. Parc de quelque 90 voitures, autobus, camions et engins de manutention pour les transports. Téléphone privé et talkies-walkies pour garder le contact avec le siège de Lagos. Sans oublier la cantine, qui assure un repas chaud, abondant et gratuit chaque jour à tous - « la seule manière de s'assurer du bon état du personnel » - ; ni les plantations chargées d'assu-

rer l'approvisionnement en caoutchouc, l'entreprise fait tout, et plus encore.

Elle finance aussi l'entretien des écoles, des centres de soins et de voirie de tout le voisinage, pour s'assurer des bonnes grâces de l'administration et des populations locales.

Enfin, elle forme bon an mal an plusieurs centaines d'ouvriers spécialisés et de techniciens. A quelques pas des ateliers de production école technique est une véritable entreprise dans l'entreprise. Electricité, mécanique, soudage, électronique, etc., les petites salles de classe climatisées, jouent les ateliers d'application pratique tenus comme une caserne. Michelin a formé en tout près de 9 000 jeunes agents de maintenance venus de tout le pays, dont seule une petite partie a été embauchée dans l'usine, le reste étant envoyé qui par l'armée, qui par les lycées d'Etat, qui par d'autres entreprises dans le cadre de contrats de formation de trois ans.

Coûteux mais indispensable pour garantir la bonne marche des machines dans un pays où la notion même d'entretien est quasiment inconnue. « Lors de mon arrivée, raconte un cadre, je remarquai une tache sur le tapis. Mon planton, à qui je demandais de la faire nettoyer, me répondit fièrement : « Monsieur au Nigeria, on ne nettoie pas, on remplace ! »

Il suffit, chez Michelin, de voir l'état des machines pour se convaincre que ces efforts sont payants : peu de pannes, pas de casse, et in fine un niveau de qualité et de productivité parfaitement équivalent, à matériel égal, aux performances des usines européennes. A un détail près : il faut à Port-Harcourt prévoir une étape supplémentaire de production : le dédouanement total des pneus loupés. Simplement lacérés, comme en Europe ils seraient immédiatement récupérés, recollés et vendus sous le manteau !

V. M.

RÉPUBLIQUE TUNISIENNE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Direction générale des affaires financières,
des Bâtiments et de l'équipement
Boulevard Bab-Bnei, Tunis — Tél. n° 13004 MEDNAT TUNIS

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL n° 6

1. OBJET

Dans le cadre du projet de renforcement de l'enseignement scientifique et technique, le présent appel d'offres international a pour objet la fourniture et l'installation d'équipements informatiques destinés aux services centraux du ministère, à trois directions régionales de l'enseignement et à vingt centres pédagogiques régionaux (CPR), à savoir :

- Lot n° 1 : un ordinateur central ;
- Lot n° 2 : cinq micro-ordinateurs multipostes ;
- Lot n° 3 : cent quatre-vingts micro-ordinateurs monopostes.

2. FINANCEMENT

L'acquisition de ces équipements sera financée par la Banque africaine de développement (BAD).

3. CONDITIONS DE PARTICIPATION

Le présent appel d'offres international est limité aux pays membres de la BAD.

4. RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES

Les fournisseurs intéressés peuvent retirer le dossier d'appel d'offres offert à chaque lot ou groupe de lots à compter de la publication du présent avis à l'adresse suivante :

Ministère de l'éducation, de l'enseignement
supérieur et de la recherche scientifique
Sous-direction de l'équipement et du matériel
Bureau n° 4 - 1^{er} étage
Boulevard Bab-Bnei — 1030 Tunis — TUNISIE
Tél. : 13004 MEDNAT TUNIS

5. DÉPÔT ET OUVERTURE DES OFFRES

Les offres devront parvenir en trois exemplaires sous pli recommandé au bureau d'ordre du ministère ou plus tard le 17 avril 1990, délai de rigueur, dans une double enveloppe cachetée à la croix.

Les offres non accompagnées des pièces mentionnées ci-dessus ne seront pas retenues :

- 1) un certificat de non-faillite ou concordat préventif réglementaire en vigueur ;
- 2) un certificat d'affiliation à la Caisse nationale de Sécurité sociale ;
- 3) un certificat attestant que le soumissionnaire est en règle au regard de la Direction des impôts.

Toutefois, il pourra être fait exception des pièces 2 et 3 susmentionnées au bénéfice des personnes non domiciliées en Tunisie.

L'ouverture des offres aura lieu en séance publique au siège du ministère (Boulevard Bab-Bnei), le 20 avril 1990 à 9 heures.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pour une période de cent vingt jours (120 jours) à compter du jour suivant la date limite fixée pour la remise des offres.

مكتبة الامم المتحدة

Dans la guerre des logiciels, pour micro-ordinateurs, Microsoft marque des points sur Lotus. Fondateur du premier, Bill Gates, feint de craindre davantage de nouveaux acteurs que ses vieux ennemis.

ALEX SERGE VIEUX
(Correspondance
de San Francisco.)

A. S. Y.

SIX NATIONS DE L'EST À LA MER NOIRE

LE MONDE

diplomatique

32 pages - 17 F

Abonnements : voir tarif page 31

Publication mensuelle - 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

Comprendre ce qui se passe en URSS

Par JOHN KENNETH GALBRAITH (Page 9.)

Voyage aux pays du capitalisme « réel »



PARTI DISLOQUÉ, GUERRE AU CAUCASE

L'heure de tous les dangers pour M. Gorbatchev

Pour la première fois depuis son arrivée au pouvoir, en avril 1985, M. Mikhaïl Gorbatchev a dû faire tirer sur des manifestants à Bakou et a engagé l'armée pour mettre fin aux massacres interethniques dans le Caucase. Une première étape de la perestroïka s'achève ainsi, tragiquement. L'objectif de réveiller la société soviétique a été atteint. Au point que, désormais, les tensions montent de partout tandis que s'aggravent les pénuries, que s'affirment les séparatismes et que le parti lui-même se fracture. M. Gorbatchev sera-t-il l'homme de la nouvelle étape qui commence dans le bruit, le désordre et la fureur ? Nulle autre personnalité, en Union soviétique, ne semble disposer de ses atouts, ni posséder son génie politique.

Par BERNARD FRÉDÉRICQ

FÉVRIER 1990

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE

DOCUMENT

Ce que veut le Front populaire d'Azerbaïdjan.

YUGOSLAVIE

Un pays menacé d'éclatement, par Juan Fernandez Elorriaga.

NICARAGUA

L'élection présidentielle, épreuve de vérité pour les sandinistes, par Stéphane Rillaerts.

JUSTICE

La France malade de ses magistrats, par Gilles Perrault.

VILLES

Djakarta, à toute vitesse... Vers où ? par Jacques Decornoy.

PRESSE

Comment l'Etat favorise, en France, la concentration des moyens d'information, par Claude Julien.

CULTURE

La Biennale de La Havane et le métissage culturel, par Pierre Gaudibert.

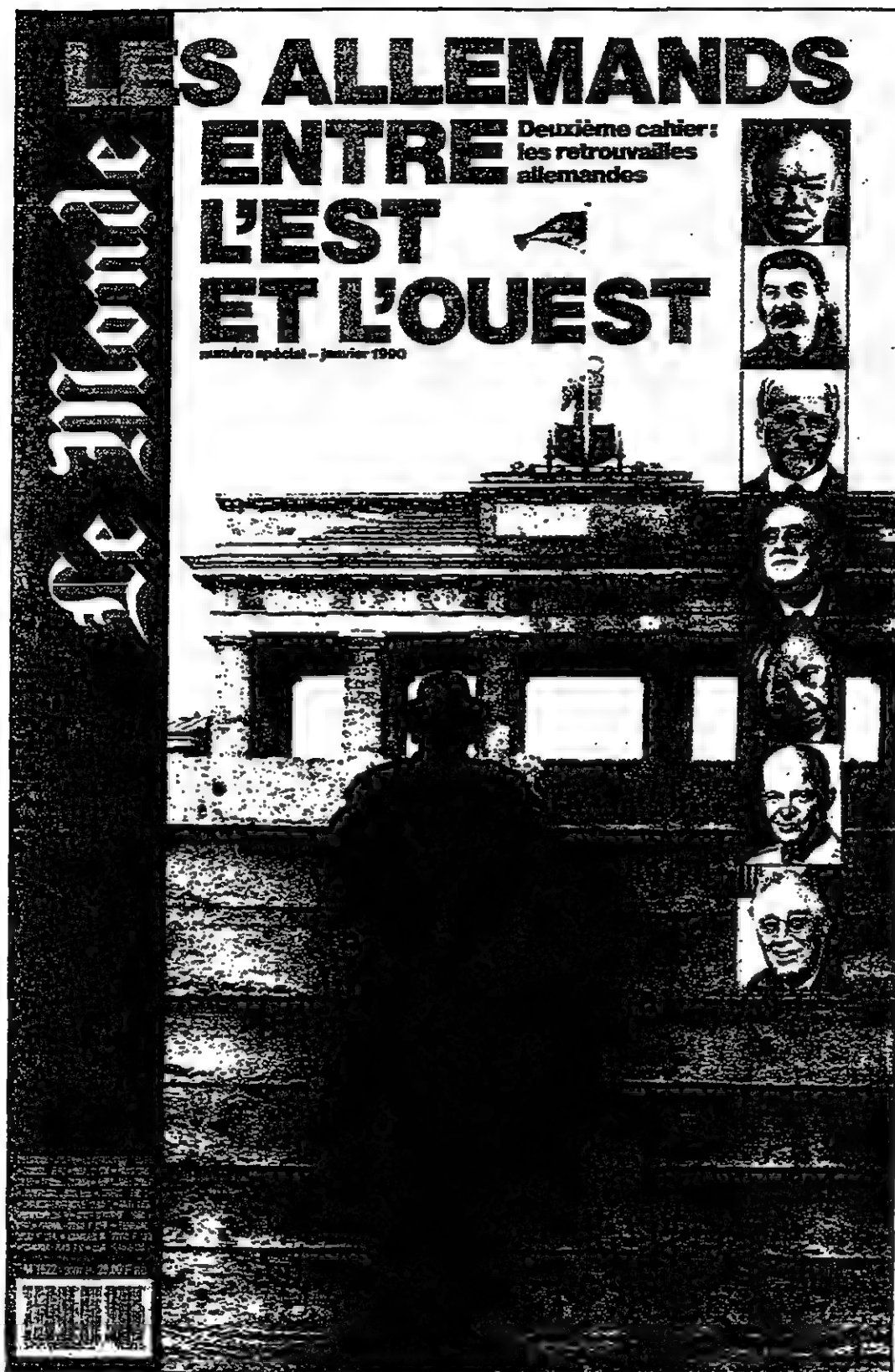
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

319.000

Le Monde

NUMERO HORS SERIE

SPECIAL ALLEMAGNE



DANS ce numéro hors série, *le Monde* retrace l'histoire récente de l'Allemagne, de la fin de la seconde guerre mondiale à la chute du mur de Berlin.

A travers une sélection d'articles publiés dans ses colonnes depuis 1945, *le Monde* décrit le processus de démembrement de l'Allemagne nazie, la naissance de deux nations distinctes, les conflits entre Russes et Alliés ; il explique les raisons du réarmement allemand et analyse les développements de l'Ostpolitik du chancelier Willy Brandt.

A L'HEURE où l'Allemagne de l'Est renoue avec la démocratie, *le Monde* consacre un cahier spécial de 12 pages aux « retrouvailles allemandes ». Avec les témoignages et les reportages de ses envoyés spéciaux.

« **L**ES Allemands entre l'Est et l'Ouest », un numéro hors série du *Monde* pour comprendre quarante ans de division entre les deux Allemagnes et les enjeux des bouleversements en cours.

28 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE : LES ALLEMANDS ENTRE L'EST ET L'OUEST

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ LOCALITÉ : _____

PAYS : _____

FRANCE (métropole uniquement)

Nombre d'ex. : _____ X 33 F (port inclus) = _____ F.

DOM-TOM et ÉTRANGER

Nombre d'ex. : _____ X 38 F (port inclus) = _____ F.

Bulletin à retourner : LE MONDE, service vente au numéro, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09, France

LMPB

مكتبة الأصيل

150 من الاموال

ÉCONOMIE

Le nouveau régime de la prévoyance complémentaire La fin d'une grande ambition

par Jean-Jacques
Dupeyron

Une très importante loi du 31 décembre 1989 vient de modifier profondément le droit de la « prévoyance complémentaire ». Entendre par là l'ensemble des efforts volontaires, collectifs ou individuels, dont le propos est de compléter la couverture assurée par les régimes légaux de sécurité sociale pour les quatre risques suivants : maladie, maternité, invalidité, décès. A ceux-ci l'article premier de la loi en question a curieusement joint le chômage.

Le système légal de sécurité sociale mis en place après la dernière guerre mondiale comportait de graves insuffisances et de graves lacunes. Comme le liquide qui se répand dans les creux d'une surface, les partenaires sociaux se sont employés à pallier ces défaillances. Ainsi, les insuffisances criantes de l'assurance-vieillesse du régime général ont suscité l'institution, par des accords collectifs interprofessionnels, de régimes complémentaires de retraite à l'intention des cadres dès 1947 ; et, plus tard, à l'intention des autres salariés. Par ailleurs, le régime général ne comportait pas d'assurance-chômage : les partenaires sociaux, toujours par accord interprofessionnel, comblaient eux-mêmes cette lacune en 1958. La protection sociale, elle aussi, a horreur du vide...

A géométrie variable

Ce processus est loin d'être achevé. Notre sécurité sociale légale n'assure qu'une protection dérisoire au cas d'invalidité, et quasi inexistante au cas de décès si ce décès n'a pas une cause professionnelle : autant d'espaces encore largement ouverts à la prévoyance complémentaire, à laquelle ont également recouru ceux qui souhaitent bénéficier d'une couverture plus complète au cas de maladie.

D'année en année, l'importance de cette prévoyance complémentaire va donc croissant : en 1989, beaucoup plus de 100 milliards de francs ont été collectés à ce titre par les mutuelles, les compagnies d'assurances et ces institutions à gestion paritaire - employeurs/salariés - que l'on continue, dans le jargon habituel, de dénommer les « L.4 », par référence à un ancien article du code de la Sécurité sociale.

1. - Cette prévoyance complémentaire coûte horriblement cher. Quelques éléments de comparaison : les charges de gestion du régime général sont d'environ 6,5 % pour la branche maladie ; 3,6 % pour la branche vieillesse ; 2 % pour la branche prestations familiales. Pour le régime de retraite complémentaire des cadres et pour les régimes de retraite regroupés par l'ARRCO, ces chiffres sont respectivement de l'ordre de 5 et de 6 %. Pour l'assurance-chômage : 3,5 %. Or en 1986, compagnies d'assurances, mutuelles et « L.4 » ont perçu, au titre de la prévoyance complémentaire, 87,5 milliards de francs de primes et cotisations, dont 68,5 seulement

sont revenus aux intéressés sous forme de prestations. Différence : 19 milliards, soit 24 % des rentrées ; 27 % dans le cas des seules compagnies d'assurances.

Sans doute, nous dira-t-on, faut-il comparer ce qui est comparable : le coût de gestion d'une protection sociale dispersée, collective ou individuelle, à géométrie variable selon les vœux de chaque groupe ou de chaque individu, est forcément très supérieur au coût de gestion, infime, des systèmes obligatoires généralisés à des pans entiers de la population. C'est vrai ; mais c'est tout le problème. De bons esprits, généralement sollicités par les compagnies d'assurances, nous rassurent périodiquement qu'il faudrait supprimer la sécurité sociale et laisser chacun s'assurer où et comme bon lui semble... Indépendamment du fait que très nombreux seraient, en ce cas, ceux qui resteraient hors de toute protection - aux États-Unis, 40 millions de personnes sont dépourvus de toute couverture médicale, ce qui constitue une véritable catastrophe nationale - les autres devraient assumer le prix de cette liberté. Prix très élevé, on oublie parfois de nous le dire... Sans parler de toutes les complications et tous les aléas inhérents aux systèmes de couverture purement volontaires !

2. - La loi du 31 décembre s'est proposée de limiter ces aléas par l'effet d'une série d'exigences minutieuses visant notamment à assurer certaines garanties aux intéressés au cas de rupture du contrat. Ne pouvant entrer ici dans l'examen de ces incontestables progrès, nous nous en tiendrons à deux observations plus générales.

L'article premier de la loi est formel : les compagnies d'assurances, les mutuelles et les « L.4 » (1) sont seules habilitées à mettre en œuvre les opérations de couverture des risques maladie, maternité, invalidité, chômage. On supposera, en dépit de l'absolue généralité de cet article, que les régimes légaux de sécurité sociale ne sont pas eux-mêmes concernés. Mais cette généralité semble bien interdire aux entreprises d'assumer les garanties sociales correspondant aux risques énumérés par la nouvelle loi. Ainsi les employeurs, qui faisaient leur propre affaire des indemnités complémentaires destinées à garantir aux intéressés le maintien de leur salaire pendant des périodes de maladie ou de maternité, doivent désormais, semble-t-il, se faire couvrir par l'un des organismes dont d'un coup de la loi. Et il en irait de même pour les indemnités conventionnelles de chômage partiel... On s'interroge sur les raisons et l'opportunité d'un tel chambardement.

En outre, le système antérieur s'organisait - plus ou moins harmonieusement - autour d'un principe général de démocratie sociale consacré après la Libération : en un mot, le « social » devait être l'affaire des intéressés eux-mêmes ou de leurs représentants.

Le transfert des œuvres sociales des entreprises aux comités d'entreprise est l'une des expres-

sions les plus marquantes de ce principe général. En ce qui concerne les régimes complémentaires de retraite ou de prévoyance, régis depuis 1946 par des bords de textes très fragmentaires et très obscurs, ce principe s'était traduit par une double exigence : d'un côté, la création ou la modification de tels régimes supposait soit un accord collectif, soit un référendum positif ; et, d'un autre côté, la gestion elle-même des régimes ainsi créés devait être confiée à une « L.4 », institution paritaire, ou à une mutuelle. Participation des intéressés, donc, à tous les niveaux : création, modification, gestion.

Ce principe de démocratie sociale se trouve aujourd'hui sérieusement bousculé ! Sans doute, pour la création ou la modification d'un régime complémentaire de retraite ou de prévoyance, le nouvel article L.731-1 du code de la Sécurité sociale n'envisage-t-elle que les deux voies classiques : l'accord collectif ou le référendum. Mais l'article 2 de la loi du 31 décembre, non codifié..., admet pour la prévoyance proprement dite, une troisième possibilité : la décision unilatérale de l'employeur... ainsi autorisé, en pratique, à contracter directement avec une compagnie d'assurances, de son propre chef. Sans doute, en ce cas, la nouvelle loi précise que les salariés concernés ne pourront être contraints de cotiser contre leur gré (2).

Sans doute aussi la démarche de l'employeur qui évite de passer par l'accord collectif ou par le référendum - comme s'il redoutait de ne pas obtenir l'aval des intéressés - fait-elle l'objet de dispositions moins favorables. Notamment au plan fiscal. Il n'en reste pas moins que la population concernée préférerait peut-être un autre type de couverture que celle choisie par l'employeur : ou plus simplement une augmentation des salaires ! L'employeur est censé mieux savoir que ses salariés ce qui leur convient : c'est exactement contre ce paternalisme que s'inscrivait le principe de démocratie sociale.

Ce principe est contraire de façon encore plus radicale au niveau, cette fois, de la gestion de la prévoyance complémentaire, puisque, nous l'avons vu, les compagnies d'assurances sont désormais placées sur le même plan que les « L.4 » et les mutuelles. Il est vrai qu'il y a belle lurette que ces compagnies avaient envahi en force le terrain de la prévoyance complémentaire ! En mettant fin au monopole, devenu tout à fait théorique, des « L.4 » et des mutuelles, le législateur de 1989 a mis le droit en conformité avec les faits. Soit ! Tout de même, l'une des applications les plus intéressantes du principe de démocratie sociale que l'on avait voulu consacrer en 1945-1946 se trouve ainsi rayée de la carte. Dommage ! Ce n'était point là ambition médiocre.

(1) Et leur équivalent dans le code rural.

(2) En dépit d'une très fâcheuse obscurité des nouveaux textes, on peut penser que le licenciement des salariés serait dépourvu de cause réelle et sérieuse.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Le Simco

34, rue de la Fédération
75137 Paris Cedex 15
Tél. : 40-61-66-20

Le montant des loyers émis par la Société au cours de l'année 1989 s'est élevé à 392,8 millions de francs contre 359,3 millions de francs pour 1988.

Ces montants ne tiennent pas compte des indemnités compensatrices dues par l'Etat.

CHARGEURS S.A.

a cédé le contrôle de

UTA

à

AIR FRANCE

LAZARD FRERES & CIE

Compagnie Générale d'Électricité

Le chiffre d'affaires provisoire, hors taxes, réalisé en 1989 par le Groupe de la Compagnie Générale d'Électricité s'est élevé à 142,5 milliards de francs et marque une augmentation de 11 % par rapport à celui de 1988. A structures et méthodes comparables, la progression est du même ordre de grandeur.

Ces évolutions tiennent compte des modifications de structures intervenues au cours des deux derniers exercices, dont les plus significatives sont :

CGE
ACTIVITÉ SOUTENUE EN 1989
+ 11 %

- la création de GEC Alsthom NV par CGE et GEC (Grande-Bretagne) ;
- la prise de contrôle par GEC Alsthom NV :
 - des activités réducteurs de mesure et relais de Schlumberger (Groupe Belteu) ;
 - de plusieurs sociétés ferroviaires en Europe : Accor Transport (Belgique), Maquinstia, Ateinsa et Meinfesa (Espagne), Klepe Elektrik (Allemagne Fédérale), Metro Cammell (Grande-Bretagne) ;
- du constructeur allemand de chaudières EVT (Energie und Verfahrenstechnik),
- de la société Air Industrie Systèmes ;
- l'achat par Framatome des sociétés de connectique Burndy (États-Unis) et Souriau ;
- la reprise par Cegales des activités de contrôle industriel de GEC ;
- l'achat par Ceac des activités de batteries de traction de Chloride (Grande-Bretagne) ;
- la reprise par Alcatel Bell Téléphone des activités de télécommunications des Accor en Belgique ;
- la prise de contrôle par les Câbles de Lyon du groupe Manuli (Italie) et des Câbleries de Dour (Belgique) ainsi que l'acquisition de l'activité câbles d'Ericsson aux États-Unis ;
- la cession par Alcatel NV des activités de communication d'entreprise exercées aux États-Unis par Qume et Alcatel Information Systems.

La répartition par secteur d'activité du chiffre d'affaires des exercices 1989 et 1988 est la suivante :

en millions de francs	1989	1988
Énergie et transport (1)	25.744	28.104
Nucléaire (2)	7.983	4.351
Entreprise électrique et contrôle industriel	13.617	11.858
Accumulateurs	4.971	4.042
Télécommunications, communication		
d'entreprise, câbles (3)	88.403	78.104
Activités diverses (4)	5.131	4.722
Cessions entre secteurs	-3.378	-3.221
TOTAL	142.471	127.958

Les commandes enregistrées au cours de l'exercice 1989 sont de l'ordre de 147 milliards de francs, en augmentation de 11 % par rapport à celles de l'exercice antérieur.

(1) Facturation calculée à l'avancement en 1989. Le chiffre d'affaires d'Alsthom et ses filiales est retenu par intégration globale pour le premier trimestre. A partir du deuxième trimestre, le chiffre d'affaires de GEC Alsthom NV et ses filiales est retenu par intégration proportionnelle à 50 %.

(2) Chiffre d'affaires de Framatome et ses filiales retenu par intégration proportionnelle à 40 %.

(3) Dont Télécommunications publiques : 37 %, Communication d'entreprise : 21 %, Câbles : 30 %, Electronique et divers : 12 %.

(4) Le chiffre d'affaires du Groupe n'intègre pas celui de la Générale Occidentale qui fait l'objet d'une consolidation par mise en équivalence.

LA CGE EN DIRECT :
• MINITEL : 36.15 code CGE
• Téléphone actionnaires : (1) 42 561 561



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

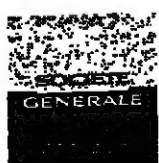
INFORMATION SICAV SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Situation des SICAV au 29 décembre 1989

PARTICULIERS				
Orientation et objectif	SICAV	Actif net (F millions)	Valeur liquidation (F)	Performance annuelle en % (1)
SICAV LONG TERME DIVERSIFIÉES				
Actions françaises : économie d'impôts (CEA et PER)	INTERSELECTION FRANCE	14.389,9	565,05	+ 19,51
Actions françaises : économies d'impôts (PER)	PERVALOR	600,2	690,83	+ 21,48 (2)
Portefeuille diversifié : valorisation	SOGEVAR	1.537,5	1.109,17	+ 11,10
Portefeuille international : valorisation	SOGINTER	2.276,9	1.370,34	+ 10,24
Obli-gations convertibles, actions : valorisation et rendement	CONVERTIMMO	1.571,0	420,09	+ 13,80
Obli-gations convertibles, actions : valorisation et rendement	ORVALOR	2.160,7	6.087,69	+ 13,63 (3)
SICAV LONG TERME OBLIGATIONS				
Obli-gations françaises : rendement	SOGEFARGNE	7.912,3	321,46	+ 11,17
Obli-gations internationales : valorisation	INTEROBLIG	2.528,4	11.451,77	+ 10,69

(1) En taux annuel moyen sur 5 ans ou depuis l'ouverture au public, hors droit d'entrée, coupon global réinvesti.
Ouverture au public : (2) le 05.11.1988. (3) le 15.12.1987.

* SICAV de Capitalisation.



CONJUGUONS NOS TALENTS

DEMAIN, NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
sans visa

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

MARCHÉS FINANCIERS

La réunion du conseil de l'Institut d'émission de la RFA à Francfort

La Buba prête à tout ?

De quel prix la Banque fédérale d'Allemagne (Bundesbank) va-t-elle faire payer à son gouvernement, et aux pays voisins, la France en premier lieu, la fusion entre les systèmes monétaires de la RFA et de la RDA ? Les décisions du conseil de la « Buba », qui se réunira jeudi 15 février à Francfort, donneront une première indication.

La Bundesbank, par la voix de son président, M. Karl Otto Poehl, n'a pas voulu, en fait, n'a pas pu s'opposer au principe de ladite fusion, en dépit de toutes ses réserves : l'enjeu politique est trop élevé et le vent de l'histoire trop puissant. Mais il lui faut prendre la mesure de toutes ses conséquences, et elles risquent d'être importantes.

À la fin de l'année dernière, la Banque centrale allemande, dans son rapport mensuel, notait qu'en RFA les limites de la croissance non inflationniste n'étaient plus très éloignées, avec un taux de croissance annuel de 4 % prévu pour 1990, le plus élevé depuis dix ans. Elle relevait que la demande de logements se développait fortement, essentiellement en raison de l'afflux des réfugiés, et que le bâtiment aurait, probablement, beaucoup de difficultés pour y faire face. En même temps, les dépenses de consommation des particuliers pourraient progresser à un rythme accéléré, sous l'effet des allègements fiscaux en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1990 et des augmentations de revenus plus ou moins sensibles qui résulteraient des négociations salariales en cours. Contrairement à ce qu'on avait pu observer en 1989, où l'utilisation des biens sur le marché intérieur s'était accrue à un rythme beaucoup moins rapide que la production globale, la demande interne en RFA devrait se développer dans des proportions relativement fortes en 1990.

Une conjonction redoutable

Certes, la Bundesbank peut espérer que le contrepartie du boom des exportations, principal support de l'activité en 1989 se calmera, avec une diminution de l'excédent commercial (l'équivalent de 458 milliards de francs l'an dernier). Mais elle note qu'au deuxième semestre 1989, rien ne laissait prévoir une telle diminution, bien au contraire, le volume des commandes passées à l'industrie allemande par les non-résidents et les anticipations des chefs d'entreprise ne laissent pas entrevoir la fin du boom enregistré. Une pénurie grandissante de main-d'œuvre qualifiée se manifestant, en dépit de l'afflux des réfugiés, dont il faut assurer la formation ou le recyclage, la Banque centrale de RFA s'appropriait, au seuil de l'année 1990, à redoubler de vigilance : dans la conduite de la politique de stabilité qu'elle mène depuis plus d'un an, et qui lui a permis de faire rentrer dans son lit la progression de la masse monétaire, après ses débordements antérieurs. Une telle politique l'a amenée, on le sait, à relever quatre fois en 1989 son taux directeur, porté de 5,5 % à 8 %.

A la Banque de France

M. Robert Raymond est nommé directeur général du crédit

Directeur général des études à la Banque de France depuis octobre 1982, M. Robert Raymond prendra le 1^{er} mai 1990, la succession de M. Jean Richon, directeur général du crédit, qui part en retraite. C'est une promotion pour M. Raymond, à la tête, bientôt, de la première direction de l'établissement. Réputé pour sa compétence, il préside le groupe d'experts des politiques monétaires du comité des gouverneurs des banques centrales de la CEE, et son nom avait été murmuré lors de la nomination d'un directeur sous-gouverneur le mois dernier. M. Raymond est remplacé par M. André Icard, directeur général des marchés de capitaux depuis juin 1987, bien connu des opérateurs sur ces marchés, auquel succède M. Jean-Pierre Patai, directeur des études et statistiques monétaires.

Enfin, M. Didier Brunel, adjoint au directeur des études, devient secrétaire général de la Banque de France, en remplacement de M. Denis Ferman, nommé sous-gouverneur le 26 janvier 1990. Ces nominations ont peu inhabituelles ont pour objet d'assurer une plus grande mobilité dans l'état-major de la Banque de France.

F.R.

Or l'union monétaire entre les deux États allemands serait susceptible de bouleverser ce fragile équilibre et de provoquer une flambée inflationniste en RFA, selon le rapport confidentiel de M. Henning Christophersen, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières (Le Monde daté 11-12 février). Suivant les scénarios, et les termes de l'échange entre les deux monnaies, la masse monétaire ouest-allemande pourrait augmenter de 16 % (contre les 5 % officiellement prévus en 1990), et le déficit budgétaire s'élever de 1,5 % à 2 %, atteignant 6 % du PNB. De telles perspectives ont déjà été prises en compte par le marché financier ouest-allemand, où les opérateurs, redoutant la ponction que provoqueraient les besoins supplémentaires d'emprunts fédéraux, viennent de faire monter massivement les taux de rendement de ces emprunts, portés à près de 8,50 % contre 6,50 % il y a un an, avec une très forte accélération ces jours derniers.

C'est dire que la Bundesbank voit se profiler à l'horizon la conjonction redoutable d'une activité domestique proche de la surchauffe et d'une bouffée massive de nouvelles liquidités, créées par l'échange des billets, face à une offre par essence limitée, en dépit d'un niveau d'investissement très élevé. Quand on connaît la composition de son conseil d'administration, de dix-huit personnes, où les onze représentants des Länder (provinces) détiennent la majorité, on peut être sûr de ses réactions. Les représentants des Länder, émanation de l'Allemagne profonde, ont une horreur sacrée de tout ce qui peut, de près ou de loin, éveiller l'inflation, mal suprême qui rongea la monnaie, donc la substance du pays.

Dans ces conditions, il est pratiquement acquis que la Bundesbank n'hésitera pas une seconde à manier brutalement l'arme des taux d'intérêt pour sauvegarder le cœur de sa politique, à savoir la stabilité monétaire. À quoi servirait une fusion des deux monnaies si tout le système se mettait à dériver, véritable hantise des dirigeants de la Banque ? Ils estimeraient, alors, que leur devoir le plus sacré est de contrecarrer une telle dérive, même au prix de graves divergences avec le gouvernement. Mais on sait que, sur un tel sujet, la stabilité monétaire, l'Allemagne profonde se rangera très probablement du côté de la Bundesbank, gardienne de cette stabilité.

À Paris, dans certains milieux officiels, on ne serait pas mécontent de voir le taux d'inflation atteindre au moins 4 % en RFA et le mark ouest-allemand s'affaiblir, au bénéfice du franc. Mais il est à craindre qu'un tel affaiblissement ne provoque une réaction vigoureuse à Francfort, où la Banque centrale serait déterminée à relever son taux directeur le plus fortement qu'il le faudra, sans égard pour ses voisins. En ce cas, le mark, loin de s'affaiblir, se renforcerait aux dépens du franc.

A Paris, dans certains milieux officiels, on ne serait pas mécontent de voir le taux d'inflation atteindre au moins 4 % en RFA et le mark ouest-allemand s'affaiblir, au bénéfice du franc. Mais il est à craindre qu'un tel affaiblissement ne provoque une réaction vigoureuse à Francfort, où la Banque centrale serait déterminée à relever son taux directeur le plus fortement qu'il le faudra, sans égard pour ses voisins. En ce cas, le mark, loin de s'affaiblir, se renforcerait aux dépens du franc.

A Paris, on redoute la contagion

Déjà la Bundesbank a donné un nouveau et léger coup de pouce au loyer de l'argent à court terme lors de ses prises en pension du mercredi 14 février 1990, dont le rendement s'élevait de 7,95 % à 8,25 % : il était encore de 7,30 % au dernier trimestre 1989. Déjà, les marchés européens anticipent de nouveaux relèvements du taux directeur enregistré, fixé à 8 % depuis le 6 octobre, ce qui les rend nerveux. À Paris, on redoute la contagion, puisqu'un parallélisme ancien existe entre la France et la RFA en ce domaine, bien que l'écart sur les taux à long terme ait tendance à se réduire, passant de 3 % au début de 1988 à 1,4 % actuellement, au plus bas depuis longtemps.

Même si, comme certains l'espèrent, cet écart est susceptible de tomber à 0,75 %, ce qui limiterait l'impact des relèvements de taux à Francfort, la France risque d'être entraînée dans une spirale de hausse de rendements si la situation se dégrade outre-Rhin. L'élevation du coût du crédit concernerait véritablement toutes les entreprises, surtout les PME, notre pays se trouvant contraint par conséquent et indirectement de donner un nouveau coup de frein à son économie au moment où son rythme d'expansion risque de se ralentir. Ce serait le prix du maintien de la parité mark-franc : il faut qu'on le sache.

FRANÇOIS RENARD

NEW-YORK, 14 février ↑
Toujours irrégulier

La tendance à de nouveaux états d'empresse d'irrégularité mercredi à Wall Street. Finalement, une légère avance enregistrée dans l'après-midi a été presque repérée. À la clôture, l'indice des industriels s'est établi à 2 624,32, soit à 0,22 point au-dessus de son niveau précédent. Cette fois, cependant, le bilan de la journée a été positif. Sur 1 941 valeurs traitées, 741 ont monté, 683 ont baissé et 517 n'ont pas varié.

D'après les professionnels, le marché résiste stoïquement aux malheurs de Drexel, qui a demandé la protection du chapitre 11 de la loi sur les faillites. Ce qui importe le plus maintenant à la communauté financière est de savoir quelles perspectives d'avenir attendent le marché des « obligations pourries » (junk bonds) et, en cas de fiasco, quelles seront les répercussions sur toute l'économie du pays. L'activité a augmenté, et 138,53 millions de titres ont changé de mains, contre 118,39 millions la veille.

VALEURS	Cours du 13 fév.	Cours du 14 fév.
Alcoa	60 1/2	60 7/8
A.T.T.	37 3/4	37 3/4
Boeing	67 1/8	67 1/2
Chemical Bank	27	27 1/2
Du Pont de Nemours	38 1/4	38 1/4
General Motors	41 1/8	41 1/8
IBM	101 1/4	101 1/4
Intel	52 1/8	52 1/8
Johnson & Johnson	61 1/2	61 1/2
Merck	61 1/2	61 1/2
Pharmacia	48 3/8	48 3/8
Rockwell	53 1/8	53 1/8
Union Carbide	23	23 1/8
U.S.A.	38 1/8	38 1/8
Walt Disney	110 3/4	110 3/4
Xerox Corp.	83 1/2	83 3/4

LONDRES, 14 février ↑
Poursuite de la hausse

Après avoir évolué irrégulièrement au cours de la séance, la Bourse londonienne a terminé en hausse mercredi, au Stock Exchange, soutenue par le départ encourageant de Wall Street. L'indice Foose des cent principales valeurs a gagné 3,1 points, à 2 293,3. Quelques 456,2 millions de titres ont été échangés, contre 337,4 millions la veille. La résurgence des craintes de récession, après l'annonce d'une baisse de la production industrielle britannique en décembre et la hausse à 15,4 % des taux de prêts hypothécaires offerts par la société Abbey National ont ralenti la progression des cours. Les compagnies régionales de l'eau, les banquiers, les brasseries, les alimentaires et les assurances ont gagné du terrain. Le transport aérien British Airways a grimpé après l'annonce d'une hausse surprise de 39 % de son bénéfice trimestriel. Une bonne demie japonais, d'autre part, encourage British Steel (acier). En revanche, Eurotunnel a chuté dans l'attente d'une réorganisation de sa direction. British Aerospace, qui participe à la construction d'Airbus, s'est également replié après qu'un de ses avions se fut écrasé en Inde. Les fonds d'Etat ont terminé sur une note irrégulière.

FAITS ET RÉSULTATS

■ Bruxelles Lambert considère comme perdus ses perspectives dans Drexel. — Le Groupe financier belge Bruxelles Lambert (GBL) s'approprie à considérer comme une perte exceptionnelle de 3,2 milliards de francs belges (516 millions de francs) sa participation de 20 % dans Drexel Burnham Lambert, qui a demandé, mardi 13 février, la protection de la loi américaine sur les faillites. Dans une communication publiée le lendemain, GBL indique qu'il estime prudent de prévoir cet amortissement intégral, compte tenu de l'impossibilité d'évaluer Drexel dans les circonstances actuelles. Cet amortissement ramènera le résultat consolidé de GBL à 4,2 milliards de francs belges pour l'exercice 1989, alors qu'il aurait pu dépasser les 7,5 milliards (contre 5,8 milliards pour l'exercice précédent).

■ Bouygues réalise sa première opération de promotion immobilière en Espagne. Le groupe Bouygues vient de réaliser sa première opération en tant que promoteur immobilier en Espagne. Cette opération concerne un immeuble de bureaux de 35 000 mètres carrés dans le quartier de Ciudad de Lince, près de l'aéroport de la capitale espagnole. Pour mener à bien ce premier investissement immobilier, Bouygues vient de créer une nouvelle société, Stim Espain, filiale de Stim.

PARIS, 14 février ↑
Timide reprise

Après trois séances consécutives de baisse durant lesquelles l'indice CAC-40 s'est déprécié de 3,1 %, la tendance s'inverse mercredi dans le sillage de Wall Street et du Kabuto cho à Tokyo. Dès l'ouverture, l'indice CAC-40 s'apprécie de 0,52 % et l'ouverture du marché financier, redoutant une hausse des taux en Allemagne qui se propagerait en Europe occidentale. La légère détente des taux au jour le jour en France, revenue à 10 3/8, 10 1/2 contre 10 9/16 la veille, n'a pas entraîné les emprunts, mais plus que les déclarations rassurantes de M. Pierre Bédégovoy au « Grand oral de Sciences Po » organisé par l'Université de la Sorbonne de l'économie et des finances a entraîné « l'inflation » et la dévaluation, « il faut une politique monétaire sérieuse et une politique budgétaire qui réduise les déficits », a-t-il ajouté.

Les opérateurs ont préféré rester prudents en quittant pas des yeux l'évolution du marché obligataire ouest-allemand. Dans ce contexte, les principales hausses s'effectuaient dans un marché particulièrement étroit où il peine plus de 200 titres étaient échangés pour les premières valeurs. Ainsi, UIF s'appréciait de 5 % avec à peine 225 pièces échangées, la SDR Padel-Celaï gagnait 7 % avec 100 titres et Thomson 4 % avec à peine 50 actions traitées en début d'après-midi. Du côté des baisses, le Paribas gagnait 1 % avec 100 titres et Thomson 4 % avec à peine 50 actions traitées en début d'après-midi. Du côté des baisses, le Paribas gagnait 1 % avec 100 titres et Thomson 4 % avec à peine 50 actions traitées en début d'après-midi.

TOKYO, 15 février ↑
L'avance s'accroît

Amorçé vingt-quatre heures auparavant, le mouvement de reprise s'est accéléré jeudi à Tokyo. Dès le matin, il avait entraîné le rythme à 10 9/16, pour le réduire légèrement dans l'après-midi. À la clôture, l'indice Nikkei enregistrant un gain de 0,83 % (316,10 points) a dépassé son niveau d'ouverture de 315,27. Les investisseurs ont paré au cas où l'affaire Drexel n'aurait pas eu d'impact sur Wall Street. Les sondages d'opinion, qui font état d'un important pourcentage d'indécision (30 %), pour les élections du dimanche 14 février, et les craintes d'un relèvement du taux de l'acompte ont toutefois freiné les initiatives.

VALEURS	Cours du 14 fév.	Cours du 15 fév.
Aïda	1 030	1 010
Bridgestone	1 650	1 650
Canon	1 780	1 810
Fuji	2 450	2 450
Honda Motor	1 770	1 770
Hitachi Electric	2 210	2 220
Hitachi Ltd.	1 080	1 080
Sony Corp.	8 170	8 400
Toyota Motor	2 440	2 520

PARIS :

Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amal & Associés	448	448	La 1 ^{re} liv. du mois	287 80	287 80
Asystel	108 50	108 50	Loisirs Investissement	148	148
B.A.C.	212	212	Locatim	208 50	208 50
B. Demachy & Fils	576	576	Mars Communications	230	230
Banque Tarnaud	191	191	Messagerie, Média	213	213
B.C.M.	850	850	Météo	1250	1250
Bien	401	401	Musée d'Orsay	240	240
Bouret (Lyon)	255	255	Orsay-Lesclapart	565	565
Châles de Lyon	2620	2620	Planalt	460	460
Cathoson	780	780	Prebault (C & P)	551	551
Cedif	787	787	Prévision Assurance	715	715
C.I.M.E.	1820	1820	Publicis Filippucci	903	903
C. Esp. Biol.	230	230	Réa	320	320
C.E.S.E.P.	700	700	Réa & Associés	320	320
Chemica d'Origny	730	730	Rhône-Alpes Esc. (L.)	245	245
C.N.I.M.	285	285	S.C.E.P.M.	112 80	112 80
Continuum	1100	1100	Saga	431 20	431 20
Cordis	380	380	Sélection Inc. (Lyon)	534	534
Dalio	182	182	S.E.P.	319 90	319 90
Dauphin	854	854	Serbis	253	253
Demarey	1081	1081	S.E.T. Group	269	269
Dellis	480	480	Stadler	253	253
Delfino	200	200	Supa	188	188
Edilcom	185	185	Thomson (Lyon)	508	508
Elyse Investement	15 16	15 16	Val & Co	180	180
Emor	218	218	Yves Saint-Laurent	1050	1050
Emor	820	820			
Et. Fonder (H.F.F.)	382	382			
Genograph	218	218			
Géral	900	900			
I.C.C.	338	338			
Ida	311	311			
Idem	146	146			
Idi	301	301			
Idi	1080	1080			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 14 février 1990
Nombre de contrats : 19 143.

VALEURS	PRIX exercice	Options d'achat	Options de vente
Bouygues	680	17	—
CCF	12,50	30	25
EN-Aquitaine	520	78	3
Européen SA-PLC	60	3,50	6,25
Euro-Dynastie SC	110	1,60	18,10
Haras	1 690	9	—
La Roche-Coppée	350	6	26
Michelin	140	—	13,50
Midia	14	46	140
Paribas	640	23,50	43
Perrot-Ricard	—	—	28
Preget SA	720	32,50	58
Rhône-Poulenc CI	400	—	26
Saint-Gobain	560	13	28
Source Perrier	1 590	47	90
Société générale	560	13,80	28
Suez Financière	440	13	28
Thomson-CSF	140	6,50	12

MATIF
Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 14 février 1990
Nombre de contrats : 77 537.

COURS	Mars 90	Juin 90	Septembre 90
Dernier	99,92	100,20	100,64
Précédent	99,90	100,16	100,40

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
Mars 90	0,41	1,53
Juin 90	0,51	6,51
Septembre 90	—	1,31

INDICES

CHANGES	BOURSES
Dollar : 5,7125 F ↑	PARIS (INSEE, base 100 : 29-12-89)
	13 fév. 14 fév.
	Valeurs françaises : 92 92,1
	Valeurs étrangères : 98 96,8
	(SBE, base 100 : 31-12-81)
	Indice général CAC : 589,5 587,32
	(SBE, base 1000 : 31-12-87)
	Indice CAC 40 : 1 845,43 1 853,99
	NEW-YORK (indice Dow Jones)
	Industrielles : 2 624,10 2 624,32
	LONDRES (indice Financial Times)
	Industrielles : 1 818,1 1 822,4
	Mines d'or : 328,8 328,3
	Fonds d'Etat : 81,11 81,36
	TOKYO
	14 fév. 15 fév.
	Nikkei Dow Jones : 31 535,89 31 471,99
	Indice général : 2 723,38 2 742,31

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SOIX MOIS
+ base	+ base	+ base	+ base
\$-L...	5,7130	5,7130	+ 100
S. com.	4,7529	4,7510	- 83
Yen (100)	3,9531	3,9579	+ 188
DM	3,9972	3,9915	+ 34
FF (100)	16,2440	16,2674	+ 16
FR (100)	3,7985	3,7984	+ 31
L (1 000)	4,5722	4,5739	- 97
F	9,4253	9,4577	- 346

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-L...	8 1/16	8 5/16	8 1/8	8 1/4	8 3/16	8 5/8	8 1/2	8 3/8
DM	7 11/16	7 15/16	8 1/8	8 1/4	8 5/16	8 7/16	8 3/4	8 7/8
FF (100)	9 7/8	10 1/4	10 3/8	10 11/16	10 7/16	10 9/16	10 5/8	10 1/2
FR (100)	8 1/4	8 3/4	9 3/16	9 5/16	9 3/8	9 1/2	9 1/4	9 1/2
L (1 000)	11 3/4	12 3/4	12 7/8	13 1/4	12 7/8	13 1/4	12 7/8	13 1/4
F franc	10 3/8	10 5/8	10 11/16	10 13/16	10 11/16	10 13/16	10 11/16	10 13/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matrice par une grande banque de la place.

150

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 14 FEVRIER

**Cours relevés
à 17 h 39**

Règlement mensuel																	
Competition	VALEURS	Cum. points	Preceder	Dominer	%	Competition	VALEURS	Cum. points	Preceder	Dominer	%	Competition	VALEURS	Cum. points	Preceder	Dominer	%
					+ -						+ -						+ -
3635	C.I.E. 9% *	3620	3626	3620	+ 0.26	1025	B.L.P. T.P.	1026	1026	1050	- 0.08	1026	C.E.F. T.P.	1280	1280	1270	+ 0.19
1025	B.L.P. T.P.	1026	1026	1050	- 0.08	1026	C.E.F. T.P.	1280	1280	1270	+ 0.19	1027	Thomson T.P.	1026	1026	1046	+ 0.19
1026	C.E.F. T.P.	1280	1280	1270	+ 0.19	1027	Thomson T.P.	1026	1026	1046	+ 0.19	1786	Pompey T.P.	1700	1750	1750	- 0.10
1027	Thomson T.P.	1026	1026	1046	+ 0.19	1786	Pompey T.P.	1700	1750	1750	- 0.10	1787	Rhone-Poul. T.P.	2020	2020	2020	+ 1.18
1786	Pompey T.P.	1700	1750	1750	- 0.10	1787	Rhone-Poul. T.P.	2020	2020	2020	+ 1.18	1270	St-Gabriel T.P.	1220	1221	1220	- 0.01
1787	Rhone-Poul. T.P.	2020	2020	2020	+ 1.18	1270	St-Gabriel T.P.	1220	1221	1220	- 0.01	3636	C.I.E. 9% *	3620	3626	3620	+ 0.26
3636	C.I.E. 9% *	3620	3626	3620	+ 0.26	3636	C.I.E. 9% *	3620	3626	3620	+ 0.26	840	Accor	826	827	863	+ 0.87
840	Accor	826	827	863	+ 0.87	840	Accor	826	827	863	+ 0.87	840	Al-Liquid	826	826	836	+ 0.12
840	Al-Liquid	826	826	836	+ 0.12	840	Al-Liquid	826	826	836	+ 0.12	2263	A.L.S.P.A.	2263	2263	2263	+ 0.12
2263	A.L.S.P.A.	2263	2263	2263	+ 0.12	2263	A.L.S.P.A.	2263	2263	2263	+ 0.12	2770	Alphon. Pommeur	2780	2780	2780	+ 0.40
2770	Alphon. Pommeur	2780	2780	2780	+ 0.40	2770	Alphon. Pommeur	2780	2780	2780	+ 0.40	610	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
610	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	610	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40	620	Alphon. Pommeur	616	616	616	+ 0.40
620	Alphon. Pommeur																

Comptant (réflexion)

Collection

[illegible]**SICAV** *Infra*

W (select)

VALEURS	Emission Praks incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Praks incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Praks incl.	Rachet net
A.A.A.	1302 61	1076 72	France-Inde Grow	110 57	108 02	Pavelet	694 70	684 78
Acclion	236 41	232 06	France-Oligations	457 91	453 28	Pharm. Pharmacens	226 12	251 28
Action France	590 37	589 03	France	488 71	474 48	Pharm. Investm.	770 67	751 67
Actions effectuelles	676 54	676 54	France Phars	119 16	115 71	Pharmecim A	1182 65	1169 28
Acifinanc	622 61	647 83	France Négocié	1351 47	1322 89	Pharmecim on-term	7284 96	7269 59
A.G.F. Actions in-CPH	172 13	1193 77	Franch-Accréditons	29 01	29 02	Pharmecim J	5050 82	5009 17
A.G.F. 5000	701 10	684	Franch-Spagne	21 30	20 86	Pharmecim Premier	15890 16	15702 82
A.G.F. 100	100 87	91 33	Franch-Suisse	34 30	33 96	Pharmecim	125 16	112 56
A.G.F. 1000	126 01	126 01	Franch-Suiss	15079 09	15079 02	Pharmecim 2	629 18	526 58
A.G.F. Interfin	438	427 32	Franch-Suiss	230 03	228 83	Pharmecim Obligations	11024 82	11013 61
A.G.F. Invest	128 25	123 17	Franch-Suiss	630 24	607 65	Pharmecim Exportal	113 25	110 20
A.G.F. OBL.	1130 94	1125 31	Franch-Suiss	31 85	30 68	Pharmecim Assoc.	23872 47	23872 47
A.G.F. Sémalt	11179 59	11179 58	Franch-Suiss	4444 75	4433 57	Quart	104 30	121 82
Aiglon	715 78	698 27	Franch-Suiss	988 82	980 22	Recherch	139 59	165 25
Aibel	200 38	198 93	Franch-Suiss	10711 05	10552 76	Recherch Transméd.	8297 88	8245 11
A.I.T.A.	179 31	169 96	Franch-Suiss	1153 35	1119 49	Recherch Vert	1115 25	1098 77
Ames-Ges	674 62	605 86	Franch-Suiss	58272 12	58124 59	St-Hermond St-Hermond	910 17	889 90
Amphiparc	157 91	153 48	Franch-Suiss	63 17	65 07	St-Hermond CPH	272 23	264 66
Amphiparc court term	1000 89	988 05	Franch-Suiss	8897 05	8897 05	St-Hermond Indus. Ph.	225 85	220 76
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	1237 68	1201 81	St-Hermond Package	691 02	677 02
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	100150 92	100059 16	St-Hermond P.A.M.E.	838 78	814 32
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	11179 07	111239 54	St-Hermond Ref.	1210 89	12145 01
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	633 89	618 41	St-Hermond Securit	623 73	603 98
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	193 35	187 72	St-Hermond Technol.	814 26	777 34
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	240 48	236 96	St-Hermond	1421 23	1423 80
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	225 38	216 14	St-Hermond	11389 95	11389 95
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	200 62	197 48	St-Hermond CPH	891 02	891 02
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	354 35	338 28	St-Hermond	152 35	1510 89
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	240 25	257 81	S.P.L. et al.	719 11	682 34
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	240 25	242 83	S.P.L. et al.	719 11	682 34
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	137 18	131 83	S.P.L. et al.	690 82	682 80
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	198 08	178 95	S.P.L. et al.	465 45	438 20
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	308 42	375 64	S.P.L. et al.	212 78	210 87
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	595 59	589 25	S.P.L. et al.	437 68	425 95
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	308 42	375 64	S.P.L. et al.	437 68	425 95
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	308 42	375 64	S.P.L. et al.	437 68	425 95
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	308 42	375 64	S.P.L. et al.	437 68	425 95
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	308 42	375 64	S.P.L. et al.	437 68	425 95
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	308 42	375 64	S.P.L. et al.	437 68	425 95
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	308 42	375 64	S.P.L. et al.	437 68	425 95
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	308 42	375 64	S.P.L. et al.	437 68	425 95
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	308 42	375 64	S.P.L. et al.	437 68	425 95
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	308 42	375 64	S.P.L. et al.	437 68	425 95
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	308 42	375 64	S.P.L. et al.	437 68	425 95
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	308 42	375 64	S.P.L. et al.	437 68	425 95
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	308 42	375 64	S.P.L. et al.	437 68	425 95
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	308 42	375 64	S.P.L. et al.	437 68	425 95
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	308 42	375 64	S.P.L. et al.	437 68	425 95
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	308 42	375 64	S.P.L. et al.	437 68	425 95
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	308 42	375 64	S.P.L. et al.	437 68	425 95
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	308 42	375 64	S.P.L. et al.	437 68	425 95
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	308 42	375 64	S.P.L. et al.	437 68	425 95
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	308 42	375 64	S.P.L. et al.	437 68	425 95
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	308 42	375 64	S.P.L. et al.	437 68	425 95
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	308 42	375 64	S.P.L. et al.	437 68	425 95
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	308 42	375 64	S.P.L. et al.	437 68	425 95
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	308 42	375 64	S.P.L. et al.	437 68	425 95
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	308 42	375 64	S.P.L. et al.	437 68	425 95
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	308 42	375 64	S.P.L. et al.	437 68	425 95
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	308 42	375 64	S.P.L. et al.	437 68	425 95
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	308 42	375 64	S.P.L. et al.	437 68	425 95
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	308 42	375 64	S.P.L. et al.	437 68	425 95
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	308 42	375 64	S.P.L. et al.	437 68	425 95
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	308 42	375 64	S.P.L. et al.	437 68	425 95
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	308 42	375 64	S.P.L. et al.	437 68	425 95
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	308 42	375 64	S.P.L. et al.	437 68	425 95
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	308 42	375 64	S.P.L. et al.	437 68	425 95
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	308 42	375 64	S.P.L. et al.	437 68	425 95
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	308 42	375 64	S.P.L. et al.	437 68	425 95
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	308 42	375 64	S.P.L. et al.	437 68	425 95
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	308 42	375 64	S.P.L. et al.	437 68	425 95
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	308 42	375 64	S.P.L. et al.	437 68	425 95
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	308 42	375 64	S.P.L. et al.	437 68	425 95
Amphiparc	1000 89	1000 89	Franch-Suiss	308 42	375 64	S.P.L. et al.		

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 14/2	COURS DES BILLET	
			Actifs	Ventes
Euro-100 (1)	5 733	6 088	5 540	5 900
Belgique 100 (m)	6 857	6 088		
Belgique 100 (f)	10 225	340 240	325 600	360
Paris 100 (100 L)	10 225	15 276	15 750	
Damascus 100 (f)	301 800	301 870	282	311
Hongrie 100 (f)	88 030	95 100		92
Grèce 100 (f)	88 030	95 100		92
Grèce-Bruxelles (2)	9 653	9 854	9 300	10 200
Grèce 100 (f)	3 614	3 606	3 400	4 000
Grèce 100 (f)	4 579	3 606	3 400	4 000
Italie 100 (f)	301 800	301 800	301 800	302 500
Swiss 100 (f)	92 150			
Austrian 100 (m)	49 290	49 298	46 800	49 100
Espagne 100 (m)	5 200	5 257	5	5 800
Portugal 100 (m)	5 680	5 680	5 680	5 680
Canada 50 (1)	3 962	3 962	3 962	3 962
Japan 100 (m)	3 962	3 962	3 962	3 962

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS prix	COURS 14/2
Or fin (Bis) au barcel	77500	76400
Or fin (Bis) au barcel	77100	76800
Pièces françaises (20 fr)	441	440
Pièces françaises (10 fr)	395	395
Pièces suédoises (20 fr)	491	490
Pièces suédoises (10 fr)	442	442
Sous-sols	525	555
Pièces de 20 dollars	2760	2720
Pièces de 10 dollars	1380	1336
Pièces de 5 dollars	830	830
Pièces de 50 pesos	2810	2895
Pièces de 10 florins	425	460
Or Londres
Or Zurich
Or Hongkong
Argent Londres

E. David Foundation ..	180
Capewell	370
.....	72 80

Barba, Alessandra	111
Bianchi	50
Gay-Droguet	230
Hartig-Flapelle-Zin	247
Hocquembourg	280
Martin-Kneibler	320
Morlon	357
Parisis, Pierrie	173 20
Romano M.V.	1890
St-Gilles-Emballage	316
Sorel-Matras	1800
S.E.P.A.	534
S.F.A.	455
Syl-Lectures St-Moise	380
Unger	96 70
Union Bascaries	1260
Wendler	

.....
377
79

110	Espagne Provençe
.....	Espagne-Océan
.....	Espagne-Orient
.....	Espagne-Union
.....	Espagne-Volcan
.....	España
173 40	Eurodis Location
.....	Eurodis
318	Euro-Gam
.....	Fondation (dir. par l'ON)
480	Forchael
.....	France Asie
.....	France-Est
.....	France-Garçon

o : offert — * : droit

180 76	184 57	Nipp
1344 55	1308 58	Nord

17809 59	17721 58	Norm
184 85	188 44	Châ
1070 25	1050 46	Châ
1374 40	1324 72	Châ
453 30	441 17	Châ
1164 81	1143 38	Châ
1120 16	1087 55	Châ
1150 13	1112 31	Châ
7587 08	7253 45	Ouv
11576 66	11576 66	Châ
285 94	257 57	Par
116 39	116 39	Par
8864 42	9471 11	Par
289 71	289 17	Par

détaché — d : demande

Gen	5776 09	64
and Developp. ...	1235 11	12

.....	12282 40	120
.....	123 01	1
.....	2270 89	22
.....	1035 58	10
.....	148 28	1
.....	1078 14	10
.....	10426 58	104
.....	1270 46	12
.....	6550 34	65
.....	18765 45	187
.....	123 12	1
.....	555 14	5
.....	18 83	1
.....	179 76	1

— ♦ : prix précédent

82	Valerian
84	Valery

**PUBLIC
FINANCE**

Renseignements
45-55-91-82,

★ : marché continu

80 11	565 96
02 38	1700 68

**CITÉ
CIÈRE**
ents :
oste 4330

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

e : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

Le retrait de la vente des bouteilles Perrier

A Vergèze, dans le Gard :
« Un coup bas »

MONTPELLIER

de notre correspondant

A Vergèze, dans le Gard, où se concentrent sur 60 hectares la source et les usines d'embouteillage du groupe Perrier, on a, dès le début de la crise, procédé à une série d'analyses. Le laboratoire de contrôle des eaux de la faculté de médecine de Clermont-Ferrand n'a rien décelé à la source, pas plus que le laboratoire Bouissou-Bertrand de Montpellier, habituellement chargé des contrôles.

Ces conclusions ont été confirmées le mercredi 14 février par les services de la direction départementale d'action sanitaire et sociale du Gard, ainsi que par ceux de la répression des fraudes qui se sont rendus sur place. Pour la direction, l'hypothèse d'une erreur humaine sur la chaîne d'embouteillage dans le filtrage de l'eau est confirmée, tous les tests effectués depuis se sont révélés négatifs. Ce retrait spectaculaire des petites bouteilles rondes est destiné à couper court à toute spéculation sur la qualité de l'eau gazeuse. « Une erreur humaine a été commise, elle a été identifiée et corrigée », a expliqué Gustave Leven.

A l'entrée de la source Perrier, où quelque 2 600 salariés de Vergèze et des communes avoisinantes produisent un milliard de cols par an, le mur du silence ne se brise que pour

souligner l'alliance sacrée entre la CGT, largement majoritaire, et la direction. Ayant reçu pour l'instant l'assurance de la direction que l'incident ne se traduirait pas par des suppressions d'emploi, le syndicat ne souhaite pas mettre de l'huile sur le feu en incriminant son outil de travail. C'est l'attitude dominante dans le village où les habitants, persuadés de la qualité de l'eau de leur source, minimisent l'affaire, inquiet, cependant d'un excès de publicité qui ne pourrait avoir que de fâcheuses conséquences. Même le maire, M. Raymond Fontaine, un employé de l'usine, ironise, évoquant un éventuel « coup bas des Américains dans un pays où la concurrence est sauvage ».

Derrière une apparente sérénité se profile pourtant une réelle inquiétude, que Perrier ne soit contraint dans un premier temps de réduire l'embauche de ses saisonniers, une menace pour Vergèze. Ils étaient plus de huit cents en 1989. Le retrait de la vente de plusieurs millions de bouteilles, même temporaire, aura sans doute d'autres répercussions, encore impossibles à évaluer. Les autres marques du groupe : Volvic, Contrex et Vichy-Saint-Yorre ne sont pas concernées par la pollution du benzène.

JACQUES MONIN

(Lire également page 31.)

La France, la Chine et Singapour
produiront ensemble un hélicoptère

La France, la Chine populaire et la République de Singapour sont convenues de produire ensemble un hélicoptère de haute performance, qui sera disponible à partir de 1996, à des fins civiles ou militaires, et dont le prix se situera entre 3,4 millions et 4,8 millions de francs l'exemplaire, selon la version retenue par le client.

SINGAPOUR

de notre envoyé spécial

C'est la première fois que la Chine populaire et Singapour, qui ont déjà acheté des hélicoptères français, ont décidé de produire conjointement un hélicoptère. L'accord, qui se concrétise dans la conception, dès le stade de son développement, puis dans la production en série, d'un hélicoptère.

L'accord entre les trois pays a été officiellement signé le mercredi 14 février à Singapour, où vient de s'ouvrir le Salon Asiatique Aérospatial 90. Mais, en réalité, l'accord industriel avait été conclu en décembre dernier sans avoir été révélé à ce jour.

A l'origine, ce programme baptisé P-120 L incluait la participation de l'Australie. Ce pays s'en est ultérieurement retiré pour des raisons financières.

Le P-120 L se présente sous la forme d'un hélicoptère à petit fuselage de 2 tonnes à 2,3 tonnes pour remplacer à terme les Gazelle ou les Lama et pour compléter la gamme de l'Ecourot de la société Aérospatiale. Entre 1996 et 2005,

le marché potentiel, notamment dans la zone Pacifique, est de mille cinq cents à deux mille exemplaires. Capable de transporter quatre personnes avec un pilote sur des distances de 700 kilomètres à 800 kilomètres, le P-120 L existait en deux modèles : une version d'exportation, à environ 600 000 dollars (soit 3,4 millions de francs) et une version plus puissante dite de haute performance, pour environ 850 000 dollars (soit 4,8 millions de francs).

Outre ses missions militaires, cet hélicoptère qui sera propulsé par une turbine Arriel de la société française Turboméca ou par un moteur du groupe américain Pratt and Whitney, sera destiné au transport civil, au travail agricole ou à des opérations de sauvetage.

Selon l'Aérospatiale, le développement de cet hélicoptère est évalué à 1 milliard de francs, somme qui devra être répartie à raison de 34 % pour la société française, de 30 % pour l'entreprise chinoise Caic et de 36 % pour la firme Singapore Aerospace.

Maître d'œuvre industriel, l'Aérospatiale française assemblera le P-120 L dans ses usines de Marseille Marignane (Bouches-du-Rhône) et conservera la responsabilité des ventes à l'exportation.

La Chine populaire utilise déjà des Alouette-III, des Super-Frelon et des Gazelle français, et elle construit l'hélicoptère Dauphin sous licence de la société Aérospatiale. La République de Singapour, pour sa part, achète à la France, outre des Alouette-III, vingt-deux Super-Puma et six Ecourot.

J. L.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Partis uniques

Ce serait chouette, dites donc, s'ils faisaient plus qu'un seul parti, les mecs de l'opposition. Ça me simplifierait énormément la vie. Parce que vous, je sais pas, mais moi j'ai toujours pas compris. Ça signifie quoi, au juste, le CDS, le RPR, le PSD, le MRG — ceux qui passent la tête, comme disait Coluche —, le PR, le CNR, l'UDF, tout ça ? Je m'y perds. J'en ai parlé à mon copain Marcel. Il fait sous-chef du service politique, je lui ai demandé :

— Le PD, t'es pour ou t'es contre ?

— Qu'est-ce que tu racontes ? Quel pédé ?

— Ben, le PD, le Parti de la droite. Pasque, il dirait pas non.

— Normal, c'est un vorace, un glouton, il attend que ça, bouffer les autres. Ton m'sieur Valéry, le petit Léo, le bonde des néo-récons, c'est lui. Non, c'est Noir. Barre, lui, il joue les d'émancipation, il veut tout le monde, et il fonde le parti du militant unique. Parle le l'UNEF-SE, l'UNEF Sans Etudiants.

— Et Chirac ?

— Il en prendra son parti.

— Alors, tu vois, ça se présente plutôt bien.

— A droite, oui, mais ça risque de péter à gauche. A force de se tirer sur la tendance, ils vont finir par s'éclater, au PS.

— Ah bon, tu crois ?

— Absolument. Ils arrêteront pas d'acheter des vraies-fausseuses cartes destinées à des faux-vrais adhérents. Ils en ramasseront bientôt assez pour fabriquer chacun son propre parti. Joseph, il rêve d'un parti de classes : Chevalier, d'un parti de l'ordre, genre partie carrée. Fabius, ça serait un parti de saison, le parti des parapluies.

— Et Mauroy ?

— S'il se retrouve tout seul, le pauvre, il va bien être obligé de le faire, son parti de la frite.

— Oh là là ! Ça va être d'un compliqué, le PJ, le PF, le PM, le...

— Ouais, mais en revanche, au PC, Marchais a l'intention de simplifier. Il en a sa claque, des rénovateurs, des reconstruc-teurs, des réformateurs et autres rénovateurs. Il veut tout le monde, et il fonde le parti du militant unique. Parle le l'UNEF-SE, l'UNEF Sans Etudiants.

SUISSE

Limogeage du chef
de la police fédérale

Une controverse, née de la découverte au département militaire de la défense d'un fichier sur les soldats et officiers suisses jugés susceptibles de trahison ou d'actes de sabotage, a entraîné, mercredi 14 février, la mise en congé du chef de la police fédérale, M. Peter Huber cumulant les fonctions de chef de la police fédérale au Département fédéral de justice-police (DFJP) et de chef de la division sécurité du ministère de la défense.

Le ministre helvétique de la défense, M. Kaspar Villiger, a précisé que le fichier contesté concernait de 4 000 à 5 000 personnes ; 2 % à 3 % des mentions qui y sont portées seraient « contestables », selon lui, notamment lorsqu'est signalée l'appartenance à une organisation extrémiste mais légale.

Cette nouvelle affaire de fiches s'ajoute aux récentes controverses sur l'ouverture au public d'un autre fichier secret tenu par le ministère public, sous la tutelle du département justice-police, sur des personnes ou des associations considérées comme politiquement suspectes. L'existence de ce fichier avait été révélée par la commission d'enquête sur le fonctionnement de la justice constamment après la démission de l'ancien ministre de la justice, M. Kopp. — (AFP)

CHINE

L'ONU dénonce
les « graves violations
des droits fondamentaux
des citoyens »

Le gouvernement chinois a « gravement violé les droits fondamentaux et les libertés des citoyens » lors des événements de la place Tiananmen en juin dernier, estime le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Pérez de Cuellar, dans une « note » publiée à l'occasion de la 46^e session de la Commission des droits de l'homme des Nations unies actuellement réunie à Genève. Il souligne l'usage « disproportionné et sans discrimination de la force » pour l'évacuation de cette place par l'armée chinoise.

Depuis le 4 juin, jour de l'écrasement du printemps de Pékin, les autorités ont reconnu 40 exécutions et 6 000 arrestations mais « beaucoup d'exécutions non rendues publiques auraient eu lieu », souligne la note. Selon des estimations, entre 10 000 et 30 000 auraient effectivement eu lieu. « Beaucoup de prisonniers ont été maltraités, soumis à des tortures et d'autres formes de cruauté, de traitement inhumain et dégradant ou des punitions durant leur détention », ajoute le rapport. L'ONU ajoute que des chrétiens ont également été persécutés. — (AFP)

La France sauvée par ses services

Le déficit des paiements courants
s'est stabilisé à 21,1 milliards de francs en 1989

Les comptes courants extérieurs de la France en 1989 se sont caractérisés par des échanges commerciaux fortement déficitaires et des échanges de services fortement excédentaires. Selon les estimations publiées le 14 février par le ministère de l'économie et des finances, le déficit de la balance des paiements courants s'est stabilisé l'an dernier à 21,1 milliards de francs, en légère amélioration par rapport au solde négatif de 21,5 milliards enregistré en 1988.

La composante commerce extérieur (des marchandises) a connu une dégradation de 16,34 milliards de francs de son solde. En données brutes, le déficit a atteint ainsi 67,25 milliards de francs, contre 50,91 milliards l'année précédente.

Les chiffres du commerce extérieur en données brutes des paiements incluent les DOM-TOM dans le territoire national, contrairement à ceux des données qui les considèrent comme des pays étrangers d'où des résultats sensiblement différents (les chiffres douaniers font apparaître un déficit de 45,7 milliards de francs (le Monde du 10 février).

Cette dégradation des échanges de marchandises a été compensée par une augmentation de 25,2 milliards de francs de l'excédent des services qui est passé de 70,16 milliards de francs à 95,38 milliards de francs. En revanche, les transferts unilatéraux (versements au budget de la CEE et exportation de devises des travailleurs étrangers) se sont alourdis : le déficit a atteint 49,24 milliards de francs en 1989 au lieu de 40,6 milliards l'année précédente.

ALGÉRIE

M. Ait Ahmed
demande la dissolution
du parlement

M. Hocine Ait Ahmed, l'un des chefs historiques de la révolution algérienne, rentré au pays le 15 décembre dernier, a demandé mercredi 14 février, lors de sa première prestation à la télévision algérienne, la dissolution de l'Assemblée populaire nationale. « Nous demandons une Assemblée constituante », a indiqué M. Ait Ahmed.

D'autre part, M. Mouloud Hamrouche, premier ministre, a lancé une sévère mise en garde aux « ennemis » des réformes en Algérie lors d'une intervention devant quelque trois cents cadres à Blida. Le chef du gouvernement a dénoncé « ceux qui luttent dans l'ombre ou à l'extérieur du pays, contre les intérêts de la nation ».

Enfin, le ministre de l'éducation a demandé aux enseignants en grève depuis une semaine de reprendre le travail en les mettant en garde contre le recours abusif aux arrêts de travail. Le conflit, qui avait commencé dans le secteur primaire de la région d'Alger, s'est, depuis, étendu à d'autres régions avant de toucher le secondaire. — (AFP, Reuters)

DEMAIN

Comment déclarer
vos revenus de 1989

Un supplément de six pages

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

« Un plan Monnet pour l'Est », par Lionel Stoléru 2

La crise du Kosovo

Aucun des problèmes de cette province yougoslave n'a été résolu 4

Sur les traces
de Petre Roman

La vie du futur premier ministre roumain à Toulouse 6

Une mission de l'UDF
en Roumanie
et en Hongrie

Petites leçons de l'Est 9

La préparation
du congrès de Rennes

La querelle sur les mandats prend le pas sur les débats d'orientation. ... 9

Après les assises
du RPR

Confusion dans l'opposition ... 12

SECTION B

Le Paris
de Romain Goupil

Le dernier film du cinéaste de Mouri à trente ans, Maman — avec Anémone — est un voyage sans limitation de vitesse 14

Un Rosi de soleil
et de sang

Adapté et réalisé pour le cinéma par Francesco Rosi, *Oublier Palerme* est d'abord un roman d'Edmonde Charles-Roux 14-15

L'affaire Peschard
et l'ombre de
Christine Barras

..... 15

Un nouvel élan
à la recherche polaire

Le gouvernement veut donner un nouvel élan à la recherche polaire française, en créant une base dans l'Antarctique et un institut 17

Guerre ouverte
entre Canal Plus
et France Télécom

La polémique sur l'attribution de nouvelles fréquences hertziennes 22

SECTION C

LIVRES • IDÉES

Ecrire au pays
de l'apartheid

Une rencontre avec quatre écrivains sud-africains, dont Nadine Gordimer, qui publie, en France, son dernier roman, *Un caprice de la nature*.

Comptes et mécomptes
de l'édition américaine

Une enquête de Bertrand Le Gendre.

Le feuilleton de
Michel Braudeau

..... 23 à 30

SECTION D

Le rachat d'UTA
par Air France

La Commission de Bruxelles : la France devra accepter une concurrence 32

La grève
de British Aerospace

La construction d'Airbus bientôt menacée 32

Prévoyance
complémentaire

« La fin d'une grande ambition », par Jean-Jacques Dupeyron 39

AFFAIRES

■ Ces pays pauvres où prospèrent des firmes françaises : Nigéria, purgatoire des entreprises. ■ Maroc, le paradis retrouvé. ■ Turbulences parmi les étoiles du logiciel 33 à 35

Services

Abonnements 9
Annonces classées 38
Bulletin d'enseignement 19
Campus 20
Carnet 19
Loto 20
Marchés financiers 40-41
Météorologie 19
Mots croisés 20
Radio-Télévision 20
Spectacles 18

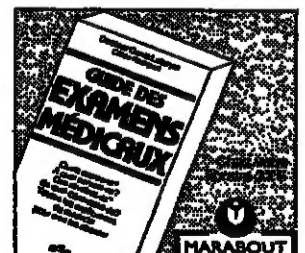
La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde »
daté 15 février 1990
a été tiré à 532 073 exemplaires.

Le Français
en retard
d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit.

Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (104) — BP Gare-du-Nord. Tél. 48-97-10-18.



MICHEL SWISS

MEMES REMISES
EXCEPTIONNELLES
OÙ AUX TOURISTES
ÉTRANGERS

PARFUMS, ACCESSOIRES
PRODUITS DE BEAUTÉ
LES GRANDES MARQUES

16, rue de la Poix (Paris 75002) 2^e étage asc.
TEL : 42.61.61.71

1500